



1453

LES DERNIERS JOURS DE CONSTANTINOPLE



NAVETTES
ET PARKINGS
GRATUITS

Du 4 au 6 avril 2025

Biot et les Templiers

L'art de la chevalerie

ENTRÉE LIBRE

ANIMATIONS · RECONSTITUTIONS · COMBATS · SPECTACLES ÉQUESTRES · MARCHÉ MÉDIÉVAL · MAPPING XXL

Retrouvez tout le programme de Biot et les Templiers
en scannant ce QR code



VILLE DE BIOT - CÔTE D'AZUR
WWW.BIOT.FR / WWW.BIOTETLESTEMPLIERS.FR

LES PLUS BELLES
FÊTES DE FRANCE

FONDS
DU BIEN
COMMUN

CÔTE D'AZUR
FESTIVAL
TOURISME

DÉPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

biot
l'art de vivre

AD Street
IMMAGES

bis
gomma

GROUPE
nice-matin

HISTOIRE

ici
Radio
TV
Digital

impact
Publicité

MOURATOLOU
HOTEL & RESORT

perfectmix
photofest

PROIETTA
CREATIVITY AND TECHNOLOGY

RAZEL-BEC

P8



P44



P106



AU SOMMAIRE

ACTUALITÉ DE L'HISTOIRE

- 8. Le testament de Washington *Par Gérard Olivier*
- 18. Irina de Chikoff. Les yeux grands ouverts
Par Michel De Jaeghere
- 20. Le grand basculement *Entretien avec Thierry de Montbrial*,
de l'Institut. *Propos recueillis par Michel De Jaeghere*
- 28. Les lendemains qui pleurent *Par Isabelle Schmitz*
- 30. Les sept vies de Benoist-Méchin *Par Michel De Jaeghere*
- 31. Côté livres
- 35. La faillite de l'intelligence *Par Eugénie Bastié*
- 36. Logis de France *Par Geoffroy Caillet*
- 38. Expositions *Par Luc-Antoine Lenoir*
- 40. L'été meurtrier *Par Geoffroy Caillet*
- 41. Tchouk-tchouk nougat *Par Jean-Robert Pitte*, de l'Institut

EN COUVERTURE

- 44. Mille ans entre deux rives *Par Nicolas Drocourt*
- 54. Constantin XI. L'empereur ne meurt jamais
Par Guillaume Saint-Guillain

- 58. Les 55 jours de Constantinople
Par Sylvain Gouguenheim
- 68. Jours de ténèbres *Par Sylvain Gouguenheim*
- 72. La marche turque *Par Géraud Poumarède*
- 82. Les manuscrits de la ville morte
Par Christine Gadrat-Ouerfelli
- 86. Entre la tiare et le turban *Par Raúl Estangüi Gómez*
- 94. Sainte-Sophie. Mémoire d'empire *Par Luc-Antoine Lenoir*
- 98. Bibliothèque byzantine
- 100. Si je t'oublie Constantinople *Par Luc-Antoine Lenoir*

L'ESPRIT DES LIEUX

- 106. Kynzvalt. Le théâtre du pouvoir *Par Philippe Bénét*
et Renata Holzbachová
- 114. Le chantier du cardinal *Par Marie-Laure Castelnau*
- 118. Les vestiges du jour *Par Geoffroy Caillet*
- 126. La chasse au trésor *Par Sophie Humann*
- 130. Le vieil homme et l'enfant *Par Vincent Trémolet de Villers*

Société du Figaro Siège social 23-25, rue de Provence, 75009 Paris.

Président **Eric Trappier**. Directeur général, directeur de la publication **Marc Feuillée**. Directeur des rédactions **Alexis Brézet**.

LE FIGARO HISTOIRE. Directeur de la rédaction **Michel De Jaeghere**. Directrice adjointe de la rédaction **Isabelle Schmitz**.

Rédacteur en chef **Geoffroy Caillet**. Enquêtes **Luc-Antoine Lenoir**, **Albane Piot**. Chef de studio **Françoise Grandclaude**.

Secrétariat de rédaction **Caroline Léchamy-Maratray**. Rédactrice photo **Carole Brochart**. Editeur **Robert Mergui**.

Directrice de la fabrication **Emmanuelle Dauer**. Directrice de la production **Corinne Videau**.

LE FIGARO HISTOIRE. Commission paritaire : 0624 K 91376. ISSN : 2259-2733. Edité par la Société du Figaro.

ISBN : 978-2-8105-1054-2. Rédaction 23-25, rue de Provence, 75009 Paris. Tél. : 01 57 08 50 00. Régie publicitaire **MEDIA.figaro**

Président-directeur général **Aurore Domont**. 23-25, rue de Provence, 75009 Paris. Tél. : 01 56 52 26 26.

Imprimé en France par RotoFrance Impression, 25, rue de la Maison-Rouge, 77185 Lognes. Mars 2025.

Origine du papier : Finlande. Taux de fibres recyclées : 0 %. Eutrophisation : Ptot 0,002 kg/tonne de papier.

Abonnement un an (6 numéros) : 45 € TTC, deux ans (12 numéros) : 80 € TTC. Etranger, nous consulter
au 01 70 37 31 70, du lundi au vendredi, de 7 heures à 17 heures, le samedi, de 8 heures à 12 heures.

CE NUMÉRO A ÉTÉ RÉALISÉ AVEC LA COLLABORATION DE **FRÉDÉRIC VALLOIRE**, **PHILIPPE MAXENCE**, **ADRIEN CHABASSEUR**,
ÉRIC MENSION-RIGAU, **MARIE PELTIER**, **PIERRE DE LA TAILLE**, **BLANDINE HUK**, SECRÉTAIRE DE RÉDACTION, **SOPHIE SUBERBÈRE**,
RÉDACTRICE PHOTO, **ISABELLE JUIN**, RÉDACTRICE GRAPHISTE, **KEY GRAPHIC**, PHOTOGRAPHIE, **SOPHIE TROTIN**, FABRICATION.

EN COUVERTURE : ENTRÉE DU SULTAN MEHMET II À CONSTANTINOPLE LE 29 MAI 1453, PAR BENJAMIN-CONSTANT, 1876 (TOULOUSE,
MUSÉE DES AUGUSTINS). © BRIDGEMAN IMAGES.

© PHOTO BY SAUL LOEB/AFP. © PHOTO12/IMAGEBROKER/MARTIN SIEPMANN. © JANEK/ALAMY/HEMIS.

LE FIGARO
HISTOIRE

RETROUVEZ LE FIGARO HISTOIRE SUR WWW.LEFIGARO.FR/HISTOIRE ET SUR



CONSEIL SCIENTIFIQUE. Président : **Jean Tulard**, de l'Institut. Membres : **Simone Bertièrre**, historienne, maître de conférences honoraire à l'université Bordeaux-Montaigne et à l'ENS Sèvres ; **Jean-Paul Bled**, professeur émérite (histoire contemporaine) à l'université Paris-Sorbonne ; **Maurizio De Luca**, ancien directeur du Laboratoire de restauration des musées du Vatican ; **Alexandre Grandazzi**, historien et archéologue, professeur de langue et littérature latines à l'université Paris-Sorbonne ; **Barbara Jatta**, directrice des musées du Vatican ; **Thierry Lentz**, directeur de la Fondation Napoléon ; **Alexandre Maral**, conservateur général au Musée national des châteaux de Versailles et de Trianon ; **Eric Mension-Rigau**, professeur d'histoire sociale et culturelle à l'université Paris-Sorbonne ; **Arnold Nesselrath**, professeur d'histoire de l'art à l'université Humboldt de Berlin, ancien délégué pour les départements scientifiques et les laboratoires des musées du Vatican ; **Dimitrios Pandermalis** (†), professeur émérite d'archéologie à l'université Aristote de Thessalonique, président du musée de l'Acropole d'Athènes ; **Jean-Christian Petitfils**, historien, docteur d'Etat en sciences politiques ; **Jean-Robert Pitte**, de l'Institut, ancien président de l'université Paris-Sorbonne ; **Giandomenico Romanelli**, professeur d'histoire de l'art à l'université Ca' Foscari de Venise, ancien directeur du palais des Doges ; **Jean Sévillia**, journaliste et historien.



NAISSANCE DE L'OCCIDENT

Le sultan avait eu lui-même quelque peine à y croire. Un récit ottoman met en scène la surprise de Mehmed II devant la beauté des monuments, l'ampleur d'une ville dont il s'était demandé, en dépit de sa déréliction, si elle avait été faite de main d'homme. Sa victoire n'avait pas été annoncée par le Coran. Il avait fallu à ses lettrés bien des efforts pour y dénicher des versets qui pourraient paraître applicables à l'immense événement.

En Occident, la chute de Constantinople suscita « *stupeur et incrédulité* », dit Sylvain Gouguenheim. « *Il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais de plus grand malheur* », écrivit un lettré grec. On craignit que le pillage de la ville ait dispersé ou détruit, avec ses bibliothèques, le trésor du savoir antique : la grammaire et la dialectique autant que la physique et la géométrie. C'est « *la seconde mort d'Homère, le second décès de Platon* », écrivit l'humaniste Enea Silvio Piccolomini, secrétaire de l'empereur Frédéric III et futur pape Pie II. On vit dans le sort cruel subi par les habitants, violés, tués ou réduits en masse à l'esclavage, jeunes garçons et jeunes filles livrés au sérail des vainqueurs, un signe de la colère de Dieu. Les Latins incrimaient la mollesse des Grecs et leur obstination dans le schisme. Les Grecs y lisaient au contraire le châtimement de ceux qui avaient été tentés, au concile de Florence, en 1439, de faire l'union des Eglises et de se soumettre à la papauté. Ils avaient accepté la tiare, ils auraient le turban. On appliquait à la circonstance les nombreux textes prophétiques dans lesquels était annoncée la chute d'une ville succombant sous le poids de ses propres péchés. On comparait la catastrophe à l'incendie de Troie aussi bien qu'à la prise de Jérusalem par la soldatesque romaine. Ici, on s'interrogeait sur le point de savoir si elle devait être lue, dans une perspective apocalyptique, comme l'annonce du règne de l'Antéchrist. Là, on identifiait le dernier des Paléologues, disparu au cœur de la lutte, et dont le corps n'avait pas été retrouvé, au souverain endormi dont, à en croire le Pseudo-Méthode, un moine syriaque du VII^e siècle, le réveil sonnerait aux derniers jours l'heure de la reconquête sur les Barbares et la fin du monde.

La date du 29 mai 1453 a été retenue, au XIX^e siècle, comme la césure entre le Moyen Âge et la Renaissance. Edward Gibbon en avait fait, au temps des Lumières, l'ultime aboutissement de son grand procès contre le christianisme et le point final de son histoire monumentale du déclin et de la chute de l'Empire romain. La disparition de l'empire d'Occident avait donné en 476 le signal de la fin du monde antique. Celle de l'Empire romain d'Orient avait, mille ans plus tard, provoqué une rupture analogue. Par un hasard de l'histoire, le dernier *basileus* s'appelait Constantin comme le dernier empereur de Ravenne se nommait Romulus. Lui, au moins, était mort les armes à la main. Il avait, par le don de sa vie, manifesté son refus du monde nouveau dont la chute de sa capitale marquait l'avènement.

L'historiographie contemporaine répugne au caractère schématique que donnent ces mythes glorieux, ces dates charnières, aux périodisations. Rome n'était plus dans Rome au moment de la déposition de l'ultime empereur enfant. Et comme l'ont montré à l'envi au XX^e siècle les historiens de l'Antiquité tardive, la romanité

avait survécu durant des décennies en Italie, en Gaule du Sud ou en Espagne à l'exil du souverain déchu à Naples, dans l'ancienne villa de Lucullus. Il en était allé de même à Constantinople. L'Empire byzantin n'était plus depuis longtemps que l'ombre d'une ombre quand fut prise la ville fondée par Constantin. L'empereur ne contrôlait plus qu'une partie infime de ce qui avait été autrefois son territoire. La civilisation byzantine lui survécut à travers l'action de l'aristocratie phanariote, l'élite grecque qui parvint à s'imposer dans le gouvernement des provinces et la haute administration du sultan, au point que celui-ci finit lui-même par se considérer comme l'héritier et le continuateur des fastes de Byzance. Il se voulait « *l'ombre de Dieu sur terre* » comme le *basileus* avait été son lieutenant. Du Danube au golfe Persique et bientôt au Maghreb, il prétendait à un empire universel, comme avant lui l'Empire romain dont Byzance s'était proclamée avec fierté l'héritière.

Il y a dans ces continuités beaucoup de faux-semblants. Notre époque rechigne à juste titre à la présentation trop dramatique des événements, à leur interprétation comme des ruptures radicales. Elle soupçonne les historiens des Lumières et du XIX^e siècle de leur avoir donné un sens artificiel, de les avoir asservis à leur vision du monde, quand ce n'était pas à l'ivresse de leurs figures de style, au goût des sentences oratoires et des formules définitives. Elle se méfie comme de la peste de l'idée de chute et de déclin : ne porterait-elle pas avec elle le principe d'une hiérarchie des civilisations ? Elle entend légitimement expurger l'histoire du relief, du pathos que lui ont trop souvent donné de manière excessive des contemporains qu'il est de bonne méthode de ne pas croire sur parole. Mais elle en vient parfois à la priver des plus évidentes de ses significations. Celle qu'en revendiquèrent ses propres acteurs n'est plus guère tenue que pour un témoignage des mentalités de leur siècle. Cette hauteur de vue, cette prudence, sont quelquefois moins scientifiques que ne se l'imaginent leurs adeptes. Ne seront-elles pas déconstruites un jour elles-mêmes comme une marque distinctive de notre temps ? Pour n'avoir pas eu, bien sûr, la dimension eschatologique que lui avaient trouvée ses témoins, la chute de Constantinople n'en reste pas moins l'un de ces grands ébranlements de l'histoire dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences.

Soucieux de redonner à la ville le lustre d'une capitale, Mehmed II y avait certes fait revenir des milliers de chrétiens en y déportant une partie des populations des cités grecques d'Asie Mineure et du Péloponnèse. Soumis à la condition de *dhimmi*, ils seraient laissés libres de pratiquer leur religion. Le sultan alla jusqu'à leur rendre des églises et à rétablir le patriarcat, confié au Grec Gennadios Scholarios. Tous les grands dignitaires du palais n'en avaient pas moins été exécutés et une multitude de prisonniers catalans ou italiens égorgés ou décapités tandis que ses 50 000 habitants étaient réduits en esclavage. Dans une cité régie par le droit musulman, les chrétiens ne jouiraient plus désormais que de droits fragiles et révocables. Et le sultan avait considéré que sa conquête lui donnait toute légitimité pour poursuivre plus avant : pour faire passer toute l'Europe du *dar al-harb* au *dar al-islam*.

La volonté de souligner les permanences, sous l'écume apparente des circonstances, conduit désormais à minorer ou à nier parfois le caractère religieux de l'événement. Les Byzantins avaient noué, après tout, dès longtemps, des liens multiformes avec leurs adversaires musulmans. Ils avaient joué les uns contre les autres Fatimides et Seldjoukides. Un sultan avait été reçu en grande pompe à Constantinople avec pas moins de mille suivants. Au fil des guerres civiles qu'avaient suscitées, au cours de l'histoire, les querelles dynastiques, des princes chrétiens s'étaient alliés aux musulmans pour reconquérir leur trône ; ils avaient combattu à leurs côtés contre d'autres chrétiens ; ils leur avaient donné, à l'occasion, leurs filles en mariage. Passé le choc de la surprise, les royaumes d'Occident (la France de François I^{er} en tête) concluraient bientôt eux aussi avec les Ottomans des alliances dictées par la *realpolitik*. Voir dans la chute de Constantinople un épisode d'un long affrontement entre la chrétienté et l'Islam relèverait, dans ces conditions, d'une lecture au premier degré de sources marquées par un apocalyptisme hors de saison. Derrière son habillage par l'idéologie alors dominante, elle s'était bien plutôt inscrite dans les lois de la géopolitique, comme une conséquence de nouveaux rapports de force, d'un nouvel agencement d'un système de puissances animées par leurs intérêts. Un empire avait succédé sans solution de continuité à un autre : pas de quoi convoquer le choc des civilisations.

En conquérant Constantinople, Mehmed II avait cependant lui-même proclamé qu'il avait satisfait aux devoirs du djihad, abattu « *la citadelle des associationnistes et des idolâtres* » et mis fin à la présence d'un îlot de mécréance au milieu de ses Etats. « *Au fond de mon vœu, avait-il déclaré à ses conseillers à la veille de partir en campagne, il y a le désir de déployer la bannière de l'islam, et rien d'autre.* » Au lendemain de son entrée dans la ville, il avait écrit au calife du Caire pour proclamer que sa guerre s'inscrivait dans « *le chemin de Dieu* ». Qu'elle n'avait été que la mise en œuvre du verset du Coran qui ordonne : « *Ô vous qui croyez ! Combattez ceux des Infidèles qui sont dans votre voisinage ! Qu'ils trouvent en vous de la dureté !* » (Coran 9, 123). Pendant le siège, les tirs d'un canon géant sur les murailles avaient été salués de retentissants « *Allahu akbar* », comme l'avait été l'assaut final. Le sultan était, le 29 mai, entré dans Sainte-Sophie à cheval pour proclamer sa transformation en mosquée. Elle serait bientôt encadrée d'immenses minarets. Tout au long des journées de pillage dont il avait donné le signal, les églises avaient été, aux dires du cardinal Isidore de Kiev, qui en fut le témoin oculaire, les premières cibles des destructions, avec les reliques, les images du Christ et de ses saints.

En Europe, la nouvelle avait fait renaître l'idée de croisade. Le duc de Bourgogne Philippe le Bon en avait fait le vœu avec ses alliés, tandis qu'Enea Piccolomini s'indignait que les Européens se fassent, entre eux, la guerre, en laissant le Turc avancer ses pions sans rencontrer d'opposition. La prévalence des rivalités à court terme avait certes réduit ces aspirations à la dimension d'une pétition de principe, et la chute de Constantinople ne suscita pas en définitive de réaction à la hauteur de l'événement. N'empêche qu'elle inaugurerait

l'apparition d'une conscience européenne forgée par la confrontation à l'expansion musulmane sur le sol même du continent, jusqu'à Budapest (1526), Lépante (1571) ou Vienne (1683). Elle nourrirait pendant plusieurs siècles l'ambition des Habsbourg de se faire les défenseurs de la frontière de la chrétienté face aux Ottomans.

En rendant hasardeuse, pour les Européens, la traversée de la Méditerranée orientale et du Proche-Orient, elle participa dans le même temps à leur réorientation vers l'ouest. C'est alors que les explorateurs lancés par Henri le Navigateur vers les côtes de l'Afrique commencèrent à entreprendre d'en faire le tour, tandis que Christophe Colomb cherchait dans l'Atlantique la route des Indes. Par les nécessités qu'imposait désormais le contournement de l'Islam, elle contribua à l'émergence d'une Europe tournée vers l'occident, et bientôt animée par la volonté de découvrir le monde.

Avec Byzance disparaissait le dernier héritier direct et légitime de l'Empire romain. L'événement ne fut pas complètement étranger, peut-être, à l'accélération du processus qui vit naître l'Etat moderne. Il y avait dans la prétention que Byzance avait d'incarner la continuité romaine quelque chose d'une glorieuse fiction. Réduit à presque rien – une ville prestigieuse rétractée sur elle-même par la diminution drastique de sa population, quelques îles, une partie du Péloponnèse –, l'empire continuait de porter beau, à la veille de sa chute : de se proclamer romain et siège d'une dignité qui prédisposait son titulaire à une domination universelle. Il y avait longtemps qu'il n'en était plus rien. Dès le VII^e siècle, la conquête arabe avait en quelques batailles privé l'empire d'Orient de tout contrôle du croissant fertile et de la rive méridionale de la Méditerranée. Elle l'avait coupé du dense réseau des cités du Proche-Orient et de l'Egypte qui faisaient sa richesse, tandis qu'elle condamnait celles de l'Asie Mineure à se replier sur elles-mêmes pour se transformer en villages forteresses battus par les vagues successives des invasions. A Byzance, l'empire avait gardé ses fastes et ses titulatures. Ses élites le tenaient pour dépositaire de la civilisation, au cœur d'un monde livré, autour de lui, aux Barbares. Mais l'empereur ne régnait plus guère que sur les possessions de très vieille implantation hellénique : la péninsule balkanique, une partie de l'Asie Mineure, les îles de la mer Egée ; un temps, l'Italie du Sud et la Sicile. Sous les couleurs de la romanité, et en dépit de ses aspirations et de ses principes, son empire était essentiellement devenu un royaume grec (gréco-slave, jusqu'à la perte de la Bulgarie et de la Serbie) en même temps qu'une puissance de second rang. Reste qu'il incarnait la permanence d'un idéal politique, d'une conception du pouvoir qui conjugait sacralité, profondeur historique, culture lettrée, juridisme et prétention universelle. Cet idéal continuerait d'être invoqué après lui comme un but à atteindre par Charles Quint, lui-même lointain héritier de l'empire d'Occident. Il serait pour une Russie orthodoxe sans frontières naturelles, aimantée par l'accès aux mers chaudes, un modèle fascinant. La disparition de son ultime incarnation n'en contribua pas moins, à l'Ouest, à sa disqualification. Elle laissait, partant, les coudées franches à l'apparition progressive de conceptions concurrentes, qui domineraient bientôt l'histoire de l'Occident : celle de l'expansion coloniale et celle de l'Etat-nation. 

8



LE TESTAMENT DE WASHINGTON

EN ROMPANT AVEC LA POLITIQUE QUI AVAIT FAIT DES ÉTATS-UNIS LE GENDARME DU MONDE, DONALD TRUMP RENOUVE AUSSI AVEC UNE VIEILLE TRADITION AMÉRICAINE DE NON-INTERVENTIONNISME MILITAIRE, AU PROFIT DE NÉGOCIATIONS COMMERCIALES.

20

LE GRAND BASCULEMENT

LE MONDE EST TROP DANGEREUX POUR NE PAS ÊTRE OBSERVÉ LUCIDEMENT. DIRECTEUR DE L'IFRI ET CHEF DE FILE D'UNE ÉCOLE RÉALISTE EN GÉOPOLITIQUE, THIERRY DE MONTBRIAL PUBLIE *L'ÈRE DES AFFRONTEMENTS*.





LES LENDEMAINS QUI PLEURENT

LA RÉPRESSION

FRANQUISTE N'A EU NI LA
NATURE NI LES RÉSULTATS
QU'ON LUI A AFFECTÉS.

LE JOURNALISTE MIGUEL
PLATÓN EN A DÉPOUILLÉ
POUR LA PREMIÈRE FOIS
LES ARCHIVES.

28

ET AUSSI

IRINA DE CHIKOFF, LES YEUX

GRANDS OUVERTS

LES SEPT VIES DE BENOIST-MÉCHIN

CÔTÉ LIVRES

LA FAILLITE DE L'INTELLIGENCE

LOGIS DE FRANCE

EXPOSITIONS

L'ÉTÉ MEURTRIER

TCHOUK-TCHOUK NOUGAT

RÉPUBLIQUES En haut : des prisonniers républicains dans un camp franquiste, en janvier 1939. Ci-contre : la salle du Congrès, au château de Versailles, qui accueille l'ensemble des parlementaires lors des révisions de la Constitution ou pour des prises de parole du président de la République. Construite en 1875, elle est ouverte à la visite pour son 150^e anniversaire.



Le Testament de Washington

Préoccupé des seuls intérêts des Etats-Unis, Donald Trump rompt spectaculairement avec l’interventionnisme de ses prédécesseurs. Mais la révolution qu’il met en œuvre s’inscrit dans la plus longue des traditions américaines.

La formule claque comme un slogan. Elle vient des Etats-Unis : « *Le patriotisme impose de se consacrer à l’Amérique d’abord (America First) ; de préserver l’Amérique d’abord ; de stabiliser l’Amérique d’abord ; de faire prospérer l’Amérique d’abord ; bref de penser à l’Amérique d’abord.* » Vous croyez peut-être qu’il s’agit de propos tenus par Donald Trump. Erreur. Ils ont été prononcés par Warren G. Harding en 1920 ! Et ils lui ont valu d’être élu président avec une majorité triomphale.

Les Etats-Unis vivaient alors un basculement historique. Après vingt ans d’interventionnisme militaire en Amérique latine et une entrée dans la Première Guerre mondiale qui avait donné la victoire aux Alliés, ils venaient de tourner le dos aux affaires du monde, en refusant de ratifier le traité de Versailles imposé aux Européens par le président Wilson. Dans la foulée, ils avaient porté à la Maison-Blanche le défenseur de « l’Amérique d’abord », Warren G. Harding, ouvrant une nouvelle période d’isolationnisme qui allait durer vingt ans. Harding, toutefois, avait qualifié son programme de « *retour à la normale* » (« *return to normalcy* »). Comme si l’isolationnisme était la norme, et l’internationalisme, l’exception. Cela peut surprendre mais, historiquement, c’était vrai. Et ça l’est encore

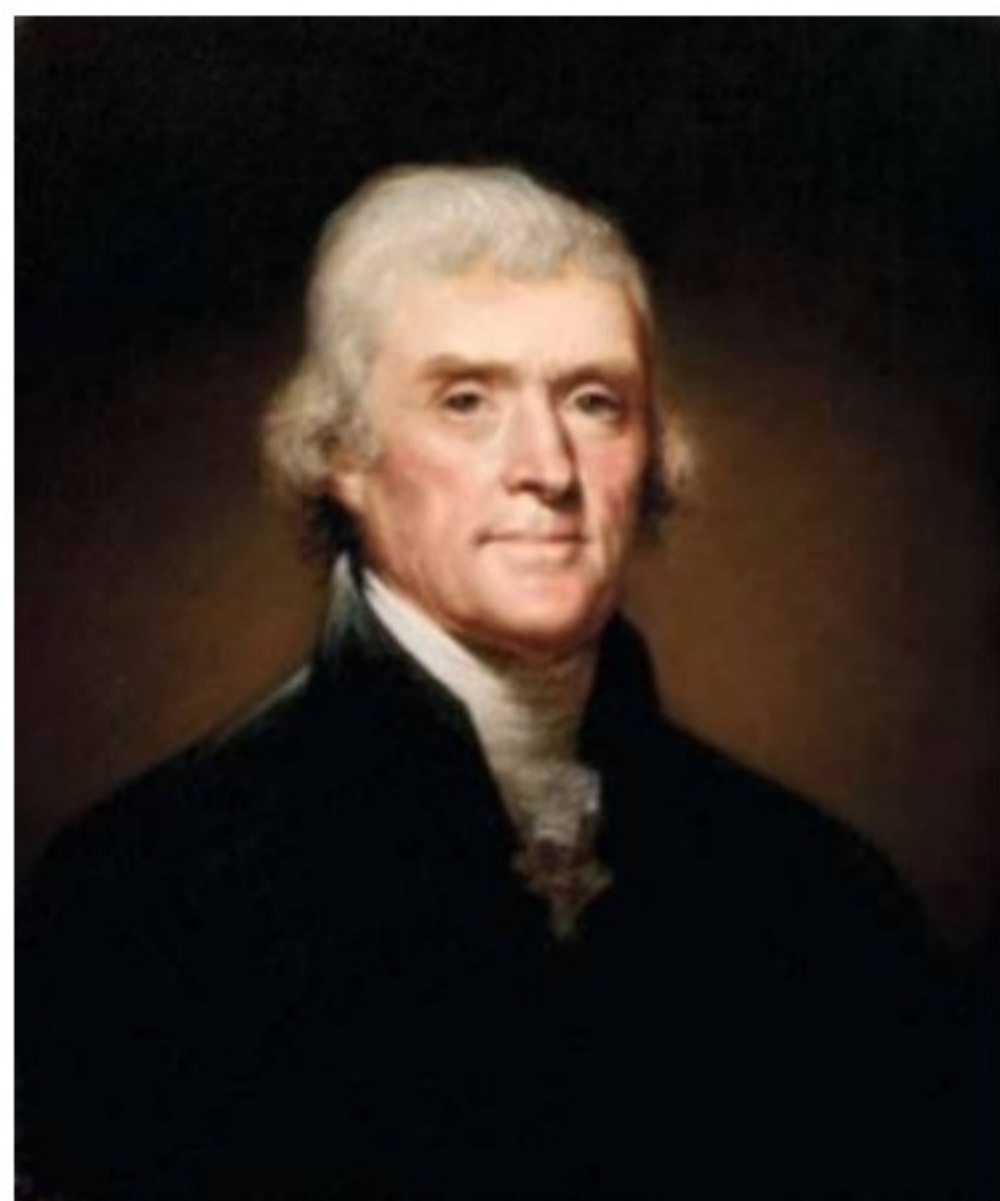


aujourd’hui ! Au cours de leurs deux siècles et demi d’histoire, les Etats-Unis ont été « isolationnistes » pendant cent quarante-trois ans et « internationalistes » pendant seulement cent six années.

Ainsi, de leur naissance, en 1776, à la fin du XIX^e siècle, les Etats-Unis se concentrent sur leur construction intérieure. A partir de la guerre contre l’Espagne à Cuba, en 1898, ils optent pour l’interventionnisme. En 1920, l’isolationnisme reprend ses droits et domine la vie politique jusqu’en 1941. L’attaque contre Pearl Harbor, le 7 décembre 1941, y met un terme brutal

LA PAIX ET LE COMMERCE Ci-dessus : George Washington traversant le Delaware, par Emanuel Leutze, 1851 (New York, The Metropolitan Museum of Art). Considéré comme l’un des Pères fondateurs des Etats-Unis, George Washington en fut aussi le premier président. C’est lui qui énonça l’un des grands principes de la politique américaine vis-à-vis des puissances étrangères : « *étendre nos relations commerciales et limiter nos relations politiques* ». Une ligne de conduite à laquelle se tiendront ses successeurs durant plus d’un siècle et avec laquelle Donald Trump (à droite) semble vouloir renouer.





et tragique. L'engagement des Etats-Unis dans la Seconde Guerre mondiale marque l'entrée dans une ère internationaliste qui dure encore et n'a jamais été sérieusement remise en cause... jusqu'à Donald Trump.

Encore faut-il s'entendre sur le sens des mots ! Le terme « isolationniste » pour décrire l'attitude américaine au XIX^e siècle et entre les deux guerres est trompeur. Il peut laisser penser que le pays a vécu replié sur lui-même et désengagé du monde. Ce ne fut jamais le cas. La nation américaine a toujours été engagée, avec l'Europe, sur le continent américain et avec l'Asie-Pacifique. Mais cet engagement s'est limité au commerce. Il était dénué de dimension stratégique ou militaire. Pendant la majeure partie de leur histoire, les Etats-Unis ont d'ailleurs revendiqué une neutralité de principe sur la scène internationale. Aussi, il serait plus judicieux de parler non pas d'« isolationnisme » mais de « non-interventionnisme ». Car c'est bien de cela dont il s'est agi dans l'histoire et dont il s'agit encore aujourd'hui. Revue de détails.

LE DISCOURS D'ADIEU DE WASHINGTON

L'adoption de la neutralité et du non-interventionnisme, comme piliers de la politique étrangère américaine, remonte aux toutes premières années de la République. Le 19 septembre 1796 en est une date clé. Ce jour-là, le « discours d'adieu » du président George Washington fut publié dans les colonnes du *Daily American Advertiser*, le tout premier quotidien des Etats-Unis.

Elu président par acclamation en 1788, réélu en 1792, Washington y exposait ses raisons de ne pas briguer un troisième mandat. Après être longuement revenu sur les menaces de division qui pesaient sur la jeune nation, il établissait une règle de conduite vis-à-vis des « puissances étrangères », c'est-à-dire des pays européens. « La

règle d'or de notre conduite vis-à-vis des nations étrangères doit être d'étendre nos relations commerciales et de limiter nos relations politiques. (...) L'Europe est mue par des intérêts qui nous sont étrangers ; elle est sujette à des controverses dont les causes nous sont étrangères et où nous n'avons pas d'intérêts. Il serait donc imprudent de nous impliquer par des liens artificiels dans les vicissitudes de sa politique. »

L'Europe était alors en guerre. Les monarchies, emmenées par l'Angleterre, combattaient la France révolutionnaire et républicaine. Ce conflit divisait l'Amérique, jusqu'au sein du gouvernement fédéral. Alexander Hamilton, secrétaire au Trésor, soutenait Londres. Thomas Jefferson, secrétaire d'Etat et ancien ambassadeur en France, soutenait Paris. George Washington refusait de prendre parti. Même chose au Congrès.

Dès avril 1793, Washington avait déclaré la « neutralité américaine » via une proclamation assurant que les Etats-Unis

adopteraient « une conduite amicale et impartiale vis-à-vis des belligérants ». Le Congrès avait codifié cette proclamation avec le vote de la loi de neutralité de 1794. La première d'une longue série. Elle interdisait aux Américains de s'engager et de se battre pour, ou contre, une nation en paix avec les Etats-Unis. Washington craignait sincèrement pour l'avenir du pays. La République était jeune et fragile. Rien ne permettait d'affirmer alors que l'expérimentation américaine allait réussir dans la durée. Il voulait éviter des tiraillements et des divisions inutiles. Donc ne pas prendre part aux vieilles querelles d'un vieux continent que les Américains avaient quitté pour une nouvelle vie dans un nouveau monde...

Par ce discours d'adieu, Washington avait ainsi posé les principes de la politique étrangère des Etats-Unis pour le siècle à venir. Son message fut compris et appliqué par ses successeurs. Thomas Jefferson, troisième président, affirmait dans son





PRÉ CARRÉ Page de gauche, en haut : *Thomas Jefferson*, par Rembrandt Peale, 1800 (Washington, The White House). Page de gauche, en bas : *En roue libre. Le vieux cheval était trop lent pour oncle Sam*, caricature de 1898. Ci-dessus : *Theodore Roosevelt menant ses Rough Riders à la bataille de San Juan, à Cuba, le 1^{er} juillet 1898*, par Walter G. Read, lithographie de l'époque. En 1898, les Etats-Unis ne se contentent plus d'interdire toutes nouvelles colonies aux puissances européennes aux Amériques (doctrine Monroe, 1823) : ils interviennent à Cuba pour bouter les Espagnols hors de leur chasse gardée.

discours inaugural de 1801 qu'il rechercherait « la paix, le commerce et l'amitié avec toutes les nations », mais « des alliances contraignantes avec aucune ».

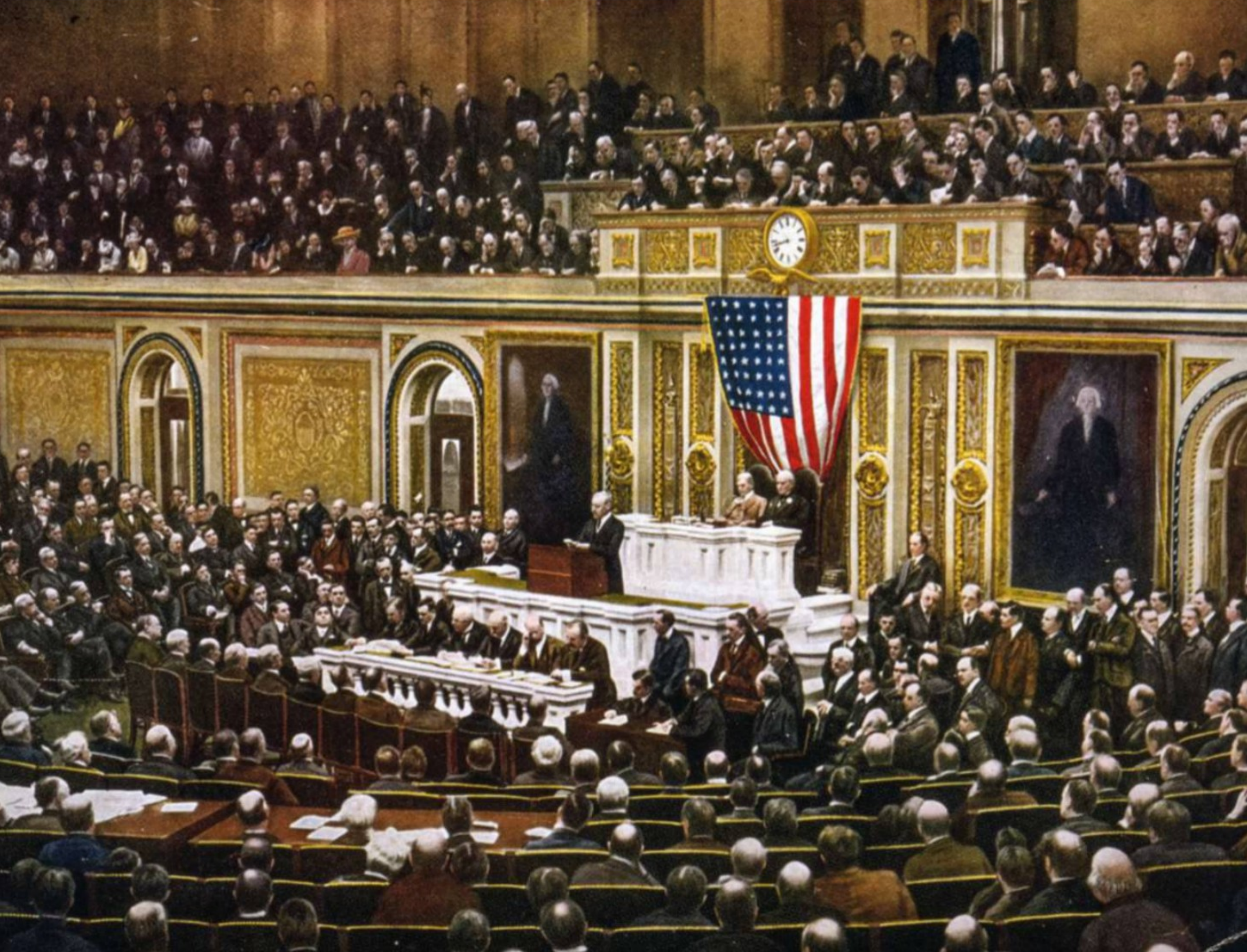
NAISSANCE DE L'INTERVENTIONNISME

La doctrine énoncée en 1823 par le président James Monroe, mettant en garde les puissances européennes contre toute ingérence en Amérique latine, n'était pas elle-même interventionniste. Elle affirmait l'existence d'un pré carré américain sur le continent du même nom, que les Etats-Unis entendaient protéger. Le pays était alors focalisé sur son expansion territoriale intérieure, affirmée dans l'idée de « destinée manifeste ». Le gouvernement s'attachait à développer son agriculture et ses industries, avec une politique de tarifs douaniers élevés mise en place dès les années 1790 par Alexander Hamilton. Ce qui ne l'empêchait pas de prôner à l'exportation, notamment en Asie, une politique dite des « portes ouvertes », reposant sur une puissante marine marchande. En 1844, le traité de Wanghia établit des relations

commerciales avec la Chine. Suivi, en 1858, par le Harris Treaty ouvrant le commerce avec le Japon. L'expansion territoriale s'acheva en 1867 avec l'achat de l'Alaska à la Russie. Deux ans plus tard, en 1869, l'avènement du chemin de fer transcontinental, une liaison ferroviaire continue de New York à San Francisco, parachevait la maîtrise de ce territoire, et ouvrait la voie à une industrialisation et une croissance économique rapides.

Au début des années 1890, la parution de deux ouvrages allait bouleverser le regard de l'Amérique sur elle-même, le monde et son devenir. Le premier, intitulé *Influence de la puissance maritime dans l'histoire*, était l'œuvre du capitaine Alfred Thayer Mahan, président du Naval War College. Il postulait que l'hégémonie britannique était le fait de sa marine, qui

avait écrasé celle de ses rivaux européens, notamment la France. Le second, signé par Frederick Jackson Turner s'intitulait *La Signification de la frontière dans l'histoire américaine*. Il constatait que la « frontière », qui avait été la locomotive de l'expansion territoriale et de la croissance économique au XIX^e siècle, était désormais « fermée ». Tous les territoires avaient été conquis. Moralité, pour que la croissance économique se poursuive, elle devait nécessairement venir d'une expansion au-delà des frontières terrestres... Les deux livres se complétaient parfaitement. Comme s'ils avaient été conçus l'un avec l'autre. Ils donnèrent son impulsion à une nouvelle politique étrangère focalisée sur les conquêtes extérieures, notamment outre-mer. L'ère isolationniste ouverte par Washington était en train de se clore.



En 1898, pour sécuriser la route du Pacifique, les Etats-Unis annexaient l'archipel d'Hawaï, sans violence, par un simple acte du Congrès. La même année, Theodore Roosevelt, futur président, lançait le premier régiment volontaire de cavalerie de l'armée américaine, les *Rough Riders* (littéralement « cavaliers fous », à l'assaut de Cuba, pour libérer l'île du joug colonial espagnol, marquant l'entrée des Etats-Unis dans l'âge de l'impérialisme. L'Amérique était devenue une puissance économique et militaire de premier ordre. Toutefois ses ambitions se limitaient au continent américain et au Pacifique. L'Europe n'était pas concernée.

L'ÂGE D'OR DU WILSONISME

Quand éclate la Première Guerre mondiale, en août 1914, le président Woodrow Wilson, élu deux ans plus tôt, promet de

garder les Etats-Unis hors du conflit. En 1916, il fait campagne pour sa réélection sur le slogan « *Je vous ai préservé de la guerre...* » Sous-entendu, je continuerai de le faire. Il est réélu, mais ne tient pas sa promesse. Wilson est un universitaire et un idéaliste. La tournure que prend la guerre en Europe le choque. Un charnier d'une telle ampleur révolte son cœur d'homme civilisé. Il acquiert la conviction intime qu'il est du devoir des Etats-Unis d'intervenir pour stopper le massacre, faire comprendre aux Européens la folie de leurs rivalités et leur imposer le bon sens américain.

RETOUR À LA NORMALE Ci-dessus : le président démocrate Woodrow Wilson devant le Congrès en 1917, plaidant l'entrée en guerre des Etats-Unis. Convaincu que les Etats-Unis devaient endosser le rôle de garant de la paix et de la démocratie dans le monde, Wilson fut le promoteur de la Société des Nations (ancêtre de l'ONU).

Page de droite, en haut : Wilson et son successeur, le républicain Warren G. Harding, le 4 mars 1921. Ce dernier renoua avec le non-interventionnisme, limita l'immigration pour stopper l'afflux des trente années précédentes et augmenta les droits de douane.

Page de droite, en bas : des immigrants à leur arrivée sur l'île d'Ellis Island, en 1913.

En 1917, les Etats-Unis entrent dans le combat. Dix-huit mois plus tard, l'Allemagne capitule. Le corps expéditionnaire américain a compté plus d'un million d'hommes dont 120 000 ont été tués. Wilson impose ses conditions pour une paix durable, les fameux « quatorze points » détaillés dans le traité de Versailles.

Wilson est le premier président américain à envisager un nouvel ordre mondial sous conduite américaine. Il entrevoit une forme de sécurité collective garantie par la puissance et la sagesse des Etats-Unis auxquels revient, dans son esprit, du seul fait

de l'excellence de leurs institutions et de leurs principes, la mission d'être le garant de la paix et de la démocratie. Cet échafaudage deviendra la Société des Nations, dont la création est évoquée par le dernier de ses « quatorze points ».

Selon la Constitution américaine, le président a le pouvoir de signer des traités internationaux, mais il a obligation de solliciter « le conseil et le consentement » du Sénat. En clair, tout traité international doit être ratifié par le Sénat, avec une majorité des deux tiers ! Wilson semble avoir oublié le fonctionnement des institutions américaines. Parti seul à Paris, et absent pendant six mois (du jamais vu), il a trouvé à son retour, un Sénat dominé par les républicains et vent debout contre son traité. A cause, précisément, de son quatorzième point. L'article 10 de la charte de la future Société des Nations oblige tous les signataires à intervenir militairement si la souveraineté d'une autre nation signataire est violée. Pour une majorité de sénateurs cet article représente un abandon de souveraineté inenvisageable. Il est en outre contraire à la Constitution, qui réserve le pouvoir de déclarer la guerre au seul Congrès. Le traité de Versailles est dès lors rejeté par le Sénat des Etats-Unis. Non pas une fois, mais deux, lors de votes successifs sur des textes légèrement modifiés en 1919 et 1920. Wilson, victime d'une attaque cérébrale, acheva son mandat reclus dans la Maison-Blanche, invisible, protégé par son épouse Edith, qui signait tous les documents à sa place.

LE RETOUR DE L'ISOLATIONNISME

L'élection présidentielle de 1920 opposa le démocrate James Cox, héraut de l'idéalisme wilsonien, au républicain Warren G. Harding, pourfendeur de l'internationalisme. « *Confiants dans notre capacité à gérer notre propre destin, et décidés à préserver jalousement ce droit, nous n'avons aucune intention de conduire les affaires du vieux monde*, dit Harding. *Nous ne voulons pas être empêtrés et nous n'accepterons aucune responsabilité sauf celles dictées par notre conscience et notre jugement.* » Il est élu avec 60 % des suffrages, plus de



© WORLD HISTORY ARCHIVE/AURIMAGES. © AKG-IMAGES. © GRANGER/BRIDGEMAN IMAGES.

400 voix au Collège électoral et 37 Etats contre 11. Presque un plébiscite.

Sa victoire n'était pas une simple sanction contre Wilson et le traité de Versailles. L'Amérique était en pleine transformation et la guerre avait ébranlé ses certitudes. L'économie était entrée en récession, les exportations d'armes et de nourriture suscitées par la guerre ayant cessé. Conflits sociaux et émeutes raciales éclataient ici et là. La révolution russe faisait craindre des désordres durables fomentés par des agitateurs de toutes sortes. L'immigration

massive des trente années écoulées avait transformé le visage du pays. Les femmes venaient d'obtenir un droit de vote qui déstabilisait le patriarcat dominant. Et le commerce de l'alcool avait été interdit, créant une nouvelle division entre Etats « secs », c'est-à-dire favorable à la prohibition, et villes « mouillées », c'est-à-dire défavorables.

Ce dernier clivage ne tenait pas qu'à la question de la tempérance. L'Amérique de la prohibition était celle de l'intérieur, plus rurale, plus pauvre, plus blanche, plus protestante, plus conservatrice. L'Amérique



« mouillée » était celle des Etats côtiers, plus urbanisée, plus riche, plus éduquée, plus diverse, plus catholique, plus progressiste. C'est dans les Etats « secs » que se développa alors un fort sentiment isolationniste, doublé parfois d'un sentiment « nativiste », c'est-à-dire opposé à l'immigration.

La forte vague migratoire qui avait commencé en 1890 avait fini par provoquer un sentiment de rejet qui avait progressé dans les années 1910. Dès 1917, l'*Immigration Act* avait augmenté la taxe aux immigrants et imposé des tests d'alphabétisation. Certaines nationalités étaient désignées comme « indésirables » et interdites d'entrée. En 1921, des quotas viennent limiter le nombre d'immigrants par pays d'origine. Et en 1924, la loi Johnson-Reed ferme les portes des Etats-Unis en limitant les entrées à 2 % de la population originaire de ce pays déjà présente sur le sol américain avant 1890 !

Tandis que le Congrès légifère sur l'immigration, Harding et son vice-président

Calvin Coolidge, qui lui succédera en 1923, tentent de favoriser la croissance économique. Droits de douane élevés et dérèglementation sont les deux piliers de leur politique. Il faut, disait Harding, « *moins de gouvernement dans les affaires et plus d'affaires dans le gouvernement* ». Les tarifs douaniers ne sont pas alors une nouveauté. Les Etats-Unis ont toujours protégé leur marché intérieur. Les républicains en avaient fait un argument électoral. L'élection de Woodrow Wilson, en 1912, et l'avènement d'une majorité démocrate au Congrès avaient suspendu cette politique. A leur retour aux affaires en 1920, les républicains l'ont simplement rétablie. La loi Fordney-McCumber, votée en 1922, impose des droits de douane universels de 14 à 40 %, ou même plus. En 1930, la loi Hawley-Smoot renforce encore les tarifs douaniers pour protéger un marché intérieur fragilisé par le krach boursier de 1929. Or, si la loi de 1922 avait été suivie d'une croissance économique exceptionnelle,

celle de 1930 débouche sur une dépression prolongée. Près d'un siècle après les faits, les économistes débattent encore des mérites et des inconvénients de cette politique, le consensus libéral étant que des droits de douane, qui procurent un revenu à l'Etat qui les impose et une protection pour ses industries, sont bénéfiques tant que les partenaires internationaux ne relèvent pas à leur tour leurs droits de douane en représailles. Or, c'est ce qu'il advient en 1930, provoquant une « guerre des tarifs » aux conséquences néfastes. Les années 1930 s'ouvrent donc sur un paysage économique déprimé et une scène internationale sous tension. Des circonstances qui entretiennent l'isolationnisme dominant.

FACE À L'ALLEMAGNE NAZIE

L'invasion de la Mandchourie par le Japon, en 1931, suscite, côté américain, une simple condamnation de principe, codifiée dans la doctrine Stimson, du nom du secrétaire d'Etat d'alors, Henry Stimson. A savoir que les Etats-Unis ne reconnaîtront pas les territoires acquis par agression ou en violation des traités internationaux. Mais qu'ils ne feraient rien non plus contre cet acquis.

L'élection de Franklin Roosevelt en 1932, ne change pas la donne. Au contraire. Vis-à-vis de l'Amérique latine, Roosevelt adopte une politique dite de « bon voisinage » (« *good neighbor policy* »). En clair, les Etats-Unis cessent d'intervenir dans les affaires intérieures de ces pays.

En septembre 1934, le sénateur républicain du Dakota du Nord, Gerald Nye, lui-même profondément isolationniste, prend la tête d'une commission d'enquête sur l'engagement américain dans la Première Guerre mondiale. Pendant deux ans, ses audiences vont passionner l'Amérique et déboucher sur un rapport faisant porter le blâme sur les banquiers et les marchands d'armes. La même année, un livre, *Les Marchands de la mort*, qui reprend la même thèse, connaît un grand succès populaire. Tous les journaux en parlent, contribuant à entretenir le sentiment isolationniste.

En 1935, le Congrès vote une nouvelle « loi de neutralité », qui sera étendue et renouvelée les années suivantes. Elle interdit aux navires marchands et aux citoyens



AU-DEVANT DE LA SCÈNE

Page de gauche : affiche de l'*America First Committee*, groupe de pression créé en septembre 1940 pour lutter contre l'entrée en guerre des Etats-Unis.
Ci-dessus : Franklin D. Roosevelt, président de 1933 à 1945. En haut : Pearl Harbor, le 7 décembre 1941. L'attaque surprise du Japon contre la base navale américaine d'Honolulu contraignit les Etats-Unis à revenir sur la scène internationale.

américains de s'immiscer dans tout conflit étranger et elle impose un embargo aux ventes d'armes à des Etats en guerre. Roosevelt était opposé à cette loi. Il souhaitait au contraire engager les Etats-Unis sur la scène internationale, afin de prévenir les conflits, et de mieux soutenir ses alliés. Ayant besoin du Congrès pour faire passer son *New Deal*, il laissa faire.

Le déclenchement des hostilités et la victoire éclair de l'Allemagne contre la France en juin 1940 ne changent rien. Au contraire. Septembre 1940 voit la naissance de l'*America First Committee* (AFC), un groupe de pression voué à éviter l'entrée en guerre des Etats-Unis. Son porte-parole est Charles Lindbergh, l'aviateur, héros du premier vol transatlantique sans escale. Tout un symbole. L'homme qui a relié les deux mondes veut désormais préserver le nouveau des vicissitudes de l'ancien... En quelques mois, l'AFC rassemble près d'un million de membres. Issus de toutes les couches sociales. Pour eux, une défaite britannique face à l'Allemagne nazie n'aurait pas d'incidence sur la sécurité des Etats-Unis. Ils se doivent

dès lors de rester en dehors du conflit. Selon les termes de Lindbergh lui-même : « *La sécurité d'une nation repose sur la force et le caractère de son peuple. Elle recommande le maintien de forces armées suffisantes pour contrer toute attaque pouvant provenir de toute combinaison de puissances étrangères. Telle est la politique de l'AFC. Ce n'est pas une politique d'isolation mais une politique d'indépendance. Ce n'est pas défaitiste, c'est courageux.* » L'AFC vivra quinze mois. Le 11 décembre 1941, quatre jours après l'attaque contre Pearl Harbor, l'association est dissoute et Lindbergh affirme aussitôt son soutien à l'effort de guerre. L'Amérique fait corps derrière son président.

UN MONDE NOUVEAU

A l'issue de ce conflit, le monde serait transformé et l'Amérique aussi. Les Etats-Unis de 1945 allaient disposer d'une puissance sans précédent. Le monde se voyait divisé en deux sphères d'influence : l'Occident, composé de l'Europe de l'Ouest et des Etats-Unis, acquis aux valeurs chrétiennes, à l'économie libérale et aux libertés individuelles ;



et un bloc communiste sino-soviétique, marqué par l'athéisme, le collectivisme et la répression des libertés. Le bloc communiste ne faisait pas mystère de sa volonté d'étendre son emprise sur l'ensemble du monde et seuls les Etats-Unis pouvaient s'y opposer.

L'isolationnisme avait vécu. L'avènement de la guerre froide allait clairement établir cette nouvelle réalité. Avec l'Organisation des Nations unies, fondée à San Francisco en 1945, et l'Otan, créé en 1949, les Etats-Unis liaient leur sort à celui du reste du monde sans que personne n'y voie à redire. Y compris dans le camp républicain.

Lors de l'élection présidentielle de 1952, les primaires du parti républicain opposèrent Dwight G. Eisenhower à Robert Taft. Eisenhower était le vainqueur de la Seconde Guerre mondiale. Général cinq étoiles, il avait conçu l'opération « Overlord », c'est-à-dire le Débarquement, avant de devenir « saceur », commandant suprême des forces alliées en Europe. Il personnifiait la nouvelle implication américaine dans le monde.

Taft était un vieux sénateur isolationniste, qui dénonçait le nouvel ordre mondial américain. Pour lui, la nouvelle alliance atlantique était une aberration, contraire à la Constitution des Etats-Unis. Il avait déjà brigué la nomination présidentielle républicaine en 1940. Et avait été battu par Wendell

Willkie, un entrepreneur insipide prêt à se rallier à l'interventionnisme rooseveltien. Cette fois, il espérait ramener l'Amérique à sa tradition historique. Et c'est précisément pour le contrer qu'Eisenhower avait décidé de rentrer dans l'arène.

Eisenhower emporta la nomination et l'élection présidentielle. Taft tomba dans les oubliettes de l'histoire. L'Amérique entra dans une période d'internationalisme dont elle n'est toujours pas sortie. Corée, Liban, Vietnam, Cambodge, Grenade, Panama,

Yougoslavie, Serbie, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie... Depuis 1950, les Etats-Unis ont combattu sur tous les théâtres du monde. Pas pour défendre leur territoire. Mais pour défendre un « intérêt national » qui exigeait d'eux qu'ils exercent un pouvoir de police globale. Avec 800 bases militaires dans le monde, l'Amérique est présente partout et peut intervenir partout.

LA RÉVOLUTION DE DONALD TRUMP

Personne, aux Etats-Unis, n'a songé sérieusement à remettre en cause cet internationalisme durant la guerre froide. Dès la fin de celle-ci, une voix s'est cependant levée chez les républicains, celle de Pat Buchanan, chroniqueur politique conservateur et ancienne plume du président Nixon. S'opposant à la première guerre du Golfe en 1991, parce qu'elle entraînait les Etats-Unis dans des « *alliances contraignantes* » au Moyen-Orient, région particulièrement instable, Buchanan défia George Bush pour la nomination républicaine de 1992 et rassembla le tiers du parti derrière lui. Pas assez pour l'emporter, mais assez pour témoigner d'une inquiétude grandissante dans le parti et l'opinion vis-à-vis des dérives du néoconservatisme. Son livre *Une république pas un empire*, publié en 1999, est le meilleur plaidoyer jamais rédigé en faveur d'une Amérique non-interventionniste. Eût-il été suivi, les attentats du





11 septembre 2001 n'auraient peut-être jamais eu lieu...

En 2003, Donald Trump reprit le flambeau de Buchanan pour s'opposer à la seconde guerre du Golfe. Treize ans plus tard, il faisait de la « *fin des guerres sans fin* » un thème majeur de sa campagne présidentielle de 2016. Il en fut raillé par les élites. Mais cela contribua à lui valoir la faveur du peuple américain. Il y gagna aussi une étiquette d'« isolationniste », terme devenu désobligeant tant la posture semble intenable. Alors qu'elle renoue simplement avec une longue tradition historique.

Dire de Donald Trump qu'il est « isolationniste » est simpliste. Trump est à la fois patriote, nationaliste, souverainiste et non-interventionniste. Il défend farouchement l'intérêt des Etats-Unis, mais il souhaite commercer avec le reste du monde sur un pied d'égalité. Ce qui fait de lui un « washingtonien ». Trump est patriote. L'Amérique est l'amour de sa vie. Il est souverainiste. Il croit aux frontières. C'est la raison de son combat contre l'immigration clandestine. Il croit aussi à l'autonomie.

GENDARME DU MONDE Page de gauche, en haut : le général Dwight D. Eisenhower, président républicain de 1953 à 1961. Vainqueur de la Seconde Guerre mondiale, il était l'incarnation même de la nouvelle implication des Etats-Unis dans le monde, après la fin du conflit. Page de gauche, en bas : le républicain Pat Buchanan, fut l'une des premières voix, en 1991, à s'opposer à l'interventionnisme de son pays. Il jugeait alors que la première guerre du Golfe entraînait les Etats-Unis dans des « *alliances contraignantes* ». Ci-dessus : Donald Trump, sous le portrait de George Washington.

Les Etats-Unis ne doivent, estime-t-il, dépendre de personne pour assurer leur prospérité économique et leur sécurité. C'est vrai pour les terres rares, essentielles aux industries à haute technologie, c'est vrai pour l'acier, essentiel à l'armement militaire. Trump est enfin non-interventionniste. Il ne souhaite impliquer l'appareil militaire américain que lorsque les intérêts vitaux américains sont directement menacés. Tout comme Washington, Trump se méfie des alliances contraignantes. En héritier de Harding, il se méfie aussi des organisations internationales, de l'ONU à l'OMS, qui ne servent qu'à empêcher les Etats-Unis et les empêcher d'agir selon leurs intérêts propres.

En fait, Donald Trump est l'héritier des Pères fondateurs et du premier d'entre

eux, George Washington. Ce sont plutôt les internationalistes du Parti démocrate, héritier de l'idéalisme wilsonien, qui vont à l'encontre de la plus longue des traditions américaines. *S*

À LIRE de Gérard Olivier



Cover up.
Le clan Biden,
l'Amérique
et l'Etat profond
Konfident
244 pages
22 €

HOMMAGE

Par Michel De Jaeghere

IRINA DE CHIKOFF
Les yeux grands
ouverts

Grand reporter au *Figaro*, elle fut longtemps
l'un des auteurs privilégiés du *Figaro Hors-Série* :
Irina de Chikoff s'est éteinte le 19 janvier.

Elle aimait la Russie, la Bretagne, les grands espaces et le grand large ; l'amitié et les discussions interminables devant un feu de cheminée, les cigarettes et la vodka, les fous de Dieu, les âmes grandes, et ce curieux métier qui lui avait permis de faire le tour du monde avec, pour seule obligation, celle d'avoir les yeux grands ouverts : de rapporter ce qu'elle avait vu, d'expliquer ce qu'elle avait compris, de peindre ceux qu'elle avait croisés, de faire partager ce qu'elle avait éprouvé. Irina de Chikoff est morte le 19 janvier, et la nouvelle nous a cueilli avec la brutalité dont elle aimait user pour dissiper nos illusions, pour nous détacher de nos mirages, sans que viennent la démentir, cette fois, son sourire, la bienveillance de ses yeux désormais fermés. Grand reporter au *Figaro*, elle y avait écrit plus de 2 000 articles. Elle nous avait fait l'honneur de participer depuis 2001 à l'aventure du *Figaro Hors-Série*, dont elle avait été longtemps la plume infatigable, brossant le portrait haut en couleur de peintres, d'hommes d'Etat, d'écrivains, de La Fontaine à Baudelaire, de Toutankhamon à la reine Elizabeth II, avec le même talent, la même faconde, la même capacité d'introspection, le même culot.

Elle avait été le correspondant du *Figaro* à Moscou pendant les années décisives où s'était effondré le système soviétique. Elle y

avait assisté avec une joie profonde, mais sans céder jamais à l'enthousiasme irréfléchi, sans sombrer dans la naïveté de croire que la lumière allait succéder en un jour à la nuit. Elle connaissait trop bien le pays, et le fond de l'âme humaine.

Elle avait assisté à cet épisode du post-communisme où Boris Eltsine avait fait bombarder le parlement russe à Moscou, en 1993. Cette manière vintage de faire de la politique ne la scandalisait pas. « Boris »,

l'agaçait par son manque de panache. Vladimir Poutine ne l'épouvantait pas. Il lui avait seulement fait craindre le retour au pouvoir des petits hommes gris du KGB. Elle s'amusait de ce que les Occidentaux aient fait de lui « l'abominable homme des glaces » parce qu'il gouvernait en tsar d'un autre siècle, et qu'il ne partageait pas leurs préjugés. Patriotisme russe, anticommunisme et amour de la France se disputaient son âme sans que le droit-de-l'homme

Il était inutile d'afficher devant elle
de grands sentiments, des certitudes bavardes.
Elle avait vu le monde de trop près.

au moins, était vivant. Elle pensait qu'on ne gouverne pas en gentleman un pays de 17 millions de kilomètres carrés où les paysans ne sont sortis du servage que pour faire l'expérience de la Guépéou, où la température peut atteindre, l'hiver, - 56 °C. Ses origines de Russe blanche l'avaient prémunie contre le communisme, le progressisme et ses avatars en même temps qu'elles avaient associé, en elle, la générosité au fatalisme. Son caractère l'éloignait de toute forme de bien-pensance, de tout contentement naïf de soi. La droite gestionnaire

s'y soit fait une place. Elle était plus proche de Dostoïevski que de Bernard Kouchner.

Irina, c'était, dans ses articles, une langue incomparable, un humour acéré, un art consommé de la litote et du portrait, une manière de mettre en scène des personnages de la politique internationale ou de l'histoire qu'elle traitait comme ceux d'un théâtre : sans les nimber d'un excessif respect.

Mais c'était d'abord un regard. Il était inutile d'afficher devant elle de grands sentiments, des certitudes bavardes. On ne la lui faisait pas. Elle avait vu le monde



de trop près. Dans le personnage politique, l'idéologue, l'homme d'Etat, elle traquait les faiblesses humaines, les accommodements avec la vérité, les sincérités successives, les inavouables secrets ; elle discernait le petit garçon fidèle à ses rêves derrière le grand fauve, ou l'enfance blessée avide de prendre une revanche sur les mécomptes et les déceptions de l'existence. Dans les grands événements dont elle avait été témoin privilégié, elle voyait avant tout le décor d'un spectacle. Dans les professions de foi politiques, elle faisait la part de la rhétorique et de l'écran de fumée. Mais elle était aussi capable d'enthousiasme. Du Liban en guerre à l'Amérique latine, elle n'avait pas fait le

tour du monde pour ses paysages : elle leur préférerait toujours les salles enfumées d'un bistrot, propices aux tête-à-tête, aux dévoilements de l'âme. Elle était en quête de rencontres, et la rugosité ne désarmait pas, en elle, une attention sans bornes à ceux qui avaient eu le bonheur de se trouver sur son chemin, et qu'elle ne se lassait pas d'écouter, de comprendre. Etrangère au sentimentalisme, aux paroles douceâtres, à la morale, elle serait pendant des années, auprès de son mari malade, une infirmière inlassable, jusqu'à l'épuisement et à la mort. « *Il n'est pas de plus grand amour que de donner sa vie pour ceux qu'on aime* » (Jean 15, 13).

Plus que tout, elle cherchait Dieu. Irina n'était pas une dévote. Elle n'épargnait pas les faiblesses humaines de ses sarcasmes. Orthodoxe, elle disait qu'un pope était en Russie un paysan qui n'avait pas envie de travailler et qui avait eu la chance d'avoir une belle voix pour chanter l'office en slavon. Mais elle attachait un prix infini à la foi de ceux qui lui apparaissaient comme de vrais chrétiens. Elle croyait qu'ils étaient le sel d'une terre livrée, autour d'eux, au chaos. Elle avait trouvé en eux, parfois, le reflet de cette éternité à laquelle elle tendait tout entière. Elle la contemple désormais face à face. Elle nous laisse à notre peine, qui est immense comme l'amitié. *S*

Le Grand basculement

Animé de la conviction qu'il vaut mieux analyser le monde tel qu'il est que tel qu'il devrait être, Thierry de Montbrial a tenu la chronique des désillusions de la fin de l'histoire. La lecture de son livre s'impose à qui veut comprendre notre temps.

ACTUALITÉ DE L'HISTOIRE

20
HISTOIRE

Président fondateur de l'Institut français des relations internationales (Ifri), membre de l'Académie des sciences morales et politiques, Thierry de Montbrial est au premier rang de ceux qui ont donné ses lettres de noblesse à la géopolitique en France. Polytechnicien, docteur en économie mathématique, premier directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie au ministère des Affaires étrangères de 1973 à 1979, il dirige depuis l'Ifri, think tank de réputation mondiale qui édite la revue *Politique étrangère* et le rapport annuel *Ramsès*. Arpentant sans répit la planète, il préside chaque année la *World Policy Conference* qui réunit des personnalités politiques, économiques et sociales des cinq continents pour faire progresser la réflexion sur les problèmes de notre temps. Après avoir décrit, dans *Vivre le temps des troubles* (Albin Michel, 2017), les chocs suscités par la révolution numérique, il publie aujourd'hui *L'Ere des affrontements* (Dunod), qui retrace en temps réel, depuis 1988, la montée des périls au sein d'une société internationale que les idéologues promettaient pourtant à une paix perpétuelle. Opposant une lucidité dérangeante aux utopies du progressisme autant qu'aux formules toutes faites du



LES ILLUSIONS PERDUES Ci-dessus : Volodymyr Zelensky et Donald Trump dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche, le 28 février 2025. En dépit de leur altercation, la pression américaine a conduit, quelques jours plus tard, le président ukrainien à se soumettre aux vues de son homologue américain. Page de droite : Thierry de Montbrial.

néoconservatisme, il s'y impose comme le chef d'école d'un réalisme étranger aux simplifications rassurantes et sensible aux dangers que font naître la gestion routinière de la politique et la perte du sens du tragique.

Vous vous réclamez d'une école réaliste en géopolitique, qui postule que les États sont mus par leurs intérêts, au contraire des idéalistes qui prétendent faire régir la politique

internationale par des principes universels. Est-ce que cela revient à dire que le monde international est étranger à toute morale ?

Le réalisme consiste d'abord à regarder la réalité telle qu'elle est. Il me paraît indispensable chez un géopoliticien, qui n'est pas un diplomate à la poursuite d'un but politique, mais un analyste désireux de décrypter les faits. Son rôle n'est pas de porter des jugements, mais de témoigner de la complexité des situations en se gardant de les analyser avec l'idée

que le Bien serait entièrement d'un côté, le Mal de l'autre. Partant de là, il doit tenter de comprendre quels objectifs poursuivent les acteurs internationaux et de prévoir par quels moyens ils peuvent tenter de les atteindre.

Ainsi, par exemple, très vite après l'invasion de l'Ukraine, en février 2022, ai-je pu annoncer qu'elle déboucherait vraisemblablement sur une partition de fait du territoire parce que les Américains sonneraient la fin de la guerre. Cela a suscité contre moi des invectives, mais je me fondais simplement sur une estimation des forces en présence, en même temps que sur une réflexion historique sur la situation. Ceux qui poussaient des cris d'orfraie proclamaient qu'une telle issue serait immorale. Mais l'observation de l'histoire suffit à démentir l'idée que les conflits s'achèvent nécessairement par le triomphe de la justice. Ils se terminent le plus souvent, comme le savait déjà Thucydide, en fonction d'un rapport de force.

Parfois, la situation est plus compliquée, évidemment. Les mécanismes de préparation des décisions échappent en effet à une rationalité simpliste. Un universitaire américain, Graham Allison, s'est fait connaître il y a plus de cinquante ans par sa thèse sur la crise des missiles de Cuba, dans laquelle il analysait les décisions gouvernementales à travers trois clés : la rationalité du décideur principal, qui poursuit en principe l'intérêt national, tel qu'il se le représente, mais qui peut aussi se tromper ; la rationalité limitée ou biaisée des différentes institutions gouvernementales, qui sont susceptibles de poursuivre leurs buts propres sans considération complète de l'intérêt général ; enfin les rivalités opposant les dirigeants entre eux et altérant leur rationalité par la confrontation des ego.

Il y a évidemment des décideurs plus ou moins inspirés ; il leur arrive de faire des erreurs de jugement. Quand Vladimir Poutine a lancé son offensive, il est vraisemblable que son but était tout simplement de renverser le régime de Kiev et de remplacer Volodymyr Zelensky

© BRIAN SNYDER/REUTERS. © MIKE CHEVREUIL/SP.





par un gouvernement ami, comme les Américains ont voulu le faire eux-mêmes à plusieurs reprises, notamment au Panama ou en Irak. Il pensait y parvenir rapidement et s'est lourdement trompé. Il avait sous-évalué la manière dont les Etats-Unis avaient, depuis 2014, repris en main les forces ukrainiennes et il avait probablement surévalué les capacités de son armée, qui souffrait de graves défauts de fonctionnement et de commandement. C'est la raison pour laquelle j'avais pensé qu'il s'abstiendrait de se lancer dans cette aventure. Je me suis alors trompé en surestimant son degré d'information. Mais à partir du moment où « l'opération spéciale » s'est muée en véritable guerre, il était prévisible qu'elle serait longue, mais que, compte tenu du déséquilibre démographique, territorial, économique entre la Russie et l'Ukraine, et de la capacité de la Russie de mobiliser son économie, celle-ci ne pouvait pas perdre.

La réalité a aussi un aspect immatériel...

Dans les rapports de puissance, les forces morales jouent évidemment un rôle très important, elles aussi. Non pas tant la morale au sens de l'éthique, que les mœurs, les croyances, le *soft power*. A l'époque de la guerre froide, par exemple, les Soviétiques pouvaient compter sur les quelque 20 % d'Occidentaux qui étaient communistes et qui affaiblissaient les capacités de défense européennes, comme sur la mobilisation des pacifistes qui proclamaient qu'il valait mieux être « *rouges que morts* ». En 1914, le patriotisme de la paysannerie française a permis au contraire le coup d'arrêt de la Marne, parce que les Français ne voulaient pas laisser les Allemands prendre Paris. La force du courant nationaliste ukrainien a de même joué son rôle dans la vigueur de la résistance à l'invasion russe en 2022. Les réalités immatérielles sont donc, bien entendu, à prendre en compte.

Vous fustigez à de nombreuses reprises l'hypothèse de la fin de l'histoire, telle que Francis Fukuyama l'avait formulée en 1989 : l'idée que la démocratie libérale n'avait plus d'adversaire et qu'elle allait donc se répandre pacifiquement dans le monde entier. Votre livre s'étend sur les années qui ont suivi la chute du Mur, l'effondrement de l'URSS, et il peut s'analyser comme la chronique de tous les événements qui nous ont prouvé que c'était une dangereuse illusion. Le signal de ce retour au réel a été donné par l'expansion de l'islamisme qui a été rendue évidente par les attentats du 11 septembre 2001...

L'islamisme est apparu clairement dès 1979 avec l'avènement de l'ayatollah Khomeini en Iran. Il s'est immédiatement traduit par l'apparition d'un terrorisme d'Etat se déployant à l'échelle internationale. Dès novembre de la même année, s'est produite la prise d'otages de la mosquée Al-Masjid al-Haram à La Mecque. La raison pour laquelle les Soviétiques avaient décidé d'entrer en Afghanistan en décembre est qu'ils en avaient craint la contagion dans leurs républiques d'Asie centrale et en Russie. Ils avaient voulu soutenir le régime communiste de Kaboul, qui donnait des signes de faiblesse, parce qu'ils redoutaient d'y assister à l'apparition d'une république islamique. On n'a pas pris tout de suite la mesure de ce bouleversement, parce que les dirigeants raisonnent souvent selon leurs routines. Il leur faut parfois des années pour comprendre qu'il se passe quelque chose de nouveau. Les yeux ne se sont complètement dessillés qu'avec l'attentat du World Trade Center en 2001. Ce genre d'aveuglement est fréquent. C'est pourquoi les hommes d'Etat ont toujours intérêt à compter dans leur entourage immédiat

des voix dissonantes : des gens qui ne raisonnent pas de la même manière que les autres et qui peuvent attirer leur attention sur des choses que personne d'autre ne voit. C'est en quelque sorte le rôle du fou du roi.

Ici, l'aveuglement a été renforcé par l'idéologie de la fin de l'histoire...

Fukuyama avait élaboré une théorie néo-hégélienne que l'on peut présenter comme une réaction chimique : l'idée était que démocratie + économie de marché = paix + prospérité. Si c'est une observation théorique, et si on en définit soigneusement les termes, elle a quelque chose de tautologique, qui ne nous apprend rien. Le problème est qu'elle a été considérée comme une prophétie eschatologique. Dans cette acception, elle était irréfutable, au sens de Karl Popper : elle sortait du cadre scientifique puisqu'elle annonçait l'avenir sans que personne ne puisse la confirmer non plus que la démentir. Le géopoliticien peut à la rigueur faire des prophéties, mais seulement au sens de l'Ancien Testament, quand le prophète annonce à Israël les châtiments que ses impiétés ne manqueront pas de susciter de la part de l'Eternel s'il ne change pas de comportement. Lui ne connaît certes pas les desseins de la Providence, mais appuyé sur sa connaissance de l'histoire, de la géographie, des conflits d'intérêts et des rapports de force, il peut avertir que telles décisions peuvent potentiellement déboucher sur tels types de conséquences. Quand il





annonce le déroulement de l'histoire et en dessine le cours inévitable, comme l'a fait Fukuyama après les marxistes, il adopte en revanche une démarche qui n'a plus rien de rationnel. Le problème est que cette démarche a conduit les nombreux dirigeants américains qui en étaient imprégnés à mener une politique d'intervention tous azimuts pour accélérer l'histoire en prétendant propager la démocratie. Le moins que l'on puisse dire est que les résultats n'ont pas été à la hauteur de leurs espérances.

C'est ce qu'on a appelé la politique de changement de régime.

Cette illusion a été fortement entretenue par le spectacle que donnait la Russie durant les années 1990. Le pays était complètement effondré, la Russie était K.-O. debout. La population était réduite à la misère (j'ai connu des professeurs de lycée qui étaient devenus chauffeurs de taxi pour ne pas mourir de faim). Les entreprises américaines et européennes se ruaient sur le pays pour prendre en main ses immenses ressources, un peu comme les Occidentaux l'avaient fait en Chine à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. On allait faire de la Russie un prolongement de l'Occident et on la convertirait, pour son bien, à la démocratie. Quelques libéraux russes, admirateurs des Etats-Unis, poussaient à la roue. Le projet était certes contraire à

GOOD BYE, LENIN ! Page de gauche, en haut : des lance-roquettes soviétiques en action contre les forces afghanes, en 1988. Ci-dessus : le 22 août 1991, des milliers de Moscovites déployèrent un drapeau russe géant sur la place Rouge après l'échec du putsch du 19 août fomenté par des communistes conservateurs contre Mikhaïl Gorbatchev. Page de gauche, en bas : le 23 août 1991, lors d'une séance spéciale du Parlement de la république de Russie, Boris Eltsine, qui avait pris la tête des anti-putschistes, humilia le président soviétique en le sommant de lire et de signer le décret interdisant le parti communiste pour son rôle dans la tentative de putsch. Quatre mois plus tard, l'Union soviétique était dissoute.

toute la culture russe, mais on s'autorisait du précédent du Japon et de l'Allemagne de 1945. On avait seulement oublié que ceux-ci s'étaient laissés rééduquer parce qu'ils avaient perdu la guerre. L'Allemagne était alors un champ de ruines ; le Japon avait subi deux bombardements nucléaires. Il n'en allait pas de même en Russie. A la fin des années 1990, celle-ci était en attente d'un homme fort qui rétablirait la « verticale du pouvoir », mettrait fin à l'anarchie et rétablirait la souveraineté du pays. C'est ce qui a fini par arriver avec Poutine.

Est-ce à dire que, selon vous, la démocratie n'est pas universalisable ?

Elle le serait dans un monde idéal. Dans le monde réel, deux grands paramètres gouvernent la survie d'un régime politique : la légitimité et l'efficacité. J'appelle légitimité l'adhésion de l'ensemble de la population au fonctionnement régulier des institutions. Le sentiment général qu'en dépit des critiques de détail que l'on peut toujours formuler, la plupart des gens trouvent normal d'obéir ; qu'ils

acceptent les décisions même quand ils n'étaient pas nécessairement d'accord avec elles à l'origine. L'efficacité, c'est la capacité d'un gouvernement à identifier les problèmes qui se posent à la communauté, à élaborer des solutions propres à les résoudre, et à les faire exécuter. Mon expérience de la vie internationale et ma réflexion sur l'histoire m'ont conduit à observer que les deux, à long terme, doivent aller de pair. Un régime qui est accepté mais qui se révèle, de manière récurrente, inefficace, perd sa légitimité ; un régime efficace sur le long terme finit par devenir légitime, quelle que soit la manière dont il a été institué. Or, il arrive, on en a maints exemples, qu'un régime qui n'est démocratique ni par ses origines ni par son fonctionnement cumule pendant un temps ces qualités : jusqu'au moment où il devra faire face à une aspiration de sa population à la liberté qui deviendra elle-même l'une des difficultés qu'il lui faudra résoudre, s'il veut conserver son efficacité... et donc sa légitimité. Il s'agit ainsi d'un processus progressif et complexe. Prétendre l'accélérer et poursuivre le bien des peuples en



changeant les régimes par la force, c'est souvent ouvrir la voie à un chaos et à une anarchie qui peuvent se révéler bien pires que l'absence provisoire de démocratie. La démocratie est par ailleurs difficile à définir. Elle varie dans le temps et dans l'espace. Dans le temps : en 1962, quand le général De Gaulle a institué l'élection du président de la République au suffrage universel, tous les partis se sont mobilisés contre une réforme qui leur paraissait renouer avec les plébiscites de Napoléon III ou avec l'aventurisme du général Boulanger. Aujourd'hui, celui qui voudrait revenir dessus serait accusé d'être le fossoyeur de la démocratie. Dans l'espace : aux Etats-Unis, en 2000, George W. Bush a été élu grâce à une décision de la Cour suprême à une voix de majorité. Une partie de la presse française a dénoncé cela comme totalement antidémocratique. Mais les Américains l'ont parfaitement admis, puisque les règles du jeu avaient été respectées.

Vous insistez à plusieurs reprises sur le fait que la disparition de l'URSS a été considérée, à juste titre, en Occident comme la chute du communisme, mais que l'on n'a pas voulu voir que c'était en même temps la dislocation de l'Empire russe. Quelles ont été les conséquences de cette erreur d'analyse ?

Les Russes y ont contribué puisqu'ils ont procédé eux-mêmes au démembrement de leur empire, quand Eltsine a fait sécession de l'URSS au nom de la Russie

pour échapper à la tutelle de Gorbatchev. En Occident, cet effondrement a suscité une certaine euphorie, puisqu'il est survenu sans guerre, et qu'il a vu la disparition soudaine de la superpuissance qui tenait, depuis un demi-siècle, l'Europe centrale sous sa domination, et qui menaçait la sécurité du « monde libre » avec ses missiles. Mais le démantèlement d'un empire ne pouvait être en réalité indolore. Il posait des problèmes liés au tracé des frontières, les délimitations internes de l'Union soviétique devenant soudain des frontières internationales alors qu'elles ne correspondaient pas nécessairement à des réalités géopolitiques : c'était notamment le cas avec l'Ukraine, qui incluait la Crimée, que tous les Russes considèrent comme leur patrimoine historique, ou avec le Donbass, peuplé en majorité de russophones. Un peu partout, des minorités ethniques se retrouvèrent écartelées entre plusieurs pays, ou soumises à la domination de majorités parfois agressives ; des découpages peinaient à assurer la viabilité de nouveaux Etats. La situation du Caucase est à cet égard emblématique, comme a été également révélatrice la guerre effroyable qu'a suscitée la dislocation de la Yougoslavie. L'Occident a souvent réagi avec un enthousiasme irréfléchi à des indépendances nationales qui étaient porteuses de conflits meurtriers. Il aurait fallu prendre en compte cette réalité complexe en dessinant une nouvelle architecture de sécurité pour l'Europe. Cela aurait pu passer par la redéfinition de certaines frontières, ailleurs par la mise en place de garanties

pour les minorités. Les dernières années de la guerre froide avaient permis l'organisation d'un processus de désarmement contrôlé qui aurait dû rester pérenne, être adapté aux réalités nouvelles. On a préféré le jeter aux orties, dans l'ivresse suscitée par la perspective d'une paix universelle dont il fallait, disait-on, « *toucher les dividendes* ».

Estimez-vous que, par exemple, la guerre d'Ukraine est au fond une réplique prévisible de cette fin d'empire ?

Evidemment. La question de l'Ukraine avait été identifiée et théorisée, notamment par Zbigniew Brzezinski, que j'ai fort bien connu. Polonais d'origine, conseiller à la sécurité nationale du président Carter, resté très influent par la suite, il avait écrit, en 1997, dans *Le Grand Echiquier*, que l'Ukraine était le pivot du continent eurasiatique, la clé de son avenir, et il avait fixé comme objectif aux Etats-Unis de la détacher de la Russie afin de faire de celle-ci une puissance secondaire. Il disait que l'Occident devait mettre l'Ukraine dans son giron pour affaiblir la Russie. A la fin de sa vie, il a cependant reconnu que cela pouvait déclencher une catastrophe et il a mis beaucoup d'eau dans son vin. Reste que ses idées ont eu un grand retentissement : les néo-conservateurs et les démocrates les ont faites leurs. En Russie, la situation était telle que certains dirigeants s'effrayaient de voir leur pays rétrécir jusqu'aux frontières du grand-duché de Moscou. Puis, s'est produite en 2004 la révolution

GUERRE DES MONDES Page de gauche : la place Maïdan, à Kiev, le 19 février 2014. Depuis fin novembre 2013, des manifestations, soutenues par les Etats-Unis, s'opposaient au gouvernement du président prorusse Viktor Ianoukovytch, suite à sa décision de suspendre l'accord d'association avec l'Union européenne pour se rapprocher de Moscou. Le 22 février, le Parlement vota la destitution de Ianoukovytch – qui s'était enfui la veille dans l'est du pays –, mesure immédiatement dénoncée par le Kremlin comme un coup d'Etat. Vladimir Poutine riposta en annexant la Crimée dès le mois de mars. A droite : des missiles antichars américains déchargés à l'aéroport de Kiev, en février 2022. En bas : Volodymyr Zelensky en compagnie du Premier ministre britannique Keir Starmer et d'Emmanuel Macron, lors du sommet sur la sécurité de l'Ukraine à Londres, le 2 mars 2025.



orange, avec la perspective du passage de l'Ukraine à l'Ouest alors qu'entraient dans l'Otan les pays Baltes, la Slovaquie, la Slovénie, la Roumanie et la Bulgarie. Or, les Russes s'étaient dotés, depuis 2000, de l'homme fort que tous attendaient, sans savoir s'il viendrait de l'armée, de l'ancien KGB ou de la société civile. En 2007, un an avant de devenir provisoirement Premier ministre et de laisser son fauteuil présidentiel à Medvedev, Poutine a fait son fameux discours à Munich, dans lequel il réclamait une nouvelle architecture de sécurité européenne. La réponse de l'Otan a été de déclarer, en avril 2008, à Bucarest (malgré la résistance de la France et de l'Allemagne), que l'Ukraine et la Géorgie avaient vocation à entrer dans l'Otan. C'était véritablement agiter le chiffon rouge, susciter chez les Russes, un sentiment d'encerclement. Quelques mois plus tard, les chars russes entraient en Géorgie.

Cela ne consistait-il pas pourtant à imposer aux Russes seulement de rester chez eux ? C'est à quoi se sont résolus les Turcs après la guerre de 1914-1918 et le démantèlement de l'Empire ottoman...

Le contexte est différent. L'Empire ottoman avait été militairement vaincu, ce

qui n'était pas le cas de la Russie. Et son démantèlement ne s'est pas fait lui non plus sans tragédies. Il s'est traduit, quelques années à peine après le génocide des Arméniens, par l'expulsion massive des Grecs qui vivaient en Asie Mineure depuis le VIII^e siècle av. J.-C. Mais la grande différence tient à ce qu'Atatürk a fait l'unité de son pays autour de l'idée de nationalisme, qui était alors au sommet de sa vigueur. Or, l'attachement patriotique des Russes à leur pays est d'une tout autre nature. La Russie n'a pas de frontières naturelles. Le siège de son pouvoir a migré de Kiev à Moscou et jusqu'à Saint-Petersbourg. Elle n'a jamais, historiquement, tendu à devenir un Etat-nation. Elle a toujours abrité en son sein d'innombrables minorités ethniques. Elle s'étend en Sibérie sur des territoires infinis et à peine peuplés (moins de 30 millions d'habitants pour 10 millions de km²). Elle a toujours été, dès lors, non une nation, mais un empire. Pas au sens des empires coloniaux, qui étaient des possessions lointaines de la France et de l'Angleterre, et qui ne participaient pas à la vie nationale de la métropole. La Russie est consubstantiellement un empire. C'est son identité même. L'idée de la réduire à un Etat-nation est absurde et impraticable, tant sont intriquées les populations sur son territoire, tant sont présentes les minorités russes dans son « étranger proche ».

Comparer sa relation avec les pays qui l'entourent – et qui ont participé à son histoire, qui vivent aux côtés des Russes depuis des siècles – avec la présence française en Algérie, et vouer son empire à une décolonisation de tout ce qui ne serait pas authentiquement russe est absurde. Il faut n'avoir jamais mis les pieds dans ce pays (n'avoir même pas lu *Michel Strogoff*!) pour penser qu'un tel processus pourrait se dérouler sans tragédie.

Le retournement politique opéré par Donald Trump vous semble-t-il annoncer une paix prochaine en Ukraine ?

En mathématiques, quand un problème n'a pas de solution, on change le problème pour qu'il en ait une. Le problème de l'Ukraine, c'est que l'on oublie qu'elle n'a jamais existé en tant qu'Etat, sauf pendant trois ans après la Première Guerre mondiale, de 1917 à 1920, à la faveur de la révolution d'Octobre et dans des frontières différentes de celles d'aujourd'hui. Quand on parle de la nécessité de sauvegarder les frontières de l'Ukraine, on ne prend pas en compte le fait qu'il n'y a pas de coïncidence entre la nation ukrainienne et les frontières de 1991, qui englobent à l'est des provinces russophones, à l'ouest, des populations très proches de la Pologne. En Ukraine, le maintien des frontières de 1991, le droit des minorités et l'état des forces ne permettent pas, dès lors, de sortir pacifiquement du conflit. Il faut donc rebattre les cartes si l'on veut arrêter la tuerie. Il faut un cessez-le-feu, mais il faut aussi un système de sécurité qui permette de s'assurer de la stabilité structurelle, sur une période de temps longue, de la ligne de cessez-le-feu. Un peu comme ce qui se passe depuis soixante-dix ans entre la Corée du Nord et la Corée du Sud. On me dira qu'accepter la partition de l'Ukraine serait entériner une violation du droit international. Mais la plupart des gens et les acteurs internationaux





LIAISONS DANGEREUSES A gauche : Vladimir Poutine et le dirigeant chinois Xi Jinping lors d'une rencontre à Pékin, le 16 mai 2024. Alors que les liens entre la Chine et la Russie semblent se resserrer, Donald Trump espère conclure la paix en Ukraine au plus vite pour se concentrer sur son rival chinois et déjouer l'axe sino-russe qui menace les intérêts américains. Page de droite : tirs de canon ukrainiens dans la région de Bakhmout, dans l'est de l'Ukraine.

eux-mêmes avaient fini par oublier, durant la guerre froide, que les pays Baltes et la Moldavie avaient été annexés par les Soviétiques entre 1940 et 1944. Il avait bien fallu s'en accommoder, plutôt que d'entrer dans une guerre potentiellement nucléaire.

On peut vouloir rompre avec la Russie, mais il faut alors prévoir que, comme pendant la première guerre froide, les Russes vont de leur côté développer des actions de nuisance contre nos intérêts, comme ils le font aujourd'hui au Maghreb, au Sahel, en Afrique noire. La deuxième guerre froide ne sera pas nécessairement de tout repos. Que ferons-nous si, d'aventure, il vient l'idée aux Russes de s'installer militairement en Algérie et d'y déployer des batteries de missiles, comme l'Union soviétique avait prétendu le faire à Cuba ? Ce sont des risques qui doivent aussi être pris en compte. Ils nous obligeraient à faire face à des menaces que nous aurions largement contribué à créer.

Dans un monde devenu très interdépendant, les foyers possibles de conflits sont multiples. Avec eux, les occasions de les voir dégénérer. On me dit parfois qu'il est irresponsable d'évoquer de telles perspectives. Ce qui serait irresponsable, ce serait d'écarter par principe le risque d'une catastrophe.

Quelle logique vous paraît animer la politique américaine ?

Le bilan de la guerre, pour les Etats-Unis, est positif. Trump a tordu le bras de Zelensky pour se faire largement rembourser les sommes investies par Biden et l'obliger à entrer dans ses vues. Et les Européens ont dû constater qu'ils n'avaient pas les moyens de se substituer aux Etats-Unis. Nous nous sommes coupés du gaz russe, ce qui a lourdement affaibli la compétitivité de nos économies. Nous sommes donc plus dépendants que jamais des Etats-Unis. L'Otan survivra car elle

reste la seule organisation politique capable d'assurer le lien transatlantique.

La Russie a montré de son côté qu'elle n'était pas toute-puissante, puisqu'elle a eu du mal à contenir l'armée ukrainienne, soutenue par l'Otan.

Trump est tout sauf un imbécile. Son principal objectif, c'est la Chine. Il veut liquider le conflit avec la Russie pour se consacrer à la rivalité qui dominera, à ses yeux, le XXI^e siècle. C'est la préoccupation qui hante les élites américaines. Ils en ont été distraits par le 11-Septembre et la lutte contre l'islamisme, puis par la résistance de la Russie à l'élargissement de l'Otan. Il veut désormais se concentrer là-dessus. Sa priorité est d'empêcher une dépendance irréversible de la Russie vis-à-vis de la Chine.

Quel est le bilan pour l'Union européenne ?

Il est négatif. L'Union européenne n'est pas un Etat fédéral et elle n'est nullement en situation de le devenir. C'est une association d'Etats-nations qui ont chacun leur propre vision politique des choses, leur perception des questions de sécurité, et elle l'a montré dans la crise. Les dirigeants européens ont annoncé un énorme effort de financement de matériel militaire pour faire face à la perspective d'un désengagement américain, mais nous n'avons pas défini rigoureusement nos intérêts majeurs et ils ne sont clairement pas les mêmes pour tous. Il est évident que pour les populations française, italienne ou espagnole, le danger d'une invasion russe n'est pas une préoccupation de tous les instants. La France n'a été envahie par la Russie qu'après la défaite de Napoléon et encore, c'était plutôt amical, le temps de changer de régime. Alors que pour les pays Baltes ou la Pologne, la menace peut paraître existentielle. Ces derniers sont indifférents, en revanche, aux problèmes d'Afrique du Nord ou du Sahel qui nous semblent cruciaux. La menace que pourrait faire peser sur l'Europe son flanc sud, ce conglomerat

de nations musulmanes qui va de l'Atlantique au Pakistan et qui compte, comme l'Europe, 400 millions d'habitants, n'y est pas ressentie. On déplore que l'Europe n'ait pas de politique étrangère ou d'armée commune. Mais la question essentielle est : pour quoi serions-nous prêts à mourir ? Force est de constater que nous ne lui donnons pas tous la même réponse.

Dans la crise ukrainienne, tous ont adopté la même rhétorique sur la menace que ferait peser la Russie sur le continent. Les Russes ont répondu en s'en prenant notamment à nos intérêts en Afrique. Or ces intérêts laissent nos partenaires très indifférents. Si la tension s'aggravait, ce genre de situation pourrait devenir problématique.

L'Europe a décidé de se réarmer pour assurer son indépendance militaire à l'égard des Etats-Unis en même temps que sa sécurité vis-à-vis de la Russie. Fort bien, mais mesure-t-on que cela ne peut pas répondre dans l'immédiat aux difficultés auxquelles nous faisons face ? Il faudra peut-être quinze ans pour mener à bien cet effort. Cela ne sera évidemment pas indolore pour le niveau de vie des populations, qui devront consentir à de douloureux sacrifices (la manne ne tombera pas du ciel) et cela ouvrira une course aux armements que gagnera l'économie la plus puissante. Sommes-nous certains que ce sera la nôtre ?

L'alternative, c'est, tout en consentant un effort de défense adapté à une juste compréhension des menaces, de rechercher par la négociation un nouveau système de sécurité européen, en sachant que cela sera très complexe et prendra du temps. Pour établir une paix durable, il faut que chacun accepte de faire des concessions sur ce que l'autre considère comme ses intérêts fondamentaux, même si ça ne plaît pas à tout le monde. Lors de la guerre du Kippour, les Américains ont empêché les Israéliens d'aller jusqu'au bout de leur avantage. Ils pensaient que cette approche donnerait de meilleures chances à la



négociation. C'était difficile à admettre pour Israël, mais pas nécessairement contraire à ses intérêts à long terme. Le réalisme, cela implique de réfléchir aux conséquences de ses actions. C'est s'inscrire dans un schéma itératif, comme aux échecs : en raisonnant sur le coup d'après et sur les interactions prévisibles des partenaires et des adversaires. Cela s'appelle faire de la stratégie.

Le monde vous paraît-il devenu plus dangereux qu'auparavant ?

L'idée de gouvernance mondiale ou de multilatéralisme a volé en éclats, sans que cela mette fin pourtant à la globalisation, donc à l'interdépendance des Etats. Un conflit local peut dès lors dégénérer plus facilement en affrontement général. Il me semble, par ailleurs, que nous avons assisté depuis quelques années à l'émergence de dirigeants peu préparés par la culture générale, par le sens de l'histoire, à comprendre les événements. Cela peut les conduire à raisonner faussement, à mal interpréter les situations et à commettre des erreurs importantes. J'entends dire que Poutine ou que Trump ne comprennent que les rapports de force. On s'en étonne et on s'en scandalise. Mais c'est aussi vieux que le monde ! Que serait un dirigeant qui ne comprendrait rien aux rapports de force ? La culture historique de bien des élites se limite à une connaissance superficielle de la Seconde Guerre mondiale. Elle les convainc que le monde est le théâtre d'un affrontement du Bien et

du Mal. Ils sont dès lors réceptifs au discours qui assimile perpétuellement tout adversaire au fascisme, à Hitler, tout partisan de la diplomatie pour prévenir ou résoudre les conflits, à un munichois préparant par faiblesse d'âme les tragédies de demain. Cette paresse intellectuelle condamne à ne rien comprendre de la complexité des situations auxquelles il nous faut faire face. Poutine n'est pas Hitler non plus que ne l'étaient Saddam Hussein, Slobodan Milosevic ou même Bachar al-Assad. Cela ne veut pas dire qu'ils n'étaient pas dangereux : seulement que c'est plus compliqué que cela.

Vous prenez vos distances avec Paul Valéry qui dénonce l'inutilité de l'histoire, qui serait une marchande d'illusions parce que les événements ne se répètent pas toujours de manière identique. Quelle utilité lui voyez-vous pour la géopolitique ?

Il est bien vrai que l'histoire ne se répète pas, mais elle multiplie les situations qui se ressemblent, et c'est sur ces ressemblances que doit porter notre réflexion. Elle nous enseigne comme une expérience qui n'est pas reproductible à l'identique, mais qui n'en est pas moins porteuse de leçons. On sait cela depuis Cicéron, et Marc Bloch le reconnaissait lui-même. Lévi-Strauss ajoutait que les comparaisons sont d'autant plus intéressantes quand elles sont faites à grande

distance. Il estimait qu'en observant des groupes humains avec lesquels nous n'avions jamais eu de relations, nous touchions au fond de la nature humaine, à ce qui est véritablement commun et, partant, universel. Cela ne veut pas dire que l'utilisation de ces similitudes, de ces expériences soit facile. On risque parfois de raisonner à partir d'une analogie bancale, faute d'avoir correctement analysé l'exemple historique ou la situation contemporaine. Surtout, il ne faut pas négliger qu'intervient toujours la liberté humaine qui peut changer le cours des événements (c'est à cela que sert la diplomatie !). D'une même situation géopolitique ne sortiront pas les mêmes événements selon que les dirigeants seront des va-t-en-guerre ou qu'ils seront portés à l'esprit de compromis. Il faut faire en sorte que ceux qui décident soient avant tout des individus rationnels qui prennent en compte la balance des intérêts fondamentaux. La vocation de la géopolitique est de les éclairer avant qu'ils ne fassent leurs choix. *S*

À LIRE



L'Ere des affrontements
Thierry de Montbrial
Dunod
552 pages
29 €



© FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO.

LES LENDEMAINS QUI PLEURENT

Un travail historique inédit exploite les dossiers des condamnés à mort sous Franco. Et donne de sa répression un visage bien différent de sa légende.

« *Vae victis.* » Cette réplique du chef gaulois Brennus, en 390 av. J.-C., lors de sa prise de Rome, est passée à la postérité

comme un des principes universels de la guerre. Deux mots pour résumer les innombrables maux endurés par ceux qui se retrouvent, après leur défaite, dans le camp des perdants. « *Malheur aux vaincus* » dont le sort n'est plus que d'endurer les représailles du vainqueur, sa justice expéditive et parfois ostentatoire, et de payer souvent de leur vie leur engagement « du mauvais côté ».

Les victimes du franquisme font à ce titre figure d'emblèmes. En avril 1939, après la victoire militaire des « rebelles » nationalistes sur les combattants républicains, ces derniers furent massivement arrêtés, emprisonnés dans des conditions très dures, voire « *franchement inhumaines* », selon le cardinal Vicente Enrique y Tarancón, jugés de façon hâtive par un tribunal militaire ignorant du droit, et exécutés dans des proportions spectaculaires : jusqu'à une date assez récente, les victimes de la répression officielle franquiste étaient estimées entre 150 000 et 200 000 personnes. En 2023, paraissait toutefois en Espagne une étude qui remettait absolument en cause non seulement ces chiffres, mais la façon dont fut menée la procédure : *La represión de la posguerra. Penas de muerte por hechos cometidos durante la Guerra Civil* (Ed. Actas) (la répression de l'après-guerre. Peines de mort pour des faits commis durant la Guerre civile). La traduction française vient d'en être publiée aux éditions de l'Artilleur : *La Répression dans l'Espagne de Franco, 1939-1975*. Son auteur, le journaliste Miguel Platón, est le premier et le seul à ce jour à avoir dépouillé dans leur intégralité, aux archives militaires d'Avila, des documents découverts en 2010 : les dossiers des condamnations à mort constitués à partir du 1^{er} octobre 1939. Ils mettaient en cause quelque 20 000 personnes pour leur comportement pendant la guerre civile. Les conclusions qu'il en tire pulvérisent la version officielle qui qualifie la justice franquiste d'aveugle et d'impitoyable.

Numériquement, d'abord : l'étude de Platón établit que les 200 000 victimes présumées exécutées sur ordre de Franco furent en réalité 14 000 à 15 000 sur la totalité des 30 000 condamnations à mort prononcées, depuis le 1^{er} avril 1939, à une écrasante majorité pour des crimes de sang commis en dehors du front militaire.

Il attire l'attention de son lecteur, plus encore, sur la notion même de victime, employée aujourd'hui dans un sens unilatéral qu'il conteste : « *D'une manière générale, il est absurde de considérer tous les*

exécutés de l'après-guerre comme des "victimes du franquisme" ». Car « *les vraies victimes étaient celles que les condamnés avaient tuées, torturées, violées ou volées. Il s'agissait de victimes, au sens politique, de la gauche révolutionnaire qui régnait dans la zone républicaine* ».

La répression à l'arrière, durant la guerre, avait été lourde des deux côtés. On estime les victimes civiles des républicains entre 45 000 et 50 000 personnes sur un territoire de plus en plus petit, exécutées du fait de leurs opinions droitières, de leur foi chrétienne ou de leur position sociale. Le témoignage de l'avocat Enrique García Torres, alors lieutenant procureur à Valence, laisse imaginer ce que furent ces « *crimes de sang* » et le chaos de ces années de guerre. A propos de la mi-août 1936, un mois après son déclenchement, il écrivait : « *la fonction des juges s'est vue réduite à recevoir les photographies et les rapports de centaines de cadavres trouvés à la périphérie de la ville (...). Le viol, le vol et l'assassinat sous le prétexte du fascisme étaient notre pain quotidien (...); personne n'était tranquille dans son usine, son atelier, son magasin ou sa ferme (...). On n'était même pas tranquille dans les centres officiels (...); personne ne commandait* ». Pas même les tribunaux révolutionnaires n'arrivaient à empêcher les exactions des escadrons d'assassins qui hantaient villes et campagnes.

La réciproque était-elle vraie dans le camp d'en face ? Oui, précise Platón, le camp nationaliste, et la Phalange notamment, se rendit lui aussi responsable de crimes sur des gens de gauche, tués ou condamnés sans avoir commis de crime grave. Les cours martiales pratiquèrent des meurtres sous une prétendue couverture légale. On estime les victimes des nationaux entre 50 000 et 55 000, sur un territoire de plus en plus grand. Mais de tous ces cas d'assassinats politiques, tous bords confondus, le degré de cruauté entre « rebelles » de la zone dite nationale et révolutionnaires de la zone républicaine était sans commune mesure, avec des viols par centaines, des manifestations de sauvagerie et de cruauté indescriptibles de la part de ces derniers, n'épargnant pas même les enfants, et prenant pour cibles de leurs plus grandes horreurs les religieux et religieuses (6 733 d'entre eux furent assassinés, leurs corps souvent atrocement mutilés – coupés en morceaux, yeux arrachés, crâne défoncé au marteau – et également profanés).

Après la guerre, la répression des crimes suivit une procédure qui n'était, en principe du moins, ni aveugle ni expéditive. La principale



LE SORT DES VAINCUS A gauche : prisonniers républicains dans un camp franquiste en Catalogne, début janvier 1939. Ci-dessus : le général Franco dans les années 1960.

critique qu'on puisse lui adresser est que cette « justice des vainqueurs » avait amnistié, par la loi du 23 septembre 1939, tous les délits commis par « des personnes attachées aux "idéaux du Mouvement national" ». Qui échappaient donc à toute forme de justice, alors que les « rouges » devaient répondre de leurs actes. Pour les instances franquistes, une personne du camp républicain convaincue d'avoir perpétré un meurtre, de l'avoir encouragé ou matériellement rendu possible encourait la peine de mort. Son cas était examiné par une cour martiale, puis révisé par des auditeurs successifs de la région militaire concernée, puis du service Conseil et justice du ministère des Armées. Leur rapport était transmis à Franco, auquel revenait le choix de gracier le condamné ou de confirmer son exécution, avec la mention de l'« *Enterado* » (informé).

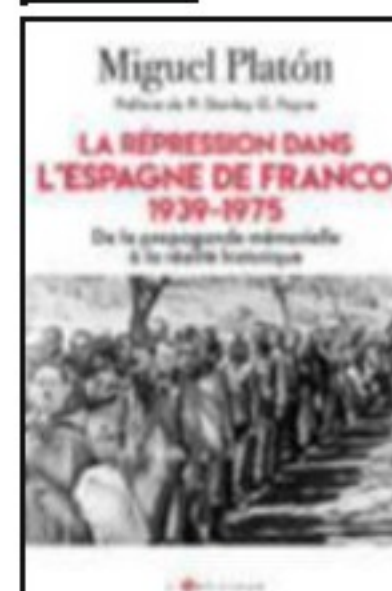
Quels éléments pouvaient éviter à un condamné la peine de mort ? Un doute sérieux sur son implication réelle dans le crime de sang dont il était accusé, une attitude bienveillante envers des personnes de droite ou des religieux, l'avis favorable de gens de son village ou de son quartier sur son comportement social, la détresse dans laquelle se trouvait sa famille... Les auditeurs devaient mener une enquête approfondie, pouvant durer des mois, à la recherche de témoignages et de preuves. Il y eut hélas des exceptions, quelques centaines de cas d'aveux extorqués sous la torture, de procédures bâclées. Mais dans la majorité des cas cités, les auditeurs faisaient preuve de rigueur dans la recherche de la justice, demandant des témoignages supplémentaires en faveur de l'accusé, et dans la perspective de pardon et de réconciliation nationale énoncée par Franco. Une anecdote citée par Platón illustre la difficulté de la position des juges : apprenant de la bouche d'un auditeur que l'assassin présumé de son fils avait été gracié faute de preuves, un vieil homme s'était mis à hurler sur la place de son village qu'il allait se faire vengeance lui-même, qu'il allait tuer l'intéressé et que personne ne pourrait l'arrêter.

A lire les dizaines de cas instruits dans les dossiers, on est frappé par la complexité des cas jugés, des histoires dramatiques, des choix guidés quoi qu'il en soit par la nécessité (tel le recours en grâce de ce paysan de 40 ans reconnaissant avoir été trompé « *par la lecture d'une presse infâme et les discours de faux apôtres, dans l'atmosphère de faim et de pauvreté à laquelle [l']avaient réduit des salaires dérisoires* »). Le brouillard de certaines situations saute aux yeux, et il n'avait pas échappé aux auditeurs de justice qui, soupçonnant dans telle ou telle dénonciation un contentieux et un règlement de compte, se montraient précautionneux dans le crédit qu'ils leur accordaient. Ils appliquaient généralement le bénéfice du doute en faveur de l'accusé, préconisant la grâce quand la culpabilité était incertaine. Le statut d'ennemi politique, si opérant à gauche, y compris dans ses propres rangs (André Marty, chef des Brigades internationales, se vantait d'avoir fusillé des centaines de brigadistes au motif qu'ils n'étaient pas de vrais communistes...), cette divergence idéologique n'avait pas, aux yeux des juges franquistes, le même poids : avoir été un homme

politique engagé contre la cause nationale, comme ce fut le cas de l'écrivain et consul général Cipriano Rivas Cherif, beau-frère du leader de la gauche, Manuel Azaña, ou un caricaturiste virulent et anticlérical ou bien encore un franc-maçon, ne vous désignait pas comme condamné à mort. La comparaison avec les tribunaux révolutionnaires de la France de 1793, de la Russie de 1917 ou de la Chine maoïste laisse songeur... Et les marques d'humanité et de solidarité qui, à tous les niveaux de la société, poussèrent des Espagnols du camp national à témoigner en faveur d'autres Espagnols du camp républicain pour demander leur grâce montrent que toute grandeur n'avait pas déserté l'âme humaine, en ces sombres années. Ainsi la sœur de José Antonio Primo de Rivera écrivit-elle aux auditeurs pour demander la grâce du directeur de la prison où son frère avait été assassiné, et qui l'avait traité avec humanité. Elle lui fut accordée. La veuve d'un officier abattu par un de ses hommes écrivit à la femme d'un de ceux qui en étaient accusés, lui manifestant sa compassion et s'engageant à prier pour elle et sa famille. Miguel Platón commente sobrement ces marques de pardon, si opposées aux mesquineries et aux malveillances de cette guerre fratricide, pour souligner que la réconciliation entre les frères ennemis avait commencé bien plus tôt qu'on ne le dit.

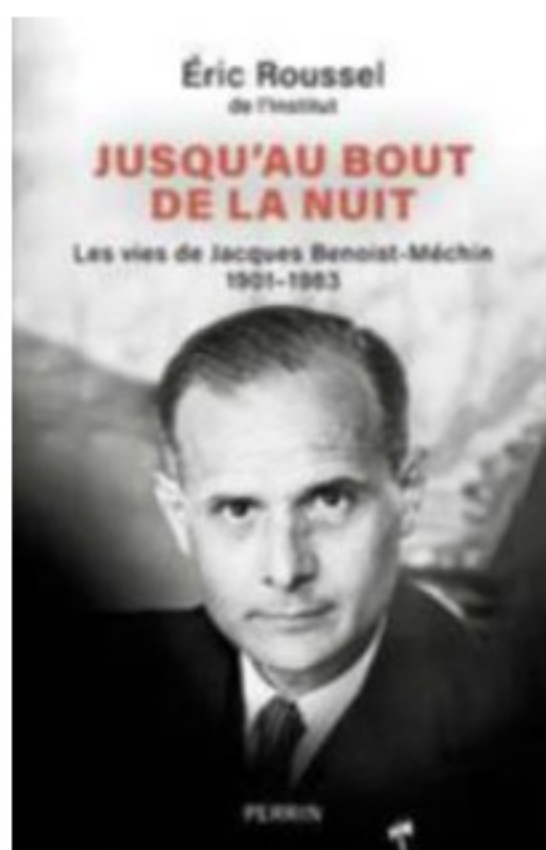
Dans 51,4 % des cas, le chef de l'Etat espagnol commua les peines de mort en années de prison, dont les condamnés purgèrent en réalité moins du quart : le 25 janvier 1940, Franco avait en effet publié une ordonnance qui réduisait considérablement les peines prononcées depuis juillet 1936. Un condamné à trente ans de prison était libéré au bout de six ans. A partir de 1939, les prisonniers purent racheter leur peine en travaillant, et percevoir un salaire au profit de leur famille. On peine à trouver pareils exemples au paradis soviétique que le clan républicain, PSOE en tête, avait tenté d'installer en Espagne, prônant, dès 1934, « *la plus grande violence pour remplacer le capitalisme* », le « *chaos social* », et la guerre. *J*

À LIRE



La Répression dans l'Espagne de Franco, 1939-1975

Miguel Platón
L'Artilleur
432 pages
23 €



À LIVRE OUVERT

Par Michel De Jaeghere

Les sept vies de Benoist-Méchin

Eric Roussel retrace le destin hors norme de l'ancien ministre de Vichy dans une biographie passionnante.

Pour le grand public des années 1960, il était le plus flamboyant des historiens. D'Alexandre le Grand à Lawrence d'Arabie, il avait poursuivi « le rêve le plus long de l'histoire » en faisant revivre les grandes figures qui avaient tenté de marier l'Orient et l'Occident : les amours de Cléopâtre et de Marc Antoine, comme la campagne de Julien l'Apostat en Perse, l'aventure de Bonaparte en Egypte ou celle du maréchal Lyautey au Maroc. On chuchotait que l'homme avait eu, autrefois, des engagements compromettants, qu'il avait eu partie liée avec le gouvernement de Vichy. On admirait en lui l'écrivain qui avait renouvelé le genre délaissé de la biographie en faisant de chacune des siennes une œuvre littéraire à part entière. Par sa capacité à associer ampleur de vues, érudition parfaite, documentation foisonnante, sens de l'image, de la formule et du rythme, il semblait renouer avec la manière de Guizot, Michelet ou Renan. Du *Figaro* au *Monde* et bientôt jusque sur le plateau d'*Apostrophes* (1979), chacun de ses livres faisait l'objet d'un concert de louanges. Vendus à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, ils figuraient dans la bibliothèque du général De Gaulle, de Georges Pompidou, de Valéry Giscard d'Estaing, de François Mitterrand.

Après sa mort, en 1983, la publication de ses Mémoires politiques (*De la défaite au désastre*, 1984) et, plus encore, celle de son autobiographie (*A l'épreuve du temps*, 1989-1993) rafraîchirent les mémoires sur ce qu'avait été son rôle sous l'Occupation. Passionnément germanophile, fasciné par Hitler dès 1934, historien du redressement de l'armée allemande sous la république de Weimar, il ne s'était pas seulement engagé, en 1941, dans la collaboration, il en avait été l'acteur et le doctrinaire : secrétaire d'Etat aux relations franco-allemandes sous l'amiral Darlan puis Pierre Laval jusqu'en septembre 1942, il n'avait pas conçu celle-ci, à l'instar du maréchal Pétain, comme un moyen de gagner du temps, non plus qu'à l'image de Pierre Laval, comme l'instrument d'un maquignonnage permanent avec l'occupant, visant à grappiller des avantages sous la forme du donnant-donnant, mais bien plutôt comme un projet politique à long terme consistant à promouvoir un changement radical d'alliance et un engagement de la France au côté de l'Allemagne, qui lui permettraient de s'imposer à la place d'un brillant second dans l'Europe nouvelle façonnée par Hitler.

L'homme n'avait rien d'un extrémiste. Il ne s'était livré à aucun acte déshonorant, n'avait tiré nul profit matériel des circonstances, était resté étranger à tout règlement de compte, tout discours de haine. N'empêche : aveugle à la nature criminelle du nazisme, indifférent à la persécution des Juifs, il avait incarné, au sein du monde composite de Vichy, la tendance la plus résolument favorable aux desseins de

l'occupant. Il avait été condamné à mort pour intelligence avec l'ennemi à la Libération. Gracié par Vincent Auriol, il avait purgé dix années de réclusion avant d'obtenir son élargissement.

Eric Roussel avait, jeune journaliste, eu avec lui plusieurs entretiens à l'occasion de la sortie de sa biographie de Frédéric de Hohenstaufen en 1980. Il avait écrit sa nécrologie pour *Le Monde*. Il fut choisi pour être l'éditeur d'*A l'épreuve du temps*. Après s'être imposé avec ses biographies de Jean Monnet, De Gaulle, Georges Pompidou ou Pierre Mendès France, il consacre aujourd'hui à Jacques Benoist-Méchin un livre fascinant. On y découvre, entre-deux-guerres, un jeune Benoist-Méchin fréquentant Proust, Valéry Larbaud, James Joyce, Romain Rolland, Jean Cocteau, Jean Renoir, hésitant entre la littérature et la composition musicale avant de devenir l'agent de William Randolph Hearst, le modèle de *Citizen Kane*, chargé de lui trouver des cathédrales à démonter pierre par pierre pour sa propriété californienne. On suit la naissance de son amour pour l'Allemagne, de ses illusions pacifistes, de sa fascination pour les régimes autoritaires et la figure du chef, prélude à ses égarements. On l'accompagne dans les couloirs de Vichy et jusqu'au Berghof où il participe à une négociation entre l'amiral Darlan et Hitler. On assiste, dans la prison de Clairvaux, à sa reconversion définitive en historien, spécialiste du monde arabe, biographe d'Atatürk et d'Ibn Séoud, avant de le voir devenir diplomate officieux auprès de Nasser, Fayçal d'Arabie, Boumediène ou du roi Hassan II. Les anecdotes les plus savoureuses se succèdent : à Vichy, où le maréchal Pétain lui confie le projet d'aménager un arc de triomphe à la Défense ; en prison, à Clairvaux, aux côtés de Maurras qui lit le *De rerum natura* de Lucrèce pendant la messe. Les épisodes extraordinaires s'enchaînent : au Caire, où il assiste à la destruction de l'aviation égyptienne par l'armée israélienne ; au Maroc, où il échappe par miracle à une fusillade, lors d'une tentative de coup d'Etat contre Hassan II ; en Libye, où Kadhafi le convoque dans le désert pour lui annoncer qu'il veut faire de lui son historiographe officiel.

Nanti d'une documentation exceptionnelle, souvent inédite, Eric Roussel mène avec une parfaite maîtrise ce récit trépidant. Il a fait sien le programme de son modèle : « rendre captivante une œuvre sérieuse ». Il se tient surtout à la meilleure distance : lui reconnaissant envergure d'esprit et sincérité indiscutables, il ne cherche pas à masquer l'ampleur de ses aveuglements. Son livre est au contraire une enquête autour de ce mystère : comment un homme d'une telle largeur de vues a-t-il pu se tromper si absolument ? D'une histoire pleine de ténèbres, il est surtout parvenu à tirer un récit éblouissant.

• *Jusqu'au bout de la nuit*, d'Eric Roussel, Perrin, 416 pages, 24,90 €.

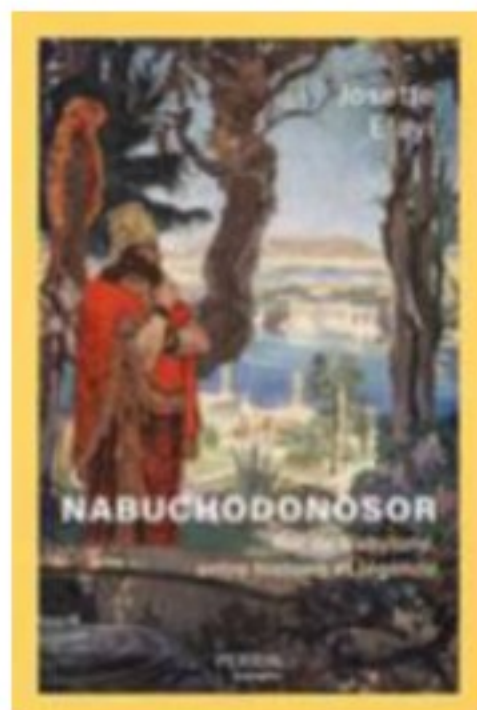
Par Frédéric Valloire, Geoffroy Caillet,
Philippe Maxence, Adrien Chabasseur, Eric Mension-Rigau,
Luc-Antoine Lenoir et Marie Peltier

Nabuchodonosor. Roi de Babylone, entre histoire et légende

Josette Elayi

Avant d'être devenu, à cause de Verdi et de son célèbre *Chœur des esclaves* extrait de son opéra *Nabuchodonosor*, un « tube » de la musique classique, le roi dont il est question a réellement existé. Il a régné de 605 à 562 av. J.-C. et son nom est lié au prestige de la cité de Babylone qu'il a rénovée au point d'en faire, avec ses jardins suspendus et ses fortifications, l'admiration des auteurs grecs de l'Antiquité, et à la destruction de Jérusalem et du temple de Salomon, suivie de l'exil des Judéens au cours duquel s'élabore la Bible. Aussi, selon les auteurs, est-il admiré pour ses conquêtes et son action civilisatrice ou détesté pour sa rudesse. L'étude de Josette Elayi dresse un portrait convaincant d'un roi méconnu, rude conquérant, grand bâtisseur (il possède trois palais à Babylone), qui réforme la métrologie, ouvre des routes au Liban, accumule les richesses grâce aux marchands babyloniens qui animent un véritable commerce international. Ce dévot de Shamash, le dieu Soleil, meurt dans des circonstances obscures. Très vite se développent des légendes autour de sa mémoire. Et l'un des intérêts de ce bel ouvrage est de démêler, entre autres, les stéréotypes du bon roi de la réalité. **FV**

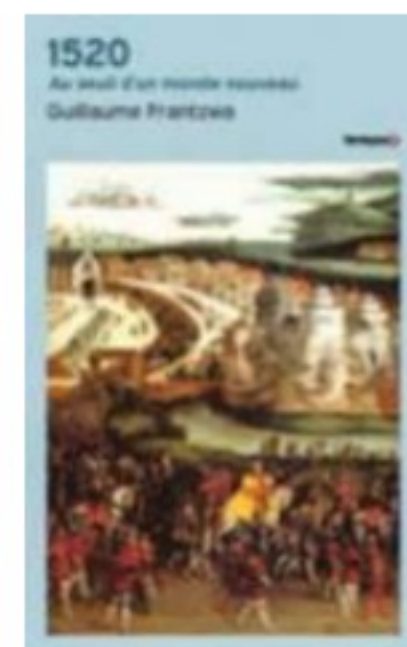
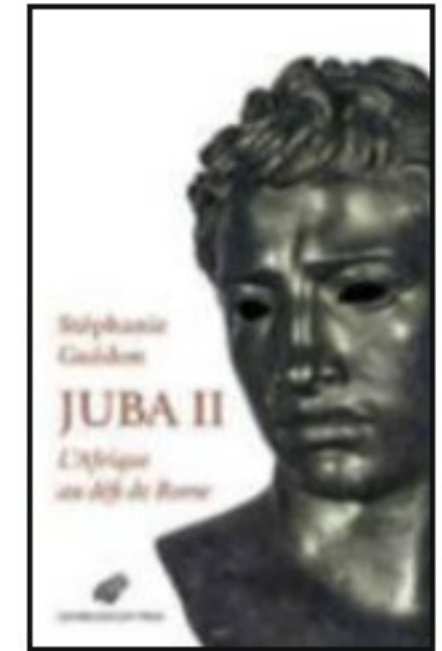
Perrin, « Biographie », 320 pages, 22 €.



Juba II. L'Afrique au défi de Rome. Stéphanie Guédon

L'image de Juba II, roi de Maurétanie de 25 av. J.-C. à 23 apr. J.-C., nous est connue par son magnifique buste en bronze, découvert dans les ruines de Volubilis, au Maroc. Nourri aux meilleures sources, l'ouvrage que lui consacre Stéphanie Guédon dévoile un portrait plus attachant encore de ce jeune prince indigène à la destinée singulière. Fils du roi de Numidie vaincu par César, il fut élevé à Rome avant de recevoir à l'âge adulte un nouveau royaume et une femme, Cléopâtre Séléné, qui n'était autre que la fille de Marc Antoine et de la grande Cléopâtre. Il s'attacha dès lors à bâtir et à magnifier sa dynastie et, féru de culture hellénistique, à tracer une voie originale pour la Maurétanie, entre fidélité à Rome et projet politique propre, qui lui valut un pouvoir stable et incontesté. « Loin de la simple image de "fonctionnaire couronné", Juba fut un fondateur », peut ainsi affirmer l'auteur dans cette biographie limpide et parfaitement maîtrisée. **GC**

Les Belles Lettres, 258 pages, 19,50 €.



1520. Au seuil d'un monde nouveau. Guillaume Frantzwa

Et si le Moyen Âge ne prenait pas fin en 1453 ou 1492, deux années communément retenues par l'historiographie, mais en 1520 ? C'est ce qu'avance Guillaume Frantzwa, conservateur du patrimoine au Centre des archives diplomatiques. Au fil de cet essai alerte et stimulant, l'auteur montre combien l'Europe de 1520 cumule événements et interactions : le camp du Drap d'Or, l'accession au trône de Soliman le Magnifique, la publication de la bulle *Exsurge Domine* contre Luther... Cette année-là est « un territoire équivoque », où s'entremêlent des valeurs persistantes du monde médiéval et des éléments nouveaux. Parmi ceux-ci, le partage réglé de la planète et de ses richesses, la réforme religieuse de rupture et l'esthétique venue d'Italie dessinent la fin de la chrétienté et l'émergence d'un nouvel ordre international, qui durera jusqu'au XX^e siècle. Une étude majeure qui, contre une certaine propension de la recherche contemporaine à isoler les faits des tendances de fond, trace des perspectives passionnantes à travers le temps long de l'histoire. **GC**

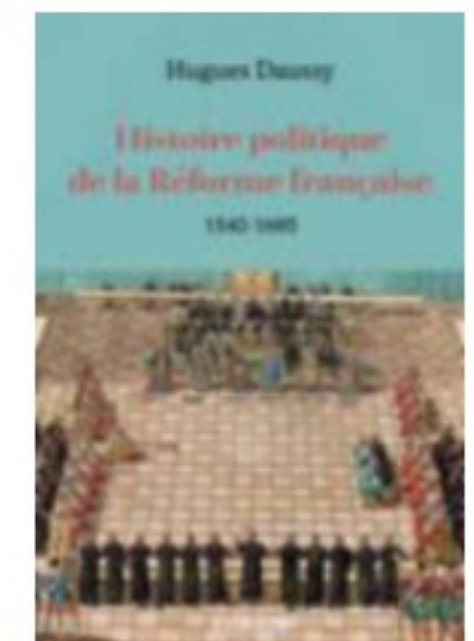
Perrin, « Tempus », 288 pages, 9 €.

Histoire politique de la Réforme française, 1540-1685

Hugues Daussy

Historien du protestantisme, Hugues Daussy raconte l'émergence de la Réforme en France et ses conséquences politiques, entre sa prise en main par l'élite nobiliaire, sa tentative de lier fidélité à la foi nouvelle et au souverain catholique, le rôle déterminant des grandes dames dans la propagation du protestantisme mais aussi la guerre, les aspects internationaux, la division du royaume jusqu'à l'édit de Nantes puis son abolition. Pour l'auteur, qui renvoie un peu vite au rang de mythe le danger d'un Etat dans l'Etat, le protestantisme français n'a visé, au fond, qu'à la reconnaissance de son statut d'un corps parmi d'autres. Pourtant, comme il l'écrit lui-même, Calvin donna bien le départ en 1555 « à un vaste processus de conversion du royaume tout entier ». **PM**

Perrin, 544 pages, 27 €.





Nicolas Delacour. Le pouvoir au village au cœur du XVII^e siècle

Jean-Marc Moriceau

Plus de 700 pages consacrées à un inconnu ? Nicolas Delacour n'est en effet pas une personnalité de l'histoire. Il n'a laissé aucun document ni mémoire. En revanche, son nom et sa signature, particulièrement lisible tout au long d'une vie qu'il eut longue – quelque quatre-vingts ans ! –, fleurissent dans des centaines d'archives, actes notariés ou registres paroissiaux, attestant du rôle central de cet homme au cœur de son village, Maffliers (actuel Val-d'Oise). L'itinéraire reconstitué de ce petit officier forestier, fermier et receveur d'une seigneurie, du règne d'Henri IV à l'accession au pouvoir de Louis XIV, permet de saisir les jeux de pouvoir dans la campagne française. Une fresque foisonnante et étonnante. **PM**

Tallandier, 720 pages, 31,90 €.



Vie et mort du secret d'Etat. Du secret du roi à Wikileaks

Antoine Lefebvre

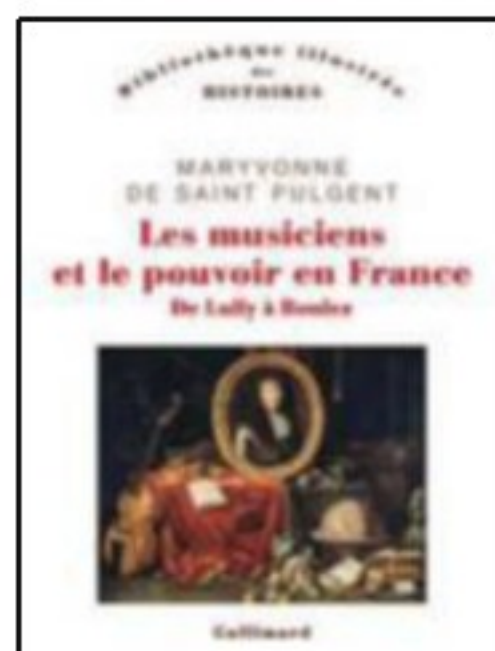
Pour se maintenir ou s'établir, l'Etat préserve une part d'ombre, qui cohabite mal avec la transparence exigée par l'époque. Dans ces espaces mal définis se trouvent les complots, les négociations secrètes, et le mystère entretenu par les dirigeants. Antoine Lefebvre en retrace, avec force détails, les évolutions. Les papes en sont les premiers instigateurs, bien vite imités par les souverains de France, d'Angleterre et du Saint Empire. La Révolution se voudra transparente, mais ses régimes imposent rapidement un secret d'Etat qui n'est remis en cause que par les réseaux sociaux. En sus d'en retracer l'histoire passionnante, l'auteur s'interroge sur des nouveaux détenteurs de secrets : les entreprises de haute technologie. Un acteur incontournable dans la lutte à laquelle se livrent les puissances, au détriment du monopole auparavant réservé à l'Etat et des secrets de chacun. **AC**

Passés/Composés, 400 pages, 24 €.

Madame Infante à la cour de Parme. Morgan Peyrat

Ce premier livre d'un jeune historien talentueux est consacré à Mme Infante, fille aînée de Louis XV, qui fut la seule des huit filles nées de l'union entre le roi et Marie Leszczyńska à se marier. Dans une langue claire et accessible, au terme d'une minutieuse enquête, l'auteur retrace la trajectoire de cette Fille de France dans l'Europe des Bourbons, femme de tête au siècle des Lumières, guidée par une solide ambition dynastique et l'amour de sa famille : devenue espagnole par son mariage en 1739 avec Don Philippe de Bourbon, italienne par son installation avec son mari dans le duché de Parme en 1748, elle resta aussi française par une correspondance étroite avec ses proches, par ses retours fréquents à la Cour et par le choix qu'elle fit du philosophe Condillac pour l'éducation de son fils Ferdinand. **AC**

Presses universitaires de Rennes/Château de Versailles-Centre de recherche, 296 pages, 26 €.

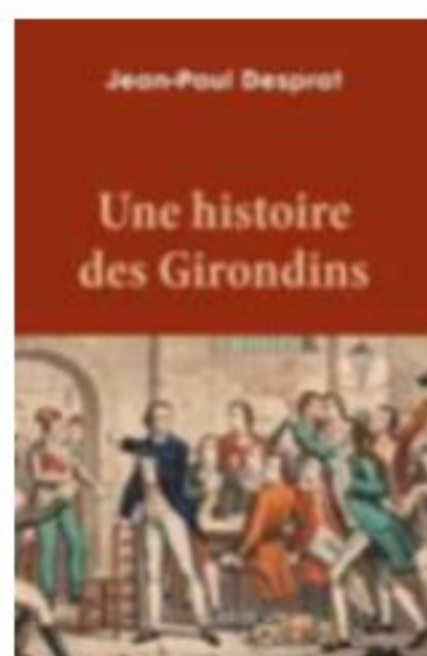


Les Musiciens et le Pouvoir en France. De Lully à Boulez. Maryvonne de Saint Pulgent

Ancienne directrice du patrimoine au ministère de la Culture et professeur de musicologie, Maryvonne de Saint Pulgent maîtrise son sujet : la musique d'Etat c'est-à-dire la musique « savante » mise au service du pouvoir, subventionnée et contrôlée par lui. Elle montre l'évolution de la politique étatique en dix moments clés autour de 21 compositeurs parmi lesquels Delalande, Rameau, Grétry, Lesueur, Saint-Saëns ou Fauré, dans un ouvrage savant et fort bien illustré. En trois siècles, l'attention des pouvoirs publics a fini par s'émousser, depuis Lully, auquel Louis XIV avait conféré le monopole, dans tout le royaume, des spectacles avec musique pour souligner sa proximité de goût avec « ses peuples », jusqu'à Boulez dont les partitions contemporaines, célébrées par une élite, sont hermétiques au plus grand nombre,

mais qui obtint pourtant, sous Mitterrand, le départ du directeur de la Cité de la musique hostile à ses demandes incessantes. Si les impératifs financiers ont joué, les goûts du public sont désormais éclectiques ; la variété et le métissage culturel sont devenus, dans le domaine musical, une réalité, appuyée par le président de la République lors de la traditionnelle Fête de la musique célébrée à l'Elysée. Et l'auteur de conclure sur le cas de Maurice Ravel, le compositeur français qui a généré le plus de droits d'auteur et qui pourtant n'a jamais prétendu à aucune position officielle. Sans doute avait-il intégré ce dont se plaignait déjà Berlioz en 1848 : « Il faut avoir un drapeau tricolore sur les yeux pour ne pas voir que la musique est morte en France maintenant, et que c'est le dernier des arts dont nos gouvernants voudront s'occuper. » Maryvonne de Saint Pulgent émaille son texte de citations trouvées dans les correspondances d'artistes qui sont un lamento sur ce fatal désengagement. **EM-R**

Gallimard, « Bibliothèque illustrée des histoires », 544 pages, 35 €.



Une histoire des Girondins. Jean-Paul Desprat

Ils s'appelaient Roland, Brissot, Pétion, ce furent les premiers enfants de la Révolution à laquelle ils se sont dévoués et qui les a engloutis. Ce groupe, mené par des députés venus du Sud-Ouest, doit son nom à Lamartine qui écrivit la première *Histoire des Girondins*, en 1847. La fuite du roi à Varennes entraîna une perte de confiance envers Louis XVI et jeta les constituants dans une impasse de laquelle les Girondins, à la manœuvre au sommet de l'Etat depuis le printemps 1792, ne surent pas sortir. Ils déclarent la guerre ; ils ne peuvent empêcher les massacres de Septembre, la taxation et la levée

des 300 000 hommes ; ils négocient mal le procès du roi. Leur exécution, le 31 octobre 1793, interdit toute perspective d'évolution politique libérale et leur retour dans le jeu après la chute de Robespierre. Leur histoire est ici racontée, en un brillant récit, au plus près des événements qui se succèdent à un rythme haletant. Les mots fusent à la tribune de l'Assemblée. Le tourbillon est incessant, à l'image de ce que fut cette année lourde, comme l'a écrit Jean Jaurès, du « poids d'événements immenses ». **EM-R**

Perrin, 672 pages, 28 €.

Ces héros méconnus au service de Napoléon. Le corps des ingénieurs géographes sous le Consulat et l'Empire Philippe Donati

Ces officiers sont des militaires, bien sûr, mais aussi des scientifiques, des cartographes érudits et pointilleux, et enfin des espions, dont la mission est de préparer le terrain sur tous les terrains : avant même l'arrivée de la Grande Armée, ils étudient des régions entières, consultent discrètement la population, font des recommandations à l'état-major, bref, imaginent les exploits napoléoniens avant qu'ils n'aient lieu. Ne les rendent-ils pas possibles ? Avec un pertinent sens du détail, sans que le récit ne vire au débat d'experts, Philippe Donati met en relief les fonctions cruciales du corps des ingénieurs géographes, et ses grandes figures, acteurs de l'hégémonie impériale en Europe, mais aussi créateurs du cadastre moderne. Un livre de passionné, qui passionnera tout curieux. **L-AL**

Edition Philippe Donati, 186 pages, 25 €.



Le Sacre de Charles X. Les derniers feux des Bourbons Bernard Degout

« Personne ne savait en 1825 qu'[il] serait le dernier », rappelle à dessein l'auteur, ancien directeur de la maison de Chateaubriand, à propos du sacre de Charles X. Son récit s'attache donc à cerner l'événement tel qu'il fut et non à la fausse lumière de la révolution de Juillet, qui renversa le roi cinq ans plus tard : un paradoxe politique, tourné vers le passé parce qu'il ressuscitait une cérémonie immémoriale de l'Ancien Régime, mais mis au goût du jour

par quantité d'aménagements, à commencer par le serment sur la Charte. Bernard Degout retrace avec soin la chronologie de ses préparatifs, de son déroulement et de sa réception par les contemporains, en montrant que s'il suscita l'adhésion de la population, il ne contenta au fond ni les ultras ni les libéraux. On regrette toutefois que l'auteur ne donne qu'une faible idée du spectacle haut en couleur en quoi il consista et qui fit son succès, et passe très rapidement sur certains moments marquants comme la visite du roi au Bazar rémois, véritable opération de séduction de la nouvelle élite bourgeoise née de la Révolution, qui consacrait le caractère ambigu de l'événement. **GC**

Perrin, 352 pages, 24 €. A paraître le 3 avril.



L'Expédition. Quand la France envahissait le Mexique, 1861-1867

Rosario Acosta Nieva et Eric Taladoire

Par ses ressorts hasardeux comme par sa fin tragique, l'« expédition » française au Mexique, par laquelle Napoléon III poussa Maximilien d'Autriche, frère cadet de François-Joseph, à y établir une monarchie, est un épisode méconnu. Elle visait idéalement à procurer à la France une geste militaire, et aux Habsbourg le pouvoir politique. Très vite, l'idéal se révèle chimère et la gloire, fiasco. Benito Juárez, président légitime du Mexique, et son entourage résistent et l'emportent. Le récit, pour passionnant qu'il soit, cède néanmoins parfois à la tentation du sarcasme ironique, partant du manichéisme. Sous la plume alerte et vigoureuse des auteurs, la fin semblait prévisible dès les prémices. L'histoire ne serait-elle que l'expression d'un inéluctable destin ? **MP**

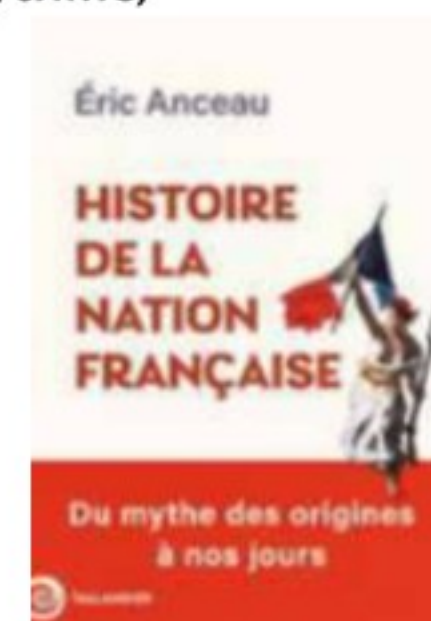
Les éditions du Cerf, 252 pages, 24 €.

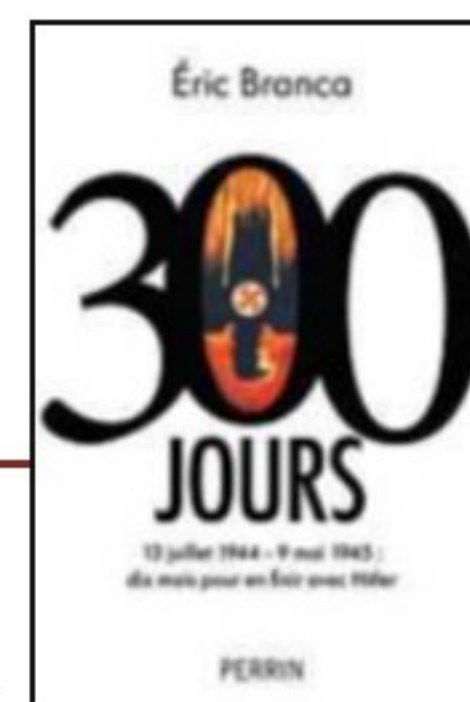
Histoire de la nation française

Eric Anceau

Après avoir consacré une grande partie de son œuvre à Napoléon III, Eric Anceau plonge dans l'histoire de la nation française. Un livre ambitieux par son objet, qui entend échapper aux positions extrêmes et qui propose de fait une sorte de juste milieu. Ni essentialisation de la nation française qui se concrétise souvent par un « roman national » mythifié, ni réduction à « un archipel de "nous" tribaux » dont il voit le danger. Construction politique de la monarchie à partir d'un terreau gallo-romain et chrétien, transfigurée par la République en patrie universaliste, la France est bousculée aujourd'hui par le postmodernisme et son refus du passé. La vision qu'en propose l'auteur, loin d'être déconnectée de tout engagement, sera forcément discutée. Espérons qu'il en ressorte le meilleur. **PM**

Tallandier, 528 pages, 24,50 €.





300 jours. 13 juillet 1944-9 mai 1945 : dix mois pour en finir avec Hitler. **Eric Branca**

En juillet 1944, tandis que l'Armée rouge inflige une défaite décisive à la Wehrmacht à l'Est, les forces alliées percent enfin le mur de l'Atlantique et les défenses allemandes à l'Ouest. Les dirigeants alliés, confiants, prévoient une fin rapide. La guerre va durer encore trois cents jours, parmi les plus terribles du conflit. Car l'Allemagne, acculée, résiste avec une énergie inattendue. Berlin sait que la défaite est inéluctable, mais le régime est solide et son administration encore efficace, au service d'un Führer emmuré et résolu à l'apocalypse. Avec un extraordinaire sens du récit, Eric Branca retrace cette tempête, ces mois d'agonie où l'Europe devient un champ de ruines, avec ses grands chapitres : la contre-offensive des Ardennes, les bombardements aériens, l'échec d'Arnhem, la découverte d'Auschwitz, la ruée vers Berlin... On suit, en respirant à peine, ce que fut cette course contre la montre entre des Alliés unis dans la guerre mais déjà rivaux pour la paix. **L-AL**
Perrin, 448 pages, 24 €.



Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991 **Christopher Andrew et Vassili Mitrokhine**

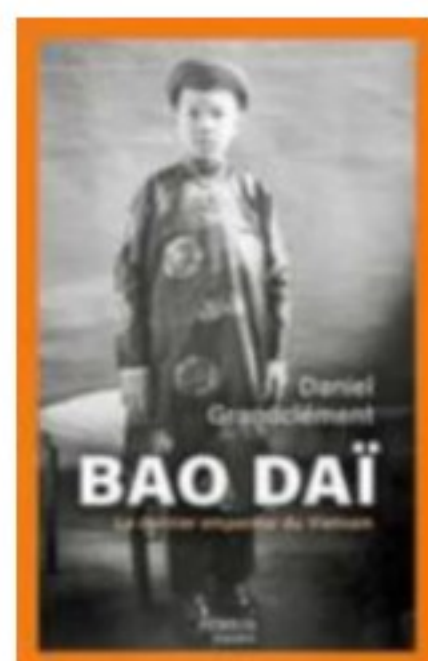
En 1992, un agent du KGB à la retraite, Vassili Mitrokhine, est exfiltré par les services britanniques. Avec lui, il emporte une grande partie des archives du service auquel il a appartenu, patiemment recopiées pendant plus de vingt ans. Cette somme unique permet de saisir l'ampleur de l'action des services de renseignements soviétiques depuis la célèbre Tcheka au temps de Lénine jusqu'au SVR mis en place sous Eltsine. De la lutte contre les Russes blancs à la mise au pas de la Pologne en passant par l'infiltration des pays occidentaux dont la France, l'assassinat des opposants, le recrutement des taupes ou la lutte contre les services étrangers, tout est dit et raconté, replacé dans le contexte historique. Une masse d'informations à couper le souffle. **PM**

Nouveau Monde éditions, 970 pages, 31,90 €.

La République de Weimar. **Jean-Paul Bled**

La république de Weimar était-elle condamnée à livrer l'Allemagne aux mains de Hitler ? Telle est la question qui soutient ce brillant essai. Certes, si Hitler avait été tué le 9 novembre 1923, lors du défilé des putschistes de Munich, l'histoire aurait pris un autre cours. Mais la question est plus pertinente. En effet, le régime, que l'on présente généralement comme faible, a réussi à surmonter bien des crises. Il n'en est pas de même du maréchal Hindenburg. L'ancien « père de la nation », élu président en 1925, se révèle finalement comme le maillon faible, prenant des décisions qui ouvrent la voie au chaos. En treize chapitres, Jean-Paul Bled, spécialiste incontesté de l'Europe centrale, qui est allé explorer les fonds du Bundestag et a lu d'innombrables témoignages en allemand, montre comment cette République, proclamée au sortir de la Première Guerre mondiale, a redressé les finances du pays, assuré une stabilité politique, insufflé un pluralisme culturel fécond, avant que la crise des années 1930 ne la terrasse par la lâcheté et l'incurie de ses dirigeants. L'impression que l'histoire se répète est indéniable : ce sont ici des vieillards qui sont au pouvoir, mais il y a des dissolutions inopinées, des questions d'allocation-chômage et de proportionnelle, des politiciens ambitieux. Une lecture actuelle et salutaire. **EM-R**

Perrin, 304 pages, 23 €.



Bao Dai. Le dernier empereur du Vietnam **Daniel Grandclément**

Le dernier souverain du Vietnam sous domination française est souvent présenté en jouisseur détaché. La légende n'est pas entièrement sans fondement, mais elle occulte l'attachement viscéral d'un homme pour son peuple, et son dévouement aux ressorts féodaux rendu caducs par le vent de l'histoire. Daniel Grandclément éclaire ici d'un regard neuf et mesuré sa vie et son destin. Elevé en France, propulsé sur le trône d'Annam à 12 ans, Bao Dai rechigne d'abord à quitter ses habitudes parisiennes pour régner sur l'Indochine, puis finit par montrer quelque détermination à moderniser une cour aux habitudes médiévales. En bonne intelligence avec la puissance colonisatrice, mais impatient de faire mûrir son peuple, il est rattrapé en quelques années par des événements qui le dépassent, de l'occupation japonaise à l'avènement d'Hô Chi Minh, et à une dernière illusion de pouvoir. Cela ne l'empêcha pas de négocier sans cesse, et de tenter d'exister politiquement. Un récit mélancolique, porté par une plume aussi rigoureuse que romanesque. **L-AL**

Perrin, « Biographie », 384 pages, 24,90 €.

Par Eugénie Bastié

© HANNAH ASSOULINE/OPALE.



LA FAILLITE DE L'INTELLIGENCE

Dans *Pourquoi les intellectuels se trompent*, l'essayiste Samuel Fitoussi analyse la propension des clercs à embrasser des opinions erronées et extrêmes et à s'éloigner du sens commun.

Lors des législatives anticipées de juin dernier des intellectuels et écrivains français, mais aussi du monde entier, ont appelé à voter pour le Nouveau Front populaire. Des centaines d'économistes bardés de diplômes ont soutenu un programme économique aberrant. Sur les campus des facultés les plus prestigieuses du monde occidental, on a vu des étudiants crier leur haine de l'Occident, juger la médecine « *trop blanche* » ou proclamer que la différence biologique des sexes n'existait pas. Comment expliquer un tel parti pris dans la frange de la population censée être la plus éduquée ?

« Et si la culture, l'intelligence et l'éducation n'étaient pas gages de sagesse, mais en réalité prédisposaient à l'erreur ? » : c'est la thèse audacieuse du jeune essayiste Samuel Fitoussi dans son dernier livre *Pourquoi les intellectuels se trompent* (Editions de l'Observatoire). Dans la lignée d'un Raymond Aron (*L'Opium des intellectuels*), d'un Raymond Boudon (*Pourquoi les intellectuels n'aiment pas le libéralisme*), d'un Jean-François Revel (*La Connaissance inutile*), ou d'un Jean Sévillia (*Le Terrorisme intellectuel*), Fitoussi se penche sur une question épineuse de notre temps : comment des gens éclairés et cultivés peuvent-ils embrasser les pires options idéologiques ? Le XX^e siècle en fut plein d'exemples funestes. L'écrasant soutien des intellectuels au communisme a montré la propension des clercs à s'aveugler sur le pire et même à le justifier. Simone de Beauvoir a fait l'éloge du maoïsme, Jean-Paul Sartre estimait qu'on n'avait pas tué assez pendant la Terreur. Les Khmers rouges, qui ont commis un génocide sur leur propre peuple, étaient dirigés par huit intellectuels francophones qui avaient tous étudié à la Sorbonne. A la conférence de Wannsee où les nazis décidèrent de la Solution finale, la moitié des participants détenaient un doctorat.

Féru de psychologie évolutionniste, cette discipline qui explique les comportements humains à partir de la théorie de l'évolution, Fitoussi cite abondamment (trop, peut-être) des études scientifiques pour expliquer les biais de l'intelligence. L'évolution a, dit-il, favorisé le conformisme. La raison n'est pas seulement une faculté orientée vers la recherche de la vérité, elle est aussi au service de notre réputation. Le souci de la vérité et le souci d'être bien vu s'affrontent en nous. Or les intellectuels ont souvent beaucoup à perdre à reconnaître qu'ils ont fait fausse route : que resterait-il de leur crédit ? C'est pourquoi, note Fitoussi, même « les intellectuels de gauche qui finissent par être en désaccord avec "la gauche" sur la quasi-intégralité des sujets ne passent jamais à droite, mais affirment plutôt vouloir rebâtir une "vraie

gauche" ». En revanche l'intellectuel n'a pas grand-chose à perdre s'il se trompe. A la différence d'un entrepreneur qui fait faillite s'il fait les mauvais choix, l'intellectuel paie rarement le prix de ses erreurs. Le biais de confirmation, qui nous fait sélectionner des informations allant déjà dans le sens de nos croyances, et la douceur du déni, qui fait que notre cerveau évite au maximum les informations désagréables, font qu'il est très difficile à un intellectuel d'admettre avoir eu tort.

L'intellectuel est en outre prédisposé à l'idéologie car celle-ci lui donne un rôle prépondérant de grand organisateur social. Si la société est un jeu de Meccano à construire et déconstruire, l'intellectuel en devient le grand architecte, d'où sa propension à adopter les idéologies les plus constructivistes, à haïr la société telle qu'elle est et à s'éloigner du sens commun.

On sort de ce livre brillant un peu découragé. Si ni la culture ni l'intelligence ne nous préservent de l'erreur, et pire, si elles nous y prédisposent, à quoi bon lire, fréquenter les chefs-d'œuvre du passé et nourrir son âme ? Il semble que les philosophes ne sortent de la caverne que pour mieux y enchaîner leurs semblables. Fitoussi insiste sur « l'humilité » à laquelle devrait nous pousser la compréhension des biais de l'intelligence, mais aussi sur la nécessité de préserver la liberté d'expression, qui permet de mettre les idées en concurrence et de corriger les erreurs. « *Personne ne méprise autant la crétinerie d'hier que le crétin d'aujourd'hui* », écrivait Nicolás Gómez Dávila. Ce livre nous invite à nous méfier des doxas du présent qui seront les hérésies de demain. *J*

À LIRE



Pourquoi les intellectuels se trompent

Samuel Fitoussi

Editions de l'Observatoire

272 pages

22 €

A paraître le 9 avril



LOGIS DE FRANCE

Entre héritage politique et épopée humaine, *Histoire des palais* de Thierry Sarmant et *Les Lieux de Napoléon* de Charles-Eloi Vial racontent l'histoire singulière des lieux de pouvoir à la française.

De tous les « lieux de mémoire » identifiés par Pierre Nora dans les trois volumes de son ouvrage éponyme parus entre 1984 et 1992, ceux qui ont trait au pouvoir forment un ensemble à part. On ne s'en étonne guère dans un vieux pays comme la France, où remonte très tôt l'établissement de résidences propres à l'abriter et à le représenter. C'est leur succession au fil des siècles que retrace l'*Histoire des palais* (Tallandier) de Thierry Sarmant, conservateur général du patrimoine aux Archives nationales, en s'appuyant sur ce constat : « *Les palais parlent à qui sait les regarder et les entendre. Ils nous révèlent l'organisation du pouvoir qui y siège. Ils laissent deviner les goûts et la personnalité de ceux qui y résident. Ils émettent un discours symbolique et idéologique, inscrit dans la pierre, adressé aux contemporains ou à la postérité.* »

Loin donc de raconter la seule histoire de l'architecture et des arts décoratifs, les palais entendus comme résidence principale d'un souverain sont des livres ouverts sur ceux qui les habitèrent et le pouvoir qu'ils entendirent exercer. Pendant mille ans, ce pouvoir prend l'habitude de l'itinérance, d'abord avec les Mérovingiens, qui couvrent la Gaule de palais, probablement implantés sur d'anciennes villas gallo-romaines. Lieu de réunion des grands, de la chancellerie et d'un gouvernement encore embryonnaire, ils concentrent déjà les éléments que l'on retrouve aujourd'hui. Celui que Charlemagne se fait bâtir à Aix-la-Chapelle en 794 impose un modèle nouveau, à l'image de son éphémère empire, avec une salle palatine de 1 000 m², reliée par une galerie à une fastueuse chapelle inspirée de l'architecture byzantine de Ravenne, véritable cœur de l'ensemble.

L'itinérance des rois ne prend pas fin avec l'avènement des Capétiens au X^e siècle, mais un palais principal, celui de la Cité, se dégage à Paris, et avec lui une architecture nouvelle, la tour féodale, qui s'étend au Moyen Âge à toutes les résidences des rois – Vincennes, Fontainebleau ou Saint-Germain-en-Laye. Au début du XIII^e siècle, la puissance du roi et l'extension de Paris déterminent la construction du Louvre, forteresse devenue au siècle suivant, avec Charles V, la résidence principale des Valois. C'est là qu'émergent un luxe de cour et une répartition des appartements publics et privés qui va marquer à jamais les lieux du pouvoir. Et si le Val-de-Loire a encore la faveur des derniers Valois, Paris, et désormais Versailles, l'emportent définitivement avec les Bourbons au XVII^e siècle.

On a tout dit ou presque du palais qui fut successivement le temple et le tombeau de la monarchie française et le reste à jamais

aux yeux du visiteur, qu'il vienne de France ou du Japon. Thierry Sarmant le définit à merveille à la fois comme « *moment de civilisation* », inspirateur de dizaines de palais et demeures patriciennes à travers l'Europe, et « *fantasme français et international* », qui en fait le haut lieu favori de la République française dès lors qu'elle veut honorer ses hôtes... comme des rois. Celle-ci a pourtant ses propres palais – l'Elysée, la Lanterne –, organisés autour du bureau du président de la République, quand Versailles avait pour pivot la chambre du roi. Toujours significatives, ce sont ces discontinuités et ces permanences que l'auteur met ici magnifiquement en perspective au fil de deux mille ans d'histoire.

Entre le roi et le président, il y eut l'Empereur. Aux pages inspirées de Thierry Sarmant sur sa « *boulimie palatiale* » répond l'ouvrage *Les Lieux de Napoléon*, que lui consacre Charles-Eloi Vial, conservateur au département des Manuscrits de la BnF et spécialiste de l'Empire. Il ne s'agit pas seulement ici des palais qu'habita l'Empereur (à défaut d'avoir eu le temps d'en faire bâtir), mais bien de tous les lieux qu'il fréquenta, des maisons aux chaumières, des bivouacs aux auberges, dont quantité de plaques commémoratives apposées sur leur façade conservent le souvenir. Cette vaste enquête menée de main de maître nous promène ainsi à travers la France et l'Europe à la découverte de ces lieux, qui nous instruisent sur Napoléon autant qu'un livre pourrait le faire, mais en traçant de lui une autre biographie.

En véritable homme de la Révolution, Napoléon était attaché à la propriété. Des Tuileries à Fontainebleau, de Trianon à Compiègne, il fit aménager les palais de la monarchie française selon une « *ligne de crête, oscillant entre le grandiose et le douillet* », explique Charles-Eloi Vial, battant en brèche, archives à l'appui, l'idée que l'Empereur se serait seulement préoccupé de la représentation grandiose de son pouvoir, en se contentant pour lui-même d'un confort rustique. On apprend ainsi qu'il ne se résignait à l'inconfort d'une tente de campagne qu'en cas de stricte nécessité et, loin de la raideur des fauteuils en acajou ornés de bronzes dorés dessinés par Percier, prisait fort, dans son intérieur, le moelleux des canapés et des fauteuils garnis de coussins. Nul doute que les poufs capitonnés du Second Empire lui auraient convenu à merveille, à la différence près que ceux-ci s'imposèrent dans des salons d'apparat d'où il les aurait immanquablement exclus.



LÉGITIMATION Ci-dessus : la salle du trône du château de Fontainebleau. Installée en 1808 au cœur du palais, dans l'ancienne chambre à coucher des rois, d'Henri III à Louis XVI, elle offre une légitimité historique au jeune pouvoir impérial. Elle est l'une des rares salles du trône de l'Empire, la seule à subsister en France.

Suivre les itinérances perpétuelles de Napoléon en France et à l'étranger, où il occupa jusqu'au Kremlin, c'est surtout observer la succession des mises en scène de son pouvoir. Son théâtre principal, les Tuileries, fut pendant tout l'Empire un vaste chantier, où la salle du trône remplaça la chambre de parade du roi et où la gloire de l'Empereur imprégna le décor à mesure de ses victoires partout en Europe. A Saint-Cloud, où avait eu lieu son coup d'Etat du 18-Brumaire, le vaste parc, auquel il pouvait accéder depuis un petit appartement situé au rez-de-chaussée, le mettait en joie dès le printemps. A Fontainebleau, dont il fit son séjour d'automne, il goûtait l'onction de la monarchie française dans un curieux mélange de décors d'Ancien Régime et de style Empire, et ce n'est pas un hasard si, devenu palais de gouvernement à part entière, le château accueillit nombre d'épisodes politiques de son règne, de la captivité de Pie VII à la signature de l'abdication et aux adieux à la vieille garde en avril 1814.

Le grand intérêt de cette enquête sur les traces de Napoléon tient à ce que Charles-Eloi Vial mêle avec un rare bonheur à la rigueur de l'historien une dimension méprisée par la plupart de ses confrères : la part d'imagination sans laquelle, soutient-il, « il n'y a après tout pas d'histoire », en soulignant que « l'histoire a beau être une science, la part de rêve qu'elle nous offre grâce aux lieux est un de ses plus beaux cadeaux ». Parce que chaque lieu où vécut Napoléon dit quelque chose de lui, de ses décisions et de ses projets, le simple intérêt ou la fascination pour le personnage trouve toujours à y puiser pour alimenter la méditation et la rêverie. Mme de Sévigné ne disait pas autre chose quand elle confiait à sa fille : « C'est un de mes maux que le souvenir que me donnent les lieux ; j'en suis frappée au-delà de la raison. »

© CHICUREL ARNAUD/HEMIS.FR

À LIRE



Histoire des palais

Thierry Sarmant
Tallandier

560 pages
25,90 €

Les Lieux de Napoléon

Charles-Eloi Vial
Perrin

560 pages
26 €

LES RENDEZ-VOUS DE LA FONDATION NAPOLEON

La Fondation Napoléon est une institution reconnue d'utilité publique de recherche et de diffusion de la connaissance historique, d'aide à la préservation du patrimoine et de services au public. Ses champs d'intervention couvrent les deux Empires français et, plus largement, le XIX^e siècle, qui fut amplement celui des Bonaparte.

Sur notre site www.napoleonica.org : la mise en ligne de la correspondance d'Hugues Bernard Maret (1763-1839)

Ministre secrétaire d'Etat de 1804 à 1811, puis à la tête du ministère des Relations extérieures jusqu'en 1814, Maret fut en relation permanente avec Napoléon qu'il suivit à travers l'Europe. Cette correspondance, croisée avec celle de l'Empereur, permet notamment de considérer d'un œil nouveau l'effroyable tragédie de 1812.

Soutien de projets pour les jeunes : de la musique impériale au Kremlin-Bicêtre

Dans le cadre de son programme Napoléon 2026 en direction des jeunes, la Fondation Napoléon s'associe au Conservatoire intercommunal du Kremlin-Bicêtre, pour une série d'événements du 2 avril au 5 mai : « Recréer le vaudeville politique », œuvres du théâtre politique de la Révolution et de l'Empire, un bal Premier Empire, « Le Classique, c'est fantastique : une soirée chez Mme Moitte », et la « Soirée des orchestres : musique sous la Révolution et l'Empire ». Entrée libre, tous publics. Programme complet sur www.fondationnapoleon.org

Parmi notre cycle de conférences en avril-mai

- Mardi 8 avril, à 18 heures : *La dernière invasion. Quand la France révolutionnaire débarque dans les îles Britanniques*, par Maxime Reynaud.
- Mardi 20 mai, à 18 heures : *La fidélité envers Napoléon pouvait-elle se conjuguer avec la fidélité envers la France ?*, par Florence de Baudus.

Lieu : FONDATION NAPOLEON,

7 RUE GEOFFROY-SAINT-HILAIRE, 75005 PARIS

Sur inscription indispensable, contact : duprez@napoleon.org

Pour suivre nos actualités, abonnez-vous à notre lettre d'information hebdomadaire sur notre site www.napoleon.org





EXPOSITIONS

Par Luc-Antoine Lenoir

La République chez le Roi

Pour commémorer cent cinquante ans de liens avec les régimes républicains, le château de Versailles a décidé d'ouvrir au public la salle du Congrès et d'autres pièces historiques.

Versailles, sanctuaire républicain ? L'oxymore parfait, tant le château porte en lui l'empreinte du pouvoir absolu. Et pourtant. C'est sous ses ors que la République s'est installée pour de bon comme forme de gouvernement en 1875, dans un décor qui n'était pas fait pour elle. En ouvrant plusieurs salles pour célébrer « 150 ans au cœur de la République », Versailles témoigne de cette étrange cohabitation, celle d'un protocole républicain qui s'est accommodé du cérémonial monarchique et par lequel les tribuns ont succédé aux courtisans (ou plutôt se sont ajoutés à eux).

Le premier lieu investi par le nouveau régime, né au lendemain de la chute du Second Empire et de la défaite de Sedan, c'est l'Opéra royal, chef-d'œuvre du XVIII^e siècle conçu pour le faste et les plaisirs, transformé en salle de débat et de vote par la force des circonstances. En 1871, faute de mieux, on y entasse les députés, après l'intermède du Grand-Théâtre de Bordeaux. On condamne la fosse d'orchestre, on bâcle une tribune, on mure la scène : adieu musique... Quelques années plus tard, les sénateurs s'y installent. Plusieurs décennies durant, l'Opéra porte la trace de cet usage improvisé, témoin d'une République encore invitée de passage, avant de retrouver sa vocation initiale, restauré dans son premier éclat baroque vers 1950.

A quelques mètres de là, la salle du Congrès fut bâtie en 1875 en un temps



HÉMICYCLE

Ci-contre : la salle du Congrès. Edifiée en seulement six mois, en 1875, elle comporte près de 1 500 places. En haut : Adolphe Thiers, par Léon Bonnat, 1876 (Versailles, musée du Château). Chef de l'exécutif en 1871, il fait transférer le gouvernement de Bordeaux à Versailles. Les députés siègent alors dans l'Opéra royal.

record, livrée en décembre après l'adoption des lois constitutionnelles en juillet. La République vient de l'emporter sur le courant royaliste : l'hémicycle déploie sa démesure, plus vaste et plus théâtral encore que le Palais-Bourbon. Ses ors, ses colonnades annoncent d'emblée que le nouveau régime, s'il se veut plus égalitaire, n'en sera pas moins fastueux. On rompt avec la monarchie, mais chez elle, et avec ses symboles. Ici furent élus quinze présidents de la III^e et de la IV^e République. A l'extrémité de l'aile du Midi, un appartement tranche enfin par son dépouillement. Le président élu y attendait, autrefois, l'investiture. Tout ici, dans ce décor néo-Louis XV étrangement vide, semble suspendu à l'instant du basculement, l'attente du grand destin.

Aujourd'hui encore, Versailles demeure un lieu du pouvoir politique. C'est ici que les présidents viennent s'adresser aux parlementaires, ici que l'on rafistole, quand il le faut, la loi fondamentale du régime. Malgré ses serments d'émancipation, la République ne résiste pas à un certain goût de la filiation. Héritière de 1789, fille du suffrage et de la « raison » politique, elle sait qu'elle n'est pas tout : un discours prononcé sous les dorures de Versailles a toujours plus d'éclat. Pour se donner de la hauteur, il faut revenir là où le pouvoir a inventé la plus belle des mises en scène.

• « 150 ans au cœur de la République », jusqu'à fin septembre. Salle du Congrès et appartement du président du Congrès. Château de Versailles, place d'Armes, 78000 Versailles. Rens. : chateauversailles.fr

VIETNAM, LA GUERRE ET LA VIE

Entre 1966 et 1976, en une dizaine de voyages, Marc Riboud photographie le Vietnam comme personne et capte ce que les discours ne montrent pas : la vie telle qu'elle est et non telle qu'elle doit être selon chaque camp. Un peuple survit sous les bombes, répare, pleure, rit. On découvre un Vietnam rarement documenté, celui du Nord sous les raids américains, de Hanoï vivant à l'abri des alertes, ou encore des ruines de Huê après l'offensive du Têt. Mais Riboud ne se laisse pas enfermer. D'abord témoin du déluge de feu américain, il dénonce plus tard les camps de rééducation communistes et les exodes forcés. Son regard désamorce les propagandes, témoigne de la ténacité des civils, de l'élégance d'un peuple, des douleurs partagées et de la complexité d'une guerre totale. Il photographie des veuves



en prière, des ouvriers déblayant Haïphong, des enfants réfugiés sous terre, des usines clandestines. On en est gêné : c'est beau. Parce que Riboud sait voir, capter les gestes et les attitudes, l'humanité quotidienne plutôt que la grande histoire qui s'écrit. Le musée Guimet expose des images célèbres, parmi lesquelles *La Jeune Fille à la fleur* (ci-dessus), prise à Washington, mais aussi de rares clichés de Hô Chi Minh, des rues silencieuses de Hanoï, de simples regards. Une exposition sensationnelle et émouvante.

• « Marc Riboud. Photographies du Vietnam, 1966-1976 », jusqu'au 12 mai. Musée Guimet, 6, place d'Iéna, 75116 Paris. Rens. : guimet.fr

JEANNE D'ARC D'UN TRAIT DE GÉNIE



Comme tous les géants, elle entra en deux temps dans l'histoire des hommes : par ses exploits puis par le mythe. Quelques centimètres à peine, griffonnés en marge d'un registre judiciaire du parlement de Paris le 10 mai 1429 : voici le premier portrait de Jeanne pour l'éternité (ci-contre). A côté du bref récit de la défaite des Anglais à Orléans, le greffier Clément de Fauquembergue porte un coup de plume, rapide, presque distrait : une jeune femme en robe, cheveux longs, brandissant un étendard qui serpente.

Ni exacte ni fidèle – comment aurait-elle pu l'être puisque l'auteur n'a jamais vu son modèle ? –, cette esquisse est le premier témoignage d'une légende qui naît. La vision d'un scribe qui, rallié aux Anglais, ne croit peut-être pas à la mission de cette pucelle, mais qui, troublé, la dessine tout de même. Une amazone ? Une sainte ? Une enragée ? La silhouette hésite entre le mythe et la moquerie, entre l'aura d'un héros et la tentation du scandale. Autour de cet extraordinaire fragment, les Archives nationales présentent d'autres pièces rares de l'administration de Charles VII en exil, comme des lettres patentes par lesquelles le roi récompense ses guerriers, tel Gilles de Rais. Une visite enthousiasmante : en plongeant dans l'écho immédiat de l'exploit johannique, on revient à la source d'un certain espoir.

• « 1429 – Jeanne d'Arc, le premier portrait », jusqu'au 19 mai. Archives nationales, 60, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris. Rens. : www.archives-nationales.culture.gouv.fr

APPIANI, L'IMPÉRIAL TRANSALPIN

Il fut le peintre officiel de Napoléon lors de la campagne d'Italie, le maître de fresques éclatantes et de portraits subtils. Andrea Appiani reste pourtant méconnu, nombre de ses œuvres perdues lors de la Seconde Guerre mondiale et une banale injustice faisant le reste. Le Musée national des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau répare l'oubli avec une centaine d'œuvres venues de toute l'Europe et signées par cet artiste au croisement du classicisme et d'une sensibilité novatrice. Des premières commandes religieuses aux portraits de l'élite milanaise, en passant par les fastes de Napoléon, Appiani est un virtuose du modelé et de la couleur. Il livre une peinture alternativement monumentale et intime, toujours pleine de vie. Cette splendide rétrospective ressuscite un peintre qui sut, à la hauteur de David, exalter l'épopée napoléonienne et magnifier ses grands personnages.

• « Appiani (1754-1817). Le peintre de Napoléon en Italie », jusqu'au 28 juillet. Château de Bois-Préau, 1 bis, avenue de l'Impératrice Joséphine, 92500 Rueil-Malmaison. Rens. : musees-nationaux-malmaison.fr/chateau-malmaison





CINÉMA ET SÉRIES

Par Geoffroy Caillet et Albane Piot

L'été meurtrier

Récit des derniers jours d'une résistante allemande de « l'Orchestre rouge » exécutée par les nazis, *Berlin, été 42* troque le film politique pour le film poétique. Eprouvant et bouleversant.

Serrés l'un contre l'autre en tenue d'été sur leur mobylette, Hans et Hilde Coppi font presque l'effet de soixante-huitards avant l'heure. L'affiche de *Berlin, été 42* ne ment pas : entre soirées autour du lac, mœurs libres et activisme politique, ils le furent d'une certaine façon. Mais pour eux comme pour tous leurs amis, liés à un réseau de résistance antinazi que la Gestapo nomma « l'Orchestre rouge » du fait de sa proximité avec Moscou, l'été 1942 ne fut qu'un déjeuner de soleil. Arrêtés et emprisonnés, ils finirent guillotins.

De son premier interrogatoire à son exécution, c'est le personnage de Hilde (Liv Lisa Fries) qui est au centre du film d'Andreas Dresen. Cru et éprouvant, *Berlin, été 42* ne nous épargne rien de sa captivité, invariablement morne ou douloureuse. Enceinte de Hans (Johannes Hegemann), elle donne la vie dans un monde d'où toute vie s'est retirée (« de toute façon, il va clamser », prédit aimablement le médecin). Mais elle se souvient : de son mari, de leurs opérations d'affichage clandestin, de la transmission de messages radio, de leur amour, de leur rencontre. Car le fil des souvenirs de Hilde se déroule dans le sens inverse de la chronologie, de sorte qu'à mesure que son existence s'enfonce dans la nuit, elle remonte, par la mémoire, vers l'éblouissement originel. D'une poésie bouleversante, cette double construction revêt les mêmes couleurs délavées, celles de la captivité comme celles du souvenir.

De ce contexte tragique, Andreas Dresen a conservé la seule dimension humaine. Au point de dépolitiser son film, d'où sont absentes les croix gammées comme les professions de foi communistes. Une méfiance qui lui vient, explique-t-il, de son enfance en Allemagne de l'Est, où la glorification des résistants au nazisme servait d'alibi pour maintenir en place le système qui lui avait succédé. Ce qui l'intéresse, c'est l'attitude de résistance à un régime inique et sa traduction en actes, si dérisoires soient-ils. On apprendra à la fin que le seul message de Hans qui parvint jamais aux communistes de Moscou était d'une banalité sans nom : « Mille pensées à tous nos amis » !

En attendant son heure, Hilde reste donc suspendue à la vie, celle que son fils surtout lui infuse goutte à goutte, à elle et à toute la prison. Rien de miraculeux, ça se saurait, mais une série de joies microscopiques : l'inflexible gardienne qui accepte de se laisser traverser par un éclair d'humanité ; le pasteur qui suscite en Hilde l'incroyante une prière rescapée de son enfance (« Quand l'angoisse suprême me serrera le cœur, arrache-moi à elle par Ton angoisse et Ta souffrance ») ; le chétif rayon de soleil qu'elle cherche à attraper, les yeux clos, dans un angle de la cour de la prison, une minute avant d'être exécutée. Quand *Berlin, été 42* s'achève, c'est un vers de Hugo qui vous revient : « Chaque homme dans sa nuit s'en va vers sa lumière. » GC

• *Berlin, été 42*, d'Andreas Dresen, 2 h 05.

CARICATURAL

Faut-il une absence totale d'intérêt pour la littérature pour caricaturer à ce point son sujet. On avait tous les ingrédients d'une saga ô combien romanesque pour faire le portrait télévisé de George Sand. Las, une fois de plus, la voilà sacrifiée sur l'autel d'un féminisme revanchard et grossier. Concentrée sur la période comprise entre sa rencontre avec Jules Sandeau et le procès en séparation de biens et de corps qu'elle remporta contre son mari Casimir Dudevant, la série de France 2 multiplie simplifications et erreurs historiques dans le but de faire de George Sand l'égérie binaire de la lutte pour la condition de femmes asservies par le mariage, contraintes à « être belles et à se taire », dépourvues de toute « liberté d'aimer », qu'une gent masculine grossière maintient « sous le joug de ses lois infâmes ». George Sand est donc provocatrice et manipulatrice ; Casimir, un rustre, accusé d'avoir abusé d'elle au premier jour de leur mariage ; la relation amoureuse avec Marie Dorval affirmée sans réserve quand elle n'a jamais été prouvée ; les scènes de sexe se multiplient avec complaisance ; les femmes écrivains sont présentées contre toute évidence comme une incongruité du temps. « Ne te moque pas, ce n'est pas pour ma littérature que je suis célèbre paraît-il, mais pour mes amants ! » lâche George Sand. C'est bien ce à quoi la réduit une série définitivement consternante. AP

• *La Rebelle : les aventures de la jeune George Sand*, 4 x 52 min. Prochainement sur France 2 et Francetv.fr





© H.K.

TCHOUK-TCHOUK NOUGAT

Apparue en Provence à la fin du XVI^e siècle, la friandise star de Montélimar est l'héritière de recettes arabes, italiennes et espagnoles.

Le génial inventeur de mots qu'est le capitaine Haddock profère à deux reprises, dans *Le Crabe aux pinces d'or* et dans *Le Temple du Soleil*, une insulte mystérieuse : « tchouk-tchouk nougat ». Dans le langage populaire bruxellois, un tchouk-tchouk est un vendeur ambulant d'origine maghrébine, qui propose des tapis ou diverses babioles et friandises comme du nougat. Pas très gentil de la part de Hergé d'en avoir fait une injure, alors que c'est un beau métier de vendre cette noble confiserie qu'est le nougat, si évocateur de douceur et de soleil au cœur des hivers brumeux de l'Europe du Nord !

Son origine est le mot provençal *nougo*, dérivé du bas latin *nuca*, issu du latin classique *nux* qui désigne la noix et, par extension, tous les autres fruits secs qui peuvent entrer dans sa préparation : amandes, noisettes, pistaches et, récemment, la populaire et moins onéreuse cacahuète, introduite en Afrique au XVI^e siècle par les Européens qui l'avaient découverte en Amérique, comme son nom l'indique. *Tlalcacahuatl* est, en effet, un mot nahuatl, c'est-à-dire mexicain, qui signifie « cacao de terre ». Mine de rien, nous avons déjà parcouru trois continents en évoquant l'histoire du nougat, mais celui-ci est encore plus universel, puisqu'il en existe des versions chinoises molles ou croquantes à la mélasse, au miel, aux arachides et au sésame, et des versions indiennes dites *chikki* aux arachides, à la noix de coco, aux pois chiches et au *jaggery*, du sucre roux de canne râpé.



Mais revenons à nos chers nougats provençaux et méditerranéens. La recette semble avoir été mise au point d'abord au Moyen-Orient, entre la Syrie, l'Irak et l'Ouzbékistan. On en trouve mention au X^e siècle, sous le nom de *natif*, dans l'ouvrage du géographe et voyageur Ibn Hawqal qui vante celui de Boukhara. Les Arabes le diffusent dans tout le bassin méditerranéen : c'est la *ma'qud* ou le *qub-bayt* andalous, à l'origine de la *cubbaita* sicilienne, le *turrón* ou *torró* catalan, valencien et d'Alicante, père du *torrone* italien et du touron du Roussillon. Au XVI^e siècle, Nostradamus en donne une version aux

pignons de pin qu'il appelle *pignolat*. Le *nogat* apparaît en Provence au tournant des XVI^e et XVII^e siècles. Il devient nougat, entre dans la tradition des treize desserts de Noël et se fabrique chez tous les confiseurs provençaux, Montélimar en devenant la capitale au début du XVIII^e siècle. La croquante nougatine, quant à elle, fut inventée à Nevers dans les années 1850 par un confiseur du nom de Bourumeau. De passage dans la ville en 1862, l'impératrice Eugénie s'en délecta et assura sa célébrité.

SAVOUREUSE INSULTE Ci-dessus : extrait des *Aventures de Tintin, Le Crabe aux pinces d'or*, de Hergé, paru en couleur en 1943.



LA RECETTE

NOUGAT GLACÉ

Faites griller dans une poêle 250 g d'amandes et pistaches, si vous le souhaitez, grossièrement concassées ; saupoudrez-les de sucre et caramélisez-les. Faites chauffer 100 g de miel clair (acacia, lavande) et versez-le dans trois blancs d'œufs battus en neige, puis ajoutez en remuant 120 g de sucre. Incorporez un demi-litre de crème chantilly, puis les fruits secs. Versez dans un moule et congelez pendant une demi-journée ou passez à la sorbetière. Servez avec un coulis de fruits rouges et un muscat de Beaumes-de-Venise bien frais, venu du pays du nougat.



44

MILLE ANS ENTRE DEUX RIVES

GARDIEN DE L'ORTHODOXIE CHRÉTIENNE, HÉRITIER PROCLAMÉ DE ROME, L'EMPIRE BYZANTIN RÉGNA PENDANT UN MILLÉNAIRE ENTRE EUROPE ET ASIE MINEURE, TENANT TÊTE AUX CIVILISATIONS « BARBARES »... OU S'ALLIANT AVEC ELLES AU GRÉ DE SES INTÉRÊTS.

58 LES 55 JOURS DE CONSTANTINOPLE

LE SIÈGE DE LA VILLE, AU PRINTEMPS 1453, CONSTITUE LA PARTITION FINALE DE PLUSIEURS SIÈCLES DE CONFLIT ENTRE EMPIRES BYZANTIN ET OTTOMAN. PENDANT DEUX MOIS, LES HOMMES DE CONSTANTIN XI OPPOSÈRENT UNE RÉSISTANCE ACHARNÉE À CEUX

DE MEHMED II, QUI FINIRENT IN EXTREMIS PAR TROUVER LA FAILLE, LIVRER LA CITÉ AU PILLAGE, ET ÉCRIRE UNE HISTOIRE NOUVELLE.





72

LA MARCHÉ TURQUE

LOIN D'ÊTRE UN ABOUTISSEMENT, LA PRISE
DE CONSTANTINOPLE NE FUT QU'UNE
ÉTAPE DANS L'EXPANSION DE L'EMPIRE
OTTOMAN, QUI SE POURSUIVIT
PENDANT PLUS DE DEUX
SIÈCLES, ET JUSQU'AUX
PORTES DE VIENNE.

1453

LES DERNIERS JOURS DE CONSTANTINOPLE

ET AUSSI

CONSTANTIN XI, L'EMPEREUR

NE MEURT JAMAIS

29 MAI 1453, JOURS DE TÉNÈBRES

LES MANUSCRITS DE LA VILLE MORTE

ENTRE LA TIARE ET LE TURBAN

SAINTE-SOPHIE, MÉMOIRE D'EMPIRE

BIBLIOTHÈQUE BYZANTINE

SI JE T'OUBLIE CONSTANTINOPLE





Mille ans entre. deux rives

Par Nicolas Drocourt

L'Empire byzantin aura survécu mille ans à la chute de Rome, conjuguant son héritage romain à son identité chrétienne et grecque, et faisant face aux multiples menaces de conquête que sa position centrale, entre Europe et Asie, ne pouvait que susciter.



PLEINE DE GRÂCE

Représentation de la Vierge Marie, détail de la mosaïque du Christ Pantocrator de la *deisis* (« intercession »). Située dans la galerie supérieure de la basilique Sainte-Sophie, elle est datée de la seconde moitié du XIII^e siècle.

© JEREMY GRAHAM/ALAMY STOCK PHOTO/HEMIS.FR



La date de mai 1453 relève encore du bagage intellectuel de l'honnête homme du XXI^e siècle. Associée à la chute de Constantinople, dernier événement marquant des mille ans d'histoire de Byzance – cet autre nom générique pour désigner l'Empire romain d'Orient –, elle insuffle encore dans l'inconscient collectif l'idée d'une défaite fatidique de cet Etat, de la disparition de la civilisation qu'il relayait et du déclin nécessaire qui l'aurait précédé. C'est sans doute aller trop vite en besogne, du moins sur ces deux derniers points. Plusieurs travaux récents ont jeté un nouveau regard sur les décennies et même les siècles qui précèdent cette date, l'une des plus importantes de l'histoire de l'Europe. Comme tout événement jugé majeur, celui-ci tient à plusieurs causes, dont l'étude permet de saisir les évolutions de l'Empire byzantin comme les étapes de l'avènement des Turcs et de leurs conquêtes à son détriment.

Byzance ou la Seconde Rome

L'Etat dont le nom renvoie à la vieille cité de Byzance – devenue, en mai 330, Constantinople, « la cité de Constantin », l'empereur romain qui régna de 306 à 337 – n'est jamais que la continuité millénaire et médiévale de l'Empire romain jusqu'à sa disparition, à la suite de sa prise par les Turcs en mai 1453. Jusqu'à cette date, il conserve cette capitale, souvent qualifiée de « Nouvelle » ou « Seconde Rome », et idéalement sise sur le Bosphore, entre Europe et Asie, mer Méditerranée et mer Noire. Une position géographique qui joue en faveur des

empereurs (ou *basileis*) qui s'y succèdent mais suscite aussi jalousies et convoitises. Nombre de ses voisins tenteront donc de s'en emparer, comme les Bulgares aux IX^e et X^e siècles ou, avant eux, les Arabes à la fin du VII^e siècle puis en 717-718, tous buttant devant les impressionnantes murailles édifiées sous Théodose II au début du V^e siècle. Dans l'imaginaire arabo-musulman des siècles qui suivent, Constantinople restera un but avoué de conquêtes, une cité dont voyageurs et géographes arabes se plaisent à décrire les merveilles, mais qu'aucun conquérant arabe ne prendra finalement.

Cette admiration pour une cité à nulle autre pareille vaut aussi chez d'autres voisins de l'empire, septentrionaux – en particulier slaves – et occidentaux. Ce que l'on a pu qualifier de véritable « mythographie urbaine » s'est particulièrement développé à son endroit dans l'Occident chrétien tout au long du Moyen Âge. Dans ce cas encore, les atouts multiples de la cité du Bosphore (sa localisation de carrefour, sa superficie, ses forums nombreux, son palais impérial, mais aussi ses églises prestigieuses) ont aiguisé bien des appétits. On peut songer aux ambitions économiques et commerciales que l'on prête notamment, dès les X^e-XI^e siècles, aux premiers grands marchands issus de la péninsule italienne, voisine de l'empire. On doit surtout rappeler combien Constantinople est une grande capitale chrétienne. Siège d'un des cinq patriarchats de l'Eglise, lieu de réunions de plusieurs conciles œcuméniques de la chrétienté, elle possède plusieurs églises particulièrement renommées, au premier



PHOTOS : © PEDICINI FOTOGRAFIA/LA COLLECTION. © BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE

OFFRANDES Page de gauche et ci-dessus : L'Empereur Justinien et sa Cour et L'Impératrice Théodora et sa Cour (détail), vers 540-547 (Ravenne, Basilica di San Vitale). Ces mosaïques du couple impérial se font face dans l'abside. En bas : monnaie de l'empereur Arcadius, fils de Théodose, avec Constantinople tenant un sceptre et un globe, fin du IV^e siècle (Paris, Bibliothèque nationale de France).

rang desquelles Sainte-Sophie, que tout le Moyen Âge qualifiera de « Grande Eglise ». Plus encore, les reliques multiples et prestigieuses qu'elle recèle confèrent à la cité une place à part, que son surnom de « Nouvelle Jérusalem » vient rappeler depuis le VII^e siècle. Elle est enfin le lieu de résidence privilégié du *basileus*, l'empereur romain ou byzantin (considérons ici ces deux termes comme synonymes), souverain qui se prévaut d'être lieutenant de Dieu sur terre.

En somme, cet empire médiéval, essentiellement concentré dans les espaces qu'il administre, entre péninsule balkanique et espace micrasiatique, conjugue pendant plus de mille ans la nature romaine des structures administratives et idéologiques de son Etat avec son identité chrétienne. Celle-ci est forte, on le sait, au moins depuis que, à la fin du IV^e siècle, l'empereur Théodose a fait du christianisme la religion officielle de cet Etat à l'exclusion de tout autre culte. Il convient d'y ajouter un troisième élément, et non des moindres, dont la présence est logique dans cet espace du bassin oriental de la Méditerranée : la langue et la culture grecques. Dès le VI^e-VII^e siècle, le grec devient langue administrative et officielle,

éclipsant le latin, langue du Latium, point de départ des conquêtes romaines. Pétri de cette culture grecque, l'Etat est alors depuis longtemps un « empire gréco-romain », comme l'avait défini Paul Veyne. Byzance poursuit cette synthèse. Entre autres éléments symptomatiques d'une telle culture, le qualificatif de « barbares » pour désigner tout voisin de l'empire resté étranger à la « vraie civilisation » que celui-ci incarne est encore largement employé par les lettrés byzantins. Aux XIV^e et XV^e siècles, les Turcs ottomans pourront se voir qualifier de la sorte dans les textes narratifs – quand on ne trouve pas même mention de « Perses achéménides » pour les désigner, comme en témoigne un acte d'un monastère du mont Athos daté de 1378.

L'évolution territoriale et politique de cet empire, pendant mille ans d'histoire entre le V^e et le XV^e siècle, n'a rien de linéaire. Avec Justinien, l'empire reprend au VI^e siècle des territoires occidentaux jusqu'aux Colonnes d'Hercule, notre détroit de Gibraltar, mais il en perd une grande partie du fait de nouvelles invasions (les Lombards en Italie, les Wisigoths au sud de l'Espagne, les Slaves et les Avars dans les Balkans). Il doit surtout abandonner, au VII^e siècle, tant le Moyen-Orient que la rive sud



A map of the Eastern Roman Empire and its conquests. The map shows the Mediterranean Sea (Mer Méditerranée) and the Black Sea (Mer Noire). The Eastern Roman Empire is highlighted in yellow, covering the Balkans, Asia Mineure, and Egypte. Conquests of Justinien are shown in orange, including parts of Italy, North Africa, and the Iberian Peninsula. Arrows indicate invasions after the death of Justinien: Slaves, Lombards, Bulgares, and Arabes. Key cities marked include Paris, Ravenne, Rome, Carthage, Athènes, Constantinople, Tyr, and Alexandrie. The Nile river is also shown. A scale bar indicates 250 km.

Empire romain d'Orient avant Justinien

Conquêtes de Justinien

Invasions après la mort de Justinien

Slaves

Lombards

Bulgares

Arabes

Paris

Ravenne

Rome

Carthage

Athènes

Constantinople

Tyr

Alexandrie

Mer Méditerranée

Mer Noire

Nil

AFRIQUE

ÉGYPTE

ASIE MINEURE

BALKANS

ITALIE

ESPAGNE

Francs

Saxons

Océan Atlantique

250 km

Ph.G.

Assurément le contexte géopolitique n'est plus le même qu'aux siècles précédents et l'empire ne retrouvera ni sa superbe du temps de Justinien, ni celle associée à Basile II. Cependant, aux XIV^e et XV^e siècles, cette alternance pluriséculaire de revers de fortune et de brillants renouveaux des siècles passés instille sans doute dans l'esprit des dirigeants byzantins l'idée qu'un sursaut est toujours possible et qu'il faut œuvrer en ce sens. Comment ne pas le croire, en outre, compte tenu de ce fondement de l'idéologie politique : gardé de Dieu par l'entremise de son lieutenant l'empereur, l'empire est éternel. La « Ville souveraine » – autre surnom usuel de Constantinople – incarne à elle seule ce mandat, tant qu'un « empereur des Romains » y règne. Gardons-nous donc de lectures trop téléologiques (du fait de connaissances des faits *a posteriori*) ou linéaires (le déclin de l'empire serait inéluctable dans les derniers temps car son territoire se réduit comme peau de chagrin et que c'est là un schéma traditionnel que l'on veut bien appliquer en général aux civilisations : naissance, développement, apogée, déclin). Par l'alternance de rétractations et de reconquêtes, plus de mille ans d'histoire de Byzance témoignent à eux seuls du contraire.

Empire byzantin **Offensives byzantines**

Califats **Offensives arabes**

Océan Atlantique

Paris

Venise

Ravenne

Barcelone

Valence

AL-ANDALUS

MAGHREB

Carthage

AFRIQUE

Rome

Naples

ITALIE

DALMATIE

Raguse

Danube

BULGARIE

Grèce

Athènes

Calabre

Sicile

Malte

Mer Méditerranée

Crète

Rhodes

Cyrique

Constantinople

ASIE MINEURE

Tartous

SYRIE

698

674

672

717

649

654

673

672

644

Alexandrie

Le Caire

ÉGYPTE

Tyr

Jérusalem

250 km

P.H.G.

La carte illustre l'expansion et les pertes territoriales de l'Empire byzantin sous le règne de Basile II (1025-1076). Elle met en évidence la frontière de l'empire en 1025, les territoires perdus entre 1025 et 1076, et l'avancée turque et arabe pendant cette période.

Frontière de l'Empire byzantin sous Basile II (1025)

L'Empire byzantin en 1076

Avancée turque et arabe (1025-1076)

Turcs, arabes (1025)

Autres territoires perdus (1025-1076)

La carte montre également la Mer Adriatique, la Mer Égée, la Mer Méditerranée, la Mer Noire, le Danube, le Rhodé, la Crète, la Sicile, la Chypre, et les villes de Zara, Brindisi, Larissa, Nicopolis, Corinthe, Athènes, Salonique, Ohrid, Raguse, Philippopolis, Nicomédie, Nicée, Dorylée, Pergame, Smyrne, Antalya, Nicosie, Tripoli, Emèse, Edesse, Amida, Malatya, Tyane, Amorion, Ankara, Théodosiopolis, Manzikert, Ani, Tiflis, Sinope, Trébizonde, Phasis, Chersonnèse, Lycostoma, Mavrocastron, Belgrade, Vidin, Gracanica, et Spalatum.

Dans la seconde moitié du XI^e siècle, l'arrivée sur le sol byzantin de Turcs conquérants venus d'Asie centrale, pour brutale et rapide qu'elle soit, n'empêche ni l'effort des armes, ni le déploiement traditionnel de la diplomatie pour les contrer.

OFFENSIVES Ci-contre : sous le règne de Justinien, l'Empire byzantin atteint son apogée territorial avec la reconquête, sur les Barbares, d'une grande partie des provinces occidentales et la restauration momentanée de l'*Imperium Romanum*. Mais dès la fin du VI^e siècle, les Lombards, les Slaves et les Bulgares menacent ses frontières nord. A l'est, la victoire de l'empire sur les Perses en 628 est sans lendemain. Elle prélude à l'irruption des Arabes. Au XI^e siècle, la progression des Turcs seldjoukides aboutira à la création du sultanat de Roum en 1077. Page de droite : *Prise de Constantinople par les croisés en 1203-1204*, extrait de la *Chronique abrégée* de David Aubert, XV^e siècle (Paris, bibliothèque de l'Arsenal).



CARTES : © PHILIPPE GODEFROY. © PHOTO JOSSE/LA COLLECTION.

Après la prise de Bagdad, en 1055, par Toghril Beg, premier nom important des Seldjoukides, cette dynastie turco-perse maintient en place le calife abbasside, au nom de l'islam sunnite qu'elle défend. Dans leur volonté expansionniste, le véritable ennemi des Seldjoukides est le califat fatimide chiite du Caire, fondé en 909, auquel les oppose une rivalité liée notamment à la domination des lieux saints de l'islam (La Mecque, Médine, Jérusalem). Plusieurs éléments témoignent que les Turcs ont d'ailleurs pu s'entendre un temps avec les Byzantins contre ces Fatimides, modifiant même l'entente devenue traditionnelle entre ceux-ci et Byzance depuis le début du XI^e siècle.

Cela n'empêche pas que des raids menés par des Turcs nomades sur les confins orientaux de l'espace micrasiatique byzantin finissent par envenimer ces relations. Pire, la campagne que conduit en 1071 l'empereur Romain IV contre les armées d'Alp Arslan, neveu et successeur de Toghril Beg, dans les confins arméniens de l'empire s'achève par une cinglante défaite. Le 26 août de cette même année, à Manzikert, les forces du sultan turc prennent le dessus sur celles dirigées par le *basileus* et, fait notable, le souverain byzantin est fait prisonnier. Il sera libéré contre rançon, mais cet échec ouvre la voie à une présence turque toujours plus grande en Asie Mineure dans les années qui suivent. Très ancienne terre de l'hellénisme, cet espace passe sous administration turque qui, logiquement, promeut l'islam, sans jamais toutefois l'imposer aux populations dominées. Le régime juridique de la *dhimmitude* s'y applique donc : présent dès les tout débuts de l'islam au VII^e siècle, il garantit une liberté de culte et de conscience aux chrétiens et aux juifs dans les espaces administrés par des souverains musulmans, en échange cependant d'une imposition fiscale particulière.

Imbrication byzantino-turque

Gardons-nous de faire de cette bataille de Manzikert une victoire de l'islam sur la chrétienté, comme s'y emploieront bien des auteurs musulmans médiévaux ou, plus proches de nous, du

monde turc contemporain, en lui conférant une aura qui en exagère considérablement la portée. Rappelons en outre que si la quasi-totalité de l'Asie Mineure passe aux mains des Turcs, c'est pour mieux qu'elle redevienne en bonne partie byzantine dès la toute fin du XI^e siècle, grâce à l'aide que les soldats de la première croisade apportent aux autorités impériales. Encore au XII^e siècle, Byzance y demeure puissante et bien ancrée, jouissant d'une frontière commune avec le sultanat seldjoukide dit de Roum (pour « Romains », autrement dit anciens sujets des empereurs byzantins passés sous domination turque).

A cette date, les deux Etats ne sont pas uniquement rivaux. Dans une géopolitique proche-orientale d'une complexité croissante, ils peuvent être au contraire des alliés objectifs. En 1161-1162 par exemple, l'empereur Manuel I^{er} Comnène accueille en grande pompe dans sa capitale le sultan seldjoukide de cet Etat centré alors sur Konya (ou Ikonion/Icönium). Réceptions et banquets fastueux, séances à l'hippodrome sont au menu de cette réception, au point que le *basileus* souhaite même lui ouvrir jusqu'aux portes de l'église Sainte-Sophie – ce que le patriarche chrétien de Constantinople finira par refuser. Il n'est sans doute pas inutile de préciser que c'est autant en exilé et souverain sur le point d'être déchu que ce sultan turc est accueilli, puis qu'il repart vers Konya après avoir signé un traité de paix avec l'empereur. Comme pour d'autres princes voisins, chrétiens ou non, la cour impériale de Constantinople, et plus largement l'empire, s'avère un lieu d'accueil ou de refuge pour des exilés turcs, fussent-ils de haut rang politique ou social.

Divers textes attestent combien l'Asie Mineure des XII^e-XIII^e siècles est devenue un espace d'imbrication byzantino-turque, comme l'ont clairement mis en évidence les travaux de Michel Balivet. Langues, cultures et individus s'y mélangent largement, remettant en cause l'idée d'une opposition irréductible entre Byzantins et Turcs. On observe même combien certains Turcs s'intègrent pleinement aux élites byzantines et



FEU CROISÉ

Ci-contre : après le passage dévastateur de la quatrième croisade, Constantinople est ravagée et pillée, et l'Empire byzantin dépecé et partagé entre différents États latins et grecs, ainsi que des territoires vénitiens. En 1261, depuis Nicée, Michel VIII Paléologue parvient à reprendre Constantinople aux Latins et à restaurer l'empire. Pour autant, celui-ci ne se remettra jamais de l'épisode et il ne sera pas en mesure de résister à la pression ottomane à partir de 1281.

au pouvoir impérial, par la voie de l'armée et du service militaire notamment ; un constat qui vaut aussi en sens inverse, même s'il est moins documenté. On peut même parler, dans certains cas, de cadres « interchangeables ». Le cas de la famille des Gabras ou *Gabrades*, rattachés à la cité de Trébizonde, illustre cet état de fait, comme le montrent les sceaux conservés, qui viennent compléter les informations données par les textes. Sur plusieurs générations entre 1146 et 1236, des membres de ce lignage servent tout autant les intérêts de la cour impériale byzantine que ceux des Seldjoukides.

Mouvances territoriales et politiques

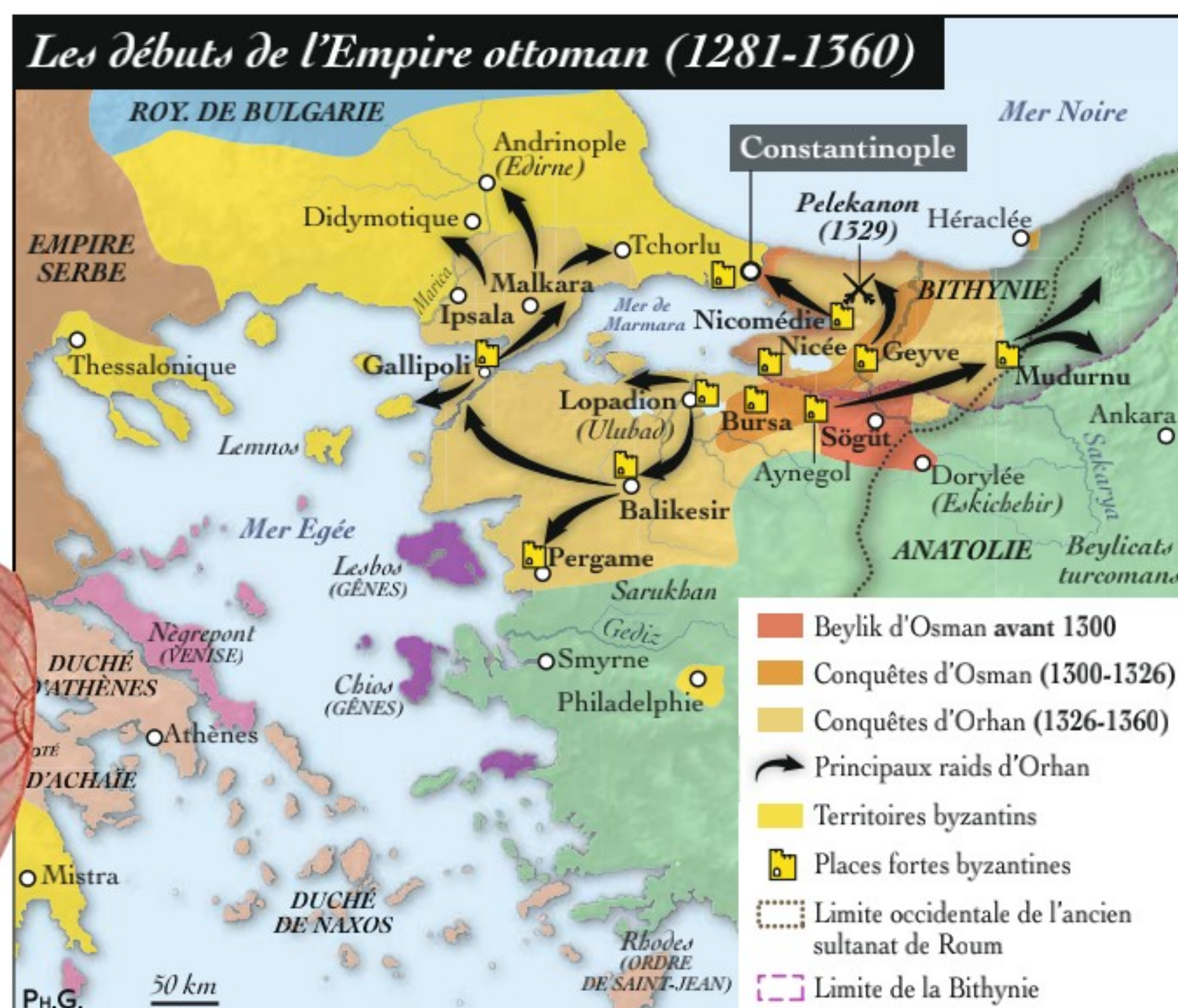
Ce même XIII^e siècle est décisif dans les recompositions territoriales et politiques des espaces les plus anciennement byzantins (Asie Mineure, partie centrale et méridionale des Balkans). La déviation de la quatrième croisade à Constantinople en 1203-1204 a non seulement fait perdre temporairement la ville aux Byzantins, mais a conduit aussi à une nouvelle donne géopolitique. Si les Latins occupent une majorité des territoires impériaux d'avant 1204, un royaume bulgare s'est en effet reconstitué sous la férule des Assénides. Il illustre assez bien le processus de fragmentation qui est apparu au sein même de l'empire dès le dernier quart du XII^e siècle. Pour autant, après 1204, les forces byzantines, même dispersées, restent présentes à travers trois pôles indépendants qui en assurent le relais : en Epire ; autour de Trébizonde ; dans un espace micrasiatique qui va de la Méditerranée à la mer Noire et a pour capitale la ville de Nicée. C'est depuis celle-ci que s'opère la reprise de Constantinople en août 1261 avec l'appui des Génois, rivaux commerciaux des Vénitiens dans l'espace méditerranéen. Cette offensive militaire et diplomatique est accomplie par Michel VIII, dont le retour dans la cité de Constantin lui permet aussi d'asseoir la dynastie qu'il porte au pouvoir : celle des Paléologues (1258-1453), ultime dynastie des onze siècles de Byzance.

Avant même la reprise de Constantinople, les Byzantins de Nicée ont continué de composer sur leur flanc oriental avec le sultanat seldjoukide de Konya, qui s'étend désormais sur une grande partie de l'Asie Mineure. C'est du reste l'entente entre ces deux États qui permet à Michel VIII de reprendre Constantinople.

Soulignons au passage que si la possession de la ville semble inhérente à la qualité d'un « empereur des Romains », comme la titulature des *basileis* les définit jusqu'en mai 1453, le retour sur le Bosphore délaie de fait les territoires plus à l'est. L'Asie Mineure cesse ainsi d'être le cœur du pouvoir impérial.

Le sultan seldjoukide de Konya a cependant perdu de sa superbe depuis sa défaite à la bataille de Köse Dag, face à un général mongol, en 1243. L'avancée des Mongols tout au long du XIII^e siècle fait en effet des Seldjoukides leurs tributaires et aboutit à la mise en place d'un puissant ilkhanat, centré sur la Perse et fondé par un petit-fils de Gengis Khan, Houlagou, qui met un terme au califat abbasside de Bagdad en 1258. Michel VIII accueille à sa cour, vers 1260, le sultan seldjoukide qui fuit cette offensive mongole. Ces mêmes Seldjoukides finissent par disparaître et l'on voit se constituer, au cœur de l'Asie Mineure, des beylicats turcomans, soit des chefferies équivalant à des émirats. Théoriquement vassales de l'ilkhanat, ces entités politiques peuvent devenir relativement puissantes, avec à leur tête de véritables dynasties comme celle de Menteche ou celle des Karamanides.





C'est dans ce cadre qu'émerge, dans le sud-est de la Bithynie, l'une des provinces les plus prospères de l'Asie Mineure, le lignage des Ottomans. Descendants de leur ancêtre éponyme Osman, un bey vivant au tournant des XIII^e et XIV^e siècles, ils disposent eux aussi d'une frontière directe avec l'Empire byzantin, qu'ils n'hésitent pas à attaquer, finissant par s'emparer de la quasi-totalité de la Bithynie. C'est de cette situation militaire qu'hérite le fils et successeur de Michel VIII, Andronic II (1282-1328). La fin de son règne voit par exemple la cité de Brousse (Bursa) tomber aux mains des Ottomans, qui en font leur capitale dès 1326, avant que d'autres cités prestigieuses comme Nicée ou Nicomédie cèdent à leur tour à l'avancée des Turcs dans la décennie suivante. Si le pouvoir impérial ne reste pas sans réagir, le recours aux mercenaires étrangers – très ancienne pratique à Byzance – n'aboutit pas toujours aux résultats escomptés. Andronic II en fait l'amère expérience avec la compagnie que dirige Roger de Flor : les mercenaires catalans qui la composent obtiennent quelques succès face aux Turcs, avant de piller la Thrace et la Macédoine lors de leur retour vers l'Occident en 1307-1309. Dans ce cas, ce sont donc bien des populations sous administration byzantine qui sont leurs victimes, et ce jusqu'au Péloponnèse, au prix de conséquences politiques durables puisque ces mêmes Catalans établissent à Athènes un duché qui se maintiendra jusqu'en 1388.

Si, en Asie Mineure, la cité de Philadelphie constitue un îlot byzantin de résistance face à un « océan » turc jusqu'à sa chute en 1390, les Ottomans réussissent à franchir le détroit des Dardanelles et à s'installer dans la partie européenne de l'empire dès le milieu du XIV^e siècle. Cette avancée est favorisée par le tremblement de terre de 1354 qui fait tomber les murailles de Gallipoli. D'autres calamités naturelles se conjuguent, qui expliquent bien des aspects des mentalités byzantines sous les Paléologues. Le début du XIV^e siècle est ainsi marqué par une conjoncture climatique peu favorable, qui passe notamment par des épisodes de pluies torrentielles en Thrace ou en Macédoine, cœur économique et agricole d'un Empire byzantin qui se rétracte désormais sur sa partie européenne ; l'aristocratie byzantine, élément majeur du fonctionnement de l'Etat, s'y replie après la perte de ses possessions foncières en Asie Mineure du fait de la présence

FONDATEURS A gauche : Osman I^{er} (1258-1324), extrait du *Codex Cicogna*, XVII^e siècle (Venise, Museo Correr). Ci-dessus : Orhan (1324-1362), fils et successeur d'Osman I^{er}, franchit les Dardanelles et met le pied sur le continent européen dès 1354.

turque. A cela s'ajoute l'apparition de la peste noire, attestée dès 1347 à Constantinople, dont la létalité est élevée, avec des retours pestueux qui enrayent toute reprise démographique, même si les Byzantins ne sont pas les seuls à en être affectés.

Si les contraintes naturelles n'expliquent pas tout, elles s'ajoutent à la perte des provinces asiatiques et au ralentissement de la production agricole pour nourrir l'autre germe de fragilité de l'empire : les deux guerres civiles qu'il connaît entre 1321 et 1328 puis entre 1341 et 1347. Elles témoignent des rivalités au sommet du pouvoir qui reflètent les incertitudes du temps, tout comme elles démontrent combien tel ou tel camp s'appuie sur certains voisins de l'empire pour nourrir ses ambitions. Lors de la seconde guerre civile par exemple, l'un des protagonistes, Jean VI Cantacuzène, n'hésite pas à solliciter et obtenir l'aide d'un émir turc d'Aydin, émirat d'Anatolie du Sud-Ouest. L'ouverture maritime de celui-ci vers l'Egée facilite d'ailleurs depuis plusieurs années les opérations de piraterie maritime – au point que le pape décrètera en 1343 une croisade contre lui. Dans la partie européenne, les Serbes, dégagés de leur tutelle byzantine dès la toute fin du XII^e siècle, ont constitué un Etat puissant, et leur souverain, Stefan Dusan, non seulement délaisse Jean VI pour son rival Jean V, mais se fait couronner, en 1346, « empereur des Serbes et des Grecs », fort de sa présence en Macédoine et en Thessalie, perdues pour Byzance. Ajoutons que les Bulgares défendent de leur côté un même impérialisme. Pour les uns comme pour les autres, l'ambition est bien alors de prendre Constantinople, horizon logique de leurs prétentions impériales.

Byzance face aux Ottomans

On comprend dès lors que l'évolution territoriale et politique de ces espaces ne se réduit pas au seul conflit entre Byzantins et Turcs. D'évidence, la suprématie byzantine n'existe plus et

Les Ottomans sous Murad I^{er} et Bayezid I^{er} (1362-1402)



Anatolie et Roumélie après le passage de Tamerlan (1402)



l'on vit dans un régime d'hégémonies partagées. Cependant, le pouvoir impérial regagne en autorité et en prestige. On le doit notamment aux choix d'un Jean VI (1341 - 1354), qui soutient l'hésychasme, ce courant du monachisme consacré à l'ascèse et à la prière. Forts de cette promotion, les moines hésychastes ont pu occuper des postes importants au sein de l'Eglise, renforçant en outre la fonction impériale : l'empereur retrouve son rôle de véritable défenseur de l'orthodoxie, garant de la foi, réitérant à nouveaux frais cette vieille idée qu'empire et Eglise sont indissociables. Une telle position accroît son autorité dans la société byzantine comme hors de l'empire, chez les voisins russes, serbes ou bulgares, qui délaissent alors leurs prétentions au titre impérial.

Avec le comte Amédée VI de Savoie, Byzance trouve en outre un appui militaire qui va lui permettre de reprendre aux Turcs Gallipoli en 1366, même si ce port, sur la rive européenne des Dardanelles, sera de nouveau perdu dix ans plus



tard. C'est le moment où Byzance perd définitivement une grande partie de ses territoires européens au profit des Ottomans. Ceux-ci font d'Andrinople leur capitale, puis vont bien au-delà de la Thrace. Dans la dernière décennie du XIV^e siècle, ils dominent un espace qui s'étend jusqu'au Danube, annexant les territoires bulgares, battant les Serbes en juin 1389, lors de la fameuse bataille de Kosovo Polje (champ des Merles), et conquérant la Thessalie, en poussant jusqu'au golfe de Corinthe. En 1394, ils conduisent même un premier siège de Constantinople qui durera huit ans. Un tel événement suscite une réaction militaire des princes d'Europe occidentale sous l'égide du roi de Hongrie et futur empereur germanique Sigismond, non sans l'appui de la papauté et la présence du maréchal de France Jean Boucicaut. Elle s'achève cependant par une déroute face aux Turcs à la bataille de Nicopolis (1396), en Bulgarie. De fait, les Ottomans dirigent un Etat qui devient clairement une puissance sur le sol européen.

Elle l'est sans doute d'autant plus que sur leur propre front oriental, ils connaissent deux rivaux majeurs : d'une part, les Mamelouks, établis en Egypte depuis 1250, d'autre part, l'énergique Tamerlan. En 1400, ce conquérant turco-mongol déferle en Asie Mineure, puis bat de manière nette le sultan Bayezid I^{er} deux ans plus tard, lors de la bataille d'Ankara. Cette défaite ottomane est souvent interprétée comme un événement qui a retardé l'échéance de la prise de la capitale byzantine par ces mêmes Turcs. En rétablissant les émirs anatoliens restés rivaux des Ottomans, Tamerlan fragilise aussi la suprématie de ces derniers. Elle ne sera rétablie que par Mehmed I^{er} et ses successeurs en Asie Mineure, dans une contre-offensive qui, d'une certaine manière, connaît son point d'orgue avec le siège puis la prise de Constantinople en mai 1453.



Avant cette date surviennent d'autres éléments marquants, parmi lesquels la question de l'aide des Latins ou souverains chrétiens occidentaux aux *basileis* pour contrer les Turcs. Son étude, même rapide, entre la fin du XIII^e siècle et le milieu du XV^e siècle laisse entrevoir un certain dédain, sinon un mépris, de ces souverains vis-à-vis des sollicitations byzantines, hormis quelques réactions militaires sporadiques. Mais l'idée d'une unité nécessaire ou « automatique » des princes chrétiens contre un agresseur extérieur, musulman ou non, sur l'*orbis christianorum* n'est nullement une réalité à l'époque médiévale. Byzance le sait bien, qui s'arme pendant mille ans de pragmatisme dans ses rapports avec les pouvoirs qui lui sont étrangers, fussent-ils « infidèles ». Jusqu'en 1204 au moins, le temps des croisades, phénomène si mal compris à Byzance, le montre bien, et il arrive que les Byzantins s'entendent davantage avec des pouvoirs musulmans que chrétiens. D'autre part, en 1261, la perte de Constantinople par les Latins ne fait pas cesser leurs velléités de reprendre la ville. C'est du reste l'ambition que se donne avant 1282 le fameux Charles d'Anjou, devenu roi de Sicile, fort d'une coalition qui rassemble des princes hostiles au *basileus*, y compris au sein des principautés grecques d'Epire et de Thessalie. Ce plan échoue, notamment à la suite de l'épisode des Vêpres siciliennes, en partie financé par l'or byzantin, qui oblige Charles à fuir l'île et à renoncer à cette conquête.

Entre-temps, Michel VIII avait aussi essayé de gagner l'aide de la papauté, au prix de la reconnaissance de l'Union des Eglises latine et byzantine, scellée lors du concile de Lyon en 1274. Une nouvelle croisade avait été ainsi projetée qui viserait d'ailleurs tant les territoires turcs que mamelouks. Mais c'était sans compter la forte opposition des moines et du

L'Empire ottoman à la veille de la prise de Constantinople



PRIS AU PIÈGE Page de gauche : les raids menés par les sultans Ottomans à partir de la fin du XIII^e siècle s'étendent peu à peu à la rive européenne, où les Balkans conquis prennent le nom de Roumélie. Encerclée, Constantinople est assiégée entre 1394 et 1402, et manque de tomber aux mains de Bayezid I^{er}. Elle ne doit son salut provisoire qu'au Turco-Mongol Tamerlan, qui envahit l'Anatolie et écrase les Ottomans à Ankara, en 1402. Cinquante ans plus tard (*ci-dessus*), l'Empire byzantin n'est plus que lambeaux : la capitale, le sud de la Grèce, Trébizonde et quelques îles en mer Egée. Au milieu : les vestiges du mur de Théodose II, à Istanbul.

peuple byzantins. Le sac de Constantinople en avril 1204 est encore dans les têtes et le restera longtemps. Lorsque, au début du XV^e siècle, l'Empire byzantin est réduit à une maigre frange littorale, au sud-est et au nord-est de Constantinople – outre sa présence dans le Péloponnèse, qui voit une cour brillante se développer à Mistra – la question de l'Union des Eglises pour lutter face aux Turcs réapparaît. Elle est conclue lors du concile de Florence en 1439, sans reconnaissance cependant de la primauté romaine. Mais la croisade qui s'ensuit échoue lamentablement en 1444, à Varna, cité turque sur le littoral de la mer Noire, scellant la fin de l'aide occidentale à ce qu'il reste de l'empire de Byzance. *S*

Maître de conférences en histoire médiévale à l'université de Nantes, Nicolas Drocourt est spécialiste du monde byzantin.

À LIRE de Nicolas Drocourt



L'autre Empire du Milieu. La diplomatie byzantine (VII^e-XII^e siècles)

Presses universitaires de Rennes
308 pages
25 €

CONSTANTIN XI L'Empereur ne meurt jamais

Il fut le dernier souverain à la tête de l'Empire byzantin. Sa mort, lors de l'assaut fatal sur Constantinople, le 29 mai 1453, contribua à le transformer en figure mythique.

L'Empire romain d'Orient, que nous appelons « byzantin » depuis le XVI^e siècle, évoque toujours l'image d'une monarchie non héréditaire, rythmée par des usurpations et des assassinats. Ce fut pourtant le contraire durant les deux derniers siècles de son existence : son territoire s'amenuise et son avenir s'assombrit, mais la légitimité de la dynastie régnante n'est alors presque jamais contestée et tous les empereurs – sauf le dernier – meurent dans leur lit. Certes, le fondateur de la dynastie des Paléologues, Michel VIII, s'était imposé en écartant l'héritier d'une autre famille, mais il avait pu le faire parce qu'il était auréolé du prestige d'avoir, en 1261, repris Constantinople aux Latins qui s'en étaient emparés en 1204 à l'issue de la quatrième croisade. Même les guerres civiles du XIV^e siècle, qui avaient affaibli l'empire et favorisé l'avancée des Ottomans, n'avaient pas entamé ce prestige.

Le futur Constantin XI naît donc le 8 février 1405 « dans la pourpre », ainsi que le proclame son titre de porphyrogénète, rejeton d'un lignage incontesté mais à la tête d'un empire chancelant. Rien ne le destine pourtant à devenir empereur puisque son père, Manuel II, a déjà trois fils (trois autres naîtront encore). Son ascendance directe trahit les intérêts surtout régionaux des derniers empereurs : sa mère, Hélène Dragash, est fille d'un petit prince serbe dont Constantin hérite le prénom, sa grand-mère paternelle, une



noble byzantine ; cependant, par ses ancêtres plus lointains, il cousine aussi avec les princes d'Occident, et ses deux épouses, comme celles de ses frères, seront issues de familles seigneuriales italiennes établies en Grèce, témoignage de la profonde imbrication entre Byzance et l'Occident latin.

L'empire est alors réduit par l'expansion ottomane à Constantinople, à Thessalonique et à leurs environs, à quelques îles en mer Egée et à la moitié du Péloponnèse. Pourtant, la naissance de Constantin semble placée sous d'heureux auspices. En 1402, le souverain ottoman Bayezid I^{er}, qui avait mis le blocus devant la capitale impériale pendant huit ans, a été vaincu par le conquérant turco-mongol Tamerlan, et Byzance a pu récupérer quelques territoires

grâce au traité de Gallipoli (1403), conclu avec l'un des fils de Bayezid I^{er} qui s'affrontaient dans une de ces luttes entre prétendants dont les Byzantins surent jouer.

Néanmoins, le sultan Mehmed I^{er} mort, la menace ottomane renaquit sous le règne de son fils Murad II (1421-1451), qui mit à nouveau le siège devant la capitale. C'est alors que Constantin, investi du titre de despote porté par les fils cadets d'empereur, commença à jouer un rôle auprès de son père Manuel II puis de son frère Jean VIII (1425-1448), ce dernier ayant en lui plus de confiance qu'en ses autres frères. C'est alors aussi qu'entra à son service un jeune aristocrate, Georges Sphrantzès, qui raconta les dernières décennies de l'empire dans un récit plein d'affection pour son maître.

Décentralisée, la gestion des territoires de l'empire est confiée aux despotes, fils et frères du souverain. Constantin reçut celle de la côte de la mer Noire, puis du Péloponnèse conjointement avec son frère Théodore. Il démontra là son habileté militaire, parfois non sans rudesse, d'abord contre le comte de Céphalonie Carlo Tocco, dont il épousa en 1428 la nièce Creusa (morte un an plus tard), puis contre l'archevêque latin de Patras. Il s'illustra lors du siège de Patras (1429-1430), prenant part aux combats, son cheval tué sous lui, et emportant finalement la ville. *« Soudain, un petit groupe de cavaliers fit une sortie par la porte Hébraïque ou des Champs (car elle est aussi appelée ainsi), et se voyant poursuivis, ils revinrent par la porte du Rivage, où étaient postés en ordre de bataille tous ceux du château, armés de javelots, d'arcs et de bâtons. Alors que le despote et moi étions en première ligne à la poursuite des cavaliers, parce que nos chevaux se trouvant prêts à côté du pont, sur la route de Saint-André, l'un des Patrasiens décocha une flèche au cheval du despote, qui s'effondra aussitôt. Alors qu'ils se précipitaient pour le tuer ou l'attraper, je me retrouvais à le défendre. Mais, Dieu aidant, lui s'échappa à pied après avoir chu de cheval. »* (Mémoires de Georges Sphrantzès).

La prise de Patras n'était qu'une étape dans la reconquête du Péloponnèse par les despotes sur les Latins, accomplie en 1432. En dépit de son déclin, l'empire avait encore la force de constituer en Grèce un bastion de l'hellénisme, le « despotat de Morée ». Certains intellectuels y prirent résidence, dont le philosophe néoplatonicien Pléthon, qui y voyait une « nouvelle Sparte » et dont les idées politiques audacieuses ont dû influencer les réformes des Paléologues. Celles-ci incluaient la restauration de l'Hexamilion, muraille barrant l'isthme de Corinthe, mais

© HILDA WEGES/ALAMY/HEMIS. © DR. ANASTASIA KOUMOUSSI.

AURA LÉGENDAIRE Page de gauche : vestiges du château de Patras, dans le Péloponnèse. Il fut conquis par Constantin Paléologue, alors despote de Morée, sur les Latins, en 1430. Ci-contre : portrait présumé de Constantin XI Paléologue, fresque du XV^e siècle, découverte en décembre 2024 dans le monastère des Taxiarches, à Aigion, non loin de Patras.





HÉROS NATIONAL GREC

Ci-contre : *La Conquête de Constantinople en 1453*, miniature du XV^e siècle (Istanbul, palais de Topkapi).
Page de droite : statue en laiton de Constantin XI Paléologue en guerrier, tenant dans sa main une épée. Cette œuvre de Spiros Goggakis a été installée près de la cathédrale d'Athènes en 1990. Sur le mur de marbre derrière la statue, l'aigle bicéphale de l'Empire romain d'Orient est accompagné des mots de Constantin XI refusant de se rendre à Mehmed II.

les Ottomans s'y opposaient. Les tensions entre Constantin et ses frères étaient aussi source d'instabilité, d'autant que leur aîné, l'empereur Jean VIII, n'avait pas de fils, ce qui laissait ouverte sa succession. Or Jean et leur mère Hélène favorisaient Constantin comme héritier présomptif.

Celui-ci retourna à Constantinople comme régent en 1437, durant le voyage de Jean VIII en Italie pour le concile de Ferrare-Florence, qu'avaient convoqué le pape Eugène IV et l'empereur afin d'unir les Eglises latine et grecque, séparées depuis des siècles. La question était alors centrale à Byzance, car elle conditionnait l'aide escomptée des Occidentaux contre les Ottomans, mais représentait aux yeux de certains un renoncement inacceptable sur le plan religieux. Il n'est pas aisé de connaître la position de Constantin, sans doute complexe et changeante comme celle de nombre de ses contemporains, mais proche de celle de son frère l'empereur, qui paraît avoir estimé que le salut de l'empire valait bien une messe. Le concile décida l'Union en 1439, mais celle-ci ne fut pas solennellement proclamée lorsque Jean VIII rentra à Constantinople en 1440.

L'année suivante, Constantin se remaria à Catarina Gattilusio, fille du seigneur génois de l'île de Mytilène, et de là se rembarqua pour le Péloponnèse, où il se heurta à son frère Théodore, peu pressé d'y partager à nouveau le pouvoir avec lui. Il dut en revenir dès 1442 pour assister l'empereur face au plus jeune de leurs frères, Démétrios, soutenu par le sultan. Cette tentative de putsch fut réglée avant son arrivée mais, en chemin, il perdit sa femme, morte dans l'île de Lemnos.

En 1443, les frères parvinrent à un accord successoral : le plus âgé, Théodore, prenait

le gouvernement de Sélymbria, sur la mer de Marmara, et succéderait à l'empereur ; Constantin et Thomas conservaient le despotat de Morée, s'employant à rebâtir l'Hexamilion. L'aide occidentale, promise au concile, se concrétisa dans la croisade de Varna (1444), conduite par le roi de Hongrie et de Pologne. Constantin en profita pour étendre le contrôle byzantin au nord de l'Hexamilion, sur le duché florentin d'Athènes et au-delà en Thessalie ottomane. Mais, une fois le souverain hungaro-polonais vaincu le 10 novembre 1444, Murad II réagit contre Constantin par une expédition punitive qui bombarda et détruisit l'Hexamilion en décembre 1446 et força les despotes à une paix humiliante. En octobre 1448, une nouvelle armée chrétienne conduite par le régent de Hongrie fut à nouveau écrasée.

Le dernier empereur

Le règne énergique mais en définitive malheureux de Constantin dans le Péloponnèse s'acheva la même année 1448. La mort, coup sur coup, de Théodore, successeur désigné (juin), et de Jean VIII (octobre) le laissa héritier presque incontesté de l'empire, en dépit des intrigues de son plus jeune frère Démétrios. En janvier 1449 à Mistra, capitale du Péloponnèse byzantin, il fut proclamé empereur ; il ne devait jamais être couronné, cas à peu près unique dans les annales de l'empire. Puis, ayant abandonné le gouvernement de la péninsule à ses frères Thomas et Démétrios (en partie pour éloigner ce dernier), il rejoignit la capitale où il débarqua en mars.

Les petites principautés gréco-latines de Grèce tombaient les unes après les autres face aux Ottomans : en 1449, ce fut le tour de l'Épire, où venait de mourir Carlo II Tocco, ancien beau-frère de Constantin.

Seuls les Albanais, sous la conduite de Skanderbeg, leur opposaient une réelle résistance. Dans ce contexte hostile, le nouvel empereur était entouré d'une Cour appauvrie mais cultivée et attachée à ses titres, où le personnage le plus puissant était son principal ministre, le mégaduc Lucas Notaras (que Sphrantzès n'aimait guère et auquel les Latins reprochèrent, peut-être exagérément, son hostilité à l'Union). Constantin déploya aussitôt une intense activité de négociateur à la fois à l'intérieur et à l'extérieur. A l'intérieur, il s'efforça de réduire les tensions entre partisans de l'Union de Florence et anti-unionistes désormais constitués en un parti autour de Georges Scholarios, futur premier patriarche de l'ère ottomane. L'hostilité entre les deux factions ne diminua pas en dépit des dangers et, en 1450, le patriarche unioniste Grégoire III quitta Constantinople pour s'exiler à Rome.

Sur le plan diplomatique, l'empereur poursuivait l'action de son prédécesseur en tentant l'apaisement envers les Ottomans tout en appelant à l'aide la papauté (mais le pape Nicolas V posait la proclamation de l'Union comme condition à toute aide militaire) et les puissances chrétiennes occidentales, au premier chef Venise et Gênes. Les deux républiques maritimes étaient très impliquées en Égée, commercialement et politiquement, mais la prudence, les intérêts économiques contradictoires des Italiens et la lenteur et la complexité des processus décisionnels dans des régimes à gouvernement collectif rendaient difficile l'envoi de secours et une action coordonnée.

La quête d'une troisième épouse pour le souverain est liée à ces tractations pour la survie de l'empire, puisqu'un mariage aurait permis de renforcer les liens avec l'un ou l'autre Etat mais aussi d'assurer la pérennité de la dynastie, ni Constantin ni ses frères n'ayant alors de fils. Les choix matrimoniaux envisagés reflètent les débats autour de l'Union : d'un côté, l'une ou l'autre princesse de rite grec (le fidèle Sphrantzès fut chargé de négocier un éventuel mariage avec une parente de l'empereur de Trébizonde ou du roi de Géorgie, puis suggéra Mara Brankovic, fille du despote de Serbie et veuve du sultan récemment défunt) ; de l'autre, une Latine (la fille du doge de

Venise, une infante portugaise, la veuve du duc de Milan...). Aucun de ces projets d'union ne se réalisa.

Le sultan Murad II était mort à Andrinople (Edirne) au début de février 1451 et son jeune fils Mehmed II avait saisi le pouvoir. Il renouvela d'abord la trêve avec les Byzantins, puis avec Venise et la Hongrie, afin d'avoir les mains libres. Dès le printemps 1452, les préparatifs du siège de Constantinople étaient évidents. L'empereur s'affaira à gérer l'inquiétude grandissante dans la ville, où les tensions persistèrent après l'arrivée du légat pontifical, Isidore de Kiev, et la proclamation solennelle de l'Union le 12 décembre 1452 ; à préparer le siège en faisant réparer les murs et engranger les provisions ; à envoyer en Occident d'ultimes ambassades en quête de secours (« *Et mon défunt maître, que n'a-t-il pas fait en public et en cachette pour avoir de l'aide pour sa maison, pour les chrétiens et pour sa vie !* » se lamentera Sphrantzes). Ce fut en vain et trop tard. L'aide n'arriva pas à temps ou en bien petit nombre, même si Constantin put prendre à son service le capitaine de guerre génois Giovanni Giustiniani Longo, arrivé avec ses hommes en janvier 1453, qui supervisa la défense.

Durant tout le siège, Constantin demeura l'âme de cette défense, même si les décisions stratégiques étaient prises collégialement. Les propos que les chroniqueurs mettent dans sa bouche, si on n'en peut assurer la complète authenticité, reflètent néanmoins son charisme et sa volonté de galvaniser le courage des assiégés. Lors de l'assaut final dans la nuit du 28 au 29 mai, il défend la porte Saint-Romain avec Giustiniani Longo, mais ce dernier, gravement blessé, se retire. Au rapport de Léonard de Chio, l'empereur désespéré l'apostrophe : « *Reste là, je t'en prie, capitaine : ta fuite inciterait les autres à fuir. Ta blessure n'est pas mortelle, supporte la douleur et résiste courageusement, comme tu t'y étais engagé.* » De fait, la retraite du condottiere finit de saper le moral des défenseurs et l'empereur, au témoignage de plusieurs auteurs, cherche alors la mort. Selon certains, il tombe au combat ; selon d'autres, piétiné dans la panique générale lors de l'entrée des assaillants. « *L'empereur donc, désespérant de son sort, se tenait là, l'épée et le*



bouclier en main. Il dit ces mots déchirants : "N'y aura-t-il pas un chrétien pour m'enlever la tête ?" Car il avait été abandonné tout seul. Alors, un Turc, le frappant en face, l'atteignit d'un coup. Il rendit la pareille au Turc. Mais un autre, par derrière, lui porta un coup mortel et il tomba à terre. Ils le laissèrent là, car ils ne savaient pas qu'il s'agissait de l'empereur et pensaient avoir tué un soldat ordinaire. » (Doukas, *Histoire turcobyzantine*).

Son corps fut difficile à identifier, même si la tradition selon laquelle il ne l'aurait été qu'aux aigles d'or brodés sur ses chaussures soit plus tardive. On ne peut donc assurer que la tête apportée au sultan puis empaillée pour être envoyée en signe de victoire à travers le monde musulman soit la sienne, même si Mehmed II la fit authentifier par Lucas Notaras.

Ses traits nous sont à nous aussi inconnus : nous n'avons pas de portrait de lui, à la différence de son père et de ses frères, bien connus par la peinture, la miniature et même la médaille, entre autres parce que, contrairement à eux, il ne se rendit jamais en Italie si bien que les artistes du Quattrocento ne purent le prendre pour modèle. Les seules représentations contemporaines de lui paraissent être son sceau, qui n'est qu'un portrait impérial standardisé, et peut-être une fresque récemment mise au jour

dans un monastère à Aigion, dans le Péloponnèse, qui pourrait dater de son règne.

Cet empereur sans visage devint du reste rapidement une figure mythique, parce que sur lui, qui portait le prénom du fondateur de la ville, vint se cristalliser tout un ensemble de traditions apocalyptiques préexistantes sur le destin de Constantinople. A partir de la fin du XV^e siècle prit forme la légende de « l'empereur de marbre » : Constantin n'était pas mort mais pétrifié, attendant un signe du Ciel pour s'éveiller et délivrer les Grecs du joug ottoman. Ce mythe populaire vint nourrir la littérature néogrecque et la mystique nationaliste, notamment après la fondation du royaume de Grèce en 1832 : il est le seul empereur byzantin dont on trouve aujourd'hui des statues à Athènes.

L'homme qu'il fut vraiment est masqué par la tragédie collective et par cette aura légendaire. Ses rares biographes modernes ont émis à son propos des jugements contradictoires. A la lecture des sources, on ne peut qu'être frappé par le respect que, hormis quelques-unes très partisans, elles lui manifestent.

Maitre de conférences à l'université de Picardie-Jules-Verne, Guillaume Saint-Guillain est spécialiste des relations entre Byzance et l'Occident latin, et de Venise au Moyen Age.

ASSAULT FATAL

La Conquête de Constantinople en 1453 (détail), peinture panoramique à 360° (Istanbul, musée Panorama 1453).

© PHOTO12/IMAGEBROKER/MARTIN SIEPMANN.



Les 55 jours de Constantinople

Par Sylvain Gouguenheim

Le 29 mai 1453, au terme de deux mois de siège, les Ottomans assenèrent le coup de grâce à l'Empire byzantin.





LA LONGUE MARCHE
 Ci-contre : *Le Siège de Constantinople*, par Jean Le Tavernier, extrait du *Voyage d'Outremer*, de Bertrandon de la Broquière, 1458 (Paris, Bibliothèque nationale de France). Page de droite : *Le Sultan Mehmed II*, par Gentile Bellini, 1480 (Londres, The National Gallery). Lorsqu'il succède, en février 1451, à son père Murad II à la tête de l'Empire ottoman, Mehmed II n'a qu'un seul objectif en tête : conquérir la capitale de l'Empire romain d'Orient et poursuivre sa marche sur la chrétienté, qui devait aboutir à la victoire universelle de l'islam.

A quoi ressemble Constantinople en 1452 ?

À la veille du siège, et depuis longtemps, la ville n'est plus que l'ombre de la grande métropole qu'elle fut au cours des Xe-XII^e siècles. D'une certaine manière, elle ne s'est jamais totalement remise du pillage de 1204 par les croisés latins. Elle doit abriter environ 60 000 âmes ; certains quartiers sont quasiment désertés, voire en friche avec des bâtiments laissés plus ou moins à l'abandon. L'historien anglais spécialiste des croisades, Steven Runciman, parlait d'une « *ville mélancolique et mourante* ». Un voyageur espagnol, Pero Tafur, qui la décrit en 1437, souligne l'importance des zones désertées. L'ancien palais impérial, l'église des Saints-Apôtres, l'hippodrome sont en piteux état. L'envoyé bourguignon Bertrandon de La Broquière constatait certes, quatre ans auparavant, le bon entretien des murailles, dont les fossés étaient soigneusement curés, mais il notait lui aussi la désertification de plusieurs secteurs dans une ville qui lui faisait l'impression d'être un agglomérat de villages séparés les uns des autres.

Pourtant, tout n'est pas sombre dans ce tableau. Les ports donnant sur la mer de Marmara sont demeurés actifs, certes en partie grâce aux marchands italiens, vénitiens et génois, qui contrôlent une large partie du commerce. Les Génois possèdent sur la rive nord de la Corne d'Or la cité fortifiée de Galata/Péra, tandis que les Vénitiens disposent d'un quartier à

Constantinople même. Ce sont d'ailleurs les quartiers peuplés par les Italiens ou les Catalans qui sont les plus prospères et les plus actifs. Constantinople est encore le débouché des routes de la soie, et l'historien Raúl Estangüi Gómez, à l'inverse de Steven Runciman, la voit même comme « *une métropole vibrante et vivante* », qui attire les immigrés, qu'ils soient réfugiés ou séduits par de réelles possibilités d'enrichissement.

Enfin, Constantinople reste... Constantinople : son prestige est encore important, son nom reste un symbole de puissance et de grandeur, même si les royaumes latins savent à quoi s'en tenir en ce qui concerne sa force réelle. Mais on connaît la solidité de ses murailles et tout le monde, Grecs comme Latins, pense qu'elle est et sera toujours la ville « *imprenable* », qui a résisté à tous les assauts et qui, si l'on en croit certaines prophéties, ne tombera qu'à la fin des temps. Les musulmans assurent même qu'elle est la « *protégée d'Allah* ». Elle exerce toujours ses fonctions de capitale, mais il est vrai qu'à la suite des invasions turques et des usurpations latines, l'empire s'est rétracté comme une peau de chagrin. Il se limite désormais à une partie du Péloponnèse, à quelques îles de la mer Egée, aux alentours immédiats de la ville (à quelques journées de cheval au maximum) et à quelques places fortes telles Sélymbria, sur la mer de Marmara, ou Mésembria le long du littoral de la mer Noire.

L'intérêt de prendre la ville est-il pour Mehmed II d'ordre stratégique ou symbolique ?

Mehmed II reprend la politique de ses prédécesseurs. Bayezid I^{er} avait soumis la ville à un blocus et à un siège de huit années entre 1394 et 1402. En 1411, puis en 1422, les Ottomans étaient revenus sous les murailles et avaient tenté en vain de prendre la ville. En août 1422, l'assaut lancé par Murad II avait endommagé considérablement les murailles. Constantinople était donc un objectif majeur et permanent de la plus grande puissance du monde musulman. Mehmed II avait plusieurs raisons de vouloir la conquérir. Sa chute aux mains des musulmans était annoncée par des prophéties islamiques, par des hadiths attribués à Muhammad. Le sultan et son entourage avaient qualifié la cité de « *cicatrice sur le front de l'islam* ». En la prenant, le sultan affirmait la supériorité de l'islam sur la chrétienté ; il se présentait d'ailleurs comme celui qui mènerait à son terme l'ultime djihad (« *gaza* » en turc).

Par ailleurs, il avait conscience de diriger un empire dont le prestige serait multiplié s'il s'emparait de la « Seconde Rome ». Il se dotait ainsi d'une capitale de renommée universelle, bien supérieure à Andrinople

où était jusque-là établi son pouvoir. On sait qu'il se faisait lire les exploits d'Alexandre le Grand : les ambitions politiques et les aspirations religieuses se conjuguèrent donc. En outre, l'intérêt stratégique était évident : la prise de la ville assurait le contrôle définitif des détroits, empêcherait, à l'avenir, toute entreprise

maritime chrétienne contre les Turcs et unissait plus étroitement les parties asiatique et européenne du monde ottoman. Enfin, prendre Constantinople était une étape dans la marche qui devait conduire le sultan à Rome : il ne faisait pas mystère de ses ambitions de victoire universelle aux dépens de la chrétienté.



En quoi consistent les atouts des Ottomans ?

Mehmed II était l'héritier d'une tradition militaire conquérante qui animait les Turcs sans discontinuer depuis leur arrivée en Anatolie au cours du XI^e siècle et qui s'était déployée progressivement, de victoire en victoire, aux dépens des Grecs. Les traditions militaires issues du monde de la steppe jouèrent un rôle majeur, mais les Turcs surent emprunter à leurs ennemis des techniques ou des tactiques. L'armée ottomane de la fin du XIV^e siècle et du début du XV^e siècle fut incontestablement la meilleure de son temps. Elle vainquit les croisés à Nicopolis en 1396 (où fut capturé le fils du duc de Bourgogne, qui y gagna son surnom de Jean sans Peur), puis à Varna en 1444. Ses hommes

étaient aguerris, beaucoup étaient d'ailleurs des chrétiens asservis, contraints par leur situation de tributaires à participer aux combats. Mehmed II n'hésite pas à les lancer dans les premières vagues d'assaut contre les murailles. Ils y trouvent la mort mais ont fatigué les défenseurs, et leurs corps comblent les fossés.

Les janissaires, qui ont été enlevés enfants à leurs familles chrétiennes (pratique du « devchirmé ») et convertis à l'islam, ont suivi un entraînement exigeant et constituent un corps d'élite redoutable, au nombre de 10 000 hommes au maximum. L'armée compte une cavalerie rapide, celle des « spahis », des combattants plus légèrement armés (les « akinci ») et

des irréguliers, les « bachi-bouzouks », qui harcèlent l'ennemi et sèment la terreur dans les populations visées. La tactique de la fausse fuite, entraînant à sa poursuite des combattants ennemis indisciplinés, fit souvent ses preuves. Les « azabs », archers à pied, constituent un autre élément clé d'une armée complète, bien organisée, très disciplinée. L'infanterie turque a su triompher des cavaleries balkaniques ou latines et, de ce point de vue, l'armée ottomane a su innover. On ne doit pas non plus négliger l'excellence du renseignement, qui rappelle celle des Mongols au temps de leur apogée au XIII^e siècle. Les Turcs connaissent souvent fort bien leur adversaire, le terrain, le contexte. Un an avant le siège, Mehmed II tint à examiner lui-même les murailles de Constantinople.

Seule leur flotte de guerre demeure en retrait de celle des chrétiens : elle est nombreuse, capable de bloquer les détroits, mais lors des combats navals, même en large supériorité numérique comme ce sera le cas en 1453 devant la Corne d'Or, ses quelque 250 navires (une évaluation approximative) sont incapables de venir à bout d'une poignée de vaisseaux latins, plus hauts, plus armés et mieux manœuvrés.

Comment est organisée la défense de Constantinople ?

Constantinople était dotée des plus formidables fortifications existant en Europe. Pour l'essentiel, il s'agissait du célèbre mur de Théodose II, érigé au début du V^e siècle et complété par la suite. La ville était protégée à l'ouest par une double enceinte, tandis que sur les trois autres côtés du trapèze qu'elle formait grossièrement, une seule muraille suffisait : face à la Corne d'Or, défendue, qui plus est, par la fameuse chaîne, longue d'environ 750 m, lourde sans doute de plus de 25 tonnes, qui en barrait l'accès, les plages au pied du rempart étaient peu étendues et il en était de même à l'est, face au Bosphore ; au sud, face à la mer de Marmara, les hauts-fonds marins interdisaient toute approche. L'attaque turque était donc obligée de se concentrer le long de la muraille terrestre.

C'est là que le dispositif défensif était le plus impressionnant. Il commençait par un fossé large d'une vingtaine de mètres et profond d'environ 8 m, surmonté d'un escarpement crénelé de 1,5 m de haut. Venait ensuite, après une terrasse d'une douzaine de mètres, le premier mur d'enceinte, haut de 9 m, jalonné par 62 tours hautes de 12 à 14 m. Derrière ce mur s'étendait une sorte de couloir, large de 6 à 18 m selon les endroits (le « péribolos »), qui courait au pied du spectaculaire mur intérieur : le premier rempart, élevé sous Théodose II, épais de 4 à 6 m, et haut de 15 à 20 m. Il comportait 96 tours qui le surplombaient de près de 10 m. Les tours du mur extérieur avaient été placées de façon à s'intercaler entre celles de la première enceinte. Au nord, la première muraille s'achevait là où se dressaient les palais fortifiés du Porphyrogénète et des Blachernes. Les murs étaient percés de portes fortifiées. Le tout formait un ensemble qui s'étendait sur une largeur de 58 à 80 m : formidable exemple d'un échelonnement défensif en profondeur.



© NPL/OPALE.PHOTO. © PHILIPPE GODEFROY. © NPL/OPALE.PHOTO.

La prise de Constantinople (1453)



TALON D'ACHILLE

Page de gauche : Les Troupes turques marchant sur Constantinople en 1453 (détail), par Toma de Suceava, fresque de 1537 (Roumanie, monastère orthodoxe de Moldovita). Ci-contre : c'est sur son flanc terrestre, à l'ouest, que se concentre le système défensif de la capitale byzantine. Il repose essentiellement sur le mur de Théodose II (en bas, reconstitution du dispositif), construit au début du V^e siècle, et dont le seul point faible se situait entre les portes de Saint-Romain et de Charisios, détail qui n'avait pas échappé à Mehmed II.

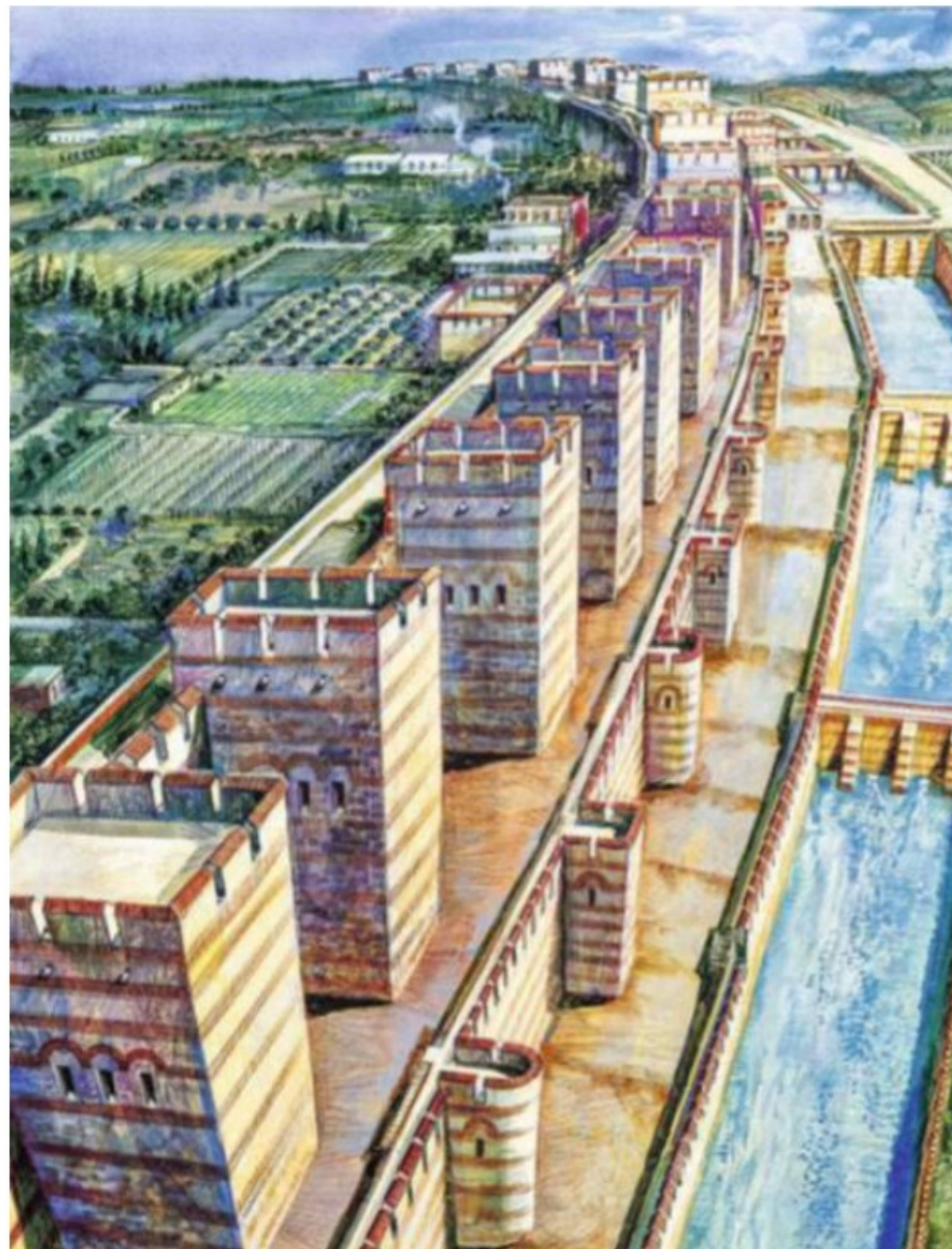
On comprend que tous les sièges antérieurs aient échoué. Une zone était toutefois vulnérable : la vallée du Lykos, entre les portes de Saint-Romain et de Charisios, soit sur plus de 1,2 km, dont la déclivité topographique empêchait de creuser des fondations assez profondes pour élever des murailles à la hauteur de leurs voisines. C'est là, face au « *Mésoteichion* » (« mur du milieu »), que Mehmed II concentra ses efforts, là que se posta le *basileus* Constantin Dragasès. Le Vénitien Barbaro qualifie ce secteur de « *point le plus vulnérable de la ville* ».

Les défenseurs prirent une décision a priori assez curieuse, que l'historien Marios Philippides qualifie même d'« *erreur fondamentale* » : ils se postèrent sur le mur extérieur, le moins haut et le plus long, alors que leurs effectifs étaient réduits. On explique ce choix par le fait que ce mur avait été suffisant lors des sièges précédents pour annihiler toutes les attaques. Une autre raison, matérielle, imposait ce choix, dramatique eu égard à la faiblesse des effectifs grecs et italiens : le mur intérieur n'allait pas jusqu'à la jonction avec la Corne d'Or au nord. Il fallait donc disposer à cet endroit des défenseurs sur le mur extérieur. Mais cela obligeait évidemment à défendre la totalité de cette muraille, sous peine d'être immédiatement pris à revers. La répartition des postes de défense obligeait chaque homme à couvrir plus d'un mètre, distance qui augmentait de moitié dès qu'un combattant voisin était hors de combat. Leur tâche fut

donc extrêmement compliquée, 6 000 hommes, au grand maximum, devant défendre près de 7 km de rempart.

Le nombre des défenseurs était en effet très faible ; ces hommes se battirent à un contre quinze ou vingt. Grâce à un recensement précis effectué par l'un des compagnons de l'empereur, Georges Sphrantzès, nous connaissons les effectifs grecs à l'unité près : 4 473 hommes, auxquels s'ajoutaient 100 « étrangers ».

En outre, les Catalans, Génois et Vénitiens présents sur place, au nombre d'environ 2 000 hommes, étoffaient cet effectif dérisoire. Point de secours extérieurs, hormis les 700 Génois conduits par un capitaine, un *condottiere*, expérimenté, au vrai un quasi pirate, Giustiniani, et qui firent merveille lors des combats. Deux galères vénitiennes, 200 mercenaires, surtout des arbalétriers, conduits par le cardinal Isidore de Kiev... et c'était tout ou presque. Au maximum 7 000 hommes. Face à une armée qui en comptait sans doute 100 000...



Quel est l'élément déclencheur du siège ?

Les Grecs savaient que le conflit était inévitable. Ils l'avaient compris dès l'annonce de la construction par Mehmed II d'un fort posté sur la rive européenne du Bosphore « Rumeli Hisar », appelé en turc « Bogaz Kesan » c'est-à-dire le « coupe-gorge ». En quelques mois, d'avril à août 1452, la forteresse avait été bâtie et avait une allure impressionnante avec ses trois tours principales et ses onze tours de flanquement. Le plan du fort, par son apparence, rappelait le nom du Prophète : le dessin des murailles reproduisait les lettres arabes du nom de Muhammad. La guerre allait bien se mener sous l'étendard de l'islam.

La place forte faisait face à celle érigée du temps de Bayezid I^{er} sur la rive asiatique, Anadolu Hisar. Les deux contrôlaient tout le trafic maritime. Les navires qui refusaient d'accoster étaient pris sous le feu croisé des bombardes et leurs équipages capturés étaient mis à mort, ce qui arriva le 16 novembre 1452 à des marins vénitiens qui avaient refusé d'obtempérer. Capturés, ils furent décapités ou sciés en deux, et leur capitaine, Antonio Rizzo, mourut empalé. Constantinople était par conséquent isolée par voie de mer, sauf à passer par l'Egée et les Dardanelles. Constantin XI protesta en envoyant à trois reprises des ambassades pour dénoncer un acte inamical. Si, la première fois, Mehmed II répondit en

arguant de son droit de faire sur ses terres ce qu'il voulait, à la troisième occasion, il fit exécuter les émissaires.

Mehmed II mit ensuite la main sur des forteresses isolées qui auraient pu servir de points d'appui pour des attaques de revers : entre janvier et mars 1453, Mésembria, le fort du Stoudios et celui de Tarabya furent pris, et leurs garnisons périrent empalées afin d'inspirer la terreur aux assiégés. Les Ottomans avaient l'habitude de s'emparer des places fortes et maîtrisaient bien la poliorcétique. Pour autant, face aux plus formidables murailles qui soient, aucune technique ne pouvait réussir.

Enfin, un incident opposant des paysans grecs à des Turcs aurait eu lieu au printemps près de Constantinople, si l'on en croit le Turc Tursun Bey et le Grec Michel Doukas. Victimes d'un vol de moutons ou d'une destruction de récoltes, les paysans auraient pris des armes et attaqué des Turcs. Le sultan considéra leur réaction comme une offense ; l'affaire, en réalité, fournissait un prétexte facile pour déclencher des hostilités préparées depuis des mois. Il ordonna donc l'exécution des paysans. En représailles, Constantin XI fit enfermer les Turcs présents dans la ville, avant de les relâcher en signe d'apaisement. Trop tard. Mehmed II le considéra dès lors comme un sujet rebelle qui devait être châtié et arriva sous les murs de la ville le 4 avril.



COUPE-GORGE Ci-dessus : le fort ottoman de Rumeli Hisar, sur la rive européenne du Bosphore. Page de droite, en haut : *La Conquête de Constantinople en 1453* (détail), peinture panoramique à 360° (Istanbul, musée Panorama 1453). Page de droite, en bas : *Le Prophète Mahomet encourage l'armée musulmane sous les ordres de l'imam Ali dans la lutte contre les infidèles*, extrait du *Siyar-i Nabi* ou *Histoire du Prophète*, écrite au XIV^e siècle par Mustafa Darir et célèbre par ce manuscrit commandé par Murad III vers 1594 (collection particulière).

Quel rôle joue l'artillerie ?



L'artillerie à poudre ottomane était la première d'Europe, supérieure à ses rivales, celles des rois de France et d'Angleterre ou du duc de Bourgogne. Mehmed II disposa ses pièces face à plusieurs portes (celles de Kaligaria, de Saint-Romain ou de Charisios), pensant par leur feu abattre les secteurs les plus vulnérables et créer des brèches décisives dans le mur d'enceinte. Une de ses bombardes, dues à l'ingénieur d'origine hongroise ou roumaine Orban, effraya les assiégés par ses dimensions colossales : faite en bronze, coulé d'un seul bloc, elle pesait près de 45 tonnes et ses boulets,

en marbre ou en basalte, avoisinaient les 500 kg (le plus lourd de ceux que l'on a retrouvés pesait même 562 kg), qu'elle pouvait projeter jusqu'à 2 000 m !

Ce véritable monstre surpassait les bombardes géantes du temps telle la « Dulle Griet » (« Margot la Folle ») des Bourguignons, qui pesait « seulement » 16 tonnes. Mais elle ne tirait au total que sept ou huit boulets par 24 heures et son effet fut plus psychologique que réel. De plus, elle chauffait à l'excès et explosa même au bout de quelques jours (elle fut peut-être réparée). On ne doit pas oublier que les Ottomans disposaient aussi d'une

artillerie mécanique classique, faite de trébuchets ou mangonneaux. Les murailles furent donc frappées continuellement ; des portions s'écroulèrent ou furent sérieusement endommagées mais, tant bien que mal, les assiégés les réparaient ou comblaient les vides à l'aide de monceaux de terre, de palissades de bois, de pierres. En définitive, les historiens jugent que l'efficacité des bombardes turques, sans être nulle, ne fut pas aussi décisive qu'on l'a cru longtemps, mais leurs tirs continuels (une centaine de boulets par jour) mettaient à vif les nerfs des défenseurs et contribuaient à les épuiser.

Dans quelle mesure s'agit-il aussi d'une guerre psychologique ?

Ce siège avait aussi ses dimensions psychologiques, culturelles, religieuses. Ce fut incontestablement un affrontement de religions. Les Ottomans accomplissaient le djihad, les défenseurs vivaient un drame apocalyptique, conscient de l'écroulement de leur monde. Le chancelier de Bayezid II, Cafer Çelebi († 1515), rapporte à plusieurs décennies de distance les propos, peut-être imaginés mais vraisemblables, tenus par Mehmed II devant ses conseillers. Le sultan rappelait longuement tout ce qui séparait l'islam du christianisme, justifiant donc son entreprise militaire par des raisons religieuses : « *Au fond de mon vœu, il y a le désir de déployer la bannière de l'islam et rien d'autre.* » Et, au lendemain de son succès, le « padichah » envoya des lettres dans le monde musulman, où il annonçait avoir vaincu les « associationnistes » (nom donné aux chrétiens en islam en raison de leur croyance en la Trinité dénoncée par le Coran comme une preuve de polythéisme) et avoir accompli un pas décisif dans le « chemin de Dieu ». Dans une de ces lettres, envoyée au calife du Caire, il affirme qu'« *une des meilleures voies suivies par nos ancêtres est celle du combat dans la voie de Dieu. Nous sommes engagés dans cette voie et nous sommes constants dans cette aspiration* ». Les prophéties ou les propos attribués au Prophète galvanisaient les ardeurs en faisant miroiter la promesse d'une

victoire voulue par Allah. Tursun Bey suit la même inspiration que Mehmed II en parsemant son récit de versets coraniques qu'il applique aux événements du mois de mai.

Chez les chrétiens, la dimension religieuse fut omniprésente. D'anciennes prophéties eschatologiques, datant du VIII^e siècle, circulaient dans l'Empire grec et connurent un regain à l'époque du siège. Elles avaient au moins le mérite pour les habitants de la ville d'expliquer l'inexplicable, de donner du sens à ce qui semblait inconcevable. Cinquante-cinq jours durant, les esprits vécurent dans une atmosphère d'angoisse permanente, mêlant la crainte d'être abandonnés de Dieu, qui punissait leurs péchés – par exemple les tentatives d'union des Eglises, qui impliquait de se ranger aux directives pontificales – et l'espoir d'une intervention miraculeuse, telle celle d'un ange qui viendrait arrêter les envahisseurs au pied de la colonne de Constantin.

Enfin, chaque camp cherchait évidemment à démoraliser l'ennemi. Après le passage des navires turcs par la colline de Galata, les assiégés tentèrent une expédition nocturne pour les incendier. Elle échoua. Les marins capturés furent exécutés au vu et au su des défenseurs de manière terrifiante, décapités ou empalés ou éviscérés selon les sources narrant l'épisode. Les Grecs ripostèrent en mettant à mort leurs prisonniers et en exposant leurs corps au sommet des remparts.



Comment réagissent les assiégés ?

Mehmed II usa de toutes les armes et de tous les stratagèmes possibles : assauts terrestres et navals, tours d'approche plus hautes que le rempart, travaux de sape, creusement de mines. A tout cela, les assiégés surent trouver une parade : les attaques des 7 et 12 mai furent repoussées au prix de furieux corps à corps et de nombreuses pertes chez les assaillants, les tours furent incendiées, les mines détruites par des contre-mines, au prix de combats souterrains... Dans ce siège qui exigeait de leur part une tension constante, non seulement lors des assauts, mais à tout moment, de jour comme de nuit, les défenseurs furent admirables de courage et d'énergie.

Le bruit des tambours ottomans empêchait les hommes de dormir ; les témoins rapportent combien les clameurs des Turcs montant à l'assaut, au cri de « *Dieu est grand* », les glaçaient d'effroi. Le médecin vénitien Barbaro, qui vécut tout le siège à bord d'un navire, rapporte ainsi : « *Plus que les feux allumés toute la nuit, c'étaient surtout leurs cris que nous, les chrétiens, ne pouvions supporter.* » Circonstance aggravante, les effectifs étaient trop faibles pour que les combattants puissent être relevés. Les nuits se passaient à colmater les brèches, à dégager les fossés encombrés de corps et de matériaux divers, à enterrer des morts dont la puanteur soulevait le cœur.

Un siège est une affaire plus éprouvante pour ceux qui le subissent que pour les assaillants : ces derniers ont toujours la possibilité de s'en retourner – même si un échec eut probablement coûté cher à Mehmed II. Ils ont l'immense avantage de l'initiative, ils peuvent choisir les cibles et le moment de les attaquer ; les assiégés sont presque toujours en situation de réagir, avec un temps de retard, et dans l'attente angoissée de ce que l'ennemi va inventer. Leur seule marge d'autonomie possible réside dans des sorties, nocturnes, destinées par exemple à incendier des engins d'assaut. La tension physique et nerveuse créa des dissensions : le mégaduc Notaras et

Giustiniani faillirent en venir aux mains parce que le premier refusait de céder les canons placés sur la muraille le long de la Corne d'Or. Les antagonismes entre catholiques et orthodoxes ressortaient après chaque épreuve douloureuse.

Le contournement spectaculaire de la chaîne qui barrait la Corne d'Orne, dans la nuit du 22 au 23 avril, avait toutefois brisé le moral des défenseurs. Après un échec naval cuisant, Mehmed II avait ordonné de haler ses navires par voie de terre en passant par la colline de Galata afin de pénétrer dans l'estuaire face à la muraille et dans le dos des vaisseaux chrétiens. Le sultan avait ainsi « *transformé la terre en mer* », selon l'expression élogieuse de Michel Doukas. Certes, ses navires n'étaient pas en mesure de vaincre ceux des Vénitiens et des Génois, ni leurs équipages à même de s'emparer de la muraille, mais leur passage parut ahurissant aux défenseurs et leur présence dans l'estuaire obligea à disperser les maigres effectifs de la défense, enlevant à l'enceinte terrestre deux ou trois précieuses centaines de combattants ainsi que quelques pièces d'artillerie. Cette diversion eut à la fois un effet psychologique et matériel considérable. Son efficacité fut doublée par la construction d'un pont flottant qui traversait l'estuaire et faisait planer une menace sur le mur maritime.

A un contre quinze, ces hommes tinrent pourtant 55 jours et les actes de bravoure furent légion. Un épisode force l'admiration. Le 3 mai, un brigantin réussit à échapper à la flotte turque et partit en mer Egée à la rencontre de la flotte de secours que l'on croyait dépêchée par Venise (celle-ci, partie bien trop tard, apprit la nouvelle de la chute de la ville lorsqu'elle arriva en Eubée). Au bout de vingt jours de navigation puis d'attente, ils durent se rendre à l'évidence : aucune flotte n'était en vue. Les marins se trouvèrent face à un choix dramatique : profiter de leur mission pour trouver refuge en terre chrétienne ou retourner dans la ville, où ne les attendaient, ils le savaient, que la mort ou la captivité. Ils optèrent pour le retour à Constantinople. La scène pourrait constituer un morceau d'anthologie d'un film consacré au siège.

Si le moral des combattants tint le choc, si l'empereur Constantin XI Dragasès impressionne par son courage et son refus de se rendre, on constate toutefois que l'état d'esprit des habitants était plus vulnérable. Par rapport à d'autres récits de sièges de villes, aucun chroniqueur ne signale leur participation aux combats sur les murailles ; aucun ne donne l'impression de toute une population rassemblée pour se défendre. Les prophéties annonçant la chute de la ville rencontraient même un écho certain ; la chute de l'icône de la Vierge, lors d'une procession le 25 mai, répandit la panique : on l'interpréta comme le signe de la prochaine prise de la ville.





LE JOUR D'ARÈS

Page de gauche : *Le Siège de Constantinople*, par Toma de Suceava, fresque de 1537 (Roumanie, monastère orthodoxe de Moldovita).
Ci-contre : *Le Siège de Constantinople en 1453*, par le Maître du Froissart de Philippe de Commines, extrait de la *Chronique de Charles VII*, de Jean Chartier, XV^e siècle (Paris, BnF).

Qu'est-ce qui provoque la chute finale ?

Le 25 mai, Mehmed II décida de lancer un dernier assaut, le plus massif possible. C'était son ultime chance ; certains de ses conseillers estimaient plus sage de lever le siège, ce qui aurait terni le prestige du sultan et lui aurait peut-être coûté son trône. Il proposa à Constantin XI de se rendre, de payer un tribut, sous peine d'un pillage total de la ville et du massacre de sa population, sauf si elle se convertissait à l'islam. Le *basileus* et son entourage refusèrent, conscients d'aller à une mort certaine. Mehmed II proclama alors le droit au pillage et à la prise d'esclaves. La nuit du 27 au 28 mai, les Turcs allumèrent de nombreux feux, firent jouer une musique sans interruption afin de briser le sommeil des défenseurs et comblèrent les fossés. Le 29, à partir de 3 heures du matin, au moment où la fatigue est la plus rude, trois vagues d'assaut furent lancées, l'une après l'autre, sur toute la longueur du rempart, sans interruption ni pause entre elles afin d'épuiser les défenseurs. Le son des cymbales, des tambours et des cornes était assourdissant et terrifiant ; les chrétiens, de leur côté, firent sonner leurs cloches à la volée : ces instruments étaient en quelque sorte la voix de leur Dieu respectif.

La première vague, composée de tributaires chrétiens, fut repoussée avec de nombreuses pertes, mais ses cadavres s'amoncelèrent au pied des brèches faites dans les remparts. La deuxième amena des combattants plus aguerris, les troupes d'Anatolie ; elle fut pourtant repoussée au bout de quatre heures de combat. Aussitôt après furent lancés les janissaires. Là encore, les assiégés les tinrent en respect, prouvant une détermination et un courage hallucinants. Mais deux incidents firent pencher la balance en faveur des Turcs. Une poterne, la « Kerkoporta », à la jonction du palais des Blachernes et du rempart extérieur, avait été laissée ouverte, sans doute par une troupe partie effectuer une sortie nocturne et qui n'était pas revenue. Des janissaires y passèrent et montèrent ainsi à l'assaut de la tour de Charisios, au sommet de laquelle ils hissèrent la bannière ottomane. La panique s'empara alors des défenseurs persuadés, à tort, que la majeure partie du mur avait été prise. Cette panique fut aggravée par la blessure que reçut le capitaine génois Giustiniani, dont le talent militaire avait jusque-là fait des merveilles.

Convaincu d'être atteint grièvement (de fait, il mourut après avoir rallié l'île de Chios), il quitta son poste, entraînant alors la fuite de ses hommes, sans doute les meilleurs des défenseurs. L'ensemble de la défense céda alors comme une digue qui se rompt, illustration de ce que Clausewitz appelait la « friction », l'imprévu qui fait basculer le sort d'un combat...

Les combattants se précipitèrent devant les portes du mur intérieur, où ils s'étouffèrent et s'écrasèrent les uns et les autres ou furent massacrés par les janissaires. Devant le désastre, l'empereur Constantin XI se jeta dans la mêlée, où il disparut les armes à la main avec ses plus proches compagnons d'armes. Il périt dans l'anonymat car aucun combattant turc, du moins survivant, ne vint se présenter pour se glorifier de l'avoir abattu. Son corps fut néanmoins identifié et sa tête plantée au sommet d'une lance. Michel Doukas affirme qu'elle fut ensuite fichée sur la colonne portant la statue équestre de Justinien : il s'agissait de couper court à toute rumeur prétendant qu'il serait encore en vie.

La ville imprenable était tombée un mardi, le jour d'Arès, le dieu de la guerre, de la guerre sans limites, comme le souligna l'humaniste Laonikos Chalkokondylès. Tandis que quelques rares poches de résistance étaient détruites dans la journée, le sac allait commencer.

Sylvain Gouguenheim est professeur d'histoire médiévale à l'Ecole normale supérieure de Lyon.

À LIRE de Sylvain Gouguenheim



Constantinople 1453

Perrin

« Champs de bataille »

368 pages

25 €

29 MAI 1453 Jours de Ténèbres

Avec la promesse de trois jours de pillage sans limite décrétés par leur sultan, les troupes ottomanes pénètrent dans la capitale byzantine, avides de richesses et d'esclaves.

Lorsque, le 29 mai 1453, les défenseurs cédèrent et que les conquérants envahirent la ville, celle-ci subit le sort de toutes les cités conquises. « *Sans limite, les musulmans se saisissent de biens et de trésors* », écrivit le poète ottoman Enveri (XV^e siècle). Le sac commença à l'aube et il dura, d'après la plupart des sources, trois jours, mais il est possible que devant l'ampleur du saccage, le sultan y ait mis fin au soir du deuxième jour.

Un butin colossal

Les vainqueurs emportèrent tout ce à quoi ils avaient droit. Si quelques quartiers furent épargnés (le Stoudion, le Pétrion), la plupart des maisons et les églises furent pillées, les icônes piétinées et détruites, dont celle de la Vierge de la Chora que l'on disait peinte par saint Luc. Les livres liturgiques comme les manuscrits savants furent jetés, brûlés, parfois vendus à bas prix. Les lettrés grecs et les humanistes latins y virent l'anéantissement de la culture antique. L'ampleur du butin, dont Mehmed II se réserva le cinquième, fut ainsi colossale. L'historien ottoman Evliya Çelebi conclut son récit par une phrase demeurée célèbre : « *Quand une personne a une conduite dépensière et pleine de prodigalité, on lui demande : "Participais-tu au pillage d'Istanbul ?"* »

Quelques centaines d'habitants furent recueillis à bord des navires italiens qui forcèrent le barrage de la flotte ottomane. Il est vrai que les bâtiments turcs ne s'opposèrent



pas à leur fuite, leurs équipages s'étant précipités à l'intérieur de la cité afin de participer au pillage. En trois ou quatre jours, les vaisseaux en fuite parvinrent en Eubée et répandirent la nouvelle de la chute de la ville.

Hormis ces cas, la population fut massacrée (ce fut en tout cas le sort des vieillards, des malades et des enfants en bas âge) ou réduite en esclavage. Ceux qui avaient cru qu'un ange arrêterait l'ennemi au pied de la colonne de Constantin furent amèrement déçus. Le nombre des morts fut sans nul doute élevé : les termes de « *martyre* » et de « *carnage* » s'imposent aux chroniqueurs du temps. « *Partout est l'image de la mort* », écrit Nicolas Sékoundinos, tandis que le médecin vénitien Barbaro parle du sang coulant à travers la ville comme l'eau affluant dans les rigoles un jour de forte pluie et compare les corps jetés à la mer aux melons charriés par les canaux de sa ville natale.

Les survivants, hommes, femmes et enfants, furent entravés, « *en files infinies,*

plus longues que des troupeaux de bétail et de moutons », écrit le chroniqueur byzantin Michel Doukas. Un autre historien grec, Laonikos Chalkokondylès, décrit des scènes déchirantes : « *On pouvait voir partout dans le camp un grand nombre d'hommes et de femmes qui s'appelaient les uns les autres à grands cris, et des enfants épouvantés par cette catastrophe.* » Le nombre total des prisonniers n'est pas connu. Les historiens l'évaluent aux alentours de 50 000 (pour une population urbaine avoisinant environ les 60 000 âmes). Séparés les uns des autres, y compris les enfants, vendus à bas prix (souvent de 10 à 40 ducats) tant leur nombre était grand, ils furent dispersés aux quatre coins de l'Empire turc et donc difficiles à repérer pour ceux qui espéraient les récupérer moyennant le paiement d'une rançon. Mehmed II racheta les dignitaires impériaux et leurs familles et se réserva nombre de jeunes filles et de jeunes garçons. Selon Çelebi, il aurait ainsi acquis 3 800 esclaves.

Certains captifs purent être rachetés, d'autres furent parfois affranchis en échange d'une conversion à l'islam. L'historien Thierry Ganchou donne des exemples précis : la veuve du dignitaire Manuel Paléologue lagaris, Euphrosyne, affirme que le rachat de sa fille Philippa se monta à la somme élevée de 10 000 ou 12 000 aspres turques, soit entre 280 et 330 ducats vénitiens. Des quêteurs parcoururent toute l'Europe pour recueillir l'argent nécessaire aux libérations ; le pape accorda des indulgences aux donateurs. Ceux qui purent acheter leur liberté rejoignirent la chrétienté : ils se retrouvèrent ainsi en Crète, en Eubée, dans le Péloponnèse, en Italie, en Serbie, voire en France et en Angleterre. Sur place, ils informèrent leurs auditoires de leurs conditions de détention, mais aussi et surtout de la puissance de l'Empire ottoman.

Quasiment tous les témoins ou chroniqueurs du siège font mention des viols de femmes et de jeunes garçons. Kritoboulos d'Imbros, dans un ouvrage pourtant dédié à Mehmed II, rend avec réalisme l'épouvante qui s'abattit sur des habitants surpris à l'aube : *« De vertueuses jeunes femmes et de belles vierges virent surgir comme dans un cauchemar, venant les surprendre dans leur sommeil, des hommes armés aux mains ensanglantées par le carnage, respirant la fureur, le regard assassin, proférant des paroles inintelligibles (...), comme des fauves cruels ils faisaient irruption dans leurs maisons et les tiraient brutalement, les traînaient, les malmenaient, les violentaient, les emmenaient honteusement, les outrageaient aux carrefours... »*

Matthieu Kamariotès, élève du patriarche Scholarios et qui a laissé un récit du siège, se lamente : *« Les femmes ont été déshonorées, et parmi les enfants ce ne sont pas seulement les filles, mais même les garçons qui ont été livrés aux turpitudes des barbares. »*

VILLE OUVERTE Page de gauche : *Entrée de Mehmed II à Constantinople*, par Stanislaw von Chlebowski, 1874-1884 (Cracovie, Muzeum Narodowe).
Ci-contre : *Entrée du sultan Mehmed II à Constantinople*, par Benjamin-Constant, 1876 (Toulouse, musée des Augustins).





LA GLOIRE DU CONQUÉRANT
Ci-dessus : vue du palais de Topkapı qui domine à la fois la Corne d'Or, le Bosphore et la mer de Marmara. Sa construction débuta dès 1459 sur le site de l'acropole de la ville antique de Byzance. Ci-contre : la salle du trône de Topkapı. Page de droite : la basilique Sainte-Sophie fut convertie en mosquée sur ordre de Mehmed II, le jour même de la prise de la ville.



Le dominicain Léonard de Chio, archevêque de Mytilène, évoque « *les femmes violées, les vierges déflorées, les jeunes hommes tachés par l'infamie, les moniales et même celles qui les servaient souillées par la luxure* ».

L'historien John Julius Norwich parlait de « *conquérants fous furieux* » (*berserk conquerors*). Exagération des vaincus ? Mais les lettrés ottomans évoquent les mêmes scènes, en termes toutefois plus fleuris, voire enthousiastes. Ainsi le haut fonctionnaire Tursun Bey, qui écrit vers 1488 : « *Ils tirèrent dans les rues, les beautés grecques, franques, russes, hongroises, chinoises [sic] (...) et les adolescents qui suscitent le trouble, les rencontres paradisiaques, garçons à la taille élevée et aux joues teintées de rose, aux cils semblables à des arcades, au nez effilé, aux tempes recourbées. Jeunes filles semblables aux étoiles de la Lyre (...) leurs seins sont ronds, leurs yeux languides et malicieux, les jambes bien tournées, leurs mouvements sont ondulants, noires, rousses, blondes. (...) L'armée du padichah prit l'aspect du Paradis. Vous auriez cru que chaque tente constituait un paradis, tant elle s'était remplie de houris, de garçons et de bijoux.* »

Bien des décennies après, le poète Cafer Çelebi vantait la beauté des vierges de Constantinople et des « *charmants garçons au corps d'argent semblables à la perle cachée* » capturés, emmenés dans les tentes où se réalisa la promesse coranique des « *houris vivant retirées sous les tentes* » (Coran, 56, 23 et 55, 72). L'un des plus grands historiens ottomans, İbn Kemal († 1534) dépeint avec émerveillement « *les*

beaux jeunes gens semblables aux pages du Paradis, pris, non par cinq mais par centaines... » On rencontre chez les auteurs turcs une sorte d'érotisation de la guerre : Constantinople est souvent présentée comme une jeune fille vierge attendant son conquérant et à laquelle le sultan rêve de s'unir. Ainsi, lorsque Tursun Bey rapporte que Mehmed II retourne à Andrinople afin de préparer le siège final, il précise qu'il était revenu dans sa capitale « *afin de déflorer la fiancée de la prise d'Istanbul* ». Lors des guerres, le viol est pratiqué pour assouvir un désir de domination, briser le moral des populations, les terroriser et les confronter à terme au drame de la naissance d'enfants non désirés et vus, en outre, comme une infiltration de l'ennemi, ce qui entraîne parfois la mise à mort de leurs mères, deux fois victimes.

Naissance d'Istanbul

Dès le 29 mai, vers midi, Mehmed « le Conquérant » entra dans Sainte-Sophie, libéra quelques captifs en un geste de miséricorde, puis un imam entra dans l'église et prononça la *chahada*, la profession de foi islamique. Alors, « *les rayons lumineux de l'islam dissipèrent les sombres ténèbres de la méchanceté* » (Sadeddin, † 1599). L'homme qui avait pris la ville réputée imprenable avait 21 ans.

Constantinople conserva son rang de capitale, désormais à la tête d'un nouvel empire, qui régnait à la fois sur une partie de l'Asie et de l'Europe et qui contrôlait les détroits reliant la mer Noire et la

Méditerranée. Mais elle portait un autre nom, forgé d'ailleurs non à partir du sien mais d'une expression grecque, « *eis tin polin* » (« vers la ville ») : Istanbul. Les portes qui s'échelonnaient le long des murailles furent également rebaptisées. Les nouveaux noms devaient conserver le souvenir des principaux lieux de combat : la Cinquième Porte militaire devint ainsi *Hücum Kapsi*, la « porte de l'Assaut », celle de Saint-Romain, devant laquelle mourut certainement l'empereur Constantin XI et qui fut le lieu de combats acharnés, s'appela désormais *Topkapı*, « la porte du Canon ». Une plaque fut apposée sur celle de Charisios, pour commémorer le lieu par lequel le sultan fit son entrée.

Mehmed II voulut confier le gouvernement de la cité, dans un premier temps, au plus haut dignitaire grec, le mégaduc Notaras, afin de bénéficier de ses habitudes de gouvernement et assurer le redressement de la ville. Mais, très vite, il le fit exécuter. La plupart des chroniqueurs affirment que l'aristocrate byzantin avait refusé qu'un de ses fils soit destiné au harem du sultan. Le fonctionnaire et diplomate Nicolas Sékoundinos brosse même un récit assez long, où Notaras demande à ce que ses fils soient décapités sous ses yeux, de peur qu'après sa propre mort ils ne se convertissent à l'islam. Le plus jeune fut toutefois épargné et bel et bien transféré dans le sérail du sultan, dont il put s'échapper avant de regagner l'Italie. La majorité des historiens estime cependant que la demande de Mehmed II relevait davantage d'une précaution politique, d'une prise d'otage servant de garantie comme il s'en pratiquait au Moyen Âge, plutôt que de l'appétit érotique que des textes contemporains prêtent au sultan. Peut-être Notaras fut-il finalement exécuté parce qu'il représentait un parti aristocratique puissant et qui aurait pu se révéler dangereux une fois placé à la tête de la ville. Il ne fut pas le seul à être éliminé. Dans les jours qui suivirent, Mehmed II fit décapiter ou égorger des défenseurs de haut rang capturés, tels Girolamo Minotto (le baile des Vénitiens) ou le consul des Catalans. Selon Michel Doukas, tous les grands dignitaires du palais furent tués. Nombre de prisonniers italiens et catalans furent également abattus.



La cité changea d'aspect : les éléments chrétiens et antiques disparurent en grande partie, recouverts par de nouvelles constructions. Des minarets encadrèrent Hagia Sophia, devenue mosquée, mais à laquelle fut laissé, ce qui surprend, son nom originel (« *Ayasofya Camii* » : la « mosquée Sainte-Sophie »). Furent également transformées en mosquées la plupart des églises, sauf celles qui furent détruites ou laissées à l'usage des populations chrétiennes que le sultan ramènerait bientôt sur place. En 1461, la mosquée *Fatih*, « mosquée du Conquérant », remplaça l'église des Saints-Apôtres : celle-ci abritait les tombeaux des empereurs depuis Constantin le Grand jusqu'à Constantin VIII ; elle avait été détruite. La statue équestre de Justinien fut brisée – mais la colonne serpentine de l'hippodrome, surmontée de ses trois têtes de reptiles, offrande des Grecs à Apollon Delphien après la victoire de Platées en 479 av. J.-C., resta en place jusque vers 1700, alors qu'elle était un symbole évident de paganisme. Il en reste de nos jours une partie du fût sur la place du sultan Ahmet ou *At Meydani* (la place aux Chevaux).

Puisqu'il avait l'intention de faire d'Istanbul une véritable capitale, le sultan devait la repeupler. Il préleva alors sur sa part du butin des captifs qu'il installa sur place ; il fit aussi revenir des exilés avec la promesse de les

laisser jouir de leurs biens et en les exemptant d'impôts. De façon à favoriser l'économie et le commerce, il accorda, dès le 1^{er} juin, un statut favorable aux Génois de Galata (la ville bâtie sur l'autre rive de la Corne d'Or, concédée aux Génois et que ceux-ci appelaient Péra). Certes, ceux-ci avaient clandestinement aidé les assiégés, mais calmant sa colère, le sultan leur imposa un statut qui, économiquement, leur permettait de conserver des avantages certains. Leurs murailles terrestres furent détruites mais celles du port restèrent intactes. Le sultan concéda quelques libertés aux résidents de la ville génoise tout en les plaçant sous sa domination : ils conservaient leurs biens mais étaient désormais ses « esclaves » (tel est le sens du terme grec employé dans le statut : *sklavoï*), en fait ses sujets qui, finalement, se voyaient soumis au statut coutumier des chrétiens en terre d'islam, celui de *dhimmi*, de « protégés » par les autorités mais victimes d'interdits et de discriminations.

Le sultan promit de ne pas prendre leurs enfants pour en faire des janissaires. Il ne ferait pas ériger de mosquées à la place des églises, mais les Génois ne pouvaient construire de nouveaux lieux de culte. Ils continueraient à suivre leurs propres coutumes pour les questions matrimoniales ou d'héritage. L'acte fut renouvelé régulièrement jusqu'en 1867 ! Toutefois, il semble bien que la majorité des grands bourgeois

de Péra et des riches marchands aient préféré la route de l'exil : ils vendirent leurs biens et s'expatrièrent en Italie. Tel fut le cas des membres des grandes familles génoises, les Spinola, les Gentile, les Pallavicino, etc.

En 1459, un nouveau palais fut érigé à l'emplacement de l'ancienne acropole, en face de Galata. Il reçut le nom de Topkapi et devint la résidence du sultan. Un magnifique jardin et des nombreux pavillons, dont un réservé aux femmes du sultan, en faisaient presque une ville dans la ville. Mehmed II voulait une capitale à l'image de ce qu'avait été Constantinople à son apogée et à la hauteur de l'empire considérable qu'il bâtissait et qu'il voulait universel.

Sylvain Gouguenheim est professeur d'histoire médiévale à l'Ecole normale supérieure de Lyon.

À LIRE de Sylvain Gouguenheim



Constantinople 1453
Perrin
« Champs de bataille »
368 pages
25 €

AUX PORTES DE VIENNE

Le Siège de Vienne, 1683 (détail), par Frans Ceffels, 1683-1694 (Vienne, Museum der Stadt). Alors que la capitale du Saint Empire est assiégée par les Turcs depuis le 14 juillet 1683, l'armée de secours menée par le roi de Pologne, Jean III Sobieski, arrive début septembre aux portes de Vienne et écrase les assaillants le 12. Cette victoire est le point de départ de la reconquête des territoires occupés par les Ottomans en Hongrie et dans les Balkans.

© WAH/AURIMAGES. www.aurimages.com





La Marche turque

Par Géraud Poumarède

Depuis la chute de Constantinople, en 1453, et jusqu'à la fin du XVII^e siècle, la progression des Ottomans en Europe ne semble connaître aucun frein, tant sur terre, par les Balkans, que sur mer, le long des côtes grecques et italiennes.

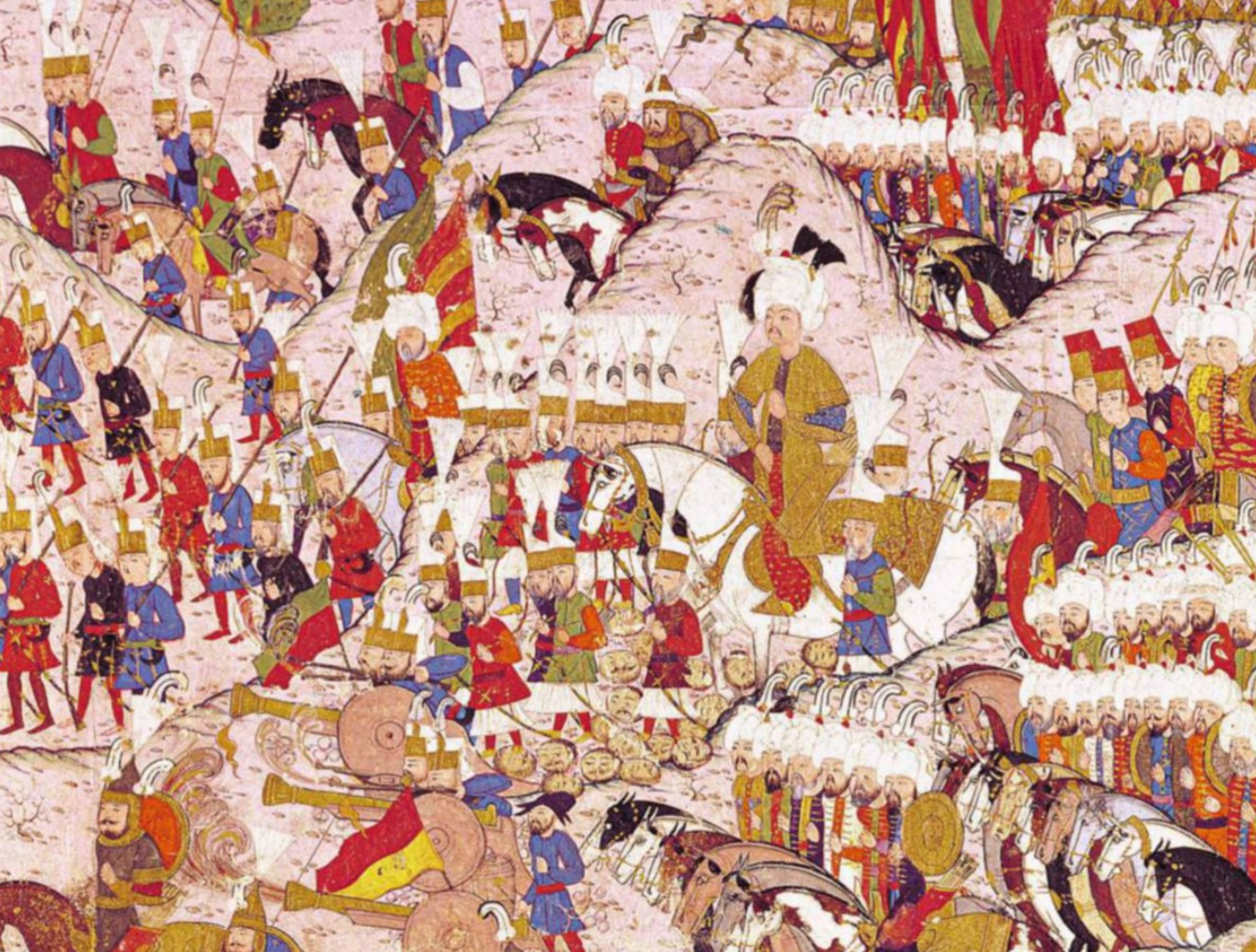


La chute de Constantinople peut nous apparaître comme la fin d'un monde. Pour les Ottomans, elle aurait pu constituer un aboutissement ; elle n'était en réalité qu'une étape d'une expansion européenne qui ne s'est pas interrompue pendant plusieurs siècles. Avec la prise de la ville par Mehmed II en 1453, s'ouvrit au contraire une période de confrontation directe entre la chrétienté occidentale et l'Empire ottoman, alors que les derniers vestiges des souverainetés grecques d'Orient disparaissaient : les despotats de Morée sont définitivement conquis en 1460 et l'empire de Trébizonde, sur les bords de la mer Noire, sombre l'année suivante. Les colonies génoises de Crimée, et notamment le port de Caffa, sont prises en 1475.

L'expansion ottomane se poursuit aussi dans les Balkans et se déploie désormais vers la Méditerranée. Mehmed II commence à laminer la présence latine en mer Egée, s'attaquant aux seigneurs génois, détruisant ce qui restait du duché florentin d'Athènes, prenant l'île d'Eubée aux Vénitiens en 1470. En 1480, ses navires tentent sans succès un débarquement dans l'île de Rhodes, possédée par les chevaliers de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem. Ils sèment aussi la terreur en Italie en s'emparant de la ville d'Otrante qui est mise à sac. Sur terre, la progression se fait au détriment des royaumes de Serbie et de Bosnie qui sont soumis peu à peu, tandis que l'Albanie est pacifiée après plusieurs décennies de révolte et que la Valachie entre dans l'orbite ottomane.

Les successeurs de Mehmed II poursuivirent dans cette voie. Bayezid II étend sa domination sur la Moldavie et s'empare de la quasi-totalité des points d'appuis vénitiens dans le Péloponnèse, au terme d'une guerre engagée contre la Sérénissime de 1499 à 1503. Les premières décennies du XVI^e siècle apportent encore leur lot de succès : Belgrade tombe en 1521, Buda est prise en 1526 et, trois ans plus tard, les armées de Soliman le Magnifique mettent le siège devant Vienne. La plus grande partie de la Hongrie est désormais sous contrôle ottoman et le même sort attend la Transylvanie. À l'est, les possessions des Habsbourg et, plus au nord, la Pologne servent désormais de frontières à la chrétienté latine. Sur mer, Rhodes tombe en 1522, l'île de Chio, dernier vestige de la présence génoise en mer Egée, est investie en 1566, et les Vénitiens perdent entre 1537 et 1540 les deux dernières places qu'ils contrôlaient en Morée et la plupart des îles de l'archipel qui demeuraient encore sous leur autorité. Trente ans plus tard, en 1570-1571, Chypre leur est ôtée par les troupes de Sélim II.

Les côtes de l'Italie, l'île de Malte, où se sont repliés les chevaliers de Saint-Jean, assiégés en 1565, la Sicile, la Sardaigne et la Corse, ainsi que les littoraux espagnols sont les nouvelles frontières maritimes de l'Occident. Ces rivages sont d'autant plus exposés que les Ottomans eux-mêmes ont étendu leur domination le long de la Méditerranée, anéantissant les Mamelouks de Syrie et d'Égypte, en 1516-1517, et se dotant ensuite de points d'ancrage en Afrique du Nord, à Alger, Tunis



© ARTOTHEK/LA COLLECTION. © LUISA RICCIARINI/OPALE.PHOTO. © BRIDGEMAN IMAGES.

PÉRIL EN LA DEMEURE Page de gauche, à gauche : *Attaque des remparts de Rhodes par les Ottomans*, extrait de *Gestorum Rhodie obsidionis commentarii*, de Guillaume Caoursin, vers 1483 (Paris, Bibliothèque nationale de France). Page de gauche, à droite : *Portrait de Mehmed II*, par Costanzo da Ferrara, vers 1450-1524 (Istanbul, palais de Topkapi). Ci-dessus : *Soliman le Magnifique à la bataille de Mohács*, 1526 (détail), école ottomane, extrait du *Hünernâme* ou *Livre de l'Excellence*, de Seyyid Lokman, 1579-1580 (Istanbul, palais de Topkapi).

et Tripoli. Ces places, bientôt désignées comme les régences Barbaresques, s'organisent en sociétés corsaires. Elles reposent sur une économie de la rapine, de la rançon et de l'esclavage, et poursuivent la lutte tout au long des XVI^e et XVII^e siècles, en menant à travers la Méditerranée un *djihad* maritime, qui exerce une menace constante sur la sécurité des littoraux européens et des navigations marchandes. On estime à plus d'un million les captifs européens pris par les corsaires barbaresques entre 1530 et 1780, dont près de 850 000 pour leur période d'activité la plus intense entre 1580 et 1680.

L'« ennemi commun » de la chrétienté

Cette expansion formidable de la puissance ottomane est l'un des faits majeurs de la période. Elle conduit à une simplification de la configuration géopolitique de l'Europe et de la Méditerranée, laissant la chrétienté occidentale face à un monde ottoman aux frontières dilatées. Elle alimente aussi, à travers l'Europe, une peur des Turcs, qui structure la conscience et l'identité de l'Occident. Les témoignages affluent sur les conquêtes des sultans : le cardinal Isidore de Kiev, présent à Constantinople au moment de l'entrée des troupes de Mehmed II, multiplie les lettres dans lesquelles il évoque les

horreurs commises : « Toutes les rues, les avenues et les ruelles, ruisselant de sang et de cruor, étaient pleines de cadavres éventrés et massacrés. » Désormais scrutée avec la plus vive inquiétude, chaque nouvelle entreprise des Turcs fait frémir les contemporains. Il en résulte un sentiment de subversion inexorable de la chrétienté, qu'exprime, par exemple, Erasme en 1530, après une série de campagnes conduites par Soliman en Hongrie : « Toute l'Asie Mineure, qui ne contient pas moins de douze peuples, toute la Thrace avec Constantinople (...), les deux Mysies d'Europe en direction du Danube, une grande partie de la Dacie, toute la Macédoine et toute la Grèce avec l'ensemble des îles de la mer Egée, appelées pour partie Sporades et pour partie Cyclades, subissent une dure servitude sous la domination turque. (...) Et toutes ces incursions meurtrières faites en Hongrie ? Et la mort de Louis, roi de Hongrie ? Et, dans cette présente année, ce même pays tout entier occupé avec cruauté, le roi Ferdinand chassé de son trône, Vienne assiégée avec la plus grande fureur et toute l'Autriche, au-delà de cette ville, dévastée avec une incroyable férocité ? »

Face à ce déferlement, nombreux sont ceux qui voient dans l'Ottoman l'« ennemi commun », qui menace l'existence même de la chrétienté et qu'il faut repousser et si possible abattre. A la





COUPS D'ARRÊT Ci-dessus : Soliman le Magnifique, école vénitienne, XVI^e siècle (Innsbruck, Schloss Ambras). Ci-dessous : Le Siège de Vienne, en 1529, par les troupes de Soliman le Magnifique (détail), extrait du *Hünername* ou *Livre de l'Excellence*, de Seyyid Lokman, 1579-1580 (Istanbul, palais de Topkapi). Page de droite : Episode de la bataille de Lépante, 1571 (détail), par Antonio de Brugada Vila, vers 1856 (Madrid, Museo del Prado).



charnière des XV^e et XVI^e siècles, les perceptions européennes du monde ottoman dessinent les contours d'une culture de l'antagonisme, qui exprime un réflexe identitaire de défense et de rejet. Des images s'entremêlent pour mieux affirmer l'altérité radicale et hostile des Turcs. Enracinée dans le passé de la croisade et nourrie d'une tradition séculaire de confrontation avec l'islam, celle de l'infidèle s'impose au premier plan. En 1517, le pape Léon X exhorte ainsi les princes européens à s'unir pour « *refouler les Turcs et autres infidèles installés à l'Orient et au Midi, qui ignorent la voie de la vraie lumière et du vrai salut à cause de l'obscurité de leur esprit, harcèlent la croix vivifiante sur laquelle Notre Seigneur a voulu de lui-même affronter la mort, (...) et se font les ennemis haïssables de Dieu et les persécuteurs acharnés de la religion chrétienne* ». Au référent religieux qui sature le combat contre les Turcs, les auteurs humanistes ajoutent aussi le motif du barbare. Ils font des Ottomans les descendants des Scythes, qui, aux marges orientales de l'Empire romain, le harcelaient. Cette barbarie des Turcs serait un mélange de brutalité sanguinaire, de luxure et d'ignorance, et Montaigne lui-même souligne combien les Ottomans sont formés à « *l'estimation des armes et au mépris des lettres* ». Pour les contemporains, ils incarnent l'*immanitas*, concept qui s'oppose exactement à celui d'*humanitas*. Enfin, soucieux d'analyser les fondements de la puissance des sultans, les Vénitiens mettent en avant, à partir de la fin du XVI^e siècle, la figure du despote et dénoncent un mode de gouvernement déréglé, fondé sur la contrainte et la terreur, guidé par les passions au lieu de la raison, qui imposerait aux sujets une obéissance « *si grande qu'elle frise l'indicible* ».

Reprendre Constantinople

Qu'il s'agisse de l'infidèle, du barbare ou du despote, toutes ces images composent une représentation du Turc qui est le double inversé de l'Européen et contribuent à stigmatiser l'ennemi pour mieux mobiliser contre lui les esprits et les cœurs. La menace ottomane justifie l'appel aux armes. Il ne s'agit pas seulement de stopper ses progrès, mais de détruire son empire en reprenant la ville de Constantinople, devenue sa capitale. Moins d'un an après sa chute, le duc de Bourgogne, Philippe le Bon, fait avec sa Cour réunie à Lille le 17 février 1454, à l'occasion d'un splendide banquet, le vœu de partir délivrer Constantinople, comme on promettait autrefois de libérer Jérusalem. S'il ne se met jamais véritablement en route, il n'en multiplie pas moins, jusqu'à sa mort, en 1467, les initiatives politiques, militaires, diplomatiques pour faire avancer le projet. Ses desseins croisent les efforts inlassables du pape Pie II (1458-1464) pour rassembler les souverains européens et les guider contre les Turcs, avec Constantinople pour objectif. Le duc de Bourgogne répond ainsi à l'appel pontifical, les Vénitiens promettent le soutien de leur flotte, le roi de Hongrie, Matthias Corvin, engage ses forces. Pie II s'avance jusqu'à Ancône pour prendre en personne la tête de l'expédition. Il y meurt en 1464, sans que celle-ci n'ait jamais véritablement pris forme. Si la plupart de



ses successeurs persistent tout au long du XV^e siècle à exhorter les souverains à s'unir et à se mobiliser pour lutter contre les Ottomans, force est de constater qu'au-delà de quelques vagues promesses, ils parviennent rarement à des résultats probants dans une Europe minée par les rivalités politiques et territoriales de ses souverains et par les conflits religieux qui procèdent de l'essor des Réformes protestantes.

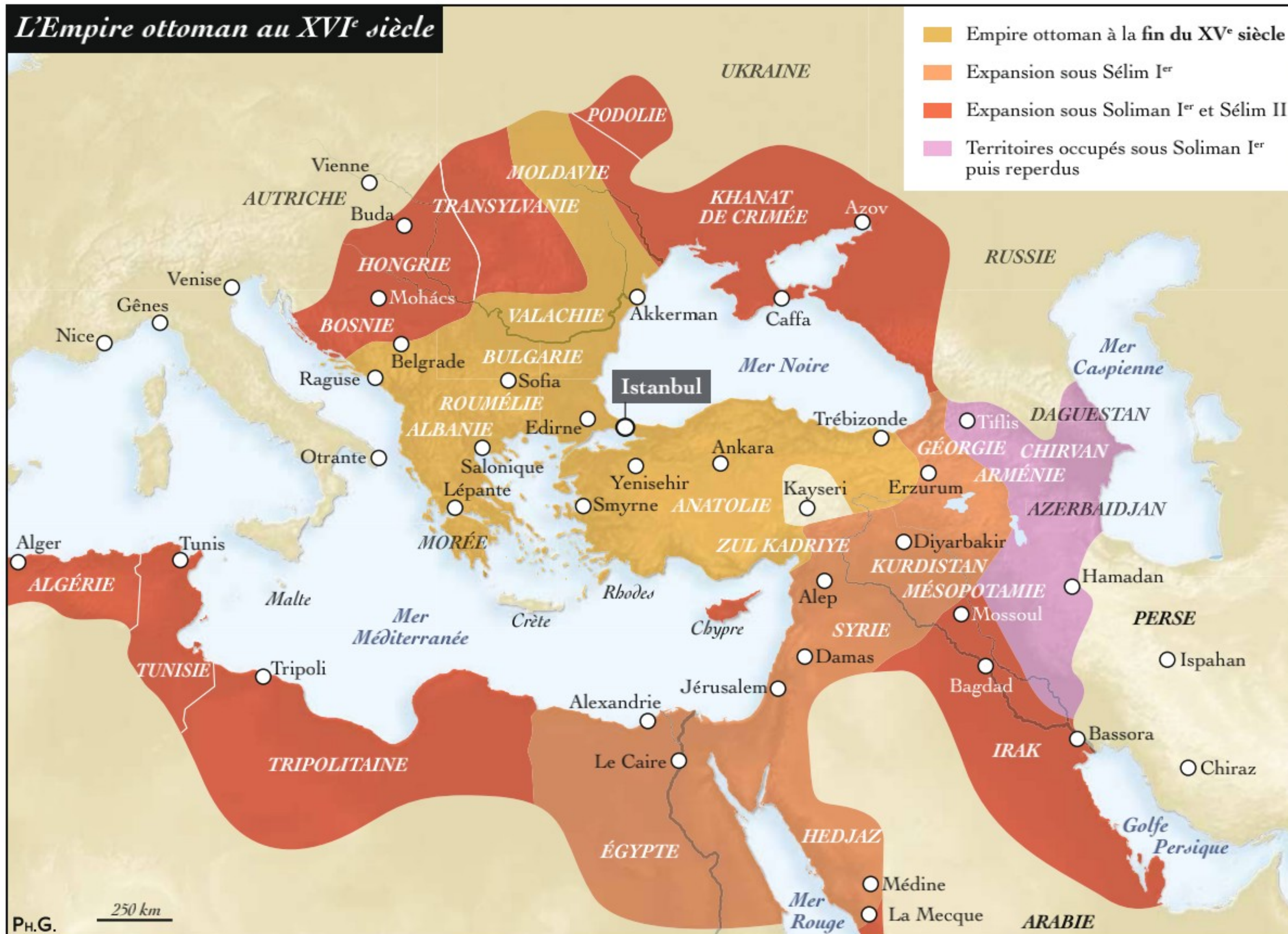
Les Saintes Liges, conclues à l'initiative de Paul III en 1538 et de Pie V en 1571 font néanmoins exception. Toutes deux sont négociées dans un climat d'urgence, lié à l'attaque des possessions vénitiennes de Corfou en 1537 et de Chypre en 1570 ; elles rassemblent, outre Rome et Venise, l'Espagne de Charles Quint, puis de Philippe II ; elles soulèvent une vague d'espoir, qui conduit les coalisés à prévoir le démantèlement de l'Empire ottoman qui suivra la victoire : l'« empire de Constantinople » reviendra aux Habsbourg, la Sérénissime République récupérera les territoires qu'elle a dû abandonner aux Turcs, les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem retrouveront Rhodes... Les Saintes Liges se révèlent cependant décevantes. Si les alliés unissent leurs flottes en Méditerranée orientale, leur collaboration est minée par des tensions constantes. Le bilan de la première demeure ainsi particulièrement terne, les Vénitiens accusant le commandant en chef des escadres chrétiennes, le Génois Andrea Doria, d'avoir esquivé le combat avec les Ottomans, lorsque les deux flottes ennemies se sont rencontrées à Préveza, le 27 septembre 1538. Le cas de la seconde est différent : l'éclatante victoire de Lépante, remportée par les coalisés qui détruisent la marine ottomane au large de la Grèce, le 7 octobre 1571, a un retentissement large et durable à travers toute l'Europe. Toutefois, ce succès reste sans lendemain sur le terrain : galvanisés par lui, les Vénitiens plaident pour que les alliés poussent aussitôt leur avantage jusqu'aux Détroits, voire jusqu'à Constantinople, et profitent des circonstances favorables pour abattre l'ennemi, mais ils ne sont pas entendus. Mobilisant les ressources de son empire, le sultan Sélim II

reconstitue en une saison la flotte qui vient d'être détruite. Les deux Saintes Liges s'achèvent sur un échec après quelques années de lutte : malgré les appels réitérés des papes, aucun autre souverain de premier plan ne vient rejoindre les coalisés ; surtout, déçus par la tournure des événements et soucieux du rétablissement de leur commerce du Levant, les Vénitiens négocient en secret avec les Ottomans et concluent avec eux des paix séparées, aussi bien en 1540 qu'en 1573.

Une autre voie

Le relatif isolement des belligérants des Saintes Liges et les retournements des Vénitiens éclairent une donnée nouvelle des relations avec l'Empire ottoman, celle de la composition et parfois de l'alliance. Désireux de maintenir leurs liaisons commerciales avec la Méditerranée orientale et de préserver un empire maritime dont les territoires s'étendent depuis l'Adriatique jusqu'à Chypre, les Vénitiens entretiennent très tôt des liens diplomatiques avec les Ottomans. Dès 1454, ils obtiennent le rétablissement à Constantinople de leur baïe, qui est à la fois le chef des communautés vénitiennes du Levant et le représentant diplomatique de la Sérénissime. Certes, la proximité croissante, et parfois l'imbrication, des deux empires vénitien et ottoman, est source de tensions fréquentes et parfois de conflits, qui se traduisent par un laminage des possessions vénitiennes, mais Venise se montre attachée, autant que possible, au maintien de relations pacifiées avec son voisin ottoman.

L'irruption des Ottomans sur le théâtre géopolitique euroméditerranéen en fait aussi des acteurs à part entière des conflits incessants qui s'y déroulent. Dès le XV^e siècle, les sultans ottomans sont parfois vus comme un recours par les souverains italiens confrontés à des luttes intestines et des liens sporadiques s'établissent. Après la bataille de Pavie, en 1525, la France se tourne à son tour vers Soliman le Magnifique. François I^{er} sollicite son soutien dans le conflit qui l'oppose à Charles Quint et un premier ambassadeur du roi, Jean de La Forest, s'établit à



Istanbul en 1535. L'alliance est d'abord militaire et scandalise une partie de la chrétienté : jusqu'à la paix de Cateau-Cambrésis en 1559, Français et Ottomans organisent à huit reprises des opérations maritimes communes en Méditerranée contre Charles Quint, puis son successeur Philippe II. Les liens se prolongent jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, la France déployant dans le Levant son commerce et ses réseaux consulaires, et revendiquant, au nom des rapports privilégiés qu'elle entretient avec la Porte ottomane, une protection des chrétiens. D'autres puissances font, par la suite, des choix similaires : les Anglais s'installent dans le Levant dans les années 1580, suivis par les Hollandais dans les années 1610.

Ces liens nouveaux, souvent étroits, favorisent l'essor des circulations entre l'Europe et le monde ottoman. Diplomates, mais aussi marchands ou encore curieux et voyageurs le parcourent et diffusent en Occident de nouvelles représentations de celui-ci, dont témoigne, par exemple, dès 1560, la publication de *La République des Turcs*, par Guillaume Postel.

L'auteur, qui a lui-même voyagé dans le Levant, y propose une vision à la fois apaisée et plus précise de l'Empire ottoman, et notamment de l'islam et de ses pratiques en son sein. Surtout, la complexité de cet empire, sa diversité géographique, son caractère multiethnique et multiconfessionnel se révèlent peu à peu aux yeux des Européens. L'importance des minorités chrétiennes et de leurs églises, consacrée par le rétablissement, par Mehmed II, dès 1454, du patriarcat grec de Constantinople, tout comme la présence d'une diaspora juive, viennent brouiller l'image antagoniste et radicale du Turc construite en Occident.

Les Turcs continuent cependant de menacer l'Europe mais leurs guerres n'impliquent que leurs voisins immédiats. Un glissement progressif du rapport de forces s'opère toutefois en faveur

RECONQUÊTE En haut : le règne de Soliman (1520-1566) marque l'apogée de l'expansion territoriale de l'Empire ottoman. Ses frontières ne changeront quasiment pas jusqu'en 1683, date à laquelle s'amorce un tournant en sa défaveur. Ci-contre : *Le Siège de Vienne, 1683, la bataille de libération menée par Jean III Sobieski, roi de Pologne*, par Jan Wyck, 1698 (Vienne, Museum der Stadt). Page de droite : *Catherine II dépose sur la tombe de Pierre le Grand les trophées de la bataille de Tchesmé pris aux Turcs, 1770*, par Andreas Caspar Hüne, 1791 (Saint-Petersbourg, palais de Tsarskoïe Selo).





de ces derniers. Entre 1645 et 1669, Venise parvient pratiquement seule à tenir tête aux forces du sultan qui ont envahi l'île de Crète. Certes, cette possession vénitienne finit par tomber, mais il n'en a pas moins fallu un quart de siècle aux Ottomans pour en venir à bout. A partir des années 1680, un mouvement de reconquête s'amorce en Europe orientale et dans les Balkans : en 1683, les Ottomans échouent devant Vienne, sauvée par l'arrivée d'une armée polonaise conduite par le roi de Pologne Jean III Sobieski. Impériaux et Polonais entament une contre-offensive et prennent l'avantage en Hongrie. Les Turcs reculent.

Depuis Rome, le pape Innocent XI œuvre à nouveau en faveur d'une Sainte Ligue et sollicite l'intervention de Louis XIV. Celui-ci pourrait armer sur mer et, tandis qu'Impériaux et Polonais combattraient sur terre, il « *irait porter la guerre dans la Grèce et jusques à Constantinople même* », finissant, une fois la victoire acquise, par se faire « *couronner empereur* » dans cette même ville. A défaut du roi de France, ce sont les Vénitiens qui se laissent décider par cette stratégie de la tenaille défendue par le souverain pontife pour s'emparer enfin de la capitale ottomane. Pour la première fois de leur histoire, ils prennent l'initiative de déclencher une guerre contre le sultan, après s'être alliés à l'empereur Léopold I^{er} en 1684. La guerre s'achève en 1699 par la paix de Karlowitz. Si Constantinople n'est pas tombée, les coalisés ont récupéré des territoires qui étaient pour certains d'entre eux passés depuis longtemps sous la domination ottomane : les Impériaux, qui conquièrent Buda en 1686, libèrent la majeure partie de la Hongrie et s'assurent du contrôle de la Transylvanie ; les Polonais reprennent la Podolie, que les Turcs leur avaient ravie en 1672 ; les Vénitiens occupent le Péloponnèse et ont progressé en Dalmatie.

Les ambitions impériales de la Russie

Un retournement s'amorce ainsi dans les dernières décennies du XVII^e siècle. Il est accentué par l'entrée en guerre de la Russie aux côtés de la Sainte Ligue, à partir de 1686. Ses souverains portent le titre de *tsar* (« *césar* ») et se voient en continuateurs de l'Empire

byzantin, alors que Moscou est présentée comme la « Troisième Rome ». Ils s'engagent dans une politique d'expansion en direction de la mer Noire, dont les littoraux septentrionaux sont occupés par les Tatars, vassaux des Ottomans, et cherchent à étendre leur protection sur les sujets orthodoxes des sultans. Un premier conflit, en 1676-1681, a fixé la frontière russo-ottomane sur le Dniepr et les pèlerins russes ont obtenu le droit de fréquenter librement les Lieux saints. La paix de Constantinople, en 1700, donne aux Russes la place d'Azov, au fond de la mer d'Azov, en même temps qu'elle les libère du tribut qu'ils payaient jusqu'alors aux Tatars ; ils installent aussi un représentant permanent à Istanbul. Les décennies suivantes sont plus incertaines : les avancées russes sont annulées par la courte guerre de 1710-1711, qui tourne au désastre pour Pierre I^{er}, mais Azov est finalement récupérée à l'issue du conflit de 1735-1739.

La guerre reprend sous le règne de Catherine II (1762-1796) et les progrès sont décisifs. Engagé par les Ottomans, un premier conflit (1768-1774) tourne pour eux à la déroute sous les applaudissements de l'Europe des Lumières. Dès novembre 1768, Voltaire encourage l'impératrice : « *Si jamais les Turcs doivent être chassés de l'Europe, ce sera par les Russes* », estime-t-il, avant de lui demander la permission « *de venir [se] mettre à ses pieds et de passer quelques jours à sa Cour, dès qu'elle sera établie à Constantinople* ». Un appel aux chrétiens de l'Empire ottoman est lancé, les invitant à la révolte contre le sultan : les Russes s'engagent dans un combat qui prend des allures de guerre sainte. Les armées de Catherine progressent en Kabardie dans le Caucase, en Crimée, ainsi qu'en Moldavie et en Valachie, tandis qu'une flotte russe pénètre en Méditerranée après avoir contourné l'Europe, vient soulever les Grecs du Péloponnèse et écrase la flotte ottomane à Tchesmé, en mer Egée, le 6 juillet 1770. Le traité de Kutchuk-Kaïnardji en 1774 consacre ces victoires : la Porte ottomane doit reconnaître l'indépendance des Tatars de Crimée, tandis que les Russes obtiennent des points d'appui dans cette péninsule, le libre accès à la mer Noire et un passage vers la Méditerranée par les



© FINEART/OPALE.PHOTO.

HOMME MALADE Ci-dessus : *Le Naufrage des navires turcs lors de la bataille de Tchesmé*, par Jacob Philipp Hackert, en 1770 (Saint-Pétersbourg, palais de Peterhof). A la fin du XVIII^e siècle, l'Empire ottoman doit faire face à un nouveau concurrent sur son flanc ouest, la Russie des tsars, qui sera sa grande rivale au siècle suivant. Dès 1853, le tsar Nicolas I^{er} le qualifiera d'« *homme malade de l'Europe* ».

Détroits ; la Kabardie, à l'est, est annexée ; l'ambassade russe est rétablie à Istanbul et des consulats sont ouverts dans l'Empire ottoman. Ils deviennent autant de relais de la propagande impériale à destination des Slaves et des Grecs, et de la protection que l'impératrice entend désormais pleinement exercer sur les sujets orthodoxes du sultan.

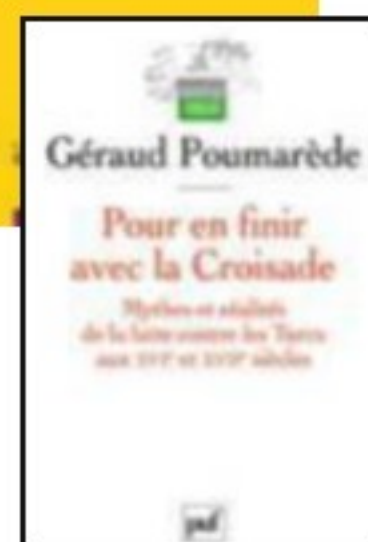
Ces premiers succès enhardissent Catherine II. Non seulement, elle consolide ses positions sur la mer Noire et proclame unilatéralement l'annexion de la Crimée en 1783, réalisant ainsi l'ambition séculaire de la Russie de se ménager un « accès aux mers chaudes », mais elle développe aussi l'ambitieux dessein d'en finir avec les Ottomans pour rétablir à leur place l'Empire byzantin. Dans une lettre à l'empereur Joseph II, en 1782, elle sollicite son concours pour « *délivrer l'Europe de l'ennemi du nom chrétien en le chassant de Constantinople* » et pour rétablir « *l'ancienne monarchie grecque sur les débris de la chute du gouvernement barbare qui y domine* ». L'impératrice compte sur le soutien des sujets orthodoxes du sultan, travaillés de courants prophétiques qui annoncent leur libération à l'arrivée d'un peuple étranger identifié avec les Russes ou le retour du dernier empereur byzantin Constantin XI Paléologue, qui rétablira Byzance. Né en 1779, le second des petits-fils de Catherine II, est opportunément prénommé Constantin, il reçoit une éducation à la grecque et semble destiné à régner un jour sur cet empire restauré. A l'initiative de la souveraine, la Cour russe devient philhellène. Des noms grecs sont donnés aux territoires conquis et la Crimée nommée Tauride. Les grands textes grecs sont traduits : l'*Odyssée* est publiée en 1776, l'*Illiade* en 1782.

Comme les grands projets de partage conçus autrefois par les Saintes Liges, le dessein grec de Catherine II resterait cependant lettre morte. Il n'en accompagnerait pas moins le resserrement des liens entre la Russie et les peuples orthodoxes des Balkans et porterait l'expansion russe le long des rives de la mer Noire. Celle-ci est confirmée, au XVIII^e siècle, par

une ultime guerre russo-ottomane, en 1787-1792, à l'issue de laquelle le sultan abandonne officiellement la Crimée à la Russie, qui acquiert en outre le port d'Otchakov, à l'embouchure du Dniepr. Ces gains territoriaux n'affectent encore l'Empire ottoman que sur ses marges. Celui-ci a tenu bon face à la poussée russe et il serait prématuré de le voir déjà comme « l'homme malade de l'Europe », sur lequel se penchera, au XIX^e siècle, le concert des nations afin d'en régler le sort. Mais les entreprises de Catherine II n'en ont pas moins jeté les ferments de ce qui deviendra, dans la période suivante, face au grand réveil des cultures et des identités, et à l'ambition des puissances européennes, la « question d'Orient ».

Géraud Poumarède est professeur d'histoire moderne à Sorbonne Université.

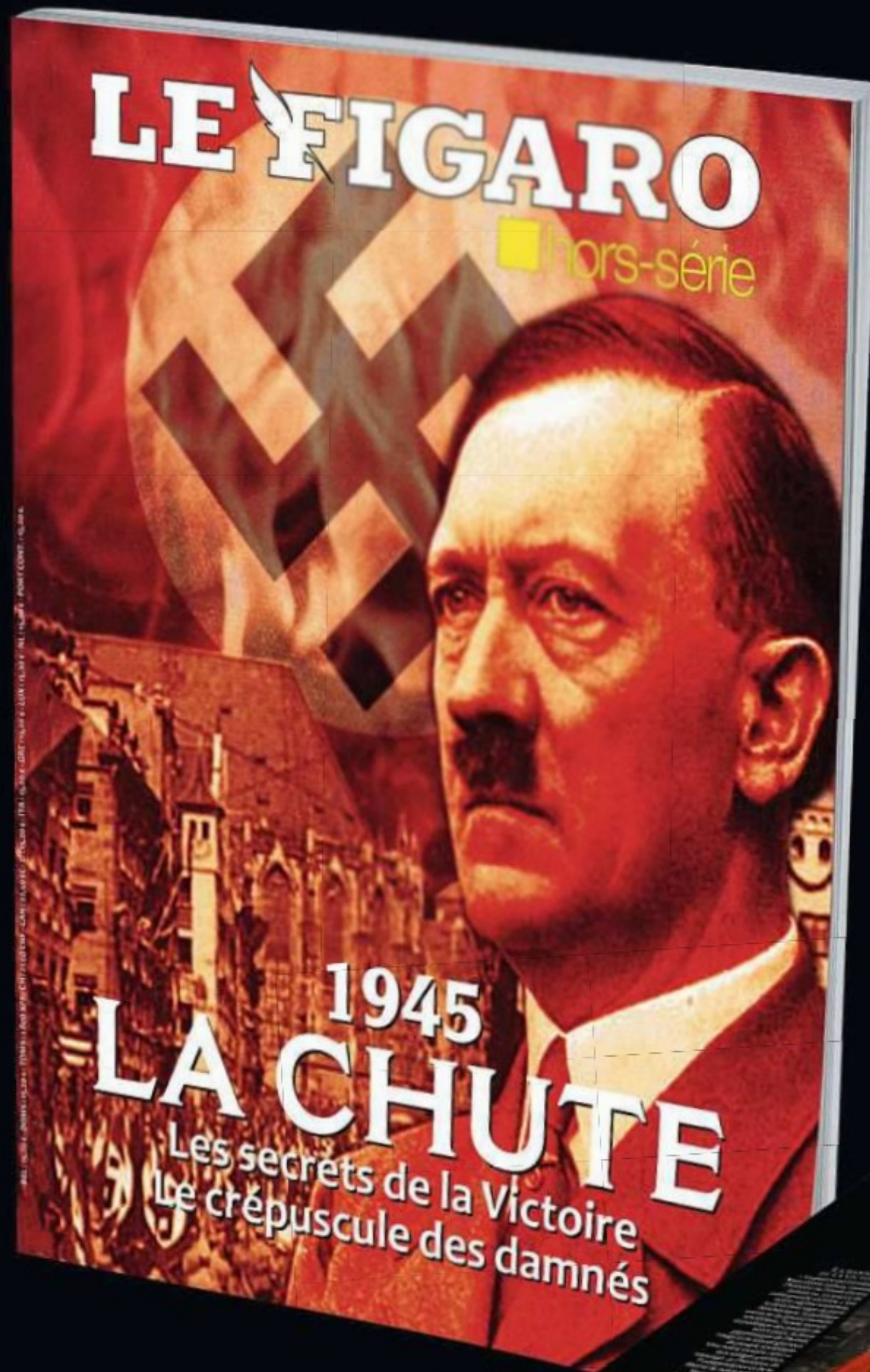
À LIRE de Géraud Poumarède



L'Empire de Venise et les Turcs, XVI^e-XVII^e siècle, Classiques Garnier, 740 pages, 54 €.
Pour en finir avec la Croisade. Mythes et réalités de la lutte contre les Turcs aux XVI^e et XVII^e siècles, PUF, 704 pages, 20,50 €.

LE FIGARO

■ hors-série



1945, LES SECRETS DE LA VICTOIRE

Le 8 mai 1945, l'Allemagne nazie capitule et met fin à six longues années de guerre dévastatrice en Europe. Partis d'Afrique du Nord, de Normandie et d'URSS, les Alliés ont avancé dans la douleur jusqu'à Berlin. La capitale du Reich est en ruine. Partout, on pleure, on célèbre la victoire ou l'on se souvient des morts. On commence aussi à juger les vaincus, leur terrible système concentrationnaire. L'ordre qui vient est encore flou, mais déjà les géants américains et soviétiques entrent en concurrence.

Comment la victoire a-t-elle été rendue possible ? Quels sacrifices ont marqué le chemin vers la paix ? Quelles furent les figures de ce tournant de l'histoire ? *Le Figaro Hors-Série* raconte les grandes batailles qui ont précipité la fin du conflit, l'immense effort de reconstruction qui s'ensuivit, et les tensions qui définirent un nouveau monde. Témoignages bouleversants, archives inédites, atlas de la campagne d'Allemagne : ce numéro offre un éclairage unique sur l'année 1945, ses espoirs et ses défis.



14[€]₉₀

164 pages, actuellement disponible
chez votre marchand de journaux et sur www.figarostore.fr/hors-serie



Retrouvez *Le Figaro Hors-Série* sur X et Facebook



Par Christine Gadrat-Ouerfelli

Les Manuscrits de la ville morte

C'est par le courant humaniste, qui naît en Italie au milieu du XIV^e siècle, et les contacts entre intellectuels byzantins et italiens que se diffuseront en Europe les textes grecs antiques.

EN COUVERTURE

82
HISTOIRE

La chute de Constantinople, le 29 mai 1453, vit affluer vers l'Italie un nombre important de réfugiés et de savants grecs avec leurs livres. Mais le transfert culturel du savoir gréco-byzantin vers l'Occident latin avait commencé bien avant. Les premiers mouvements importants de savants grecs vers l'Italie et d'Italiens vers le domaine grec datent d'un siècle plus tôt, au milieu du XIV^e siècle.

C'est à cette époque, en effet, que les premiers humanistes italiens commencent à s'intéresser à l'ensemble de la littérature antique, grecque et latine. Des intellectuels se mettent à parcourir l'Europe à la recherche de manuscrits anciens, soucieux de retrouver des textes disparus ou bien de remonter aux originaux afin de se procurer des écrits exempts des erreurs que les copistes ont pu accumuler pendant des siècles de transmission manuscrite. L'un des premiers d'entre eux, Pétrarque (1304-1374), qui vit alors en exil à Avignon, effectue ainsi, dans les années 1330, un important voyage vers le nord de l'Europe et y découvre plusieurs manuscrits dormant dans les riches bibliothèques monastiques. Si les humanistes recherchent d'abord des œuvres de l'Antiquité latine, ils étendent rapidement leur curiosité aux textes grecs. Pétrarque lui-même possédait deux manuscrits en grec (un de l'*Illiade* et un de Platon), mais déplorait de ne pas pouvoir les lire.



Si la connaissance du grec en Occident est documentée à plusieurs reprises tout au long du Moyen Âge, elle demeure cependant une exception, le fait de milieux particuliers, comme la Cour ottonienne ou la Sicile, et de quelques hommes isolés, tel Guillaume de Moerbeke, dominicain et archevêque de Corinthe, mort en 1286, qui traduisit notamment *La Politique* d'Aristote. Ces quelques cas restent tout à fait exceptionnels ; dans leur très grande majorité, les intellectuels occidentaux ne maîtrisent pas le grec.

Leçons de grec

La nécessité d'un apprentissage du grec se fait par conséquent ressentir chez les humanistes, qui prennent conscience de

cette lacune dans leur formation. Pétrarque lui-même essaya d'apprendre cette langue auprès de Barlaam de Seminara, mort en 1348, théologien grec d'origine calabraise envoyé auprès de la papauté d'Avignon pour représenter l'Eglise grecque. Mais il fallut attendre la fin du XIV^e siècle pour voir la mise en place d'une vraie formation de grec. C'est le chancelier de la république de Florence, Coluccio Salutati (1331-1406), lui-même humaniste, qui fit venir le lettré et diplomate byzantin Manuel Chrysoloras en 1397. Il envoya Jacopo Angeli da Scarperia († 1410) le chercher à Constantinople et le chargea d'acheter des livres, dont il donnait la liste : entre autres, Plutarque, Homère, Platon, des traités de métrique et des dictionnaires. Le riche banquier florentin Palla Strozzi (1372-1462) appuya le projet en faisant lui aussi acheter des livres pour servir à l'enseignement de Chrysoloras à Florence, dont la *Géographie* de Ptolémée, qui une fois traduite en latin par Jacopo Angeli en 1409, connut un retentissement important auprès des géographes et des cartographes du XV^e siècle. L'enseignement de Chrysoloras à Florence rencontra un réel succès ; ses élèves, nombreux, devinrent pour beaucoup à leur tour professeurs de grec. Mais en 1400, il quitte la cité toscane pour Pavie, où il est appelé par le duc de Milan, Gian Galeazzo Visconti.

Les humanistes qu'il a formés se préoccupent non seulement d'apprendre et

d'enseigner le grec, mais ils cherchent aussi à mettre à la disposition du plus grand nombre les œuvres grecques en établissant des traductions. Parmi les textes traduits alors figurent Homère, Plutarque, Hérodote, des œuvres de philosophie (Platon et Aristote) et de rhétorique (Démosthène, Eschine). On s'intéresse aussi aux Pères de l'Eglise : par exemple, Leonardo Bruni (1370-1444), futur historien de Florence, traduit le traité de saint Basile sur la valeur de la littérature profane, à côté de ses traductions d'œuvres de Platon.

Certains des élèves de Chrysoloras poursuivent leur apprentissage du grec par un séjour à Constantinople, comme Garin de Vérone (1374-1460), qui s'y rend de 1403 à 1408, où il parfait sa connaissance de la langue et suit une formation en rhétorique. De retour à Venise, il entreprend d'y enseigner le grec, de former des élèves et de produire plusieurs traductions, dont la *Vie d'Alexandre* et d'autres *Vies des hommes illustres* de Plutarque. La fin de sa carrière se déroule à Ferrare, où il enseigne à l'université créée en 1442. Sa dernière traduction, réalisée à la demande du pape humaniste Nicolas V (1447-1455), est une œuvre importante : la *Géographie* de Strabon.

Autre humaniste ayant voyagé en Grèce, le Sicilien Giovanni Aurispa (1376-1459) en rapporte, en 1423, plus de deux cents livres, qui viennent opportunément enrichir les collections italiennes. Deux ans plus tard, Aurispa obtient la chaire de grec à Florence et forme à son tour plusieurs disciples, dont Lorenzo Valla (1407-1457). Ce dernier, rendu célèbre par sa démonstration de l'inauthenticité de la *Donation de Constantin* (document censé justifier le

GENS DE LETTRES

Page de gauche : *Portrait de Manuel Chrysoloras, coiffé d'un bonnet et tenant un livre*, par Paolo di Dono dit Ucello, début du XV^e siècle (Paris, musée du Louvre). Ci-contre : *Portrait du cardinal Bessarion*, par Juste de Gand et Pedro Berruguete, XV^e siècle (Paris, musée du Louvre). Sa collection de livres et manuscrits constitue le fonds originel de la bibliothèque Marciana à Venise.





pouvoir temporel du pape), est aussi un traducteur d'auteurs grecs, notamment de textes historiques, comme ceux de Thucydide et d'Hérodote, qu'il traduit à la demande de Nicolas V.

Il convient également de mentionner Cyriaque d'Ancône (1391-1452), marchand et antiquaire italien, qui effectue de nombreux voyages en Orient (non seulement à Constantinople, mais aussi à Chypre, Rhodes, dans les Cyclades, en Syrie et en Asie Mineure), d'où il rapporte des copies d'inscriptions, notamment grecques, des objets précieux et antiques, mais aussi des manuscrits qu'il revend en Italie à des collectionneurs. Sans avoir, semble-t-il, accumulé une importante collection personnelle, il joue un rôle de passeur et permet à des textes grecs de parvenir en Italie et d'être ainsi sauvegardés face à l'avancée des conquêtes ottomanes.

Ceux qui ont l'occasion de voyager dans le monde grec en informant leurs correspondants et amis restés en Italie et leur font part des ouvrages qu'ils trouvent et rapportent. Les savants et les lettrés se lient en effet d'amitié, échangent des correspondances, forment des cercles dans lesquels ils se rencontrent, parfois dans l'entourage de princes comme à Ferrare ou à Florence. Si l'art de la conversation et du débat, notamment philosophique, est mis à l'honneur dans ces réunions savantes, on sait que les participants échangeaient aussi des livres et que de véritables cabinets de lecture s'étaient constitués, permettant une active circulation d'ouvrages. Cette pratique de cénacles savants semble liée à la présence de savants grecs, en particulier à Venise et à Florence. Le mot « académie » pour désigner ces réunions de lettrés

apparaît au milieu du XV^e siècle et semble provenir de Georges Gémiste Pléthon († 1452), intellectuel byzantin venu en Italie à l'occasion du concile de Florence.

Le concile de Ferrare-Florence constitue un moment fort de rencontres entre intellectuels byzantins et italiens. Commencé à Bâle en 1431, puis transféré à Ferrare par le pape Eugène IV en 1437, avant de se tenir à Florence à partir de 1439, ce concile œcuménique rassemble des cardinaux et des prélats de toute la chrétienté latine, mais aussi des Eglises orientales. L'un des points à l'ordre du jour est, en effet, la question de l'union des Eglises grecque et romaine, qui fut proclamée en 1439 (tout comme l'union avec les Arméniens, les Coptes ou les Maronites). Plusieurs savants et théologiens byzantins accompagnent l'empereur byzantin Jean VIII Paléologue en Italie pour participer aux débats.

Bessarion (1408-1472) est un personnage important de cette délégation. Après la clôture du concile, il est fait cardinal par le pape en 1439 et s'installe en Italie. Etabli principalement à Rome, il cherche à mobiliser les puissances latines pour qu'elles apportent à Constantinople une aide contre les Ottomans. Son activité intellectuelle se concentre sur la traduction et le commentaire d'œuvres grecques en latin (Xénophon, Aristote, Platon), langue dont il a une maîtrise supérieure à celle de ses contemporains byzantins, ce qui lui vaut le qualificatif que lui donne Lorenzo Valla : « *inter Graecos latinissimus, inter Latinos graecissimus* » (« le plus latin des Grecs, le plus grec des Latins »). Il anime une académie qui rassemble autour de lui d'autres humanistes grecs ou grécophiles, dont Lorenzo Valla et Théodore Gaza († 1478). Celui-ci, né à Thessalonique, mais réfugié en Italie dès 1429, officie d'abord comme professeur de grec à Ferrare avant de rejoindre la cour de Nicolas V à Rome et d'y traduire plusieurs traités d'Aristote. Il est également l'auteur d'une grammaire grecque destinée à l'enseignement de cette langue.

Bessarion et ses disciples s'opposent à un autre humaniste grec, Georges de Trébizonde (1396-1472), au sujet de Platon. D'origine crétoise, formé au latin à Venise (notamment par Garin de Vérone), puis à

Padoue, Georges de Trébizonde acquiert la citoyenneté vénitienne en 1420 et devient protonotaire apostolique en 1440. Il se consacre alors aux traductions d'œuvres d'Aristote et de Platon, jugeant le premier nettement supérieur au second. En 1453, dans son traité *Sur la vérité de la foi des chrétiens*, il affirme la légitimité de Mehmed II (1444-1481) de gouverner sur le monde, ce qui lui vaut d'être décrié par les autres humanistes, qui critiquent également ses compétences de traducteur.

La prise de Constantinople par les Ottomans, le 29 mai 1453, est vécue comme un traumatisme par les lettrés byzantins et leurs amis humanistes. Après la chute de la ville, le sultan Mehmed II ordonne un sac de trois jours, pendant lesquels les monastères et les églises sont pillés. Lauro Quirini, Vénitien installé en Crète, où il recueille le témoignage de réfugiés venant de Constantinople, évoque le chiffre (invérifiable) de plus de 120 000 ouvrages détruits par les soldats ottomans. Un autre témoignage, celui de l'historien byzantin Doukas, parle de livres innombrables chargés sur des bateaux et vendus à vil prix par les pilliers. S'il est bien entendu impossible d'avoir des chiffres précis sur la destruction et la dispersion des livres présents à Constantinople lors du sac, il est cependant évident que l'événement causa la perte irrémédiable de manuscrits anciens et de textes rares.

La chute de la capitale byzantine ne met toutefois pas un terme à la recherche de





MANUSCRITS PRÉCIEUX Page de gauche, en haut : Pétrarque (1304-1374), anonyme, XVI^e siècle (Turin, Galleria Sabauda). Le poète italien est l'un des premiers humanistes à s'être mis en quête de manuscrits antiques originaux. Page de gauche, en bas : page d'un manuscrit des *Ennéades* de Plotin, traduit du grec en latin par Marsile Ficin, XV^e siècle (Florence, Biblioteca Medicea Laurenziana). Ci-dessus : carte du monde d'après Claude Ptolémée (v. 100-168), manuscrit du XV^e siècle (Venise, Biblioteca Marciana). L'un des ouvrages majeurs du savant grec, la *Géographie*, fut traduit en latin en 1409 par Jacopo Angeli. Il sera une véritable bible pour les cartographes du XV^e siècle.

manuscrits grecs par les humanistes. Au contraire, la menace que fait peser le sultan ottoman sur l'ensemble de la Méditerranée orientale pousse les lettrés à vouloir « sauver » les collections précieuses d'autres villes et monastères du monde grec, pas encore tombés sous domination ottomane.

Naissance des bibliothèques publiques

Conscients de l'importance de l'héritage qu'ils parviennent à recueillir, les humanistes se préoccupent aussi de mettre à la disposition du plus grand nombre les manuscrits ainsi rassemblés. Pétrarque exprimait déjà cette volonté lorsque en 1370 il légua sa riche collection de livres à la ville de Venise afin d'y ouvrir une bibliothèque libre d'accès aux savants. Ce projet n'aboutit pas, mais un siècle plus tard, Bessarion reprend cette idée. Bibliophile, soucieux de sauvegarder le patrimoine grec, il a rassemblé une importante collection d'ouvrages, dont une grande partie d'auteurs classiques. Lorsque ces volumes arrivent à Venise en 1468, un inventaire est dressé et recense 482 livres grecs. Selon ses souhaits, ces livres doivent être mis à la disposition du public ; ils forment le fonds d'origine de la bibliothèque Marciana.

A Florence, les humanistes bénéficient de deux bibliothèques qui leur sont ouvertes. La première est constituée de la collection rassemblée par Palla Strozzi, qui fit

venir des manuscrits en grec et fut titulaire de la chaire d'enseignement de cette langue. La seconde est celle formée par le legs de Niccolò Niccoli († 1437), qui a déjà recueilli les volumes possédés par Coluccio Salutati, au couvent dominicain de San Marco. L'ensemble est constitué d'environ 250 volumes, dont une soixantaine en grec. En 1443, cette bibliothèque est renforcée par l'apport d'un autre humaniste, Poggio Bracciolini (en français Le Pogge), et devient la bibliothèque publique Medicea (future bibliothèque Laurentienne).

Un projet similaire voit le jour à Rome, sous le pontificat de Nicolas V, qui encourage le cercle humaniste de Bessarion et de ses disciples. L'ambition du pape est de former une bibliothèque complète de tous les écrits latins, y compris les traductions latines de textes grecs. Afin d'accroître cette dernière composante, Nicolas V commande des traductions à plusieurs humanistes, en particulier à Lorenzo Valla ou à Garin de Vérone, comme on l'a vu. Avant d'accéder à la papauté, celui qui s'appelle alors Tommaso Parentucelli, compose, à la demande de Cosme de Médicis, un *Canon* bibliographique indiquant quels textes doivent être rassemblés dans une bibliothèque. Il s'agit d'un véritable programme intellectuel, exposant tous les textes fondamentaux de la culture humaniste : les écrits fondateurs des deux traditions religieuses

grecque et latine, ainsi que les textes profanes et philosophiques des deux Antiquités. Une fois devenu pape, Nicolas V applique ce programme à la bibliothèque qu'il cherche à constituer à Rome. L'énorme collection de livres qu'il rassemble forme le noyau de la future bibliothèque vaticane.

Dans ce mouvement de transmission du savoir grec à l'Occident latin, deux villes ont joué un rôle pionnier : Florence, où se concentrent les premiers humanistes, et Venise, port d'entrée des Byzantins en Italie. D'autres cités italiennes ont participé à la diffusion de ce savoir, comme Rome avec la cour pontificale, ou encore Ferrare et Pavie, où des universités créées par les grands seigneurs locaux (respectivement les Este et les Visconti) ont intégré très tôt l'enseignement du grec. Les humanistes italiens et les Byzantins venus en Italie (que ce soit à l'occasion du concile de Ferrare-Florence ou comme réfugiés) ont sauvé un grand nombre de manuscrits et de textes grecs. Grâce à leurs traductions et à la diffusion de ces œuvres (qui s'accroît avec l'arrivée de l'imprimerie), le savoir grec fait désormais partie du bagage intellectuel commun aux lettrés européens.

Christine Gadrat-Ouerfelli est membre du Laboratoire d'archéologie médiévale et moderne en Méditerranée (LA3M, CNRS-Aix-Marseille Université).

Entre la Tiare et le Turban

Empereurs et papes, dignitaires de l'Eglise et conseillers à la Cour, soldats et marchands, ils ont participé ou assisté à la chute de l'Empire byzantin.



MEHMED II (1432-1481)

Fils du sultan ottoman Murad II, il accède au pouvoir en 1444, à l'âge de 12 ans, sous la tutelle du grand vizir Çandarlı Halil Pacha. Toutefois, des tensions apparues à la Cour obligent Murad II à revenir sur le trône en 1446. Mehmed accède à nouveau au sultanat après la mort de son père en 1451. Après une courte campagne contre l'émirat des Karamanides, en Asie Mineure, il se tourne contre la capitale de l'Empire byzantin, décidé à mettre fin à l'existence d'un pouvoir chrétien indépendant au cœur de l'Empire ottoman. Sa victoire, en 1453, lui vaut un grand prestige dans le monde musulman (il acquiert le surnom de Fatih, « le Conquérant ») et lui permet de se présenter comme l'un des principaux souverains de l'Islam, rivalisant même avec le sultan mamelouk d'Egypte. Après quelques hésitations, il fait de Constantinople sa nouvelle capitale, entreprenant de nombreux travaux et son repeuplement. Tout au long de son long règne, Mehmed II réalise de nombreuses campagnes militaires qui lui permettent d'élargir considérablement son territoire : en 1459, il soumet les derniers territoires du despotat serbe. Un an plus tard, c'est le tour du Péloponnèse et, en 1461, de la ville de Trébizonde, dernier bastion chrétien en Asie Mineure. De 1463 à 1479, il s'engage dans une terrible guerre contre la république de Venise, qui se termine après la conquête ottomane de l'Albanie. D'autres territoires dans les Balkans, comme la Valachie, la Bosnie ou l'Herzégovine tombent sous la domination ottomane sous le règne de Mehmed II ; d'autres, comme la Moldavie ou la Crimée, acceptent le statut de vassal. A l'intérieur de l'Etat, Mehmed II entreprend d'importantes réformes ; il renforce le pouvoir du souverain et réorganise l'administration, adoptant, par exemple, un nouveau code de lois (*kanunname*). Vis-à-vis des populations et des établissements chrétiens de l'Empire ottoman, Mehmed II s'inscrit dans la continuité de ses prédécesseurs, respectant la liberté de culte des chrétiens, toutefois soumis au statut de *dhimmi*, ainsi que les biens et propriétés des monastères et des églises. En janvier 1454, il décide ainsi de restaurer le patriarcat orthodoxe de Constantinople, dont il confie la charge au moine byzantin Gennadios Scholarios.



LUCAS NOTARAS (VERS 1390-1395-1453)

Il est issu d'une famille de marchands originaire de la ville Monemvasia, dans le Péloponnèse, qui s'était établie à Constantinople vers la moitié du XIV^e siècle. Son père Nicolas avait bâti une très grande fortune grâce à son étroite collaboration avec des marchands occidentaux, surtout des Italiens, et remplissait d'importantes fonctions à la Cour, comme celles d'interprète officiel et d'ambassadeur en Occident. A sa mort, en 1423, Nicolas avait la charge de *mésazôn*, qui était le principal conseiller de l'empereur. Lucas devient alors l'héritier d'une colossale fortune familiale, entreposée en grande partie dans des banques à Gênes et à Venise. Il épouse une princesse de la très haute aristocratie de l'empire et commence une carrière politique qui le conduit aussi à la charge de *mésazôn* sous les derniers empereurs byzantins, Jean VIII et Constantin XI Paléologue. En 1453, il était l'homme le plus puissant de l'empire après l'empereur. On lui a attribué traditionnellement la fameuse phrase « *plutôt le turban du sultan que la tiare du pape* » pour exprimer son refus à la politique d'union des Eglises. Mais sa position semble avoir été beaucoup plus nuancée, puisqu'il soutint la politique de ses souverains dans leur rapprochement avec Rome. Lors de la préparation du siège de la capitale, il contribue par sa fortune à la réfection des murailles et à l'acquisition d'armes. Il prend aussi une part active à la défense en dirigeant les troupes dans le secteur de la Corne d'Or. Le 29 mai, il est fait prisonnier avec sa famille et racheté par le sultan lui-même, qui pendant un moment songe à lui confier l'administration de Constantinople. Mais les pourparlers entre les deux hommes échouent finalement et Lucas est exécuté avec ses deux fils aînés. Quant à son fils cadet, Jacques, il intègre le harem du sultan en qualité d'otage. Ses filles sont rachetées à l'initiative du patriarche en exil à Rome, Grégoire III, grâce à l'argent déposé dans les banques italiennes. L'une d'elles, Anna, s'installe à Venise, où elle joue un rôle très important auprès de la communauté byzantine exilée.

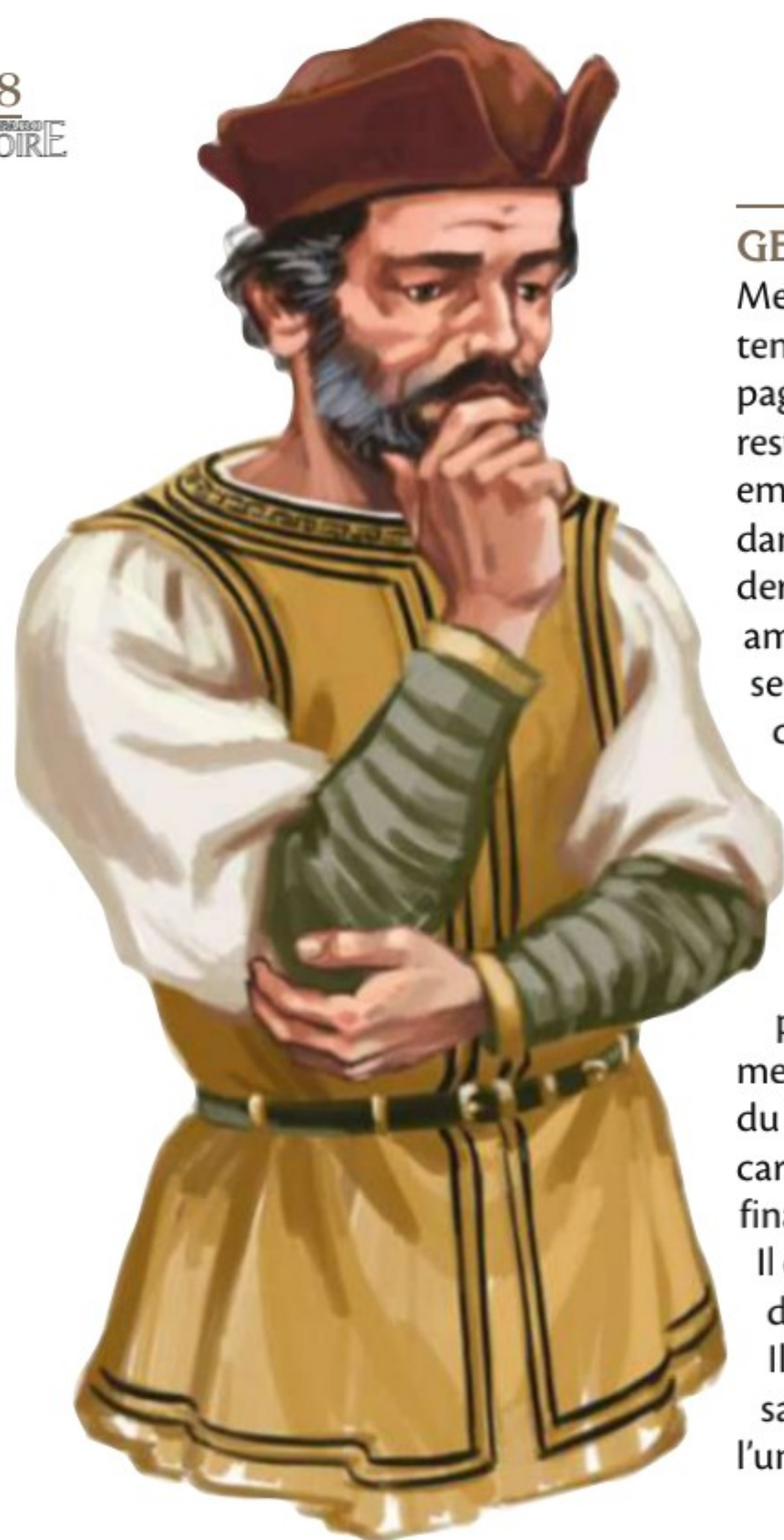
GIOVANNI GIUSTINIANI LONGO (1418-1453)

Fils cadet du noble Bartolomeo Giustiniani Longo et de son épouse Linora Spinola, il appartient à une riche famille génoise qui avait des connexions avec le monde byzantin ; son grand-père Antonio Giustiniani Longo avait été membre de la corporation marchande qui dirigeait autrefois l'île de Chio (la Mahone de Chio). Lié au clan des Campofregoso, Giovanni obtient en 1448 la charge, très convoitée, de consul du comptoir de Caffa, en mer Noire, à la faveur de l'accès au dogat de Giano Campofregoso un an auparavant, en janvier 1447. Après son mandat à Caffa, Giovanni s'arrête à Constantinople au printemps 1451, où il s'entretient avec l'empereur Constantin XI, qui le charge d'agir comme intermédiaire auprès du nouveau doge génois, Pietro Campofregoso, pour l'obtention de la main de la veuve du duc de Milan. Toutefois, avant de rentrer à Gênes, Giovanni s'installe dans l'île de Chio, qu'il utilise comme base d'opérations pour s'adonner à la piraterie, en particulier contre des marchands d'autres Etats latins. Il rentre finalement à Gênes en octobre 1451. Un an plus tard, il décide, en concertation avec le doge, de se mettre au service de l'empereur byzantin pour défendre Constantinople, déjà sous la menace des Ottomans. Il arrive dans la capitale byzantine le 26 janvier 1453, à la tête d'une petite flottille et d'un bataillon d'environ 700 hommes. Nommé par Constantin XI chef de la défense de la ville, il reçoit le titre de *protostrator*. Sa décision de se retirer à cause d'une terrible blessure aurait été décisive lors de l'assaut final, le 29 mai. Profitant du chaos régnant et des débuts du pillage de la ville, il réussit à s'enfuir sur l'une de ses nefes mais, arrivé à Chio, il meurt le 1^{er} août des suites de sa blessure.



LÉONARD DE CHIO (VERS 1395-1459)

Né dans l'île de Chio, d'origine modeste, il entre très jeune dans l'Ordre dominicain, étudiant à Gênes puis dans d'autres villes d'Italie. En 1429, il est nommé vicaire général de la Société des Frères pègrinants en Orient (branche de missionnaires de l'Ordre dominicain) et en 1431, inquisiteur de la Société en Orient. En 1430, il est chargé d'une ambassade à Constantinople, dans le cadre des préparatifs du concile de Ferrare-Florence en vue de l'union des Eglises. En 1444, il est nommé par le pape Eugène IV archevêque de Mytilène (île de Lesbos), alors sous domination de la famille génoise des Gattilusio, mais nominalement sous autorité byzantine. Très engagé dans le débat religieux, Léonard est l'auteur de plusieurs traités de polémique, dans lesquels il adopte une attitude très agressive à l'égard des Byzantins. En 1452, il se rend à nouveau à Constantinople, cette fois en compagnie du cardinal Isidore de Kiev, afin d'obtenir des autorités byzantines la proclamation de l'Union de Florence de 1439 et la condamnation de ses opposants, en particulier du chef de la Synaxe orthodoxe, le moine Gennadios Scholarios. Après la conquête de Constantinople, il est fait prisonnier par les Ottomans et racheté peu après dans des conditions inconnues. Installé dans les mois suivants dans le comptoir génois de Péra, il agit pour le rachat d'autres religieux latins captifs et en profite pour acquérir pour son compte un grand nombre de livres volés du monastère franciscain de Constantinople. Sa longue lettre au pape Nicolas V, achevée le 19 août 1453, fournit sa version de la conquête ottomane de Constantinople et constitue l'un des témoignages contemporains les plus riches sur l'événement. Léonard passe les dernières années de sa vie à essayer d'obtenir de l'aide pour la défense de l'île de Lesbos.



GEORGES SPHRANTZÈS (1401-1477)

Membre de la haute aristocratie byzantine, Georges Sphrantzès a fréquenté dès sa plus tendre jeunesse la cour de Constantinople. En 1417, alors qu'il n'a que 16 ans, il est nommé page du prince Thomas Paléologue par l'empereur Manuel II, accédant ainsi au cercle très restreint de la famille impériale. A cette époque, Sphrantzès se lie d'amitié avec le futur empereur Constantin XI, entrant à son service à partir de l'an 1427 et s'installant auprès de lui dans le Péloponnèse. En 1429, il participe aux côtés de son maître à la prise de la ville de Patras, dernière place forte de la principauté latine d'Achaïe. Il est chargé par Constantin de plusieurs ambassades auprès de Murad II et des autres seigneurs de la région, turcs et latins. Sphrantzès se montre toujours un loyal serviteur du futur empereur, le soutenant dans les différents conflits que ce dernier entretient avec ses frères pour le contrôle des derniers territoires de l'empire. En 1438, il épouse Hélène Tzamlakonissa, appartenant aussi à une prestigieuse famille de l'aristocratie byzantine. Après la mort de Jean VIII, en 1448, il est chargé d'annoncer au sultan l'accession au trône de Constantin XI. Durant ces années, il continue son activité frénétique d'ambassadeur, qui le conduit en Géorgie, à Trébizonde, dans le Péloponnèse et même à Chypre. En 1453, après la prise de la capitale, il est fait prisonnier par les Ottomans avec toute sa famille. Après leur rachat, il s'installe dans le Péloponnèse et se met au service de Thomas Paléologue, qu'il suit dans l'île de Corfou après la conquête ottomane du Péloponnèse en 1460. Réduit à un état de misère, il se rend en 1466 en Italie auprès du cardinal Bessarion et des fils de Thomas, André et Manuel Paléologue, afin d'obtenir de l'aide financière, mais sans grand succès. En 1468, il prend, avec sa femme, l'habit monastique à Corfou. Il est attesté pour la dernière fois à l'été 1477. Sphrantzès est l'auteur d'une chronique, rédigée durant les dernières années de sa vie, qui raconte l'histoire de l'Empire byzantin au XV^e siècle. Il y passe toutefois rapidement sur les événements de la prise de Constantinople, incapable sans doute d'affronter un souvenir très douloureux pour lui. Cette chronique est néanmoins l'un des rares témoignages que nous possédions d'un Byzantin contemporain des événements.

GEORGES/GENNADIOS SCHOLARIOS (VERS 1400-PEU APRÈS 1472)

Né à Constantinople au début du XV^e siècle, Georges Scholarios s'est d'abord consacré à l'enseignement en ouvrant une école de philosophie dans la capitale de l'empire. Il fait ensuite une belle carrière dans l'administration, accédant vers 1436-1437 au poste de juge général des Romains, la plus haute charge judiciaire de l'empire, et à celui de secrétaire de l'empereur Jean VIII Paléologue. Il fait partie de la délégation byzantine qui se rend au concile de Ferrare-Florence en 1437-1439, lors duquel il se montre favorable à l'union des Eglises. Mais après son retour à Constantinople en 1440, il commence à s'éloigner de l'unionisme et à se rapprocher du groupe de ses adversaires, dont il devient, à partir de 1445, le porte-parole. Il est alors à la tête d'une institution connue comme « la Synaxe des orthodoxes », qui rassemble les opposants à l'Union. En 1447, il abandonne toutes ses charges, gardant peut-être une fonction de conseiller officieux de l'empereur. Vers 1449-1450, c'est-à-dire après la mort de Jean VIII, il devient moine sous le nom de Gennadios. En 1453, il est fait prisonnier par les Ottomans et conduit à Edirne, où il rencontre le sultan Mehmed II, qui le libère et le charge de restaurer le patriarcat. Gennadios Scholarios est intronisé le 6 janvier 1454 et demeure patriarche près de deux années. Il se retire ensuite au monastère de Vatopedi, sur le mont Athos, puis dans le monastère de Saint-Jean-Prodrome, sur le mont Ménécée, situé près de la ville de Serrès, en Macédoine, où il passe ses dernières années. Il continue alors à entretenir des relations étroites avec les autorités ottomanes à Constantinople. Attesté pour la dernière fois en 1472, Scholarios est l'auteur de nombreux textes qui abordent des sujets très divers, même si les œuvres philosophiques et théologiques en constituent la plus grande partie. En 1454, il a rédigé une *Lettre sur la prise de Constantinople*, dans laquelle il rend compte des transformations survenues dans la capitale après la conquête ottomane.



NICOLAS V (1397-1455)

Tommaso Parentucelli est né à Sarzana, près de Gênes. Nommé cardinal en 1446 par Eugène IV, il lui succède sur le trône de Saint-Pierre, le 6 mars 1447, sous le nom de Nicolas V. Il hérite de l'épineuse question de l'union des Eglises latine et byzantine, conclue à l'issue du concile de Ferrare-Florence en 1439, mais jamais proclamée officiellement à Constantinople en raison des réticences de Jean VIII. C'est pourquoi il adopte une attitude plus ferme vis-à-vis du nouvel empereur Constantin XI, conditionnant tout envoi d'aide militaire à l'adoption de l'Union et au retour du patriarche unioniste, Grégoire III Mammas, qui s'était réfugié à Rome en 1450 devant la violente opposition des anti-unionistes. Fin 1452, face à la montée de la menace ottomane, Constantin XI accepte finalement les conditions du pape ; celui-ci envoie comme légat pontifical le cardinal Isidore de Kiev, à la tête de quelques secours, et réussit la proclamation solennelle de l'union des Eglises à Sainte-Sophie, le 12 décembre 1452. Pendant les mois qui suivent, le pape essaie par tous les moyens de trouver de l'aide pour sauver la capitale byzantine, assiégée par les troupes du sultan Mehmed II. Il entre en négociations avec Gênes et Venise, et arme à ses frais cinq galères dans le port de Venise. Toutefois, la nouvelle de la chute lui parvient avant le départ de cette flotte. Il essaie alors de mettre en place une coalition pour lutter contre les Ottomans, mais l'attitude de la république de Venise, qui décide dès le mois de septembre d'engager des pourparlers de paix unilatéralement avec le sultan, condamne cette initiative. Il meurt le 24 mars 1455 sans réussir à conformer une coalition chrétienne pour lutter contre les Ottomans. Nicolas V est aussi le fondateur de la Bibliothèque vaticane, à laquelle il légua plus d'un millier de manuscrits, dont un grand nombre en grec.

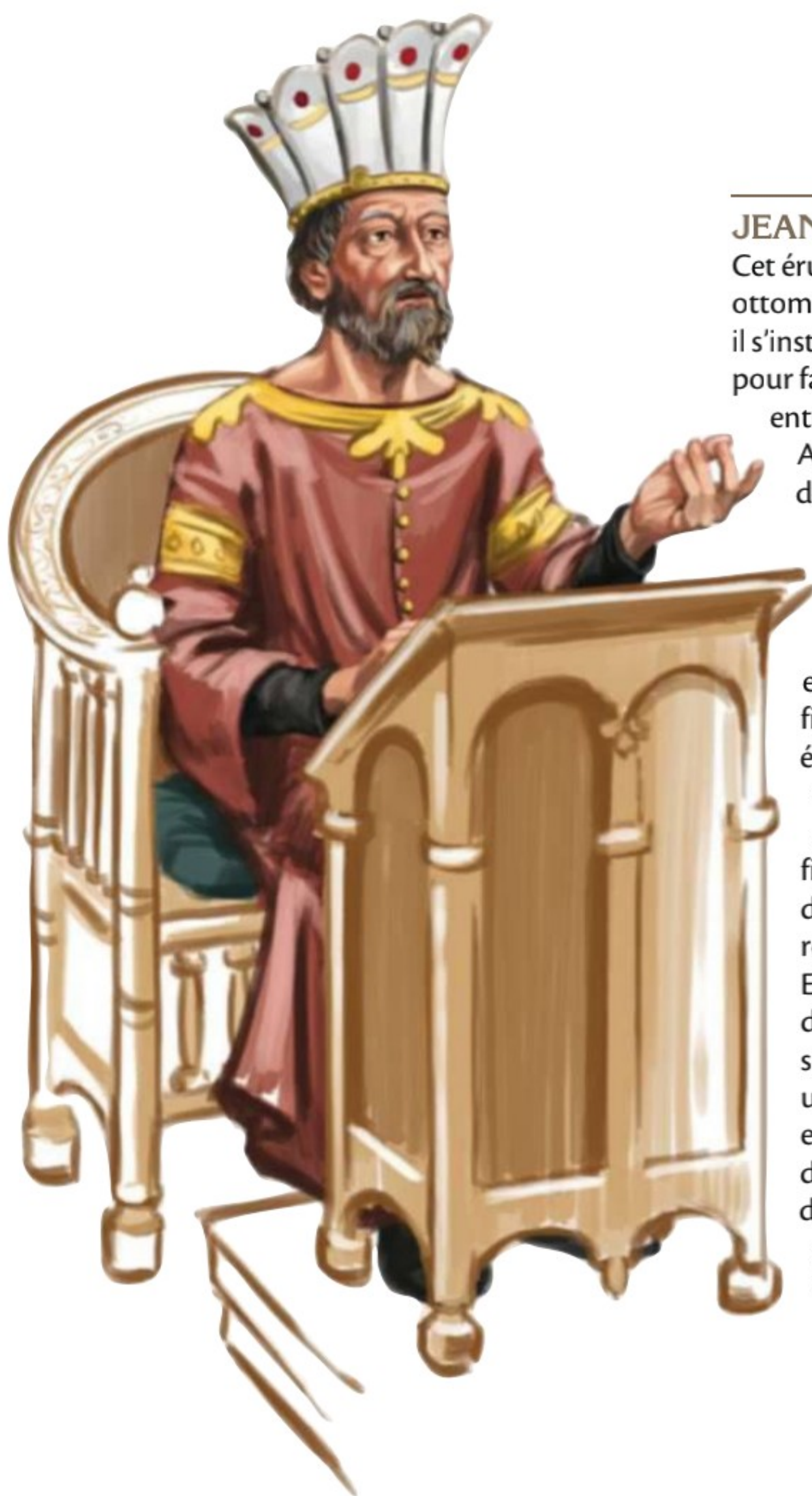
ILLUSTRATIONS : © SÉBASTIEN DANGUY DES DÉSERTS POUR LE FIGARO HISTOIRE.

CARDINAL BESSARION (1408-1472)

Originaire de Trébizonde, il s'en va très jeune à Constantinople pour poursuivre ses études et y devient moine sous le nom de Bessarion (nous ne connaissons pas son nom de baptême). En 1425, il est ordonné diacre et, ayant déjà acquis une grande renommée comme orateur, il est chargé de prononcer l'oraison funèbre de Manuel II. Vers 1430, à peine ordonné prêtre, il s'installe à Mistra afin de suivre l'enseignement du prestigieux philosophe Georges Gémiste Pléthon, dont la pensée relevait du néoplatonisme. En 1436, il est rappelé à Constantinople par Jean VIII en vue de participer à la délégation byzantine qui se rend au concile de Ferrare-Florence (1437-1439). Peu avant le départ pour l'Italie, il est nommé métropolite de Nicée. Fervent partisan de l'union des Eglises, il est promu cardinal par le pape à l'issue du concile. Peu après son retour à Constantinople en 1440, il revient en Italie où il se met au service du pontife,

agissant très activement pour la réalisation de l'Union proclamée à Florence. A Rome, il devient le protecteur de nombreux Grecs. Dès 1446, il dirige la réforme des monastères grecs basilien situés en Italie du Sud et en Sicile. Après 1453, il est chargé par les papes successifs d'organiser une coalition d'Etats chrétiens pour lutter contre les Ottomans, mais sans beaucoup de succès. Au cours de ces années, il accumule les charges et les titres ; en 1463, il est nommé patriarche latin de Constantinople, après la mort d'Isidore de Kiev. A cette occasion, il envoie une encyclique au clergé et aux fidèles grecs, leur rappelant leur gloire passée et l'utilité de l'union avec Rome. Grand intellectuel et humaniste, il est l'auteur d'une vaste production littéraire. Il est également protecteur de savants, comme Lorenzo Valla ou Théodore de Gaza, et collectionneur acharné de manuscrits grecs, qu'il légua à la république de Venise et qui constituent le fonds originel de la Biblioteca Marciana.





JEAN ARGYROPOULOS (VERS 1393-1394-1487)

Cet érudit byzantin est né à Constantinople à la veille du premier grand siège ottoman de la ville (1394-1402). Après la mort de ses parents, vers l'âge de 10 ans, il s'installe à Thessalonique auprès d'un oncle, puis retourne à Constantinople pour faire des études supérieures. En 1421, il ouvre une école qui est fréquentée, entre autres, par deux jeunes humanistes italiens, Francesco Filelfo et Giovanni Aurispa, à l'époque à Constantinople. Très tôt, il comprend la nécessité de connaître les dernières avancées de la science en Occident afin d'augmenter le prestige de son école : en 1423, il se rend en Crète, sous domination vénitienne, qui offrait la possibilité d'accéder à la culture occidentale sans se déplacer jusqu'en France ou en Italie. Il y séjourne un an, après quoi il retourne à Constantinople où il poursuit son activité d'enseignement en même temps qu'il exerce comme prêtre et juge. En 1441, il décide finalement de partir en Occident, en France et en Italie, à Padoue, où il étudie philosophie et médecine. Après son retour à Constantinople, en 1444, il obtient une charge dans l'une des plus prestigieuses institutions d'enseignement de l'empire : l'hôpital (*xénon*) dit du Kral, une fondation financée par le tsar serbe au début du XIV^e siècle. Clair partisan de l'union des Eglises, Argyropoulos se convertit à la foi latine, renonce à la prêtrise et se rend à Rome vers la fin de 1450 pour y faire profession de foi devant le pape. En 1453, il se trouvait à Constantinople, où il faisait partie du conseil restreint de l'empereur Constantin XI. Après la prise de la ville, il est fait prisonnier avec sa famille. Il parvient assez rapidement à se racheter lui-même et commence un long périple, d'abord dans le Péloponnèse (encore au pouvoir des Byzantins) et ensuite en Europe occidentale (France, Italie, Angleterre), afin de trouver des fonds pour pouvoir libérer ses proches. En 1457, il obtient une chaire d'enseignement de la philosophie grecque à Florence, où il est finalement rejoint par sa famille au complet. En 1471, il s'installe à Rome, où il continue à enseigner. Il meurt en 1487 dans un état d'extrême dénuement.

MARA BRANKOVIC (VERS 1418-1487)

Fille du souverain serbe, le despote Georges Brankovic, et de l'aristocrate byzantine Irène Cantacuzène, elle est promise en 1428 à Murad II dans le cadre des accords passés entre le sultan et le despote, après la défaite serbe face aux Ottomans et la reconnaissance du statut de vassal par Georges Brankovic. Le mariage a lieu en 1435, lorsqu'elle atteint l'âge adulte. Toutefois, rien ne semble indiquer qu'elle se soit convertie à l'islam. Au contraire, Mara joue un rôle important à la cour du sultan comme bienfaitrice des sujets chrétiens et intermédiaire entre le pouvoir ottoman et les Etats chrétiens de la région : par exemple, en mars 1444, c'est grâce à son entremise que Murad II ouvre des négociations de paix avec le royaume de Hongrie et qu'il rétablit les anciennes frontières de la Serbie, qui avait été occupée par les Ottomans depuis 1439. A la mort de Murad II, en 1451, Mara retourne en Serbie auprès de son père. A cette occasion, le sultan Mehmed II lui accorde des biens qui se trouvaient en territoire ottoman, près de la frontière avec la Serbie. Peu après, l'empereur Constantin XI envoie une ambassade à la cour serbe afin de demander la main de Mara, mais celle-ci refuse la proposition. Après la conquête d'une bonne partie du despotat en 1456, Mara retourne à Constantinople auprès de son beau-fils Mehmed II, qui lui accorde des nouvelles terres en Macédoine, où elle établit une deuxième résidence. Dans le village d'Ezova (aujourd'hui Dafni), Mara fait bâtir une tour pour entreposer les riches revenus de ses propriétés, grâce auxquels elle fait de nombreuses donations aux monastères de la région, en particulier ceux du mont Athos. A Constantinople même, elle acquiert l'important monastère du Saint-Sauveur-de-Chora, qu'elle restaure à ses frais. Grâce à sa fortune, elle intervient également dans les jeux d'équilibres entre les différentes factions chrétiennes à Constantinople ; en 1467, elle réussit à faire élire patriarche son propre confesseur et père spirituel, Denys, grâce à une donation au sultan de 2 000 florins.



DÉMÉTRIOS PALÉOLOGUE (VERS 1406-1470)

Avant-dernier fils de l'empereur Manuel II Paléologue, Démétrios aurait, dès sa jeunesse, très mal vécu son rang secondaire dans l'ordre de succession, qui l'empêchait d'accéder à des charges importantes dans le gouvernement de l'empire. C'est pourquoi, durant l'été 1423, âgé d'à peine 17 ans, il songe à passer du côté des Ottomans. Son père et son frère Jean VIII, qui était à l'époque déjà coempereur, réussirent néanmoins à le faire changer d'avis en lui confiant une ambassade en Hongrie, qui conduisit Démétrios à rester éloigné de l'empire jusqu'à l'année 1427. En 1429, Démétrios reçoit le titre de despote, accordé aux enfants de l'empereur qui n'accédaient pas à la dignité impériale. A cette occasion, il est nommé gouverneur de l'île de Lemnos ; puis il obtient, en 1436, une partie de la province du Péloponnèse, provoquant l'hostilité de son frère Thomas. En 1437, il part en Italie comme membre de la délégation byzantine au concile de Ferrare-Florence, un voyage que certains historiens interprétèrent comme un moyen pour Jean VIII de surveiller de près son tumultueux frère. En effet, dès son retour dans l'empire en 1440, les hostilités reprennent au sujet de la distribution des territoires impériaux. Démétrios demande l'aide du sultan Murad II et attaque Constantinople en avril 1442. Repoussé avec l'aide de Constantin (futur Constantin XI), Démétrios est défait et placé en résidence surveillée à Constantinople. En 1448, après la mort de Jean VIII, il tente, à nouveau, en vain, de s'emparer du pouvoir. Il s'installe dans le Péloponnèse, où il gouverne une partie de la province, l'autre étant dirigée par son frère Thomas. Après 1453, Démétrios et Thomas conservent l'autonomie de leurs territoires respectifs dans le Péloponnèse en payant un tribut aux Ottomans. Toutefois, la guerre reprend dès 1458 et, deux ans plus tard, en 1460, Démétrios décide de se rendre définitivement au sultan. Il s'installe à Andrinople et reçoit les revenus des îles de Lemnos et d'Imbros, tandis que sa fille Hélène rentre dans le harem impérial. Démétrios semble être tombé plus tard en disgrâce auprès de Mehmed II. Il meurt finalement comme moine sous le nom de David.



JEAN HUNYADI (VERS 1406-1456)

Aristocrate originaire de Transylvanie, il se met, à la fin de l'année 1441, au service du roi de Pologne Ladislas III, qui revendique la couronne hongroise, lui soumettant une grande partie des territoires hongrois. Il en obtient en retour les fonctions de voïvode de Transylvanie. Il devient alors l'un des hommes les plus puissants du royaume de Hongrie, chargé notamment de la défense de la frontière sud du royaume face aux Ottomans. Au début des années 1440, il remporte plusieurs victoires à Smederevo (1441), en Transylvanie et en Valachie (1442) ou à Nis (1443), qui lui valent une grande renommée auprès des puissances chrétiennes. Toutefois, son armée est complètement battue le 10 novembre 1444 à Varna dans le cadre d'une croisade dirigée contre les Ottomans : Hunyadi s'enfuit, tandis que les autres commandants en chef de la croisade, le roi Ladislas III et le cardinal Cesarini, périssent sur le champ de bataille. A partir de 1446, Hunyadi devient régent du royaume pendant la minorité d'âge du roi Ladislas V. En 1448, il entreprend une nouvelle croisade contre les Ottomans, mais il est à nouveau battu sur la plaine de Kosovo. A l'arrivée au pouvoir de Mehmed II, Hunyadi passe un traité de paix avec lui. Aussi, en dépit des appels à l'aide de l'empereur byzantin Constantin XI, avant et pendant le siège de Constantinople, Hunyadi n'intervient-il pas et se contente-t-il d'envoyer une ambassade au sultan pour lui demander de mettre fin à l'attaque, ce qui donne lieu à toute sorte de rumeurs sur l'envoi d'une armée hongroise pour secourir la capitale byzantine. En 1456, il reprend les armes contre les Ottomans et remporte une victoire dans la défense de la ville de Belgrade. Il meurt toutefois peu après, victime de la peste. Son fils, Matthias Corvin, devient roi de Hongrie deux ans plus tard.

ILLUSTRATIONS : © SÉBASTIEN DANGUY DES DÉSERTS POUR LE FIGARO HISTOIRE.

PIE II (1405-1464)

Né dans la petite ville de Corsignano, dans la république de Sienne, Enea Silvio Piccolomini fait une belle carrière ecclésiastique et devient un humaniste brillant. Il accède au pontificat sous le nom de Pie II, le 19 août 1458, après la mort du pape Calixte III, et s'engage très fortement dans la lutte contre les Ottomans et la défense des derniers territoires byzantins. Il délivre ainsi plusieurs lettres d'indulgence pour des chrétiens qui faisaient l'aumône pour la libération des captifs tombés prisonniers des Ottomans. Peu après son accession au trône pontifical, en 1459, il organise un concile dans la ville de Mantoue afin de préparer une nouvelle croisade contre les Ottomans ; à ce concile prennent part de nombreux princes et prélats, dont Isidore de Kiev, devenu la même année

patriarche latin de Constantinople. En 1461, Pie II accepte l'offre de la ville de Monemvasia, dans le Péloponnèse, qui, refusant de se rendre aux Ottomans, souhaite se mettre sous la protection du Saint-Siège. En 1462, il organise une procession solennelle à Rome pour accueillir la tête de saint André, envoyée par le despote Thomas Paléologue, dans un acte qui révélait à nouveau son engagement dans la défense du christianisme oriental. Après la disparition d'Isidore de Kiev en 1463, Pie II nomme Bessarion patriarche latin de Constantinople. Il lance ensuite un projet de croisade, mais sa mort inopinée à Ancône, le 14 août 1464, alors qu'il était sur le point de s'embarquer pour prendre la tête d'une flotte contre les Ottomans, y met fin. Pie II est l'auteur d'une lettre fictive à Mehmed II, dans laquelle il lui propose de reconnaître son titre impérial s'il se convertit au christianisme. Cette lettre, qui n'a jamais été envoyée, a servi au pape pour exposer son idée sur le rôle de l'Eglise et sur la possibilité d'une cohabitation avec les Ottomans sur la base d'une foi commune.

Maître de conférences à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne,
Raúl Estangüi Gómez est spécialiste de l'histoire de l'Empire byzantin.



À LIRE de Raúl Estangüi Gómez



*Byzance face
aux Ottomans*
Editions de la Sorbonne
668 pages
40 €



© TOM GRILL/PHOTO12. © KAREL PICHÁ/NURPHOTO/NURPHOTO VIA AFP. © NPL/OPALEPHOTO.

CHRIST EN GLOIRE Ci-dessus : Christ Pantocrator de la *déisis* (« intercession »), situé dans la galerie supérieure de Sainte-Sophie et daté de la seconde moitié du XIII^e siècle. La douceur des traits et le style proche de celui des peintres italiens de l'époque font de cette mosaïque un modèle du début de la renaissance artistique byzantine. Page de droite, à gauche : Sainte-Sophie aujourd'hui, arborant les minarets érigés après sa conversion en mosquée par le sultan Mehmed II, conquérant de Constantinople en 1453. Page de droite, à droite : le Christ Pantocrator entouré de l'empereur Constantin IX Monomaque et de l'impératrice Zoé Porphyrogénète, XI^e siècle.



Sainte-Sophie Mémoire d'empire

Symbole entre tous de la culture byzantine, la basilique érigée par Justinien porte encore les traces de l'empire défunt.

Et dire que cet empire eut une période iconoclaste ! A l'entrée du Bosphore, la basilique était déjà vieille de presque deux siècles quand on effaça ses premiers portraits, vers 726. La querelle durerait plus d'un siècle. On finirait toutefois par trancher en faveur de l'art en parant à nouveau l'immense coupole, à 55 m au-dessus du sol de marbre, de belles mosaïques d'or. Dès le IX^e siècle, on donnerait comme protecteurs à la *Théotokos*, la Vierge à l'Enfant, les archanges Gabriel et Michel, installés dans leur drapé aux reflets pâles, dressés avec grâce de part et d'autre de l'abside. Les Byzantins ne sculptent pas le volume, ils le font jaillir de la lumière.

Une autre représentation emblématique est, dans la galerie supérieure, celle du Christ Pantocrator, figure centrale dans l'art byzantin, ici, mosaïque parmi les plus fameuses au monde : un Christ « Tout-puissant », en buste, tenant les Saintes Ecritures dans la main gauche et levant la main droite dans un geste de bénédiction. Le fond d'or est lumineux sous les reflets du jour et contraste avec le regard mélancolique, rehaussé par l'épure de la technique byzantine : visage allongé, barbe finement dessinée. Le reste de la mosaïque forme une *déisis* (« intercession »), avec la Vierge Marie et saint Jean-Baptiste saisis dans une attitude de supplication, premiers témoins du Christ et intercédant auprès de lui pour l'humanité. La composition, qui date de la seconde moitié du XIII^e siècle, frappe par la douceur des traits.

Dans la galerie impériale, d'autres figures, toutes profanes, paraissent toujours, malgré la chute de leur royaume. L'empereur Constantin IX Monomaque et l'impératrice Zoé, rigides sous leurs couronnes serties de perles, offrent au Christ leurs présents – une bourse et un manuscrit. Non loin d'eux, Jean II Comnène et l'impératrice Irène encadrent une Vierge à l'Enfant. Le couple impérial offre à nouveau les mêmes présents : ils savent à qui ils doivent leur richesse et leur savoir. Des portraits figés dans une immobilité hiératique, qui ne sont pas de simples hommages courtois mais des messages politiques, des affirmations de légitimité. Gouverner Constantinople, c'est posséder un trône et le consacrer à un ordre supérieur.

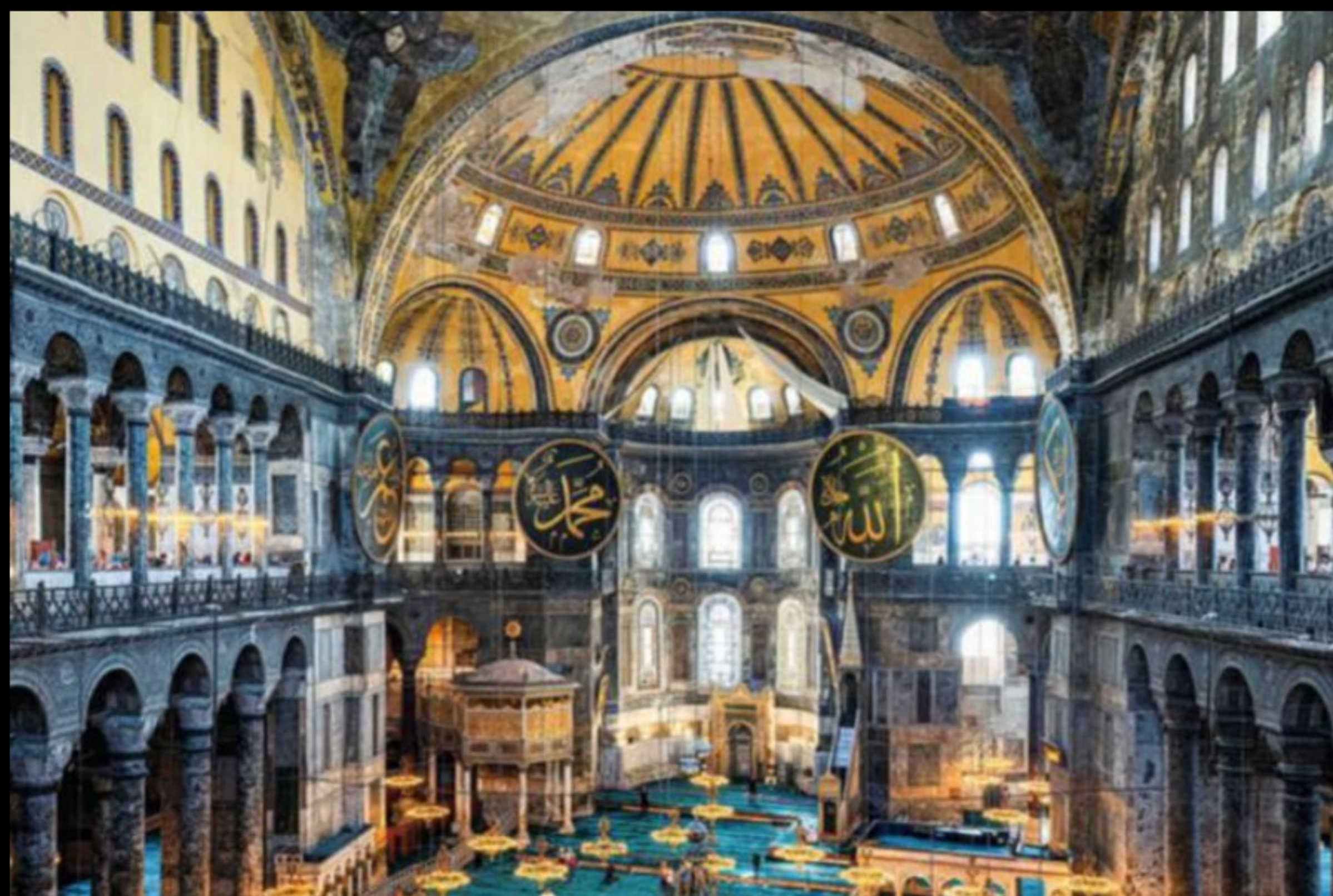
C'était hier, disent les visages, et c'était il y a pourtant mille ans. Cinq siècles plus tard, et donc cinq siècles avant nous, Mehmed II s'emparait de la ville et entraînait dans Sainte-Sophie. Elle servirait désormais Allah. Les mosaïques furent recouvertes de chaux (sauf la vierge de l'abside, simplement voilée), quatre minarets pointus furent construits. Encore quelques siècles et les Jeunes-Turcs du début du XX^e siècle hésiteraient à la dynamiter avant d'en faire un musée. Recep Tayyip Erdogan, pour raviver la geste impériale ottomane perdue, ordonnerait sa reconversion en mosquée en 2020. Certaines des mosaïques, notamment celles de l'abside, sont désormais masquées par de grands voiles blancs. Elles savent patienter.



LA VIERGE VOILÉE

Ci-dessus : la Vierge à l'Enfant entre l'empereur Jean II Comnène et l'impératrice Irène, début du XII^e siècle.

Ci-contre : l'intérieur de Sainte-Sophie transformée en mosquée. Des voiles ont notamment été tendus pour couvrir la Vierge à l'Enfant représentée sur la voûte de l'abside. Alors que l'édifice était devenu, par la volonté de Mustafa Kemal Atatürk, un musée en 1934, le dirigeant actuel de la Turquie, Recep Tayyip Erdogan, a décidé, en 2020, de l'ouvrir à nouveau au culte musulman.





© CAROLINE MAUFROID/LA COLLECTION. © JON ARNOLD IMAGES/HEMIS.FR. © AKG-IMAGES/GERARD DEGEORGE.



ANGES GARDIENS
 En haut, à droite : l'archange Gabriel, dressé sur l'arche de l'abside, encadre, en compagnie de l'archange Michel face à lui, la Vierge à l'Enfant. Ces mosaïques datées de la seconde moitié du IX^e siècle sont les plus anciennes préservées de Sainte-Sophie. Ci-contre : saint Jean-Baptiste, détail de la mosaïque de la *déisis* située dans la galerie supérieure et datée de la seconde moitié du XIII^e siècle. De part et d'autre du Christ Pantocrator, le saint et la Vierge intercèdent auprès de lui pour la rédemption de l'humanité.



© SERRANO ANNA/HEMIS.FR

Par Geoffroy Caillet, Pierre de La Taille, Luc-Antoine Lenoir,
Frédéric Valloire et Albane Piot

Bibliothèque byzantine

Constantinople 1453. Sylvain Gouguenheim

Le 29 mai 1453 tombait « la plus belle de toutes les cités de la terre, la seule dont tous pensaient et croyaient qu'elle resterait éternellement imprenable », se lamentait le chroniqueur byzantin Matthieu Kamariotès. C'est cet épisode des « 55 jours de Constantinople » qui forme le cœur du livre de Sylvain Gouguenheim, récit haletant et parfaitement documenté à partir des témoignages contemporains, byzantins et ottomans. On y découvre combien le siège de la ville prit la forme d'une véritable guerre psychologique au son des tambours et du fracas de l'artillerie. Mais l'auteur a pris le soin de replacer la chute de la « Seconde Rome » dans ce qui lui donne son sens : d'une part, le temps long de l'Empire byzantin, dont il retrace le destin hoquetant à partir des premiers assauts des Turcs, sedjoukides puis ottomans, de l'autre, la riche postérité de Constantinople, restée un symbole vibrant pour la mémoire grecque jusqu'à aujourd'hui. Un livre indispensable. **GC**

Perrin, « Champs de bataille », 2024, 368 pages, 25 €.



Pourquoi Byzance ? Un empire de onze siècles. Michel Kaplan

Chacun sait que l'histoire de Byzance est importante. Mais chacun sait aussi qu'elle est pleine de noms grecs, compliquée et pour tout dire « byzantine ». Au point que la remarque de Gustave Schlumberger, un très grand byzantiniste oublié, faite en 1890, demeure d'actualité : « Personne en France ne connaît l'histoire de l'Empire byzantin... » C'est pour ces ignorants dont nous faisons partie que Michel Kaplan, universitaire et byzantiniste de renommée mondiale, a écrit cet ouvrage. Quelques sourcilleux trouveront peut-être à redire dans les pages sur l'établissement de l'Empire byzantin, mais l'ensemble, fortement structuré, suit la chronologie en mettant en relief les contraintes qui pesaient sur cet empire. Coïncé entre une Antiquité rêvée, dont il se veut l'héritier, et des temps nouveaux qu'il entrevoit assez mal, divisé par des questions religieuses et par leurs applications, tel le problème des images, oppressé par des périls extérieurs, arabes, turcs et même occidentaux, l'empire survit grâce à un système politique moins rigide qu'on ne l'a dit et à une formidable construction idéologique dont nous sommes encore tributaires. Un petit livre précieux. **FV**

Gallimard, « Folio Histoire », 2016, 496 pages, 10 €.



Constantinople, 1453. Des Byzantins aux Ottomans Vincent Déroche et Nicolas Vatin (dir.)

Il y a une poignée de dates qui « pèsent » dans l'histoire de l'humanité et hantent durablement l'imaginaire collectif. Le 29 mai 1453 en fait partie. Ce jour-là, au terme d'une lutte acharnée, Constantinople tombait aux mains des troupes ottomanes. Scellant la fin de l'Empire romain d'Orient, la chute de la ville a fait couler beaucoup d'encre, au point qu'on y voit le passage symbolique d'une époque (Moyen Âge) à une autre (Renaissance). A rebours d'interprétations parfois idéologisées ou aventureuses, le mérite de cet ouvrage est de restituer l'événement tel qu'il a été vu par ses contemporains, mettant le lecteur au contact des sources de l'historien. Remarquablement annotés et introduits, ces textes de natures variées (lettres, chroniques, récits apocalyptiques, poésie...) et d'origines diverses (grecque, ottomane ou occidentale), traduits pour la première fois en français, permettent assurément de mieux comprendre le sens et l'impact d'un événement qui apparut, à l'époque déjà, comme un bouleversement. **PdLT**

Anacharsis, 2016, 1 408 pages, 45 €.

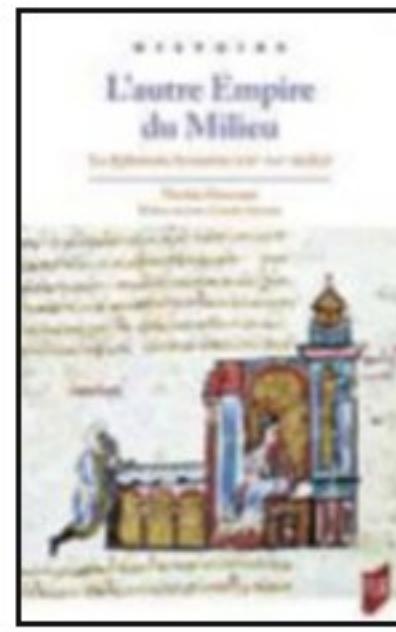
Le Monde byzantin, 750-1204. Économie et société

Vincent Déroche, Sophie Métivier, Guillaume Saint-Guillain, Vincent Puech

Servi par une riche documentation, cet ouvrage, conçu pour les candidats aux concours, est précieux pour tout médiéviste car il offre une vision à la fois rigoureuse et accessible du monde byzantin. Loin d'un simple conservatoire des traditions romaines, on découvre l'empire comme une société avec des codes particuliers, façonnée par ses structures foncières, son commerce et des hiérarchies mouvantes. L'économie se partage entre grandes propriétés aristocratiques, monastères producteurs, mais aussi paysans libres, marchands, guildes, et Constantinople apparaît comme un centre de redistribution où circulent les produits du monde méditerranéen et d'au-delà. Entre terriens, citadins, élites bureaucratiques, marchands et structures cléricales omniprésentes, l'étude des mobilités sociales permet d'éclairer les transformations qui, à terme, fragiliseront l'empire. **L-AL**

Atlande, 2024 (dernière édition), 704 pages, 25 €.





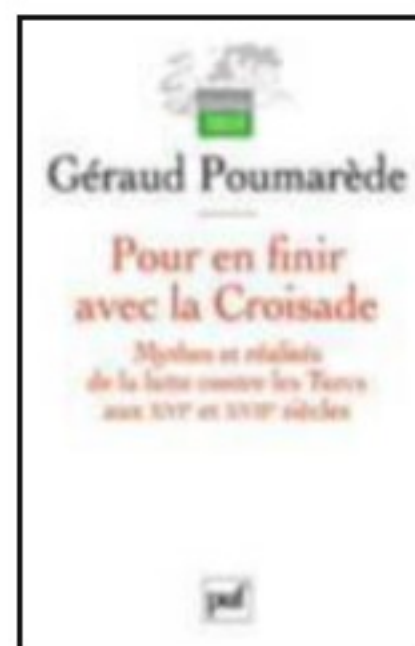
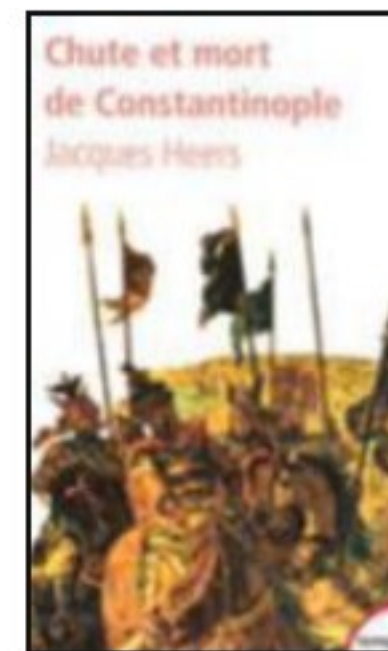
L'autre Empire du Milieu. La diplomatie byzantine (VII^e-XII^e siècles) Nicolas Drocourt

L'Empire byzantin se croyait le centre du monde, seul garant de la civilisation, encerclé de peuples « barbares », dans une prétention à l'universalité qui façonna toute sa diplomatie. Le *basileus* intégra, vassalisa, corrompit ou divisa, toujours avec cette conviction en tête, lui, l'oint de Dieu, dans un jeu ordonné où l'étranger – asiatique, scandinave ou nubien – devait se soumettre. Dans ce but, Constantinople tira parti d'une administration de plus en plus spécialisée, et toujours, la diplomatie byzantine fut affaire de faste, le palais impérial comme les voyages d'ambassades devant montrer la supériorité de l'empire, même dans ses siècles les plus fragiles. Voici un livre rigoureux, savant mais stimulant, qui suit les logothètes, émissaires et espions, et leur stratégie sur toute la période dite « méso-byzantine », des décombres de l'Empire romain d'Orient à un premier reflux, puis à une nouvelle période d'expansion avant les conquêtes normandes et turques. **L-AL** Presses universitaires de Rennes, 2023, 308 pages, 25 €.

Chute et mort de Constantinople. Jacques Heers

Elle portait haut et fier les couleurs de la Rome antique : ses institutions et ses fastes. Constantinople fut dévastée deux fois, en 1204 par les Latins, lors de la quatrième croisade, puis en 1453 par les Turcs, et la seconde attaque signa son arrêt de mort. L'Empire byzantin, affaibli depuis le désastre de 1204, était demeuré sans secours des Latins. Jacques Heers raconte ici comment les ruptures entre l'Orient et l'Occident menèrent au sac de 1204, et à ses conséquences jusqu'en 1453. Il montre à quel point la chute de Byzance fut le fruit d'un changement des mentalités tel que la défense de la foi et la solidarité entre chrétiens avaient cédé la place à la quête de l'exploit, à la raison d'Etat et au service du roi. Un changement où l'on peut lire la fin du Moyen Age et dont la prise de Constantinople serait le manifeste. **AP**

Perrin, « Tempus », 2007, 352 pages, 8,50 €.



Pour en finir avec la Croisade. Mythes et réalités de la lutte contre les Turcs aux XVI^e et XVII^e siècles. Géraud Poumarède

Après Constantinople, les Turcs n'eurent de cesse de pénétrer au cœur du continent et les Européens de résister plus ou moins vaillamment. Géraud Poumarède montre qu'en dépit de la rhétorique de la croisade et de son reflux forcé dans l'historiographie, les puissances européennes adoptèrent progressivement une approche pragmatique et conciliante face à la présence ottomane en Europe. Les appels à la guerre sainte se heurtaient aux réalités politiques

et économiques, et surtout à la fragilisation de la chrétienté et de l'autorité papale, ce qui conduisit à des alliances inattendues, comme celle de François I^{er} avec Soliman le Magnifique, en 1536, contre l'hégémonie de Charles Quint. L'auteur souligne que l'image du « Turc » évolua en conséquence, entre ennemi infidèle et partenaire commercial ou diplomatique. Opposition entre deux mondes il y eut bien, mais dans toute la complexité des rapports de frontières, des intérêts à court ou long terme. Un ouvrage décisif pour reconsidérer l'identité européenne jusqu'à nos jours. **L-AL** PUF, 2009, 704 pages, 20,50 €.



L'Or et la pourpre à la cour de Byzance (X^e siècle). Michel Kaplan

La France possède une brillante équipe de byzantinistes mal connue. Voici l'occasion de faire sa connaissance. Cet essai bien écrit, clair, pourvu d'un glossaire (indispensable), met en valeur deux caractères de l'Empire byzantin : la constante prégnance de l'idéologie impériale, à savoir la conviction que l'empereur est le lieutenant de Dieu sur terre, et sa manifestation la plus nette et la plus spectaculaire, le cérémonial de cour. Ce dernier est connu grâce à un écrit de l'empereur Constantin VII Porphyrogénète (913-959), *Le Livre des cérémonies*. L'ouvrage de cet intellectuel couronné nous ouvre le grand palais de Constantinople, permet d'assister au fonctionnement de la vie de cour, très codifiée, de l'hippodrome à Sainte-Sophie, et de côtoyer les courtisans obnubilés par les dignités et les richesses. Une conclusion s'impose : rouage essentiel du pouvoir, la Cour se révèle un système d'une efficacité hors du commun qui perdure onze siècles ! **FV**

Les Belles Lettres, « Realia », 2022, 256 pages, 25 €.

Byzance face aux Ottomans

Raúl Estangüi Gómez

En deux siècles passe définitivement la gloire de l'empire héritier de Rome et s'écrit contre elle la nouvelle puissance ottomane. Une question sous-tend toutes les analyses historiques : pourquoi un tel déclin ? Relevant les faits les plus pertinents et les mettant en perspective, Raúl Estangüi Gómez souligne le rôle des crises économiques et sociales du XIV^e siècle, qui affaiblissent d'abord l'aristocratie terrienne. Les empereurs Paléologue tentent de maintenir le pouvoir politique central et de contrer les initiatives locales : ils adaptent leur administration, leur fiscalité, mais ne peuvent pas tout face à la chute des revenus fonciers, à la peste, à la montée en puissance d'une nouvelle élite marchande et surtout à la consolidation de l'Etat ottoman. Un travail rigoureux et instructif. **L-AL** Editions de la Sorbonne, 2014, 668 pages, 40 €.





CHRONOLOGIE
Par Luc-Antoine Lenoir

Si je t'oublie Constantinople

La prise de la capitale byzantine, en 1453, fut déterminante pour la conquête de l'Europe par les Ottomans. Ils ne seront stoppés qu'en 1683, à Vienne.

26 AOÛT 1071 Après des siècles de domination en Méditerranée, l'Empire byzantin est menacé par l'Empire seldjoukide, une dynastie d'origine turco-perse, sur sa frontière orientale. Le sultan Alp Arslan affronte l'empereur Romain IV Diogène, qui a levé une grande armée, mais celle-ci est minée par des querelles internes et trahie par une partie de son commandement. Devant la cité de Manzikert, les Byzantins sont écrasés. Romain IV est capturé puis relâché, mais à son retour à Constantinople, il est renversé et mutilé par ses rivaux, dont le coempereur Michel VII Doukas. La défaite ouvre la porte aux migrations turques en Anatolie, qui devient un territoire disputé.

1078 Michel VII Doukas, incapable de gérer la crise de succession impériale et de stabiliser l'économie, est renversé par Nicéphore III Botaniatès après des émeutes.

1^{ER} AVRIL 1081 Alexis, jeune général énergique, prend le pouvoir en entrant dans Constantinople le jour du jeudi saint. Il fonde la dynastie des Comnènes et tente de stabiliser Byzance. Son empire est menacé de toutes parts : au nord, les Petchenègues ravagent la Thrace ; à l'ouest, les Normands de Robert Guiscard envahissent l'Illyrie ; à l'est, les Turcs consolident leurs positions en Anatolie.

18 OCTOBRE 1081 Alexis I^{er} tente de repousser les Normands qui avancent vers les Balkans, mais son armée est battue à la bataille de Dyrrachium, capitale byzantine de l'Illyrie. Grâce à l'aide de la république de Venise, qui détruit la flotte

normande, il parvient néanmoins à contenir leur progression.

29 AVRIL 1091 Les Byzantins remportent une victoire décisive contre les Petchenègues, qui menacent la frontière danubienne, à la bataille de Lebounion, grâce à une alliance avec les Coumans, un autre peuple turcophone nomade. Elle repousse la menace venue du nord et permet à Alexis I^{er} de se consacrer à la lutte contre les Seldjoukides.

NOVEMBRE 1095 Face aux pertes territoriales en Anatolie, Alexis I^{er} demande des renforts à l'Occident. Le pape Urbain II y voit l'occasion d'étendre son influence et prêche la première croisade au concile de Clermont.

19 JUIN 1097 Après un premier échec, les croisés, accueillis avec prudence mais aidés par les Byzantins, reprennent Nicée aux Seldjoukides. Alexis I^{er} récupère la cité mais distribue son trésor aux croisés.

28 JUIN 1098 Antioche tombe aux mains des croisés, mais au lieu de la restituer comme prévu à Byzance, Bohémond de Tarente s'en empare et refuse de reconnaître l'autorité byzantine.

15 JUILLET 1099 La première croisade s'achève par la prise de Jérusalem. La fondation des États latins d'Orient est une offense pour l'autorité d'Alexis I^{er} sur les chrétiens orientaux.

1118 Jean II Comnène succède à son père et poursuit une politique de stabilisation. Il mène plusieurs campagnes militaires pour restaurer le contrôle byzantin en Anatolie occidentale.

1143 Manuel I^{er} succède à son père. Son règne est marqué par l'alliance durable avec la papauté, le passage d'une seconde croisade et la lutte contre l'expansion islamique en Terre sainte, avec le soutien au royaume de Jérusalem.

17 SEPTEMBRE 1176 Manuel I^{er}, vieillissant, affronte les Seldjoukides à Myriokephalon, en Phrygie. La défaite entérine la présence seldjoukide en Anatolie.

24 SEPTEMBRE 1180 Manuel I^{er} meurt alors que son fils, Alexis II, n'a que 11 ans. La régence chaotique de sa mère, Marie d'Antioche, déstabilise l'empire, qui connaît des révoltes et des guerres civiles. Andronic, cousin de Manuel I^{er}, finit par renverser le jeune empereur.

24 AOÛT 1185 Les Normands pillent Thessalonique, la deuxième ville de l'Empire byzantin, tandis qu'une lutte de pouvoir éclate entre Andronic et Isaac II Ange, qui prend le pouvoir après une révolte populaire.

1195 Alexis III renverse son frère Isaac II et ruine les finances impériales. Les séditions se succèdent, tandis que les Bulgares font pression sur les frontières du Nord.

1202 Les croisés, endettés auprès de Venise, sont utilisés par le Doge Enrico Dandolo pour attaquer Zara (actuelle Zadar, en Croatie) et Constantinople.

17 JUILLET 1203 Alexis IV Ange, fils d'Isaac II, reprend le pouvoir à son oncle Alexis III, en s'appuyant sur les croisés, à qui il a promis une somme importante.

12 AVRIL 1204 Faute de paiement, les croisés mettent Constantinople à sac. La basilique Sainte-Sophie est pillée, la ville brûlée et l'Empire byzantin divisé en plusieurs Etats. Le croisé Baudouin VI de Hainaut fonde l'Empire latin de Constantinople, la république de Venise obtient des terres, et plusieurs aristocrates byzantins, retirés loin de Constantinople, revendiquent la succession de l'Empire romain dans leur fief, comme Nicée (Théodore Lascaris), l'Epire (Michel I^{er} Doukas) ou Trébizonde (famille Comnène).

25 JUILLET 1261 Après cinquante-sept ans d'occupation latine, Constantinople est reprise par les forces de l'empire de Nicée sous la conduite de Michel VIII Paléologue. Les troupes byzantines entrent dans la ville presque sans combat. La ville, ravagée par le sac de 1204, est dépeuplée et appauvrie. Michel VIII consacre d'immenses ressources à réparer les murailles et à restaurer une administration centrale.

1274 Conscient que Byzance ne peut survivre seule face à la menace croissante des puissances occidentales et des Turcs, Michel VIII tente une union religieuse avec Rome au concile de Lyon. Il accepte la suprématie du pape en échange d'un hypothétique soutien militaire. Cette décision suscite un rejet immédiat de la population byzantine et du clergé orthodoxe, qui voient cette soumission comme une trahison. L'Union ne sera jamais appliquée et laisse finalement Byzance diplomatiquement isolée.

1282 A la mort de Michel VIII, son fils Andronic II Paléologue annule immédiatement l'union des Eglises, tentant de se rallier le soutien du peuple. Privé d'alliés

LE CHOIX DES ARMES

Page de gauche : *Casque byzantin*, VI^e siècle (New York, The Metropolitan Museum of Art). Ci-contre : *Portrait de saint Théodore en costume militaire*, bronze et or, XI^e siècle (Londres, British Museum). En bas : *Sabre ottoman*, acier et or, vers 1522-1566 (New York, The Metropolitan Museum of Art).

en Occident, l'empire doit affronter seul la pression des Ottomans.

1299 Le chef de guerre turc Osman I^{er}, issu d'une principauté mineure en Anatolie, fonde l'Empire ottoman en s'attaquant aux forteresses byzantines encore présentes en Anatolie. L'Empire byzantin, incapable d'intervenir efficacement, perd progressivement ses dernières possessions orientales.

27 JUILLET 1302 Osman I^{er} inflige une défaite décisive aux Byzantins à Bapheus, près de Nicomédie. Cette bataille affaiblit la présence militaire byzantine en Anatolie occidentale. Désormais, les Ottomans ne rencontrent plus d'opposition sérieuse, pillent la Bithynie et commencent des incursions en Thrace.

1326 Orhan I^{er} s'empare de Brousse (Bursa), qu'il transforme en capitale ottomane. Ce premier établissement permanent en Anatolie permet de structurer l'empire en formation et d'organiser des campagnes plus ambitieuses.

1331 Après un siège de plusieurs années, les Ottomans prennent Nicée, ancienne capitale byzantine en Anatolie. Les troupes byzantines s'étant repliées vers l'ouest, la ville était devenue impossible à défendre.

1337 Nicomédie, dernière grande ville byzantine d'Anatolie, tombe aux mains des Ottomans signant la perte des territoires asiatiques. L'Empire byzantin ne contrôle plus que la Macédoine (en partie), la Thrace et le Péloponnèse.



1341-1347 Une querelle dynastique dégénère en guerre civile entre Jean V Paléologue et Jean VI Cantacuzène qui, pour assurer son trône, fait appel aux Ottomans et leur permet en retour d'établir une présence militaire permanente en Thrace.

1354 Un séisme fragilise la forteresse de Gallipoli, port en face de l'Anatolie, qui est immédiatement occupée par les Ottomans. Cette conquête leur offre un point d'appui stratégique en Europe.

VERS 1361 Les Ottomans conquièrent Andrinople, la troisième ville byzantine, qu'ils renomment Edirne et établissent comme capitale. La route vers Constantinople est désormais ouverte.

1369 Jean V Paléologue se rend à Rome pour se soumettre personnellement au pape Urbain V, puis à Venise pour négocier des remises de dette. Ayant confié





Constantinople à son fils aîné, Andronic IV, il entre en conflit avec celui-ci, qui refuse de céder à Venise l'île de Ténédos, comme l'avait promis son père au doge.

1374 Acculé par les dettes et les pertes territoriales, et dans l'objectif de reconquérir Constantinople sur son fils, Jean V accepte de devenir un vassal du sultan Murad I^{er}.

15 JUIN 1389 Murad I^{er} écrase les Serbes et leurs alliés à la bataille de Kosovo Polje.

25 SEPTEMBRE 1396 Une croisade menée par Sigismond de Hongrie et des chevaliers français et bourguignons est anéantie par les Ottomans à Nicopolis.

1402 A Ankara, le conquérant Tamerlan écrase Bayezid I^{er}, successeur de Murad I^{er}, et désorganise temporairement l'Empire ottoman. Byzance bénéficie d'un court répit.

1422 Les Ottomans assiègent Constantinople mais doivent se retirer après des troubles internes.

1430 Après plusieurs retournements d'alliance et la négociation de l'aristocratie de Thessalonique avec Venise puis avec les Ottomans, Byzance, incapable de défendre ses provinces, perd la ville.

10 NOVEMBRE 1444 A Varna, une bataille oppose les Ottomans à une armée hongroise, polonaise et valaque, réunie à l'appel du pape Eugène IV pour mener une nouvelle croisade. La victoire ottomane démoralise les peuples chrétiens, même si de lourdes pertes ralentissent l'avancée de Murad II. L'Occident ne tentera plus d'intervention massive contre l'expansion ottomane.

31 OCTOBRE 1448 L'empereur Jean VIII Paléologue meurt, son frère Constantin XI lui succède. Il sera le dernier empereur romain.

Le siège de Constantinople

FÉVRIER 1453 Depuis son accession au trône, en 1451, le sultan Mehmed II a fait de la prise de Constantinople son objectif suprême. Il sait que la ville, bien que protégée par ses murailles théodosiennes, est isolée et vulnérable. Son empire est prospère et dispose d'une grande armée, soutenue par une puissante artillerie. A l'hiver 1453, il rassemble plus de 80 000 soldats, comprenant des janissaires d'élite, des cavaliers et des troupes auxiliaires. Il mobilise aussi une imposante flotte de 125 navires pour assurer le blocus maritime.

26 MARS 1453 Les premiers contingents ottomans arrivent aux abords de Constantinople et commencent à installer leurs campements. Les éclaireurs rapportent que la ville, bien que solidement fortifiée, manque de vivres et d'hommes pour soutenir un siège prolongé.

4 AVRIL 1453 Mehmed II lance officiellement le siège de Constantinople. L'armée ottomane s'étend sur 8 km, encerclant totalement la ville. Constantin XI fait détruire les ponts et barricade les accès à l'intérieur de la cité.

11 AVRIL 1453 Les Ottomans disposent d'un atout inédit : une artillerie massive

conçue par l'ingénieur roumain Orban. Son canon géant, le « Basilic », long de 8 m, peut projeter des boulets de pierre de 500 kg contre les murailles de Théodose, mais ne peut toutefois tirer plus de sept à huit boulets par jour et finira par exploser après quelques jours. Les premiers tirs commencent néanmoins à ébranler les défenses.

12 AVRIL 1453 Mehmed II tente une attaque navale contre la rade de la Corne d'Or, mais elle échoue face aux navires chrétiens et à la longue chaîne qui bloque l'accès du port. Pendant ce temps, le pilonnage des murailles ouvre une première brèche, mais les Byzantins parviennent à la colmater.

18 AVRIL 1453 Après plusieurs jours de bombardements, les Ottomans lancent leur premier assaut d'envergure, profitant d'une première brèche au Mésoteichion, partie faible de la muraille bâtie dans la vallée de la rivière Lykos. Les soldats tentent de s'engouffrer mais sont repoussés par les Byzantins et les mercenaires génois commandés par Giovanni Giustiniani Longo. L'attaque se solde par des milliers de morts côté ottoman.

20 AU 28 AVRIL 1453 Le blocus maritime n'est pas suffisant et la flotte turque subit un revers en mer de Marmara face à des renforts génois. Le 22, Mehmed II fait transporter entre 60 et 80 navires sur des rondins de bois graissés depuis la mer de Marmara jusqu'à la Corne d'Or, contournant ainsi la chaîne bloquant l'entrée du port. Le 28, l'affrontement tourne à la faveur des Ottomans, qui s'emparent d'une partie de l'estuaire.

7 MAI 1453 Après la réparation du canon d'Orban, les Ottomans lancent une nouvelle attaque massive visant la brèche principale. Une nouvelle fois, les défenseurs réussissent à repousser l'offensive.

16 MAI 1453 Les Ottomans creusent des tunnels pour tenter de saper les murailles. Grâce aux techniques d'un ingénieur hongrois, les sapeurs byzantins découvrent les galeries et les détruisent en contre-minant les ouvrages ottomans.

25 MAI 1453 Voyant que le siège s'éternise, le sultan envoie un ambassadeur pour persuader l'empereur Constantin XI Paléologue de se rendre ou de payer un tribut annuel de 100 000 pièces d'or pour que les

L'Empire ottoman sous Mehmed II et Bayezid II

© THE METROPOLITAN MUSEUM OF ART/CCO. © PHILIPPE CODEFROY.



Ottomans abandonnent le siège et épargne la ville et ses habitants. L'empereur refuse.

28 MAI 1453 Une dernière messe est célébrée dans Sainte-Sophie, où Grecs et Latins prient ensemble. Constantin XI fait un discours pour galvaniser la défense.

29 MAI 1453 A trois heures du matin, les Ottomans, motivés par la promesse de pillage, lancent leur attaque la plus massive, en trois vagues successives. Une première, celle des bachi-bouzouks, tente de forcer la palissade au Mésoteichion. Mais la bousculade et l'absence de coordination permettent aux troupes gréco-latines de les repousser. Vers cinq heures, les troupes anatoliennes prennent le relais, puis le corps d'élite des janissaires. Après des heures de combat, la brèche principale cède. Giovanni Giustiniani Longo est grièvement blessé et son évacuation démoralise les défenseurs. Constantin XI, refusant de fuir, se bat avec ses derniers soldats. Selon la tradition, il aurait ôté ses insignes impériaux et se serait jeté dans la mêlée, disparaissant dans le tumulte du combat. Les Ottomans investissent Constantinople dès la matinée. Les églises sont pillées, les habitants massacrés ou réduits en esclavage. Vers midi, Mehmed II fait son entrée et se rend immédiatement à Sainte-Sophie, dont il ordonne la transformation en mosquée. Il fait, probablement, mettre fin

BALKANS-TRANSIT Ci-dessus : avec la prise de Constantinople, Mehmed II peut parachever sa conquête de l'Anatolie et poursuivre celle des Balkans et de l'Europe centrale. Son fils, Bayezid II (1481-1512), s'opposera ensuite aux Vénitiens et leur prendra les villes de Coron et de Lépante, en Grèce, et, plus au nord, Durazzo. Durant le règne de Soliman (1520-1566), qui arrivera aux portes de Vienne en 1529, l'Empire ottoman atteindra son extension maximale en Europe. Il ne sera repoussé qu'à partir de 1683. Page de gauche : Casque turc, XV^e-XVI^e siècle (New York, The Metropolitan Museum of Art).

au pillage après deux jours et proclame Constantinople nouvelle capitale de l'Empire ottoman.

1463 Mehmed II poursuit son expansion vers l'ouest. Il s'attaque au royaume de Bosnie, dont le roi Etienne Tomasevic est exécuté après la reddition de la capitale, Jajce. Cette conquête est essentielle : elle permet aux Ottomans d'enraciner l'islam en Bosnie, où une partie de la population locale se convertit pour échapper aux taxes imposées aux non-musulmans.

29 AOÛT 1526 Le sultan ottoman Soliman le Magnifique inflige une défaite écrasante aux Hongrois lors de la bataille de Mohács. Le roi Louis II de Hongrie est tué en tentant de fuir. Cet événement marque la désintégration du royaume de Hongrie, qui est divisé en trois parties, l'ouest sous contrôle des Habsbourg, le centre occupé directement par les Ottomans, l'est (Transylvanie) sous suzeraineté ottomane.

7 OCTOBRE 1571 La Sainte Ligue (coalition menée par l'Espagne, Venise et les Etats pontificaux) affronte la flotte

ottomane au large de Lépante, dans le golfe de Corinthe. C'est la plus grande bataille navale du XVI^e siècle, qui oppose plus de 500 galères. La victoire chrétienne met un coup d'arrêt à l'expansion ottomane en Méditerranée occidentale mais ne stoppe pas leur progression terrestre.

1593-1606 Les Habsbourg, alliés à la Transylvanie et à la Moldavie, tentent de repousser les Ottomans des Balkans. Cette guerre de Treize Ans voit des sièges incessants et des avancées ottomanes en Hongrie. Elle se termine sans victoire décisive.

14 JUILLET 1683 Une armée ottomane, forte de 150 000 hommes, assiège Vienne, capitale des Habsbourg. Pendant deux mois, la ville résiste. Le 12 septembre, une armée de secours dirigée par Jean III Sobieski, roi de Pologne, attaque les Ottomans par surprise. La déroute est totale : les Ottomans battent en retraite et ne reviendront jamais en force en Europe centrale. Cette défaite marque le début du recul ottoman en Europe et la fin de leur expansion territoriale maximale.

106 KYNZVART, LE THÉÂTRE DU POUVOIR

IL AVAIT, GRÂCE À SON ÉBLOUISSANT SENS DE LA DIPLOMATIE, RÉGNÉ SUR LES ALLIANCES EUROPÉENNES DEPUIS L'ÉPOQUE NAPOLÉONNIENNE JUSQU'AU PRINTEMPS DES PEUPLES DE 1848. LE SOUVENIR DE METTERNICH FLOTTE ENCORE PARTOUT DANS SON CHÂTEAU TCHÈQUE.

LE CHANTIER DU CARDINAL

ENDOMMAGÉE LORS DE LA TEMPÊTE DE 1999, LONGTEMPS NÉGLIGÉE, LA CHAPELLE DE LA SORBONNE, QUI ABRITE LE TOMBEAU DE RICHELIEU, A ÉTÉ SÉLECTIONNÉE PAR LE WORLD MONUMENTS FUND POUR BÉNÉFICIER D'UNE RESTAURATION D'ENVERGURE.



126 LA CHASSE AU TRÉSOR



LES SALLES DE VENTES
ONT SOUVENT DES AIRS DE MUSÉE.
DERRIÈRE CHAQUE OBJET MIS
AUX ENCHÈRES, DES COMMISSAIRES-
PRISEURS RÉVEILLEN L'HISTOIRE
ET FONT PARFOIS D'INCROYABLES
DÉCOUVERTES, POUR LE PLUS
GRAND BONHEUR DES PASSIONNÉS.

**ET AUSSI
LES VESTIGES DU JOUR**
L'ÉVÉNEMENT FUT, IL Y A DEUX
CENTS ANS, UN COMPROMIS
POLITIQUE ET UN SPECTACLE HAUT
EN COULEUR. LE MOBILIER
NATIONAL FAIT REVIVRE LE SACRE
DE CHARLES X À LA GALERIE
DES GOBELINS DANS
UNE SPLENDIDE EXPOSITION.

DEMEURE PRINCIÈRE Page de gauche, en haut : l'ancienne résidence d'été du prince Klemens von Metternich à Kynzsvart, en République tchèque. Page de gauche, en bas : la chapelle de la Sorbonne vue depuis la cour d'honneur. En haut : le bicorne de Napoléon vendu par l'étude Osenat en novembre 2014. Issu des collections de la Principauté de Monaco, il a été acheté par le roi du poulet sud-coréen. Ci-contre : *Charles X, roi de France, en costume de sacre*, par le baron François Gérard, vers 1825 (Versailles, musée du Château).



UN CHÂTEAU EN BOHÊME

Situé dans la région des célèbres villes d'eau de Karlsbad et de Marienbad (aujourd'hui Karlovy Vary et Mariánské Lázně), le château de Kynzvalt fut la propriété de la famille Metternich des années 1620 à 1945. Il doit son style Empire viennois néoclassique au prince Klemens von Metternich, diplomate et chancelier d'Autriche, qui le fit entièrement rénover par l'architecte Pietro Nobile lorsqu'il en hérita en 1818.

© JANEK/ALAMY/HEMIS.



Kynzvar Le Théâtre du Pouvoir

Par Philippe Bénét et Renata Holzbachová

Maître d'œuvre du congrès de Vienne en 1815, Metternich fut le garant de l'ordre européen durant plus de trente ans. Sa propriété de Kynzvar, en République tchèque, conserve les souvenirs de ce prince autrichien que l'on surnommait « le gendarme de l'Europe ».



DIPLOMATES DE CHOC

Ci-contre : *Le Prince Klemens Wenzel von Metternich*, par Thomas Lawrence, vers 1815 (Londres, The Royal Collection Trust).
Ci-dessous : *Le Congrès de Vienne*, gravure au trait de Jean-Jacques Outhwaite d'après Jean-Baptiste Isabey, XIX^e siècle. Envoyé à Vienne par Louis XVIII, Isabey fut le peintre officiel du Congrès, qui se déroula de septembre 1814 à juin 1815. On reconnaît ici Metternich (*debout, sixième à partir de la gauche*), alors ministre des Affaires étrangères de l'empire d'Autriche, mais aussi Talleyrand (*assis, deuxième à partir de la droite*), ministre des Affaires étrangères de la France. En bas, à droite : la salle à manger du château de Kynzvalt enrichie d'un service de table en bronze doré signé Thomire.



Napoléon disait de lui qu'il était « *le plus grand menteur du siècle* ». Plantée sur les terres tchèques, l'ancienne résidence d'été du prince Klemens von Metternich, qui fut le cocher de l'Europe chrétienne, raconte quarante ans de diplomatie au service de l'Autriche. Chaque année, le Festival Chopin s'invite au château de Kynzsvart (en allemand, Königswart), qui parade au cœur d'un parc paysager de 300 ha, damé par un parcours de golf. Un piano à queue est installé dans la salle d'apparat de la demeure du prince, diplomate de haut vol au service des Habsbourg pendant la première moitié du XIX^e siècle. On a remisé la table de réception, rangé les surtouts égayés de *putti* en bronze doré de Thomire, le plus célèbre bronzier parisien. Les mélomanes ont pris place : une poignée d'Allemands (la frontière est à quelques kilomètres), un couple d'Autrichiens, une escouade de Russes accourus de Karlovy Vary après leur purge intestinale (ils adorent ça !), une majorité de Tchèques (Prague est à deux heures de route, à l'est). Bientôt, les mélodies des mazurkas enrobent doucement les fantômes des invités illustres qui ont défilé dans ces intérieurs : empereurs, tsar, souverains et une seule presque reine – fille orpheline de Louis XVI et Marie-Antoinette, qu'on appela « Madame Royale », duchesse d'Angoulême, qui venait prendre les eaux incognito à Karlovy Vary, sous le titre de comtesse de Marnes.

Metternich, qui fut ambassadeur à Paris de 1806 à 1809, aimait la France, bien davantage que les Français, qu'il égratignait volontiers : « *De tous les pays d'Europe, celui que je connais le mieux après le mien, c'est la France, [qui] présente à mes yeux le spectacle d'une vaste arène où les passions les plus viles se font une guerre perpétuelle. (...) L'esprit est la denrée la plus commune en France, tous les marchés en abondent ; il n'en est pas de même de la raison. Et s'il existe un pays qui aurait besoin d'être conduit par une autorité forte et par un actif soutien, c'est bien la France ; or, c'est tout juste cette autorité,*

le premier des besoins, qui ne pourra se consolider dans le régime moderne. »

Ancien château fort puis maison forte à la Renaissance, la propriété avait été donnée à la famille de Metternich, issue de la haute noblesse rhénane, à la suite de la bataille de la Montagne-Blanche, qui avait opposé, en 1620, les impériaux au roi protestant de Bohême. Après en avoir hérité en 1818, celui qui fut ambassadeur puis ministre et enfin chancelier d'Autriche convoqua l'architecte Pietro Nobile pour donner au château son aspect actuel, de style néoclassique, en U, avec un fronton surmonté des trois coquilles de sable, l'emblème de la famille. L'escalier d'honneur est coiffé d'une série de portraits. Au centre, notre prince dans une redingote foncée, le

« L'esprit est la denrée la plus commune en France ; il n'en est pas de même de la raison. »

buste haut, les cheveux blancs, le nez aquilin, l'œil droit caressant, la Toison d'or au cou. Le comte de Falloux le décrivait ainsi : « *Le chancelier est l'un des hommes les plus beaux et les plus brillants du siècle.* » Il n'est donc pas étonnant qu'il ait eu tant de succès auprès des femmes et tant d'ennemis parmi les hommes. A sa droite, l'empereur d'Autriche François (régnant de 1804 à 1835), père de Marie-Louise, seconde épouse de Napoléon. A sa gauche, l'empereur Ferdinand, que les Tchèques appelaient « le Débonnaire », fils aîné du précédent (il régna de 1835 à 1848). Diminué par des déficiences physiques et intellectuelles, il fut secondé par Metternich, qui lui trouva même une épouse en la personne de Marie-Anne de Sardaigne.

Le château regorge de souvenirs de cet opposant farouche au concept de révolution. En août 1828, un premier musée fut ouvert au public, ce qui était novateur à l'époque. Les murs étaient tapissés de peintures de paysages de Rhénanie d'où sont originaires les Metternich. Plus exactement de Coblençe, qui fut la résidence de l'archevêque

électeur de Trèves, l'un des Etats du Saint Empire romain germanique, davantage attiré par Paris que par Berlin. On y parlait français, on y baragouinait l'allemand. Metternich lui-même se prêtait avec joie au rôle de guide pour dévoiler un éclectique cabinet de curiosités qui rassemble, encore aujourd'hui, tout un bric-à-brac d'objets enchâssés dans des vitrines, occupant trois salles. Pêle-mêle, des costumes de samouraï, des instruments de torture et d'authentiques momies égyptiennes.

Un objet sort du lot, vénéré par le propriétaire des lieux : la reliure en maroquin rouge du missel de la reine Marie-Antoinette, que sa mère, l'impératrice Marie-Thérèse, avait prévenue : « *N'adoptez*

pas la légèreté française, restez bonne Allemande. » Quand avait éclaté la Révolution française, Klemens, étudiant à Strasbourg, avait assisté au pillage de l'hôtel de ville par une bande de brutes avinées. Cet événement marquerait à vie le jeune homme, qui évoquait un « *acte de vandalisme commis par une populace en délire, une multitude inintelligente qui se considérait comme le peuple* ». Il suivrait tous les soubresauts de cette Révolution qui conduirait la belle France, première nation au monde par son commerce, sa production agricole et son armée, à devenir un Etat terroriste et sanguinaire, responsable d'assassinats d'innocents avec une barbarie sans nom.

Coblençe était devenue le quartier général des émigrés français fuyant la Révolution derrière les comtes d'Artois et de Provence, frères de Louis XVI. Comme tous les Coblençais, les Metternich s'abreuvaient des récits terrifiants des émigrés, dénonçant la haine attisée par les clubs de pensée qui tiraient les cordons des émeutes animées par une minorité où le peuple était absent. Les trois quarts des guillotins étaient des





paysans, des artisans et des petits boutiquiers. Des politiciens faisaient exécuter les propriétaires pour acquérir leurs domaines au meilleur prix. Les plus malins achetant leurs biens nationaux pour quelques poignées de billets sans valeur. Pour le prix d'une motte de beurre, ils avaient un champ. Pour le prix d'une brebis, un château. Pour le jeune Klemens, le chant guerrier appelé *Marseillaise* était une imposture. Les paroles évoquaient une invasion : « *Entendez-vous dans les campagnes mugir ces féroces soldats ?* » Mais c'est la France qui déclara la guerre à l'Autriche ! Sauve-qui-peut en 1794 lorsque les sans-culottes prirent la ville. Les Metternich se réfugièrent alors à Vienne et à Kynzvalt.

L'art de vivre chez les Metternich se découvre dans le petit salon vert, occupé par de moelleux canapés, où la famille se retrouvait autour du poêle rococo du XVIII^e siècle. Klemens eut trois épouses autrichiennes pour trois mariages : le premier par convenance et par intérêt ; le second par passion et

le troisième dicté par l'amitié. Ces épouses lui donnèrent treize enfants. Cosmopolite jusque dans sa vie privée et soucieux de maintenir l'égalité des alliés, il eut trois maîtresses françaises et trois maîtresses russes. Dans le salon de musique, un piano rappelle les moments de bonheur quand Pauline, petite-fille du prince, et son mari Richard, fils de Metternich, jouaient à quatre mains. « *Le souvenir de Napoléon a hanté mon grand-père, toute sa vie, éprouvant un mélange de dépit et d'admiration affectueuse* », écrivait Pauline. Dans une lettre datée du 18 octobre 1819, Metternich conte sa jubilation : « *J'ai passé les plus belles années de mon existence auprès de Napoléon, qui avait deux faces. Comme homme privé, il était facile et traitable, sans être bon ni méchant. En sa qualité d'homme d'Etat, il n'admettait aucun sentiment (...). Il écrasait ou écartait ses ennemis, sans consulter autre chose que la nécessité ou l'intérêt de s'en débarrasser. (...) Dans la pratique comme dans la*

discussion, il marchait vers son but, sans s'arrêter à des considérations qu'il traitait comme secondaires. »

On dépasse le cabinet oriental pour rejoindre la bibliothèque, qui nous livre un bel aperçu des centres d'intérêt du diplomate, lequel avait fait transporter le fonds encyclopédique de la bibliothèque familiale de Coblenz. Sont rangés là 24 000 tomes, 160 manuscrits et 240 incunables. On trouve aussi des atlas, des récits de voyage, de la littérature médicale, des précis historiques... Sur les tables et les lutrins en acajou plaqués d'amarante, des atlas, des chroniques comme celle de Magdebourg du XVI^e siècle. On s'extasie sur la fameuse *Description de l'Egypte* en 23 volumes et planches, née au retour de la campagne de Napoléon en Egypte. « *J'ai la mauvaise habitude de ne jamais m'endormir sans avoir lu une heure ou une demi-heure, avouait le prince. Mais en principe, je ne lis jamais de choses qui rentrent dans le cercle de mes affaires. La littérature scientifique, les découvertes,*



UN PRINCE EN SA DEMEURE

Page de gauche : la cour d'honneur et sa fontaine en fonte. Celle-ci fut réalisée vers 1850 dans les forges de Plasy, près de Plzen, qui appartenaient aux Metternich. Ils y possédaient également l'ancienne abbaye cistercienne, où repose toujours le prince Klemens von Metternich.

En haut : le salon vert où la famille Metternich aimait à se retrouver en toute intimité. Ci-contre : riche de 24 000 volumes, la bibliothèque du château est l'une des plus importantes de la République tchèque. Parmi les 160 manuscrits rares qu'elle conserve, on compte des fragments des *Cinq Livres de Moïse* du début du IX^e siècle, deux lettres du XII^e siècle de la main de saint Bernard de Clairvaux, ou encore la *Chronique* de Magdebourg du XVI^e siècle.

les voyages et même de simples récits, voilà ce qui remplit mes loisirs. » Il avalait passionnément les classiques français, allemands, italiens et anglais, prenait la plume aussi. « *J'ai l'habitude d'écrire à Paris en français, à Londres en anglais, à Saint-Petersbourg en russe, et à Berlin en allemand.* » Son collaborateur Hübner consignera dans son journal : « *Je n'ai connu au prince Metternich qu'une passion : celle d'écrire. Ce qu'il consumma d'encre dans sa vie doit être prodigieux.* »

Les portraits de Napoléon, de Marie-Louise, de l'Aiglon enfant ont été réunis dans le petit salon bleu voué à l'épopée napoléonienne. Dans une vitrine sont exposés quelques objets qui ont appartenu à l'Empereur : un médaillon contenant une mèche de cheveux, un fumi-gateur, quelques petites cuillères et un lavabo utilisé sur l'île d'Elbe. Des cadeaux offerts par Marie-Louise à Metternich, qui fut « l'entremetteur » de son mariage, parenthèse de bonheur dans la vie trépidante de Napoléon. Metternich avait été nommé ambassadeur à Paris en

1806. Son charme avait fait sensation dans les salons parisiens, tantôt Machiavel, tantôt Don Juan. En 1810, pour assurer sa descendance, Napoléon épousa l'archiduchesse Marie-Louise, fille de l'empereur d'Autriche, isolée et fessée par les victoires de l'empereur des Français alors à son apogée, tenant dans sa main l'Allemagne, la France et l'Italie. La Prusse était alors ébranlée, et la Russie, l'alliée de la France. Pour le diplomate devenu ministre des Affaires étrangères en 1809, le sort de l'Europe dépendait de l'alliance ou de la rupture entre Napoléon et le tsar. Que la Russie abandonne l'Empereur pour s'allier à l'Autriche ainsi qu'à l'Allemagne, et l'Europe récupérerait sa liberté ! L'archiduchesse avait dix-huit printemps et détestait Napoléon, qu'elle surnommait « l'Ogre » et qui en avait quarante. Metternich lui-même fut chargé de la convaincre.

Ce mariage allait souder Napoléon aux anciens rois. Comme François I^{er}, comme Charles IX, Louis XIII et Louis XIV, il allait épouser une archiduchesse

d'Autriche. Aucune de ses victoires ne l'avait autant enivré ! Marie-Louise devint impératrice en se mariant à l'homme le plus puissant de son temps. « *Il mord à son bel appât* », confie alors Metternich à l'empereur François, dont les espions suivaient les faits et gestes du couple impérial installé aux Tuileries. Dans l'intimité, la nouvelle impératrice appelait son mari « *Na-Na* » ou « *Po-Po* ». Il lui répondait par « *ma Louise* », s'attendrissant avec elle sur le sort de « *notre malheureux oncle* ». Napoléon n'était-il pas devenu en effet, par ce mariage, le petit-neveu de Marie-Antoinette et de Louis XVI ? Refusant les audiences, il désire demeurer avec « sa Louise », donnant de petits bals où il se trémousse, lui sert de maître d'équitation, courant derrière elle, sans souliers, en bas de soie... Le 16 avril 1810, Metternich mande à son maître : « *Si l'impératrice continue à le dominer, elle peut rendre les plus grands services à elle-même et à toute l'Europe.* » Marie-Louise est conquise, avouant à son père : « *Partout où je suis* »



avec lui, je suis vraiment heureuse. (...) Il a quelque chose de très prenant et de très empressé, à quoi il est impossible de résister. » Trois mois après le mariage, un enfant est annoncé. C'est un garçon. On le fait roi de Rome, seconde ville de l'Empire. Après les Bourbons, il y aura les Bonaparte. Mais la guerre recommence, soldée par l'or anglais... C'est la Russie qu'il faut vaincre.

On passe par le petit salon égayé d'une collection d'urnes en malachite, exécutées par des artisans de Saint-Petersbourg, cadeau du tsar Alexandre I^{er}, qui régna de 1801 à 1825. Commentaires de Metternich : *« Son cœur et sa conscience étaient droits ; il avait l'esprit faux... (...) Le caractère d'Alexandre*

paix et la médiation de l'Autriche. Mais à des conditions inacceptables pour l'ego de Napoléon, qui devait abandonner la Pologne, l'Espagne, l'Italie et la confédération du Rhin. L'Empereur explosa de colère, faisant valdinguer son chapeau à travers la pièce. On connaît la suite : Napoléon abdiqua le 6 avril 1814.

Consacrée à saint Antoine de Padoue, représenté sur le tableau coiffant le maître-autel, la chapelle est la pièce la plus ancienne du château. Profondément chrétien, Metternich assistait à la messe quotidienne depuis la tribune, expliquant, en 1847, à l'ambassadeur Lützow : *« Je suis un homme d'Eglise, un franc et sévère catholique. (...) L'existence et la stabilité des Etats reposent sur la foi, la*

proclama la neutralité perpétuelle de la Suisse. On créa une confédération d'Etats allemands indépendants. On disloqua l'Italie, dépeça, pour la quatrième fois, la Pologne en trois morceaux, livra à l'Autriche quelques millions d'Italiens. La France était ramenée à ses anciennes frontières et même en deçà.

Les buts de Metternich avaient été atteints par les traités de 1814 et 1815. Ni l'Italie ni l'Allemagne, demeurant fragmentées, ne formaient une unité. Par ailleurs, la Russie n'avait pas absorbé toute la Pologne ; la Prusse n'avait pas annexé toute la Saxe. Si l'Angleterre restait maîtresse des mers, aucune puissance ne l'était devenue sur terre. Consécration de ses efforts : Metternich devint chancelier de cour et d'Etat de la monarchie en 1821, avouant modestement : *« J'ai quelquefois tenu l'Europe dans mes mains, l'Autriche jamais. »* Et l'ex-diplomate de conclure dans ses Mémoires : *« Ainsi l'Europe était assurée, autant qu'il était possible, d'une paix solide et durable. »* La carte de l'Europe restera à peu de chose près la même jusqu'au milieu du XIX^e siècle.

La révolution de 1848 aura raison de la longévité du prince, sacrifié comme symbole du régime. Il devra fuir les émeutiers, à 75 ans, caché dans une corbeille à linge. Abandonné de tous, l'ex-chancelier partira en exil en Grande-Bretagne puis en Belgique, revenant dans ses domaines de Johannisberg et de Kynzvar pour adoucir ses vieux jours. Il mourut à Vienne le 11 juin 1859 et repose toujours dans la crypte de l'ancienne abbaye cistercienne de Plasy, non loin de la ville tchèque de Plzen, acquise en 1826. Lors de la Seconde Guerre mondiale, Kynzvar avait échoué à son arrière-petit-fils, Paul de Metternich-Winneburg, officier allemand. Se trouvant sur les territoires dits « des Sudètes », de sinistre mémoire, la propriété fut nationalisée par l'Etat tchécoslovaque en 1945, par suite de décrets Benes. Nul doute que Metternich aurait été heureux que son château ait été récupéré par les Tchèques, acteurs d'une révolution, certes, mais... de velours !

« J'ai quelquefois tenu l'Europe dans mes mains, l'Autriche jamais. »

offrait un singulier mélange de qualités viriles et de faiblesses féminines. (...) Son esprit, quoique fin et subtil, manquait absolument de profondeur. » Alexandre offrit ces urnes au chancelier pour le remercier d'avoir fomenté en catimini la Sixième Coalition qui terrassa Napoléon. Lors de la campagne de Russie, en 1812, l'Autriche avait fourni à Napoléon un contingent de 30 000 hommes sous les ordres du prince de Schwarzenberg. Après la déroute des armées impériales, la donne avait changé lors de la campagne d'Allemagne de 1813. La Prusse, lovée pendant des mois, s'était dressée comme un cobra contre la France en s'alliant avec la Russie. L'Autriche balançait, parlant de médiation, de neutralité mais armait secrètement.

Malgré les victoires françaises de Lützen et de Bautzen en mai 1813, la bataille décisive de Leipzig, en octobre, donna l'avantage définitif à la Sixième Coalition. Près de Dresde, installé au palais Marcolini, entouré de ses généraux, Napoléon recevait Metternich, le 26 juin 1813. Un entretien explosif qui dura huit heures. Que proposait le diplomate ? La

religion, le consentement populaire, la volonté de la majorité... Le christianisme est le fondement de la nation civilisée. »

Trônant au milieu du cabinet de travail, bien fourni en mobilier Empire, on découvre le bureau où Metternich aimait administrer ses affaires, respectant comme un rituel la règle des trois huit : huit heures de travail, huit heures de sommeil, huit heures de vie de famille et de société. Au milieu de la pièce, on a placé la table sur laquelle fut signé l'acte final du congrès de Vienne (18 septembre 1814-9 juin 1815), dont les débats furent menés par Metternich en qualité de ministre des Affaires étrangères. Les quatre grandes puissances alliées (Angleterre, Autriche, Prusse et Russie) s'étaient retrouvées avec la France représentée par Talleyrand. Sans compter des généraux, diplomates, épouses légitimes, maîtresses, aventurières et gens de tout acabit. Bals, réceptions, banquets, parties de chasse allaient rythmer une capitale autrichienne étincelant de tous ses lustres. Le Congrès refit la carte des pays scandinaves, de l'Europe centrale, de l'Italie. On



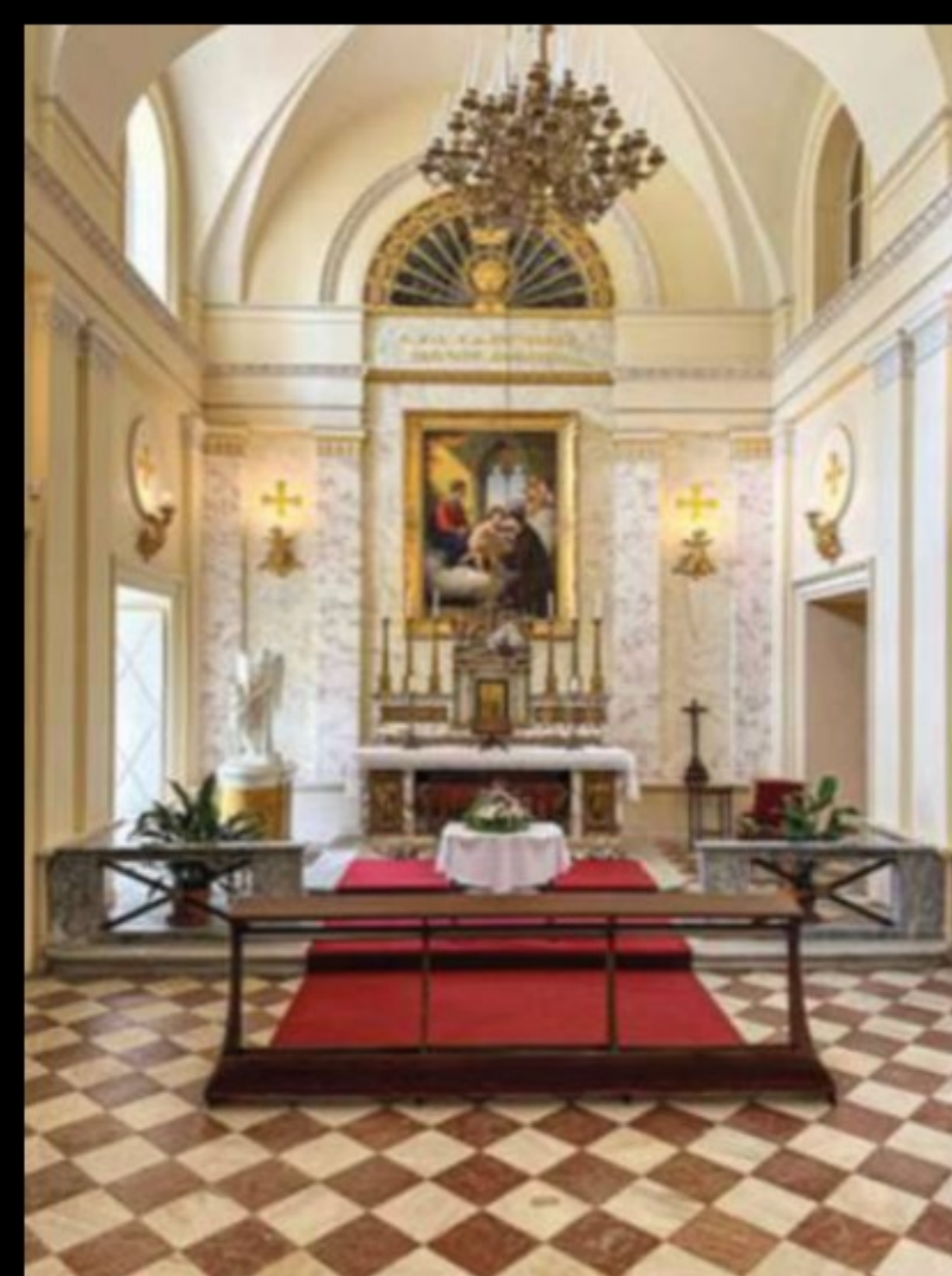
LA MAIN DU POUVOIR

Ci-contre : *Le Prince Klemens Wenzel von Metternich*, par Johann Nepomuk Ender, 1836 (collection particulière).

Garant du nouvel ordre européen qu'il avait réussi à imposer au congrès de Vienne, champion de l'absolutisme en Autriche, Metternich dut finalement s'incliner face aux soulèvements viennois lors du Printemps des peuples de 1848. En bas, à gauche :

le bureau du chancelier. La table qui trône au centre de la pièce est celle-là même sur laquelle fut signé l'acte final du congrès de Vienne, et que Metternich fit transporter lui-même au château de Kynzvalt.

Ci-dessous : la chapelle consacrée à saint Antoine de Padoue, représenté au-dessus du maître-autel par le peintre viennois Anton Petter en 1832. Réalisé avec des restes de marbres provenant de Saint-Paul-hors-les-Murs, à Rome, et abritant des reliques d'un enfant saint appelé Boniface, cet autel fut offert à Metternich par le pape Grégoire XVI.





LIEUX DE MÉMOIRE

Par Marie-Laure Castelnau



Le chantier du Cardinal

Fleuron de l'architecture française du XVII^e siècle, la chapelle de la Sorbonne a été sélectionnée par le World Monuments Fund afin d'être restaurée et de rouvrir ses portes au public après plus de vingt-cinq ans de fermeture.



© SHUTTERSTOCK/WIRESTOCK CREATORS. © PHOTO JOSSE / LA COLLECTION. © CHANCELLERIE DES UNIVERSITÉS DE PARIS/SYLVAIN PERREAU.

La chapelle de la Sorbonne et la Lune figurent parmi les sites historiques en danger ! C'est ce que révèle le World Monuments Fund (WMF), ONG internationale fondée en 1965 et consacrée à la protection du patrimoine. Depuis 1996, le WMF publie, tous les deux ans, la liste World Monuments Watch des monuments les plus menacés dans le monde. En janvier dernier ont ainsi été désignés 25 sites, qui concernent 29 pays et dont la sauvegarde est urgente et nécessaire en 2025. Après avoir examiné pas moins de 39 candidatures, le comité scientifique du WMF en France, présidé par Stéphane Bern, a porté son choix sur la chapelle de la Sorbonne. Parmi les principaux critères de sélection : la signification culturelle du lieu, l'urgence d'une intervention et la faisabilité des solutions proposées. « C'est une joie que ce lieu d'histoire et de mémoire puisse ainsi être restauré et à terme ouvert au public », a confié l'animateur.

Le dérèglement climatique, le surtourisme, les conflits, les catastrophes naturelles sont à l'origine des dégradations

LE SONGE DU CARDINAL Page de gauche, en haut : la façade ouest de chapelle donnant sur la place de la Sorbonne. En bas : Jacques Lemercier devant la chapelle de la Sorbonne, par Philippe de Champaigne, 1644 (Versailles, musée du Château). L'architecte du roi s'était vu confier par Richelieu, à la fin des années 1620, la mission de reconstruire la chapelle de la Sorbonne dans un style classique et baroque en lieu et place de l'ancien édifice gothique. Ci-dessus : le tombeau du cardinal réalisé par François Girardon ne sera achevé qu'en 1694.

que subissent les lieux sélectionnés par le WMF. La toiture de la chapelle de la Sorbonne a par exemple été sévèrement endommagée au moment de la tempête de 1999. « A cela s'ajoutent parfois des difficultés de gestion qui imposent la fermeture des sites », précise Mathilde Augé, directrice exécutive du WMF en France. C'est aussi le cas de la chapelle de la Sorbonne. Faute de moyens financiers et humains, son ouverture au public n'a pu être assurée depuis 1999.

Il s'agit pourtant d'un des bâtiments les plus emblématiques de la capitale, l'un des rares témoins de l'architecture religieuse parisienne du XVII^e siècle au sein d'une des universités les plus célèbres au monde. Située sur la rive gauche de la Seine, la chapelle Sainte-Ursule, dite chapelle de la Sorbonne, se dresse sur le site du premier collège

de théologie de Paris, fondé par Robert de Sorbon, chapelain du roi Louis IX, au XIII^e siècle. Elle fut construite de 1635 à 1648, date de sa consécration, pour remplacer l'ancienne chapelle médiévale, édifiée au XIV^e siècle. Il fut convenu d'emblée qu'elle accueillerait le tombeau du cardinal de Richelieu, qui avait été proviseur de la Sorbonne à partir de 1622 et avait lancé et financé entièrement sa construction sur ses propres fonds.

Le ministre de Louis XIII avait conçu cette chapelle comme le cœur du nouvel ensemble architectural qui devait, selon ses souhaits, redonner une unité au collège et de meilleures conditions de travail aux étudiants. Il avait confié cette mission à son architecte préféré, Jacques Lemercier, auteur entre autres de l'abbaye du Val-de-Grâce et de son église, ainsi que du pavillon de l'Horloge au Louvre.



Lorsque le cardinal meurt en 1642, le gros œuvre est achevé mais ses funérailles se déroulent dans un décor de travaux. Après sa mort, sa nièce, la duchesse d'Aiguillon, choisira le sculpteur François Girardon pour réaliser le gisant du prélat : une sculpture monumentale, exécutée dans quatre blocs de marbre, qui ne sera achevée qu'en 1694. Le cardinal y est représenté d'une manière inhabituelle, à demi couché, c'est-à-dire en train de mourir, aidé par la figure de la Piété. Il regarde vers le Christ en Croix et, à ses pieds, la figure de la Doctrine le pleure. La finesse et le réalisme des drapés font oublier que la sculpture est en marbre. Elle est considérée comme le chef-d'œuvre de Girardon.

« Tout le monde court en foule dans Paris voir ce magnifique bâtiment de Sorbonne », écrit un contemporain, Puget de La Serre. C'est « un édifice très ambitieux, qui montre les trois hommes que fut Richelieu : l'homme d'Etat, le prince de l'Eglise et le grand mécène de son temps », souligne de son côté Alexandre Gady, historien de l'architecture et professeur d'histoire de l'art moderne.

Le bâtiment se reconnaît à sa tour-lanterne à la romaine, qui culmine à 49 m de hauteur, inspirée de celle de Saint-Pierre de Rome. « Cette fameuse coupole forme le logo de cette faculté de renom du Quartier latin connue dans le monde entier »,

SOUS LA COUPOLE En haut : saint Ambroise, l'un des quatre Pères de l'Eglise représentés par Philippe de Champaigne dans les médaillons des pendentifs de la coupole (page de droite).

Ci-contre : le tombeau de Richelieu fut placé dans le chœur de la chapelle, de sorte que l'effigie du cardinal regarde l'autel.

souligne Maria Mendes, guide conférencière, chargée de développement des projets culturels à la Sorbonne.

A l'intérieur, le plan symétrique organisé selon deux axes est inhabituel. « Il permet de concilier la double vocation de l'édifice : le vaisseau longitudinal sert à la célébration des offices du collège, tandis que le vaisseau transversal renforce la vocation mémorielle du lieu par la mise en valeur du tombeau de Richelieu, installé sous la coupole », explique Véronique Milande, conservatrice en chef du patrimoine, responsable de la conservation des œuvres d'art religieuses et civiles à la Ville de Paris. Ainsi la chapelle est-elle conçue avec deux entrées, l'une côté rue, avec une façade élégante de style baroque, l'autre côté cour, plus classique, avec son porche à colonnes.

L'aménagement intérieur est dépouillé, en pierre nue, orné de simples pilastres et moulures qui rehaussent l'aspect des statues dans les niches à l'entrée du chœur. La croisée des deux axes est surmontée d'une coupole s'appuyant sur un tambour à huit fenêtres. Les peintures murales, réalisées entre 1641 et 1644, furent confiées à Philippe de Champaigne. L'artiste exécuta les quatre médaillons représentant les Pères de l'Eglise, très peu repeints au cours des siècles, les écoinçons, les peintures décoratives du lanternon et les parois de la coupole. Ce sont les seuls et uniques décors parisiens de l'artiste réalisés à fresque. Au château de Versailles on peut admirer le portrait de Lemercier avec la Sorbonne en arrière-plan par Champaigne.

A la Révolution, le collège est supprimé, la chapelle est pillée, les œuvres volées ou parfois même détruites. Seules les peintures de Philippe de Champaigne, quelques éléments de sculpture architecturale et le tombeau de Richelieu sont épargnés. Comme les autres bâtiments de l'université, elle est laissée à l'abandon jusqu'en 1808, date à partir de laquelle elle est restaurée, puis rendue au culte à l'usage des professeurs de la Sorbonne. Un tableau peint par Hubert Robert vers 1800, aujourd'hui au musée Carnavalet, montre l'état de *La Chapelle de la Sorbonne avec la voûte de la nef éventrée*. Néanmoins, « quelques artistes, comme David d'Angers, Augustin Pajou ou Pierre-Paul Prud'hon, qui avaient leurs ateliers au Louvre, mais qui furent contraints de quitter les lieux à la suite des aménagements de Bonaparte, s'y réfugièrent entre 1801 et 1821 pour y installer leurs chevalets », raconte Maria Mendes.

Finalement, l'université retrouve sa fonction d'enseignement en 1821 et la chapelle est restituée au culte public l'année d'après. En 1852, Napoléon décide de céder à la Ville de Paris la chapelle et l'ensemble de la Sorbonne, avec une condition : son affectation à perpétuité au siège du rectorat de Paris et à plusieurs facultés, « ce qui est toujours le cas aujourd'hui », se félicite Bernard Beignier, recteur de Paris, chancelier des Universités de Paris et d'Ile-de-France. Nous en assurons la gestion avec la Mairie de Paris qui en est propriétaire. La chapelle est





le cœur de cette université et je me réjouis à l'idée que les étudiants et les Parisiens qui passent devant cette façade depuis si longtemps puissent bientôt y pénétrer ! »

Une deuxième campagne de travaux est lancée de 1885 à 1901 par l'architecte Henri-Paul Nénot. L'ensemble du site de l'université est alors reconstruit pour donner naissance à une nouvelle Sorbonne. « Ainsi, la chapelle est le seul témoignage subsistant de la Sorbonne de Richelieu », souligne Véronique Milande. Pendant cette dernière restauration, des fondations de l'ancienne chapelle du XIV^e siècle, détruite au XVII^e siècle, ont été retrouvées dans la cour d'honneur. « Le tracé de son emprise au sol est aujourd'hui matérialisé dans la cour de l'université », précise Maria Mendes. En février 1887, la chapelle de la Sorbonne est classée sur la liste des monuments historiques. En 1957, elle perd sa vocation cultuelle par suite d'une décision du tribunal administratif de Paris. Sa conservation est désormais gérée par la Ville de Paris.

La tempête de 1999 ébranle sérieusement la structure du toit, endommageant une partie des voûtes et des parements et entraînant la fermeture de la chapelle pour des raisons de sécurité jusqu'à aujourd'hui. Ce n'est qu'en 2004 qu'une campagne de restauration est lancée sur les façades et les couvertures afin de réparer les nombreuses infiltrations qui menaçaient les décors et les voûtes. Les travaux

se sont achevés en 2008 mais des filets de sécurité sont encore en place pour protéger d'éventuelles chutes de plâtre les visiteurs des Journées du patrimoine.

Une autre raison de la fermeture de la chapelle tient au risque d'écroulement de la tribune de l'orgue. « Impossible dans ces conditions d'envisager d'accueillir des visiteurs, hormis pour quelques très rares occasions, fait valoir Karen Taïeb, adjointe à la Mairie de Paris, chargée du patrimoine, de l'histoire de Paris et des relations avec les cultes. Mais le temps de la réouverture et de la redécouverte de cette chapelle, véritable bijou du patrimoine parisien, arrive enfin ! » Grâce à la sélection de la chapelle par le WMF, d'importants travaux de restauration vont être lancés pour réparer cette tribune, faciliter son accès, mais aussi préserver les voûtes et les parements intérieurs, les décors et les œuvres d'art majeures, telles les fresques de Philippe de Champaigne.

Les travaux démarreront en 2025 pour restaurer dans un premier temps les médaillons des pendentifs représentant les quatre Pères de l'Eglise latine, ainsi que les peintures de Louis Charles Timbal, réalisées de 1873 à 1876 pour décorer les deux bras du transept. Le tombeau de Richelieu a quant à lui été restauré en 2024 grâce au soutien de la fondation de la Sauvegarde de l'Art français.

Par-delà la désignation de ces lieux en danger, le WMF propose des solutions pour les protéger et contribue financièrement

à leur restauration. Il aide également à réunir d'autres donateurs, particuliers, entreprises privées ou publiques. Le budget estimé pour l'ensemble des travaux de la chapelle, qui dureront plusieurs années, s'élève, selon Karen Taïeb, à environ 8 millions d'euros. En 2025, le WMF a déjà réuni 2 millions de dollars pour financer les nouveaux projets sur tous les sites sélectionnés. Outre la restauration, l'ONG emploiera le reste des fonds qui seront levés ultérieurement et versés pour la chapelle à un programme de conservation et de réouverture, de concert avec la Ville de Paris et la chancellerie des Universités de Paris. Maria Mendes espère ainsi « faire de cette ancienne chapelle unique un lieu culturel d'échanges, de concerts, d'expositions, de conférences et de rencontres ». Il ne reste plus qu'à trouver de généreux donateurs...

• **À VOIR : la chapelle de la Sorbonne se visite pendant les Journées du patrimoine.**
Rens. : wmf.org et www.sorbonne.fr

À LIRE



**La Sorbonne,
un musée, ses
chefs-d'œuvre
RMN
286 pages
49 €**



Les vestiges d'aujourd'hui



La Galerie des Gobelins accueille une exposition spectaculaire du Mobilier national consacrée au bicentenaire du sacre de Charles X : un paradoxe politique et un sommet des arts décoratifs.

Parce que tout devait concourir à « *renouer la chaîne des temps* », selon la fameuse expression de la Charte constitutionnelle, rien ne serait trop beau. L'avait-on attendu, ce sacre ! Il en avait été question depuis le retour des Bourbons sur le trône. La commission instituée dans ce but en 1814 avait toutefois prévenu : « *Notre ordre politique ne permet plus de suivre l'ancien cérémonial.* » Tant qu'il fut question de sacrer Louis XVIII, on s'accorda en effet pour dépouiller l'événement de la valeur sacramentelle qu'il revêtait sous l'Ancien Régime. Mais le roi mourut en 1824 en s'étant contenté, selon l'expression parfaite de Jean-Michel Leniaud, d'un « *sacre de désir* », moins en raison de sa santé que pour éviter de mécontenter l'aile droite des Chambres, institution nouvelle de la monarchie française.

L'avènement de son frère Charles X changea radicalement la donne. De sa jeunesse légère à Versailles, l'ancien comte d'Artois avait conservé le goût des certitudes toutes faites. De sa conversion après la mort de sa maîtresse, la comtesse de Polastron, il avait pris celui des décrets de la Providence. Qu'importe la

Révolution, l'Empire et désormais la Charte : son heure était venue et son sacre répéterait à l'identique, un demi-siècle plus tard, celui de son infortuné frère Louis XVI et de tous ses aïeux. Il serait cette liturgie propre à manifester l'origine divine de son pouvoir et à l'unir à son peuple. Il aurait pour cadre l'immémoriale cathédrale de Reims et non pas Notre-Dame de Paris. Il manifesterait l'éclat du génie artistique français au service de la monarchie retrouvée.

Le 29 mai 1825, l'événement fut tout cela et bien plus encore, comme en témoigne « *Le Dernier Sacre* », l'exposition d'une richesse époustouflante que le Mobilier national lui consacre à l'occasion de son bicentenaire. Et pour cause : malgré les pertes occasionnées le plus souvent par les tribulations politiques, la profusion des objets qui ont été conservés fait du sacre de Charles X le mieux documenté de l'histoire de France. Du mobilier aux innombrables textiles, de la vaisselle liturgique aux centaines de médailles, gravures et souvenirs en tout genre, les trois commissaires de l'exposition, Renaud Serrette, Hélène Cavalié et Stéphane Bern,

MANTEAU ROYAL
Ci-contre : main de justice et sceptre réalisés par les bronziers Feuchère et utilisés pour les funérailles de Louis XVIII (basilique de Saint-Denis). Page de gauche : manteau du sacre de Charles X, conservé au palais du Tau à Reims. Réalisé en 1814 pour Louis XVIII par le brodeur Dallemagne sur des dessins de Louis Lafitte, il est en velours de soie violet, paillettes et cannetille d'or, et pèse près de 40 kg. En haut : cette bonbonnière à l'effigie de Charles X est caractéristique des souvenirs du sacre qui se répandirent en France (cristal, cristallo-cérame, cuivre doré, 1825-1830, collection privée).





n'ont eu que l'embarras du choix. Quant à Jacques Garcia, génie du décor historique, qui pouvait mieux que lui mettre en scène, sur les deux niveaux de la longiligne Galerie des Gobelins, un événement qui, de ses décors néogothiques peints à son « ode au roi », composée par un juvénile Victor Hugo qui ne s'était pas encore découvert républicain, fut aussi une manifestation éclatante du goût romantique ?

Dès le rez-de-chaussée, le visiteur est plongé dans les funérailles de Louis XVIII, célébrées à Saint-Denis, le 23 septembre 1824. Sous un dais de velours de soie noire où brillent des fleurs de lys d'or se dresse une évocation du catafalque royal, recouvert d'un drap mortuaire brodé aux armes de France. Posés sur un coussin, un sceptre et une main de justice voisinent avec une couronne, réalisés par les bronziers Feuchère. Au mur, une forêt de bustes en biscuit de Sèvres évoque, à travers les membres de la famille du roi défunt, la continuité des Bourbons, de Louis XVI au duc de Bordeaux,

« l'enfant du miracle », ultime espoir de la dynastie après l'assassinat de son père, Berry, en 1820.

Louis XVIII reposant auprès de ses aïeux, on pouvait songer au sacre de son frère. L'espace suivant lève le voile sur ses préparatifs à travers une reconstitution du bureau du duc de Doudeauville, ministre de la Maison du roi, qui en fut le grand ordonnateur et dut relever ce triple défi, souligné par Renaud Serrette : « *intervenants multiples, temps compté, budget serré* ». Les seuls noms des protagonistes suffisent à accréditer l'idée que rien n'avait changé depuis l'Ancien Régime. Outre Sosthène de La Rochefoucauld, fils du duc de Doudeauville, chargé des travaux de restauration de la cathédrale de Reims, du palais archiepiscopal et de l'abbaye Saint-Remi, on comptait Amand Thierry de Ville d'Avray, intendant du Garde-Meuble

de la Couronne comme son père l'avait été sous Louis XVI, ou Louis-François de Chamillart de La Suze, chargé d'assurer le logement des invités à Reims, qui avait renfilé son costume de grand maréchal des logis. Symbole plus éclatant encore, le grand maître des cérémonies de France était ce même Henri-Evrard de Dreux-Brézé qui, âgé de 27 ans et revêtu des mêmes fonctions, avait échoué à disperser l'assemblée des états généraux le 23 juin 1789 et s'était attiré la réplique fameuse de Mirabeau.

La date du sacre fixée au 29 mai 1825, dimanche de la Trinité, tous ces noms fleurant l'ancienne France eurent à peine six mois pour ressusciter une cérémonie oubliée en puisant dans les archives du sacre de Louis XVI et donner forme à un événement tentaculaire et paradoxal, puisqu'il louchait à la fois sur le faste de celui de George IV d'Angleterre en 1821 et sur la rigueur budgétaire, indispensable pour ménager l'opinion – autre nouveauté absolue pour la monarchie. Son coût ne cessa de monter : des 6 millions votés par les Chambres en



UN SACRE EN TECHNICOLOR La cérémonie du sacre fut un spectacle fastueux, qui marqua les contemporains et manifesta l'excellence des arts décoratifs français. Conservé au musée des Carrosses de Versailles, le carrosse royal est évoqué dans l'exposition par sa silhouette, dessinée par Jacques Garcia, sur laquelle a été fixé l'un des panneaux d'origine (*ci-contre, en bas*). La nef de la cathédrale de Reims était habillée d'un décor néogothique en bois et toiles peintes, restitué par le décorateur Pasquale Mascoli (*ci-contre, en haut*). Page de gauche : médaillon central de la table du sacre représentant le couronnement. Cette prestigieuse table de la manufacture de Sèvres en porcelaine dure et bronze doré, comportant neuf médaillons dessinés par le peintre Develly, fut acquise par Ferdinand VII d'Espagne pour le palais royal de Madrid, où elle se trouve depuis 1828 (Madrid, Patrimonio nacional). En bas : armoiries de France et de Navarre sur le drap mortuaire de Louis XVIII, broderie de fils métalliques dorés, métal, reps, velours de soie, par Dallemagne & Guibout, 1824 (Paris, Mobilier national).

janvier 1825, il passa à près de 10 millions, malgré les tentatives d'économies tous azimuts. Ministres, dignitaires, pairs et députés assumeraient les frais de leur déplacement à Reims ; la basilique Saint-Remi ne serait pas restaurée mais étayée, des toiles peintes façon pierre servant de cache-misère !

Le joli mois de mai sonna l'heure du voyage à Reims. Le moment, dont Rossini fit le titre de l'opéra qui lui fut commandé pour l'occasion, est évoqué dans l'exposition à travers le carrosse royal : « une œuvre d'art totale destinée à frapper les esprits », fait valoir Hélène Delalex, conservateur du patrimoine ; « un temple prestigieux renfermant un être supérieur », relevait un contemporain. D'une hauteur prodigieuse, recouvert d'or de la caisse aux bronzes, des bois aux passementeries, d'un raffinement inouï, ce beau

monstre attelé à huit chevaux et dessiné par le fameux Percier, rescapé de l'Empire, semble sorti d'un conte de fées. Fleuron du musée des Carrosses de Versailles, il est rendu astucieusement ici par un décor mural grandeur réelle sur lequel a été fixé l'un des quatre panneaux peints de la caisse, sauvés lors de sa transformation pour le baptême du prince impérial en 1856. Parce qu'il était impensable que ce char d'apparat parcourût la distance de Paris à Reims, il fit la route le 20 mai sur des roues fonctionnelles, tandis que sa caisse était emmitouflée dans une housse de toile pour la dérober aux regards des curieux.

De son côté, le roi, arrivé à Compiègne le 24 mai, en partit le 27 pour Fismes, où il fut accueilli par le préfet de la Marne d'un solennel : « Sire, l'antique cité où Clovis fut consacré au christianisme et à la royauté vous attend. »

Le lendemain, il était à Tinquex,

dans les faubourgs de Reims, où il embarqua dans son carrosse doré avec le Dauphin et les princes du sang. Reims avait été semée d'arcs de triomphe et pavoisée de tentures, de guirlandes et de drapeaux fleurdelisés. Ses rues avaient été sablées, ses 31 000 habitants invités à illuminer leur façade et les bourgeois priés de loger les centaines d'hôtes prestigieux et de membres de la suite royale. Au son des cloches, le roi y fit son entrée au moment où parut, chassant la pluie, un soleil radieux, ce que l'on interpréta comme un heureux augure, et fut accueilli par le maire, Ruinart de Brimont, qui lui remit les clés de la ville. Après une halte à la cathédrale pour les vêpres, où il écouta le cardinal de La Fare – le même qui avait prononcé le sermon d'ouverture des états généraux de 1789 ! – tonner contre le souvenir d'une « époque à jamais déplorable », il s'installa au palais du Tau, le palais archiépiscopal voisin. En six mois, le Garde-Meuble de la Couronne avait transformé et meublé somptueusement ce bâtiment délabré et vide pour en faire un véritable palais, dont on admire la restitution dans le dernier espace du rez-de-chaussée.





REGALIA Ci-dessus : couronne dite des honneurs de Charlemagne, laiton doré, camées, velours de soie (Paris, musée du Louvre). Créée par l'orfèvre Biennais pour le sacre de Napoléon, où elle n'avait eu qu'un rôle honorifique, elle servit en revanche à couronner Charles X. Page de droite, en bas : les *regalia* utilisés pour les funérailles de Louis XVIII posés sur un coussin du sacre de Charles X. En haut : *Victor Hugo*, par Jean Alaux, 1825, huile sur carton (Guernesey, Hauteville House). Thuriféraire de la monarchie selon la Charte, Hugo fit le voyage à Reims et signa une ode au roi, *Le Sacre de Charles X*.



En gravissant l'escalier qui mène à l'étage, le visiteur parcourt symboliquement le chemin de Charles X au matin du 29 mai, lorsque, vêtu d'une robe en drap d'argent et d'une toque de velours noir, il s'engagea à 8 heures dans le passage couvert qui reliait le palais du Tau à la cathédrale. Parmi les insignes qui lui furent ensuite remis, la couronne dite de Charlemagne, créée par l'orfèvre Bien-nais pour le sacre de Napoléon, scintille dans la première pièce à l'étage, à côté d'une immense aiguière liturgique de l'orfèvre Cahier en argent doré. On a hélas perdu à jamais la couronne personnelle du roi, dont la monture fut brisée et fondue en 1887 lors de la vente des Diamants de la Couronne, ainsi que son épée de diamants, volée en 1976.

Après être passé sous le dais en velours de soie violet – couleur du sacre –, restitué pour la première fois, qui flotte au sommet de la cage d'escalier comme jadis dans le chœur de la cathédrale, on pénètre dans la spectaculaire reconstitution de la nef. C'est là que se déployait le talent des architectes Hittorff et Lecoq, qui transformèrent le sanctuaire médiéval en un fastueux décor néogothique, là qu'éclatait une polychromie retrouvée par leurs recherches historiques. Elle était entièrement habillée d'un décor éphémère conçu par le peintre Cicéri, qui représentait, au milieu d'une avalanche de fleurs de lys, d'armes de France et de chiffres royaux (deux C affrontés formant un X) sommés de heaumes, les principaux rois de France assis sur leur

trône. Ce décor disparu a repris vie sur les murs latéraux de la Galerie des Gobelins grâce au talent de Pasquale Mascoli, qui l'a reproduit en partie par un même assemblage de toiles peintes, montées sur châssis. Avec la reconstitution des tribunes où prirent place les invités, il rend à merveille le caractère théâtral de la cérémonie, qui marqua vivement les spectateurs.

Au fond de la salle s'élève un autre dais, dûment restauré par les ateliers du Mobilier national, qui y ont aussi recousu par dizaines les fleurs de lys remises sous Louis-Philippe. Suspendu, en 1825, sous le jubé monumental en forme d'arc de triomphe qu'on avait installé aux deux tiers de la nef, il coiffe le trône où était assis le roi, drapé dans le spectaculaire manteau du sacre pesant quelque 40 kg. Confectionné pour Louis XVIII en velours de soie violet bordé d'hermine par le brodeur Dalmagne et toujours conservé à Reims, il est représenté ici par son quasi jumeau : le manteau noir offert en 1826 par Charles X à la cathédrale de Sens pour les cérémonies funéraires annuelles de ses parents, le dauphin Louis et la dauphine Marie-Josèphe de Saxe.

C'est là, entre le jubé et le chœur, que se déroula la cérémonie du sacre. Ramenée à trois heures et demie avec le *Te Deum* et la messe qui suivirent, elle était, sous l'apparence de l'immuabilité, un curieux mélange d'ancien et de neuf. Certes, le roi prononça le serment royal. Mais on omit le paragraphe qui lui faisait obligation de « chasser de sa terre et juridiction tous les hérétiques désignés par l'Eglise », incompatible avec la liberté religieuse désormais garantie. Surtout, on ajouta le fameux serment sur la Charte, que Charles X jura « d'observer fidèlement ». Certes, il reçut les sept onctions au moyen de la sainte ampoule, dont on avait miraculeusement retrouvé quelques fragments encore oints du précieux baume après son bris par un révolutionnaire en 1793. Mais les oraisons qui les accompagnèrent furent amputées de leurs références médiévales,

devenues incompréhensibles. Certes encore, le roi fut couronné par l'archevêque, mais sans l'appui des douze pairs ecclésiastiques et laïques du royaume, désormais disparus et remplacés par les seuls princes du sang, auxquels les observateurs libéraux regrettèrent qu'on n'eût pas adjoint un pair et un député pour marquer le rôle des Chambres dans la monarchie selon la Charte.

Le roi regagna le palais du Tau pour le festin qui suivit, puis, le lendemain lundi 30 mai, participa dans la cathédrale à la cérémonie de l'ordre du Saint-Esprit, deux événements évoqués dans les espaces suivants. Vint enfin, le mardi 31, une journée elle aussi placée sous le signe d'un mélange de tradition et de nouveauté. Pour que tout reste comme avant, le roi toucha, le matin, les écrouelles de 121 malades réunis à l'hospice de Reims, non sans avoir hésité à « fournir un prétexte aux dérisions de l'incrédulité », puis fit une revue militaire. Mais parce que tout avait changé, on avait prévu, l'après-midi, une nouveauté bien faite pour séduire une bourgeoisie avide de prospérité : une exposition des produits de l'industrie locale dans un « Bazar » dessiné par Isabey. Là, sous vingt-six portiques disposés en amphithéâtre, s'étaient étalés draps de laine de Reims, orfèvrerie, horlogerie et même pompes à incendie. Pendant trois quarts d'heure, « le roi »





visita tous les étalages, entra dans tous les détails de chaque produit qui lui était successivement présenté, multiplia les questions avec autant d'intérêt que de discernement ».

De l'avis des contemporains, le sacre fut un succès. En témoignent, dans la dernière salle de l'exposition, les innombrables souvenirs qui en célébrèrent le faste coloré. Au chapitre des souvenirs officiels, les deux somptueux tableaux de Gérard, premier peintre du roi après avoir été le portraitiste de l'Empereur, des médailles commémoratives en bronze ou les médailles en argent lancées par les hérauts d'armes à la foule rémoise. Mais, par la grâce d'une révolution industrielle prodigieuse en produits manufacturés, une multitude d'autres souvenirs se répandirent parmi la population. Ainsi de ces boutons de manchettes au profil de Charles X, de cette bonbonnière avec portrait du roi en cristallo-cérame, des innombrables estampes colorées, verres, médaillons, tabatières qui fleurirent partout en France pour commémorer un sacre qui devait célébrer le retour du roi père de son

peuple. En pure perte : cinq ans et deux mois plus tard, la révolution de 1830 jetait Charles X à bas de son trône.

On n'a pas assez souligné la dimension tragique du dernier Bourbon. Au fond, Charles X est l'anti-Guépard. Un double inversé du prince de Salina. Parce qu'il avait compris que le changement était la condition de sa survie au moment de l'unité de l'Italie, le grand féodal sicilien imaginé par Tomasi di Lampedusa s'était résolu à faire sien la conviction de son neveu Tan-

crède : « *Si nous voulons que tout reste identique, il faut que tout change.* » En 1825, tout avait changé en France mais Charles X ne l'avait pas voulu. Parce qu'il « *a[vait] toujours pris ses sentiments pour des idées* » (Emmanuel de Wares-



POMPE ET CIRCONSTANCES Le violet, couleur du sacre, était omniprésent dans la cathédrale de Reims le 29 mai 1825. Ci-contre : fauteuil de trône en bois doré, par Alexandre Brongnière, 1825 (Paris, Mobilier national), et son coussin. Sauf pendant le couronnement, qui eut lieu dans le chœur, le roi se tenait assis au centre du jubé, surplombé d'un dais, qui avait été élevé aux deux tiers de la nef de la cathédrale (*page de droite, restitution virtuelle par Philippe Le Pareux, 2025*). En bas : buste d'Henri d'Artois, duc de Bordeaux, produit par la manufacture de Sèvres, biscuit et socle de porcelaine, 1829 (Paris, Mobilier national). « L'enfant du miracle », fils du duc de Berry, assassiné avant sa naissance, n'assista pas au sacre de son grand-père. Il avait seulement 4 ans et demi.

avaient remplacé çà et là les broderies d'or sur son manteau violet. La splendeur intacte du velours de soie lyonnais et les fantasmagories nouvelles du carton-pierre s'unirent pour lui procurer l'ivresse d'un sacre aux apparences d'Ancien Régime.

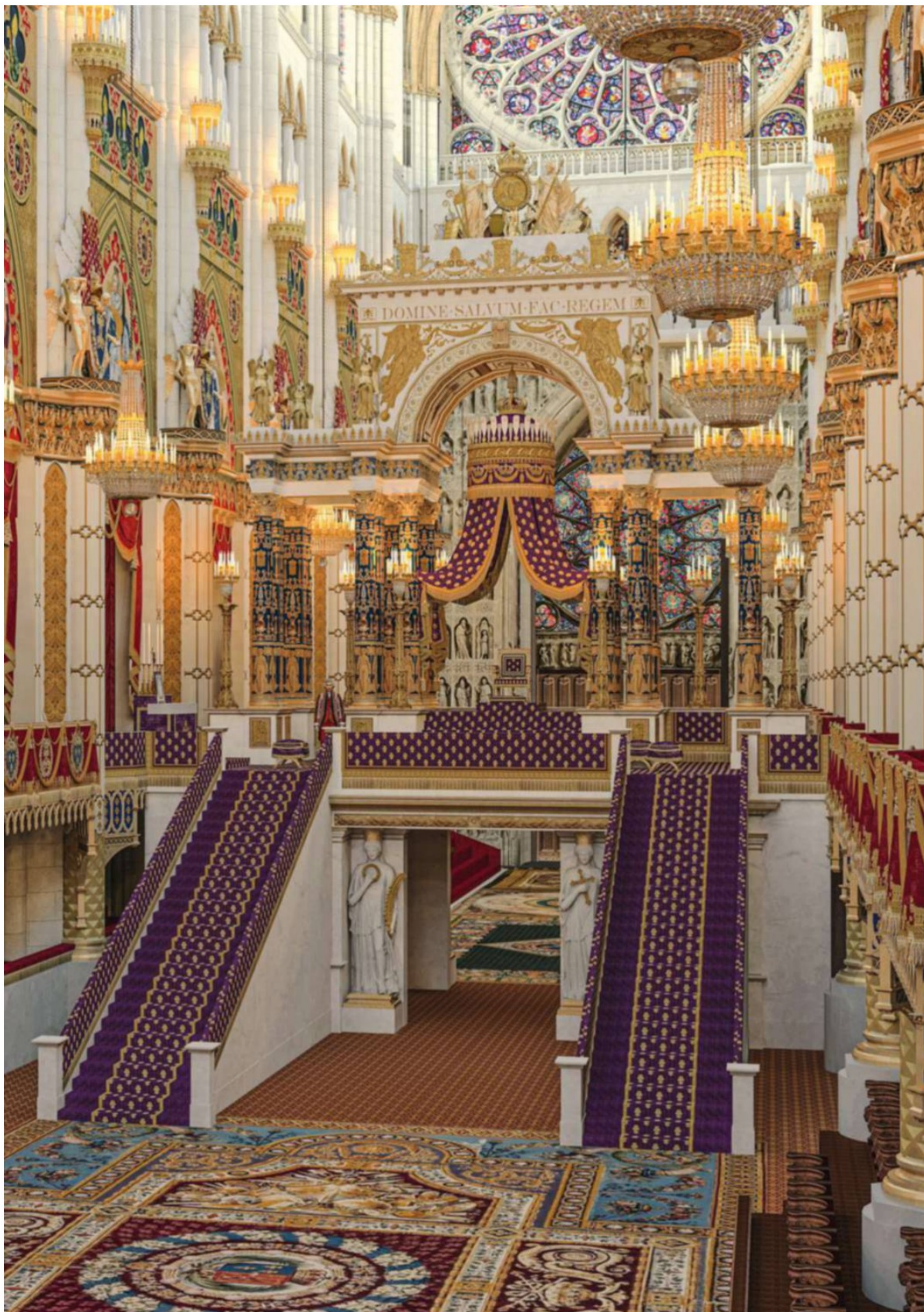
Peut-on lui en vouloir ? Le passé séculaire de sa jeunesse l'avait ensorcelé. Le souvenir de ses petits soupers à Bagatelle et des fêtes au clair de lune dans les frais bosquets de Versailles se mêlait, dans son esprit, à celui de sa longue lignée d'ancêtres, la couronne sur la tête et l'épée à la main, qui hantaient ses palais à longueur d'effigies. Au fond, ce sacre en Technicolor était la matière même de son rêve, et c'est la grâce de l'exposition du Mobilier national de nous le restituer tel qu'il fut et comme s'il n'avait jamais dû finir. *S*

● « **Le Dernier Sacre** », du 11 avril au 20 juillet 2025. Galerie des Gobelins, 42, avenue des Gobelins, 75013 Paris. Tous les jours, sauf le lundi, de 11 h à 18 h. Tarifs : 8 €/7 €. Rens. : mobiliernational.culture.gouv.fr

À LIRE



Catalogue de l'exposition
Mobilier national/
Editions Monelle
Hayot
532 pages
59 €





TRÉSORS VIVANTS

Par Sophie Humann



La chasse au trésor

Sous le marteau des commissaires-
priseurs, l'histoire fait vendre.

A condition de retracer l'origine des objets
et de savoir les mettre en valeur.

Rencontre avec les meilleurs passeurs.



EN QUÊTE D'HISTOIRE Pour préparer les ventes de souvenirs historiques, les commissaires-priseurs plongent dans l'Histoire. Ci-dessus : l'équipe de l'étude Beaussant-Lefèvre & Associés ; de gauche à droite, Eric Beaussant, Théo Lavignon, Arthur de Moras, Vincent Héraud et Pierre-Yves Lefèvre. Jean-Christophe Chataignier (*page de gauche, en bas*), directeur général de l'étude Osenat, a présidé à la vente mémorable d'une des feuilles de la couronne du sacre de Napoléon, réalisée par l'orfèvre Biennais (*page de gauche, en haut*).

En tête de popularité chez les collectionneurs, il y a Napoléon, le premier, qui réunit tous les ingrédients du succès : le pouvoir, la gloire, la chute, le mythe. Dans la catégorie Empire, juste en dessous de lui, on trouve Joséphine. Les autres – les frères et sœurs, le roi de Rome, Hortense et Eugène, le prince Napoléon et Napoléon III – passent après. Puis il y a les membres des familles royales, et enfin ceux qui ont eu un destin tragique. Marie-Antoinette et Louis XVI valent plus cher que Madame Royale qui a survécu. Les souvenirs de Sissi, François-Joseph et Rodolphe s'arrachent. On se bat pour acquérir ceux des derniers Romanov...

Le 16 mai prochain, l'étude Coutau-Bégarie va justement disperser la collection de Tatiana Botkine, fille du Dr Botkine, le médecin personnel du tsar Nicolas II. Cyrille Boulay, historien des familles royales et pionnier des ventes de « souvenirs historiques », est l'expert de la vente. « Il s'agit des derniers objets que les membres de la famille impériale ont possédés à Tobolsk avant leur assassinat, explique-t-il. Pour réaliser des ventes historiques, il faut

connaître l'Histoire afin de tracer l'objet. Pour rédiger le catalogue, nous avons fait un travail de recherche très poussé, auquel tous les chercheurs auront désormais accès. » Entre autres pièces de choix, des photos dédicacées des grandes-duchesses seront vendues, ainsi qu'une icône offerte à Alexandra Fiodorovna par un pape à son arrivée à Tobolsk et que l'impératrice a confiée au Dr Botkine juste avant de partir pour Iekaterinbourg, mais aussi une relique extraordinaire : un morceau du manteau du sacre de Nicolas II avec l'aigle bicéphale des Romanov, brodé de fils de soie et de fils de couleur, et surmonté de la couronne impériale.

Cyrille Boulay a commencé à organiser de telles ventes il y a environ vingt-cinq ans. A l'époque, il est sollicité par l'étude Beaussant-Lefèvre, qui doit disperser des objets ayant appartenu à la princesse

Soraya, la deuxième épouse du shah d'Iran, et cherche quelqu'un capable de mettre en valeur leur histoire. L'appartement a été vidé. Le jeune historien propose alors de replacer le mobilier, la garde-robe et les effets personnels dans leur contexte avant de faire les photos, de façon à prouver aux acheteurs que ces souvenirs de l'Iran impérial appartenaient bien à la princesse. L'opération est un succès. Cyrille Boulay se met ensuite à organiser deux ou trois ventes thématiques par an sur les familles royales avec Olivier Coutau-Bégarie.

« Auparavant, tout ce qui touchait aux familles royales était mélangé avec les ventes de souvenirs militaires, précise l'expert. Or ce ne sont pas les mêmes clientèles. L'intérêt des ventes de souvenirs historiques, c'est justement l'histoire. C'est la traçabilité de l'objet qui lui donne sa valeur. Le collectionneur éprouve le sentiment

d'acheter un morceau d'histoire, de faire entrer dans son quotidien un élément qui a forgé le passé. » Parmi les objets identifiés au fil du temps, une paire de mules ayant appartenu à Marie-Antoinette, conservées dans un appartement à Saint-Tropez, et la bible de la mère du tsar, Maria Fiodorovna. Ecrite en danois, celle-ci avait été saisie par un bolchevik pendant la révolution. Le livre saint, amputé de sa précieuse couverture, avait fini par être racheté par un diplomate et rapporté à sa propriétaire, en exil au Danemark. Cyrille Boulay l'a retrouvée au fond d'une malle en métal, dans la cave de l'appartement parisien de la petite-fille du prince Ioussoupov, qui l'avait appelé pour réaliser un inventaire.

Les ventes de souvenirs historiques s'envolent, d'autres maisons s'y sont mises, principalement Artcurial, Beaussant-Lefèvre & Associés, et Osenat. Dans cette dernière étude, Jean-Christophe Chataignier dirige à la fois le département « Souvenirs historiques » et celui consacré à l'Empire, le fleuron de la maison. Il organise trois ou quatre ventes par an autour de Napoléon et expertise les souvenirs historiques de l'Empereur dans le monde entier. « *Le monde des collectionneurs autour de Napoléon est très hétéroclite*, souligne-t-il. *Nous mettons dans nos ventes des objets à tous les prix. Nous faisons de grandes pages d'histoire pour chaque objet. Nous prenons le temps de le présenter. Il reste encore des souvenirs personnels de Napoléon, car celui-ci a produit beaucoup de lettres, de documents... Il reste aussi des livres*

de sa bibliothèque, dont celle de Sainte-Hélène, bien conservée par son bibliothécaire. Et puis, il était souvent en campagne, ce qui implique des changements de vêtements, de vaisselle. N'oublions pas également qu'il a remis en marche les manufactures, dont celle de Sèvres, et donnait beaucoup de cadeaux aux ambassadeurs, aux maréchaux... »

Jean-Christophe Chataignier est ému par l'histoire des objets, mais aussi par celle des gens qui leur ont permis d'arriver jusqu'à nous. L'une de ses ventes les plus touchantes ? Une des feuilles en or de la couronne du sacre de l'Empereur, réalisée par l'orfèvre Martin-Guillaume Biennais et adjugée le 19 novembre 2017. Chaque feuille représentait une des batailles de Napoléon. Mais, lors de l'essayage aux Tuileries, celui-ci trouva la couronne trop lourde. L'orfèvre retira donc six feuilles, qu'il donna à ses six filles. Ce sont les descendants directs d'une de ces filles qui se sont séparés de leur feuille d'or. L'étude a également vendu le sabre de Bonaparte à Marengo, qui était encore conservé par la famille impériale et qui fut racheté par... le conjoint de l'un des vendeurs ! En novembre 2014, le bicorne de Napoléon issu des collections de la Principauté de Monaco a eu moins de chance : il est parti chez le roi du poulet sud-coréen ! Jean-Christophe Chataignier a également vendu une chaussure de Marie-Antoinette, conservée par les descendants de Marie-Emilie Leschevin de Prévoisin, une amie proche de Mme Campan. Mais ce sont peut-être les manuscrits, particulièrement les lettres, qui le frappent le plus : la seule lettre de Robespierre à Danton ou la lettre d'adieu de Madame Royale à Louise-Elisabeth de Croÿ d'Havrè, future duchesse de Tourzel, alors que la fille de Louis XVI s'apprête à quitter la France. « *On touche l'intime, le quotidien, l'instant, c'est incontestablement ce qu'il y a de mieux.* »



Eric Beaussant a passé sa vie à côtoyer l'histoire, lui aussi. Quelques découvertes ont fait le sel de son métier. La plus célèbre, c'est la verseuse du roi de Siam. « *Nous sommes appelés un jour dans une vieille famille du VII^e arrondissement pour faire un partage d'argenterie entre les enfants*, raconte-t-il. *Un monceau d'argenterie avait été posé sur la table de la salle à manger, des choses bien et d'autres sans valeur. Je tombe sur une petite verseuse avec un long bec fin qui ressemble à de l'orfèvrerie d'Extrême-Orient mais porte un poinçon français de l'époque de la Restauration, des armoiries appliquées datant du Second Empire, et, gravée au fond, une marque dont nous avons l'habitude, une vieille marque qui nous interpelle. Très vite, on a trouvé que c'était un objet royal figurant dans les inventaires de Versailles, qui avait été vendu dans l'une des dernières ventes révolutionnaires en 1797. Le lot comprenait deux verseuses en argent offertes à Louis XIV par le roi de Siam lors de la visite de ses ambassadeurs en 1686. La verseuse a été poinçonnée après avoir été vendue sous la Restauration, la famille l'a ensuite ornée d'armoiries, sans doute à l'occasion d'un mariage, puis la verseuse a disparu dans un placard. Elle était si noire qu'on s'est demandé si elle n'était pas laquée à l'origine ! Elle a été classée trésor national et vendue de gré à gré au musée de Versailles pour un million d'euros grâce au mécénat de LVMH ! »*



SOUVENIRS INTIMES Cyrille Boulay (*en haut*), spécialiste de l'histoire des familles royales, est expert de la prochaine vente de souvenirs de la fille du Dr Botkine, le médecin personnel du tsar, pour l'étude Coutau-Bégarie. Des icônes et des photos des membres de la famille impériale seront, entre autres, dispersées (*page de droite*). Ci-contre : la célèbre verseuse offerte à Louis XIV par le roi de Siam en 1686, authentifiée par Eric Beaussant chez des particuliers.



© LEANG SENG. © CHÂTEAU DE VERSAILLES, DIST. GRANDPALAIS/WMN/CHRISTOPHE FOUIN. © ETUDE COUTAU-BÉGARIE/BÉGARIE.

Le commissaire-priseur est encore aussi émerveillé par la vente en 1997 du mobilier du château de Duino, lequel domine l'Adriatique, entre Venise et Trieste, et appartient à la branche, italianisée après la guerre de 1914-1918, des Thurn und Taxis, une famille très francophile, descendant, entre autres, de Marie Bonaparte. « Il y avait quelques souvenirs d'Elisabeth d'Autriche, de la duchesse de Berry, de Rilke... Des archives extraordinaires qui ont été cédées à la Province car il est très difficile de faire sortir des souvenirs historiques d'Italie... » Il n'oubliera pas non plus la vente, en octobre 2021, du mobilier et des archives de la famille de Suzannet, les descendants d'un des plus grands chefs vendéens. Il savait qu'il touchait les derniers feux d'une prestigieuse histoire. Heureusement, le Mémorial de la Vendée a acheté un grand nombre d'objets, tout comme les familles des autres chefs insurgés. L'étude possède également un département nommé « Histoire et chevalerie », où sont classés les souvenirs

de généraux, les ordres, les décorations. Certaines sont de véritables bijoux, qui cumulent donc valeur intrinsèque et valeur historique, et regroupent un marché confidentiel mais très vigoureux de collectionneurs motivés et internationaux. Un grand aigle de l'Empire peut monter jusqu'à 100 000 euros... En avril 2024, une étonnante collection de décorations de l'empire d'Annam réunie par Michel Contier a trouvé preneurs pour 2 millions d'euros environ. Le catalogue, qui regorge de photographies et de décorations les plus raffinées, est un véritable documentaire historique sur cet empire encore mal connu. « Les Français possèdent encore de nombreux souvenirs d'Extrême-Orient, se réjouit le commissaire-priseur. Or, pour la nouvelle classe aisée vietnamienne, comme pour les Chinois il y a une vingtaine d'années, tout ce qui est en rapport avec les empereurs est très désirable... » De belles ventes de souvenirs historiques en perspective!

LE FIGARO HISTOIRE

1 AN
D'ABONNEMENT
6 NUMEROS

45€ au lieu de 59,40€



ou

2 ANS
D'ABONNEMENT
12 NUMEROS | **80€** au lieu de 118,80€

+ 10€ DE RÉDUCTION

ABONNEZ-VOUS

PAR TÉLÉPHONE

01 70 37 31 70
avec le code RAP25004

PAR INTERNET

lefigaro.fr/abo-histoire

ou scannez
ce code



PAR COURRIER

en adressant votre règlement de 45€
ou 80€ à l'ordre du Figaro à :

Le Figaro Histoire Abonnement,
45 avenue du Général-Leclerc
60643 Chantilly Cedex

Offre France métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés et valable jusqu'au 31/05/2025. Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et uniquement au Figaro pour vous adresser des offres commerciales pour des produits et services offerts par Le Figaro. Afin d'exercer les droits relatifs à vos données personnelles dans les limites prévues par la loi, vous pouvez vous adresser à Le Figaro, DPO, 101 rue de l'Abbé-Groult, 75015 Paris. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cochez cette case ☐. Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées postales soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de la prospection commerciale postale, cochez cette case ☐. Photos non contractuelles. Vous disposez du droit de saisir la CNIL de toute réclamation concernant le traitement des données vous concernant. Notre politique de confidentialité et nos CGV sont disponibles sur <https://mentions-legales.lefigaro.fr/le-figaro/politique-de-confidentialite-figaro> et <https://boutique.lefigaro.fr/conditions-generales-de-vente>.

AVANT, APRÈS
Par Vincent Trémolet de Villers

© FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO.



Le vieil homme et l'enfant

L'ESPRIT DES LIEUX

130
HISTOIRE

Dans le silence de la nuit, le four de la boulangerie s'allume. Les mains paternelles mélangent l'eau, la farine, le sel avant que la pâte ne s'élève sous les flammes. Une odeur tendre, « dorée et soyeuse » réchauffe le cœur. Nous sommes en 1949 dans un village de Bretagne, au cœur du sanctuaire inviolable de l'enfance. Celle de Jean-Paul Kauffmann qui fait ici le chemin inverse du journal de Tintin. A 77 ans passés, il revient vers ses 7 ans, ces moments de sensation où se révèle « l'âme profonde des choses ». Moments que « seule l'enfance peut saisir » et qui réalisent « l'accord total entre la liberté et le seul fait d'exister ».

Nous sommes à Corps-Nuds, à quelques kilomètres de Rennes. Le village du petit Kauffmann vit dans le traumatisme de « l'accident ». Dix-huit footballeurs sont morts au retour d'un match dans une spectaculaire sortie de route. Le chauffeur s'était attardé au comptoir. Une eau-de-vie, puis une autre, une autre encore. Au volant du Dodge (camion immortalisé par *Le Salaire de la peur*) où étaient montés les joueurs, il s'était senti soudain invincible.

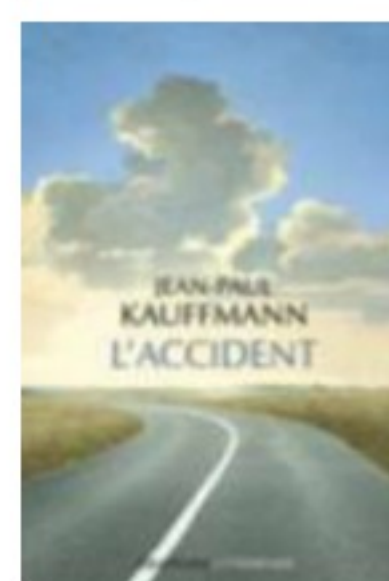
La tragédie hante les esprits, mais on en parle peu. C'est un village comme dans Péguy, où l'on livre le pain dans des cours de fermes boueuses, peuplées d'animaux, pleines de senteurs fortes ; des heures simples et répétitives où les bistrots se remplissent le dimanche, où les enfants comme le narrateur partent dès l'aube pour servir la messe. Les bonheurs croustillent comme les pâtisseries que sa mère fait à merveille, la liberté des gamins – après avoir aidé aux travaux de leurs parents – est pleine et entière. L'enseignement est sévère, la religion sérieuse. Enfer et Jugement dernier nourrissent les angoisses nocturnes. « *La pastorale de la trouille* » vit ses derniers feux. En surplis, on accompagne M. le curé quand il va donner l'extrême-onction ; pour les funérailles, c'est le grand jeu avec le cheval revêtu de noir, le corbillard majestueux, le glas qui sonne et les notes du *De profundis* qui poursuivent la liturgie. Cette liturgie où se mêlent la fascination et l'ennui, le théâtre et la profondeur, la solennité et l'intimité. « *Commencer est délicieux, finir plus voluptueux encore (...).* L'ite, missa est, ce frémissement presque enivrant dans l'assemblée annonçant l'épilogue. Une excitation sans pareille ! L'orgue tonnait dans une atmosphère libératoire, il ne fallait pas nous



le dire deux fois. » C'est sous l'autorité de l'intransigent abbé Brionne que se déroulent ces offices. Personnalité froide et dominatrice qui se durcira à mesure que la société choisit le consumérisme des Trente Glorieuses. A cette figure impopulaire en son temps, incompréhensible aujourd'hui, l'auteur rend un hommage affranchi des facilités contemporaines : « *Le curé Brionne m'a fait rêver. Il a illuminé mon enfance. Dans cette église qui était à son image – trop considérable au regard des nécessités de la paroisse –, il m'a fait entrevoir à travers les offices et ses prédications inintelligibles une forme de beauté et une dimension nouvelle du langage.* » Un autre prêtre, lecteur du *Petit Prince* creuse un autre sillon, un autre encore quittera le sacerdoce.

Bernanos plane sur cette histoire, Péguy donc, mais aussi Poussin et la lumière de son *Été* nourrissent cette méditation où se mêlent les souvenirs, l'enquête (c'est un journaliste qui prend la plume), l'enlèvement au Liban, le goût du vin et des livres. Pas de nostalgie pour Kauffmann, mais plutôt une conscience aiguë du *nevermore* qui fait qu'un homme ne se plonge jamais deux fois dans la même impression, la même contemplation. On retrouve, dans ce magnifique exercice de gratitude le sens du récit, l'art de la composition, le dépouillement du style, la justesse d'évocation, le génie du rebondissement, qui donnent à l'œuvre de Kauffmann sa singularité et sa puissance. Derrière le vieil homme, l'enfant est toujours là. Il rend au pain du quotidien son goût inimitable. *✍*

À LIRE



L'Accident
Jean-Paul Kauffmann
Editions des Equateurs
« Littérature »
336 pages
22 €

© MAURICE ROUGEMONT/OPALE PHOTO/ÉDITIONS DES ÉQUATEURS.

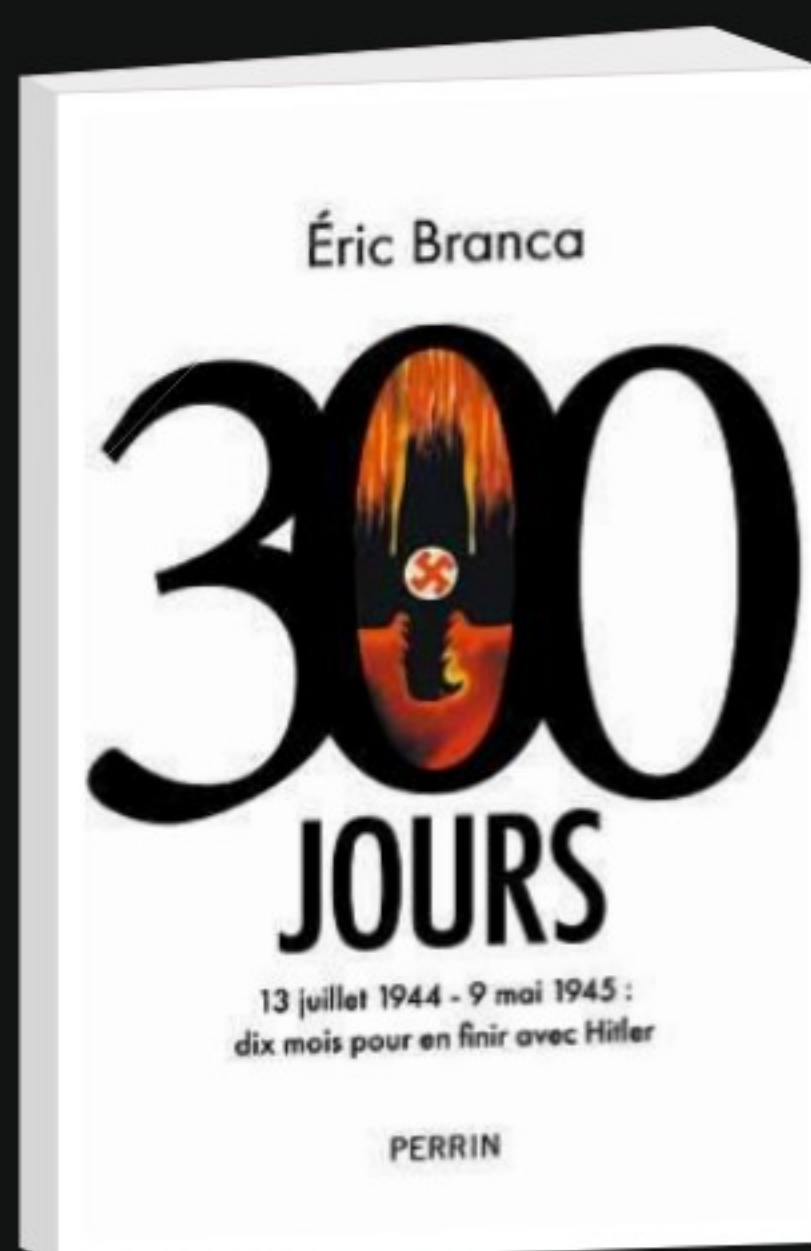
Retrouvez *Le Figaro Histoire* le 30 mai 2025

ABONNEZ-VOUS!

ET RECEVEZ LE LIVRE

300 JOURS

Eric Branca



Juillet 1944. Tandis qu'à l'Est, l'Armée rouge casse définitivement les reins de la Wehrmacht (opération "Bagration") et qu'à l'Ouest, Américains et Britanniques qui piétinaient depuis le Débarquement, percent enfin les défenses allemandes (opération "Cobra"), les chefs alliés sont optimistes : la guerre en Europe sera finie à Noël.

Tous se trompent. Elle durera dix mois encore. Les plus coûteux en vies humaines de tout le conflit.

Une saga palpitante sur les derniers mois de la Seconde Guerre mondiale.

448 pages - Format : 15,2 x 24,3 cm

OFFRE DU MOIS

1 AN
6 NUMÉROS
+ LE LIVRE
« 300 JOURS »

59€
au lieu de 83,40€*
SOIT 29% DE RÉDUCTION

OU

1 AN (6 N^{os}) **45€** au lieu de 59,40€* SOIT 24% DE RÉDUCTION



NOUVEAU Inclus dans votre abonnement, les numéros du Figaro Histoire en version numérique

RAP25003

COMMENT S'ABONNER

PAR COURRIER affranchi

Le Figaro Histoire, Abonnements
45 avenue du Général-Leclerc
60643 Chantilly Cedex

PAR TÉLÉPHONE

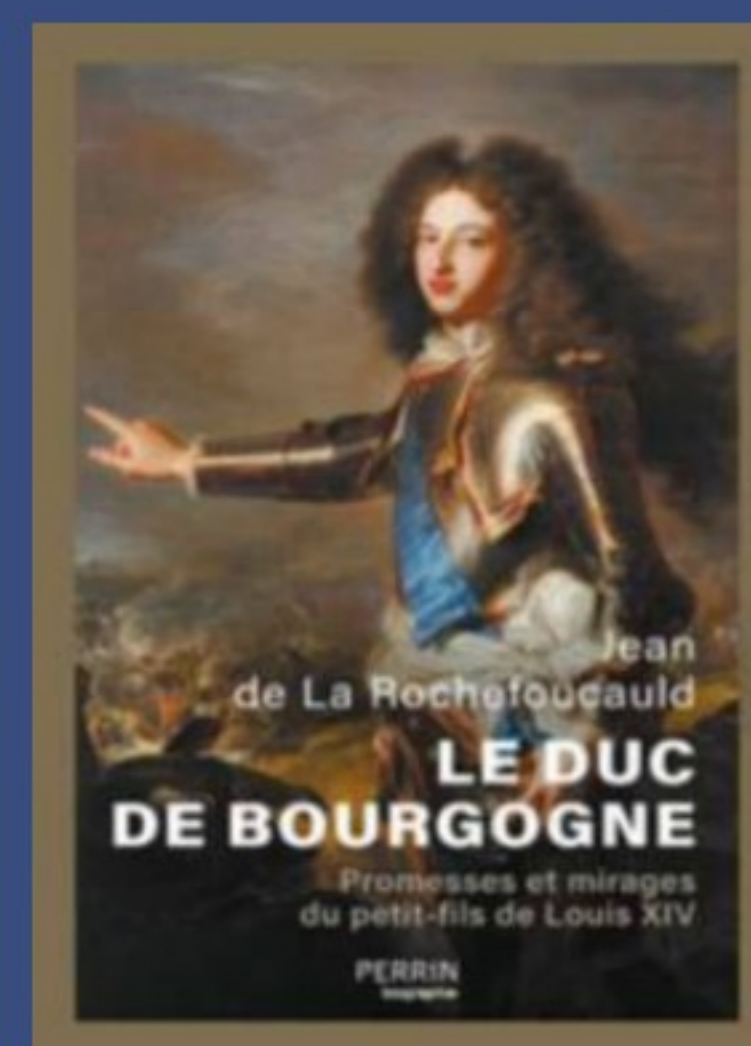
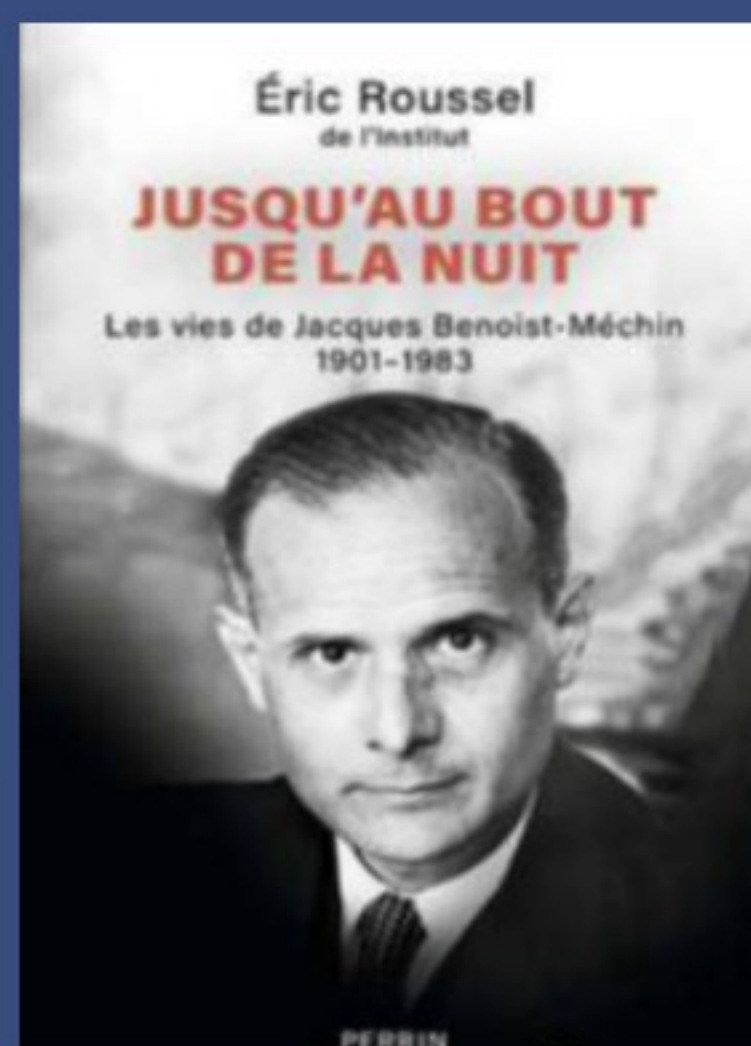
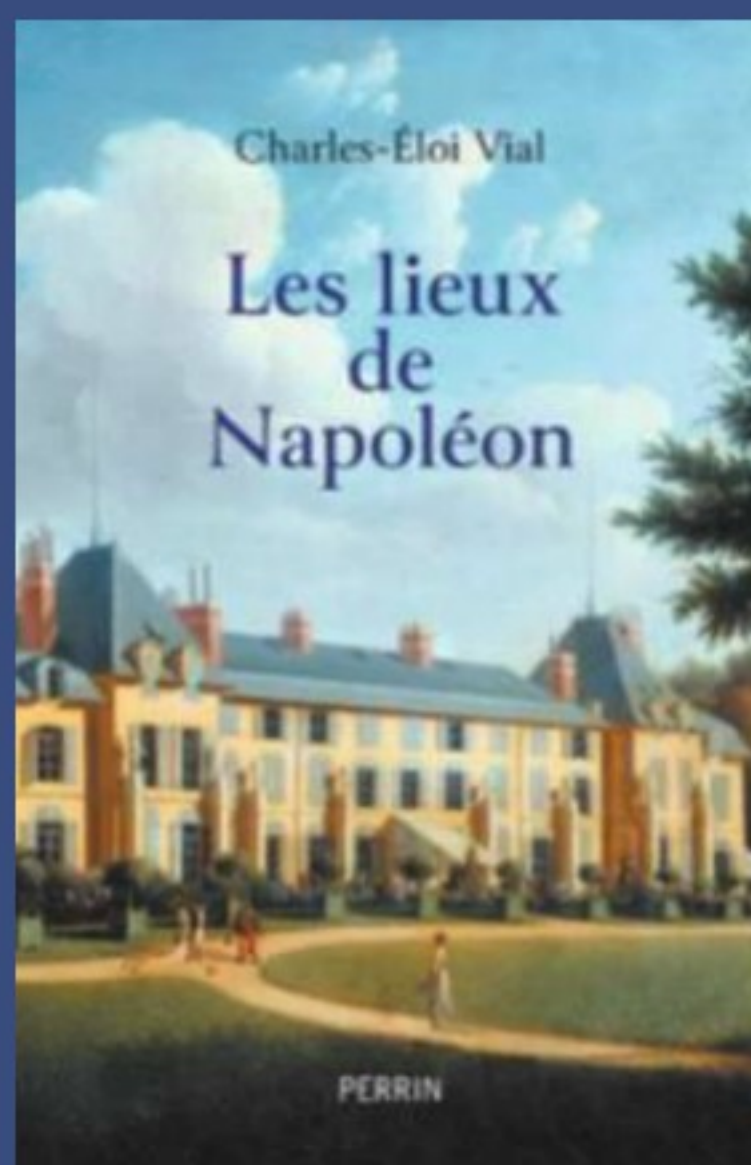
01 70 37 31 70
du lundi au vendredi de 7h à 18h,
le samedi de 8h à 13h

PAR INTERNET

lefigaro.fr/
abo-histoire



PERRIN



LE MEILLEUR DE L'HISTOIRE